

CIRCULAIRE ADN
PROCÉDURE D'IDENTIFICATION PAR ANALYSE ADN EN MATIÈRE PÉNALE

VERSION REVUE/ACTUALISÉE de JUIN 2017

GUIDE DE LECTURE

La circulaire ADN a pour but d'attirer l'attention sur l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, qui entraîne une modification importante de la procédure relative à l'analyse ADN en matière pénale. La circulaire vise en outre à être un outil d'interprétation de la réglementation et de son utilisation en pratique.

Ce guide de lecture donne, en un clin d'œil, une idée du contenu et de la structure des différentes parties de la circulaire. En fonction de ses besoins, le lecteur peut parcourir toutes les parties ou seulement une d'entre elles.

- Définitions** Cette partie présente une liste des définitions des notions fondamentales qui sont utilisées dans la loi, l'A.R. et la circulaire.
- Préambule** Cette partie s'attelle à décrire le cadre légal.
L'objectif est de faire comprendre la nouvelle législation qui est abordée dans la circulaire, mais aussi de permettre de consulter facilement les documents législatifs (indication des références et aperçu des articles).
- Partie I** Cette partie contient des informations contextuelles utiles et a pour but d'assurer une meilleure compréhension de la circulaire, de la loi ADN et de l'A.R. ADN. Ainsi, elle s'attarde sur l'historique et les objectifs des nouvelles lois et des nouveaux A.R. relatifs à l'ADN et donne une brève explication technique en la matière. Cette partie ne doit pas être relue chaque fois.
- Partie II** Cette partie aborde les différents acteurs impliqués dans la procédure ADN. Il est conseillé de consulter cette partie lors d'une première lecture de la circulaire.
- Partie III** Cette partie traite des différentes étapes de la procédure ADN. Elle reprend toutes les informations législatives et pratiques, commentées par acteur et par étape de la procédure.
- Partie IV** Cette partie reprend les infractions pénales définies dans la nouvelle réglementation ADN, analyse les dispositions transitoires et se penche enfin sur l'évaluation de la circulaire.

SYNTHÈSE DES ADAPTATIONS APPORTÉES À LA VERSION ACTUALISÉE DE LA CIRCULAIRE

La circulaire relative à l'ADN a été adaptée pour deux raisons :

1° La circulaire devait répondre aux modifications législatives apportées en matière d'ADN, à savoir :

- la loi du 21 décembre 2013 créant une banque de données ADN « Personnes disparues », modifiée par la loi du 9 avril 2017;
- l'arrêté royal du 27 novembre 2015 fixant les tarifs pour les expertises en matière d'ADN ;
- la loi du 17 mai 2017, portant création de la banque de données ADN « Intervenants ».

Un aperçu détaillé de l'ensemble de la législation traitant de ce sujet figure à la section « Préambule : Cadre légal ».

2° Par ailleurs, la présente version modifiée intègre les remarques formulées lors de l'évaluation de la circulaire initiale.

Les changements apportés par rapport à la première version de la circulaire sont surlignés en jaune.

* * * *

Les principales nouveautés ajoutées dans la présente version actualisée sont les suivantes :

1) Banque de données ADN « Personnes disparues » :

Le législateur a décidé de créer une nouvelle banque de données ADN « Personnes disparues » afin d'accélérer les recherches en cas de disparition.

Les profils suivants sont enregistrés dans cette nouvelle base de données, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017 :

- les profils ADN de dépouilles mortelles non identifiées ;
- les profils ADN de traces de la personne disparue même ;
- les profils de référence ADN des parents de la personne disparue.

D'un point de vue technique, en ce qui concerne les parents, cette nouvelle banque de données abandonne le principe général de la comparaison directe. En effet, dans le cas de la banque de données « Personnes disparues », le profil ADN de la personne disparue est comparé, sur la base d'un test de parenté, au profil de référence de plusieurs parents de celle-ci (comparaison indirecte).

Pour de plus amples informations à cet égard, il est recommandé de consulter les parties suivantes de la présente circulaire:

- la discussion de l'historique et les objectifs de la nouvelle loi (partie I – Informations contextuelles, en particulier point 1.6.) ;
- les explications techniques concernant le test de parenté (partie I, point 2 *in fine*) dont la lecture est vivement conseillée pour la bonne compréhension de la nouvelle législation ;
- la description de la nouvelle banque de données ADN et les précisions quant aux nouveaux acteurs impliqués, à savoir la cellule « Personnes disparues » et le DVI (partie II, point 4 et points 6.2 et 6.3) ;

- la procédure à suivre à l'égard des traces qui sont qualifiées pour être enregistrées dans cette banque de données ADN (partie III, section 1.3.2, point 3 *in fine* et section 1.3.4, points 1 et 2) ;
- la procédure à suivre en vue du prélèvement d'échantillons de référence sur les parents de la personne disparue : les conditions légales, les exigences scientifiques et techniques pour les services de police et les tâches que les différents acteurs doivent exécuter, dont les directives relatives aux affaires non résolues (partie III – **nouveau chapitre 3bis**) ;
- les explications relatives au nouveau modèle de pedigree (nouveau modèle n° 17) (partie III, points 8.3.1 *in fine* et 8.3.2) ;
- un bref aperçu des possibilités de comparaison, à l'échelle internationale, avec la banque de données ADN « Personnes disparues » (partie III, point 9).

2) A.R. révisé tarifs-ADN :

Les tarifs en matière d'analyse ADN ont été revus en raison de motifs budgétaires impérieux relatifs aux frais de justice en matière pénale et afin de tenir compte de l'évolution technologique en la matière.

L'arrêté royal prévoit une réduction significative de ces coûts et contient, entre autres, de nouvelles dispositions portant sur l'urgence et les frais qui peuvent être comptés dans ce cas. Ces nouveaux taux sont applicables à toutes les analyses ADN demandées à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal (1^{er} décembre 2015).

Pour de plus amples informations à cet égard, il est recommandé de consulter les parties suivantes de la présente circulaire :

- l'historique législatif de cet arrêté royal (partie I et, plus particulièrement, point 1.7) ;
- les explications relatives aux réquisitions urgentes ayant trait aux traces (partie III, section 1.3.3, point 2) : le tarif peut être majoré de 65 % à condition que les résultats soient disponibles dans les deux jours ouvrables suivant la réception commune du réquisitoire et des pièces à conviction ;
- les explications relatives aux réquisitions urgentes ayant trait à l'analyse ADN des profils de référence : le tarif peut être majoré de 400 %, mais les résultats doivent être disponibles dans les 24 heures (partie III, section 2.3.2, point 3) ;
- les explications concernant les réquisitoires combinés (analyse comparative des traces et des échantillons de référence), pour lesquels les deux dispositions précitées doivent être respectées de manière distincte et pour lesquels il convient de tenir compte du fait que les comparaisons sont désormais effectuées uniquement par le laboratoire ADN qui a établi le profil de référence des traces ou par l'INCC (partie III, section 2.3.2, point 3) ;
- la nouvelle réglementation liée aux analyses complémentaires demandées par l'INCC, qui peuvent désormais être facturées par les laboratoires ADN (partie III, section 1.3.3, point 5).

3) Banque de données ADN « Intervenants » :

Le législateur a décidé de créer une nouvelle banque de données ADN « Intervenants », afin d'exclure la contamination des traces découvertes par les traces ADN laissées (involontairement) par les personnes impliquées dans l'enquête.

Par « intervenants », il est songé aux services de police, aux membres de la police technique et scientifique, aux secouristes, aux juges d'instruction, aux magistrats de parquet, aux collaborateurs des laboratoires, aux membres du personnel de l'INCC, etc.

Le Roi déterminera les acteurs de l'enquête dont le profil ADN doit être établi aux fins d'enregistrement dans la banque de données ADN « Intervenants ». Dès lors, ce n'est qu'après la publication de cet arrêté royal que la nouvelle loi pourra entrer en vigueur.

Pour de plus amples informations à cet égard, il est recommandé de consulter les parties suivantes de la présente circulaire:

- la discussion de l'historique et les objectifs de la nouvelle loi (partie I – Informations contextuelles, en particulier point 1.8) ;
- la description de la nouvelle banque de données ADN (partie II, point 4) ;
- la procédure à suivre en vue du prélèvement d'échantillons de référence sur les intervenants : les conditions légales et les tâches que les différents acteurs doivent exécuter (partie III – **nouveau chapitre 7BIS**) ;
- l'absence de comparaison internationale dans la banque de données ADN « Intervenants » (partie III, point 9).

A la suite de cette législation la cellule nationale ADN a été intégrée au parquet fédéral (partie II, point 1.).

4) Principales modifications apportées à la suite de l'évaluation de la version initiale de la circulaire :

Concernant les traces (partie III, point 1)

- Alors qu'auparavant, les services de police étaient responsables de la transmission des pièces à conviction aux laboratoires ADN, il a à nouveau été autorisé de conclure des accords locaux en la matière avec les laboratoires ADN locaux, à condition que des délais clairs soient fixés pour le retrait des pièces à conviction au greffe (maximum 14 jours) et pour autant que les laboratoires ADN ne facturent pas de frais à cet effet (partie III, point 1.3.1.2).
- Afin d'aider les services de police sur le terrain lors de l'évaluation et du classement des supports de traces pouvant faire l'objet d'une analyse ADN, un nouveau modèle uniforme de diagramme de décision a été élaboré (nouveau modèle n° 14). Ce modèle doit OBLIGATOIREMENT être utilisé dans tout dossier contenant des traces (partie III, point 1.3.1.3).
- Pour ce qui est des analyses ADN limitées aux traces, un modèle standard distinct a été créé (nouveau modèle n° 2A) et prévoit que le rapport du laboratoire ADN doit également être transmis, par défaut, à la police fédérale dans le cadre de la banque de données des traces (SDB) (partie III, section 1.3.2, point 3).

Concernant les prélèvements sur des suspects avec consentement (partie III, point 2)

- À la suite de la réduction des frais (cf. *supra*), il est recommandé, sur le plan stratégique, de procéder systématiquement au prélèvement d'un échantillon de référence ADN dans les affaires de groupes d'auteurs itinérants, de vols dans les habitations et d'agissements suspects, en vue d'une comparaison unique dans les banques de données ADN (partie III, 2.3.2., 3 in fine).
- Une solution a été apportée à la problématique liée à la réutilisation d'un profil de référence existant lorsqu'il n'est pas possible/indiqué de demander le consentement du suspect (partie III, section 2.3.2, point 1, cadre).
- Désormais, le numéro de code ADN peut être inscrit sur le procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence (partie III, section 2.3.3, point 4) et dans la banque de données nationale générale (BNG) en cas de signalement (partie III, section 2.3.3, point 6).
- La circulaire définit la manière dont la notification des résultats doit être effectuée en vue d'une éventuelle contre-expertise lorsque le suspect n'a pas de lieu de domicile ou de résidence fixe (partie III, point 3.3.2., 3).

Concernant les prélèvements sur des non-suspects avec consentement (partie III, point 3)

- Le modèle standard relatif au SAS a été adapté (nouveau modèle n° 4) (partie III, section 2.3.2, point 3).

Concernant les prélèvements sur des suspects sous la contrainte (partie III, point 4)

- Une méthode a été déterminée aux fins d'utilisation de l'ADN dans des dossiers de reconnaissance fictive (partie III, point 4.3.2).

Concernant les condamnés (partie III, point 7)

- Les dispositions ont été complétées par les nouvelles peines autonomes (surveillance électronique et probation) et la nouvelle infraction de voyeurisme (partie III, point 7.3.1).
- La circulaire explique la requête « condamnés » (partie III, section 7.3.2, point 1).
- La méthode à appliquer a été précisée en ce qui concerne : l'envoi du pli judiciaire à un condamné sans lieu de domicile ou de résidence connu (partie III, section 7.3.2, point 3) ; les difficultés rencontrées en prison lors du prélèvement de l'échantillon de référence complété par la vérification des empreintes digitales (partie III, section 7.3.3, point 1) ; l'utilisation de la contrainte par les services de police (partie III, section 7.3.3, point 3) ; la procédure à suivre par la police en cas de signalement et de désignement, y compris la mention du numéro de code ADN (partie III, section 7.3.3, point 7).
- Le modèle n° 8 a été modifié, afin de spécifier que les laboratoires ADN ne peuvent pas facturer de frais à cet effet (partie III, section 7.3.2, point 3).

Afin d'assurer la bonne mise en œuvre des modifications législatives précitées et de répondre aux remarques formulées à l'égard de la première version de la circulaire, *l'application web a également été adaptée*. Les *modèles* existants ont aussi été revus en conséquence et/ou complétés par de nouveaux formulaires. Ceux-ci sont disponibles dans l'application web, de la même manière qu'auparavant.

Pour ce qui est de l'utilisation de l'application web, un *manuel* a été rédigé et peut être consulté en ligne à partir de celle-ci. Il y est expliqué, en particulier, comment enregistrer des mineurs, des auteurs d'infractions de roulage et des personnes connues sous différents alias.

Enfin, il a été tenu compte de la création, au sein de la police fédérale, de la *banque nationale de données des traces (SDB)* (explications à ce propos, cf. partie II, point 6.3). Le flux d'information et l'enregistrement des résultats/liens ADN dans cette base de données ont été organisés (aperçu, cf. addenda V – partie III, 1.3.2., 3 – partie III, 1.3.4., 1 et partie III, 2.3.2, 5).

!!!!!! La présente circulaire peut également être consultée dans l'application web ADN. Afin de rendre l'application concrète de cette vaste circulaire plus conviviale dans la pratique, les schémas de procédure ont été informatisés. En cliquant avec la souris sur l'un des termes du schéma de procédure, vous êtes redirigé automatiquement vers le chapitre de la circulaire se rapportant à cette notion.

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS.....	14
PRÉAMBULE : CADRE LÉGAL.....	16
1. EXPLICATIONS.....	16
2. STRUCTURE DE LA NOUVELLE LOI ADN.....	18
3. APERÇU DE LA LÉGISLATION EXAMINÉE DANS LES CIRCULAIRES.....	19
PARTIE I. INFORMATIONS CONTEXTUELLES.....	20
1. LÉGISLATION ADN : HISTORIQUE.....	20
1.1. Mise en évidence des problèmes posés par la loi ADN de 1999.....	20
1.2. Plan en trois étapes.....	21
1.3. Élaboration de la nouvelle loi ADN 2011 et du nouvel A.R. ADN 2013.....	21
1.4. Objectifs de la nouvelle loi ADN 2011.....	23
1.5. Adaptation par la commission spéciale « Abus sexuels ».....	24
1.6. Création d'une nouvelle banque de données ADN « Personnes disparues ».....	25
1.7. Le nouvel arrêté royal relatif à la révision des tarifs.....	26
1.8. La nouvelle banque de données ADN « Intervenants ».....	27
2. NOTE TECHNIQUE CONCERNANT L'ANALYSE ADN.....	27
PARTIE II. LES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA PROCÉDURE ADN.....	32
1. LA CELLULE NATIONALE.....	32
2. MAGISTRATS DE RÉFÉRENCE ADN.....	35
3. LABORATOIRES ADN.....	36
4. LES BANQUES NATIONALES DE DONNÉES ADN DE L'INCC (DIS).....	39
5. LA COMMISSION D'ÉVALUATION ADN.....	43
6. services de police spécifique.....	44
6.1. laboratoires de police technique et scientifique de la police judiciaire.....	44
6.2. cellule « personnes disparues » et DVI.....	44
6.3 Banque nationale de données des traces (SDB) au sein de la police fédérale.....	44
CONFORMÉMENT À LA LÉGISLATION RELATIVE À L'ADN, CERTAINES INFORMATIONS DOIVENT D'ABORD PASSER PAR LE MAGISTRAT, À QUI IL APPARTIENT DE PUBLIER L'IDENTITÉ LIÉE AU NUMÉRO DE CODE ADN. DANS L'ADDENDA V FIGURE UN SCHÉMA RÉCAPITULATIF DU FLUX D'INFORMATION DESTINÉ À LA BANQUE DE DONNÉES DES TRACES, QUI EST DÉTAILLÉ PAR ÉTAPE ET PAR ACTEUR DANS LA SUITE DE LA PRÉSENTE CIRCULAIRE (PARTIE III).	45

PARTIE III. ANALYSE DU SCHÉMA DE PROCÉDURE EN VERTU DES NOUVELLES DISPOSITIONS LÉGALES46

1. TRACES	46
1.1. Principales nouvelles dispositions légales	46
1.2. Schéma de procédure	47
1.3. Analyse de la procédure relative à l'examen des traces	47
1.3.1. Police	47
1.3.1.1. Analyse des nouvelles dispositions légales relatives à la gestion des lieux des faits	47
1. Service de police responsable de la première intervention	48
2. Officier de police judiciaire responsable de la descente sur les lieux	49
3. Officier de police judiciaire de la police fédérale responsable de la police technique et scientifique (ou ses collaborateurs)	49
4. Officier de police judiciaire gestionnaire des saisies	50
5. Laboratoires de police technique et scientifique	50
6. Qu'advient-il en cas de non-respect des dispositions fixées par l'arrêté royal ?	51
1.3.1.2. Analyse des nouvelles dispositions et directives légales relatives à la transmission des pièces à conviction et du procès-verbal de saisie au laboratoire ADN	51
1.3.1.3. Analyse de la nouvelle directive introduite par la présente circulaire, qui ajoute un tableau standard en annexe au procès-verbal de saisie, afin d'améliorer l'efficacité de l'analyse ADN, grâce à une sélection et à un échange d'informations.....	53
1. Contextualisation et objectif	53
2. Analyse du modèle uniforme « Diagramme de décision »	53
3. Communication – procès-verbal – saisie – répartition des tâches	56
1.3.2. Magistrats	56
1. Accès aux lieux isolés par les zones d'exclusion judiciaire	56
2. Vers des analyses plus efficaces	56
3. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN	57
1.3.3. Laboratoires d'analyse ADN	58
1. Préserver une fraction suffisante pour permettre une contre-expertise	58
2. Rapport de l'expert.....	59
3. Transmission de l'ensemble des profils ADN de traces aux banques nationales de données ADN.....	61
4. Renvoi des pièces à conviction au greffe	62
5. Demande d'explications du gestionnaire des banques nationales de données ADN	62
1.3.4. Banques nationales de données ADN (Service DIS de l'INCC)	63
1. Enregistrement et comparaison systématique d'office des profils ADN de traces dans les banques de données ADN	63
2. Effacement des profils ADN des traces de la banque de données ADN « Criminalistique » ou Personnes disparues »	64
2. PRÉLÈVEMENT SUR DES SUSPECTS AVEC CONSENTEMENT – ORDRE DU PROCUREUR DU ROI	66
2.1. Principales nouvelles dispositions légales	66
2.2. Schéma de procédure	67
2.3. Analyse.....	67
2.3.1. Conditions.....	67
1. Âgé de 16 ans ou plus	68
2. Indices de culpabilité.....	68
3. Accord écrit et notifications préalables	69
2.3.2. Procureur du Roi.....	71
1. Vérification préalable auprès de la cellule nationale afin de déterminer si un numéro de code ADN a déjà été attribué	71
2. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un suspect par la police	74
3. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN	75
4. Contre-expertise.....	77
5. Flux d'information après réception du rapport du laboratoire ADN	78
2.3.3. Police	78
2.3.3.1. Missions relatives au prélèvement de l'échantillon de référence	78

1. Vérification approfondie de l'identité du suspect.....	78
2. Accord écrit et notifications préalables	79
3. Prélèvement de l'échantillon de référence	79
4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence	80
5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence	81
6. Lorsque le suspect n'est pas trouvé : signalement et désignalement	81
2.3.3.2. Missions relatives à la transmission au laboratoire ADN	82
1. Réquisitoire du laboratoire ADN annexé.....	82
2. Transmission de l'échantillon de référence au laboratoire ADN	82
3. En cas de comparaison avec des traces : transmission des pièces à conviction au laboratoire ADN.....	82
4. Ajout des procès-verbaux utiles	82
2.3.3.3. Missions relatives à la notification des résultats de l'analyse ADN ou de la contre-expertise	82
2.3.4. Laboratoire ADN	83
1. Rapport de l'expert.....	83
2. Rapport de contre-expertise	84
3. Transmission automatique des données aux banques nationales de données ADN (DIS)	84
4. Communication du profil ADN établi à la cellule nationale	85
5. Demande d'explications des banques nationales de données ADN (DIS).....	86
6. Destruction de l'échantillon de référence et des échantillons qui en dérivent	86
2.3.5. Banques nationales de données ADN (DIS)	86
1. Traitement des profils ADN transmis	86
2. Suppression des profils ADN des banques nationales de données ADN	87

3. PRÉLÈVEMENT SUR DES NON-SUSPECTS AVEC CONSENTEMENT – ORDRE DU

PROCUREUR DU ROI.....	89
3.1. Principales nouvelles dispositions légales	89
3.2. Schéma de procédure	90
3.3. Analyse.....	90
3.3.1. Conditions	90
1. Âgé de 16 ans ou plus	91
2. Limitation à la comparaison avec les traces découvertes dans le cadre de l'affaire	91
3. Accord écrit et notifications préalables	91
3.3.2. Procureur du Roi.....	92
1. Pas de numéro de code ADN attribué	92
2. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect par la police	92
3. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN	92
4. Contre-expertise.....	93
5. Dossiers d'attentat à la pudeur ou de viol	93
3.3.3. Police	94
3.3.3.1. Missions relatives au prélèvement de l'échantillon de référence	94
1. PAS de vérification approfondie de l'identité	94
2. Accord écrit et notifications préalables	94
3. Prélèvement de l'échantillon de référence	94
4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence	94
5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence	95
6. Lorsque le non-suspect n'est pas trouvé : PAS de signalement automatique	95
3.3.3.2. Missions relatives à la transmission au laboratoire	95
3.3.3.3. Missions relatives à la notification des résultats de l'analyse ADN ou de la contre-expertise	95
3.3.4. Laboratoire ADN	95
1. Rapport de l'expert.....	96
2. Rapport de contre-expertise	96
3. PAS de transmission automatique des données des profils ADN des non-suspects.....	96
4. PAS de transmission de données à la cellule nationale	96
5. Destruction de l'échantillon de référence et des échantillons qui en dérivent	96
3.3.5. Banques nationales de données ADN (DIS)	96

3BIS. PRÉLÈVEMENT SUR DES PARENTS DE PERSONNES DISPARUES AVEC CONSENTEMENT – ORDRE DU PROCUREUR DU ROI	98
3BIS.1. Principales nouvelles dispositions légales	98
3BIS.2. Schéma de procédure	99
3BIS.3. Analyse	100
3BIS.3.1. Conditions légales	100
1. Qualité	100
2. Âge	100
3. Accord écrit et notifications préalables	101
3BIS.3.2. Exigences scientifiques	102
3BIS.3.4. Procureur du Roi	106
1. Contrôle des exigences scientifiques et tactiques	106
2. Attribution d'un numéro de code ADN spécifique	107
3. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un (des) parent(s) par la police	107
4. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN	108
5. Contre-expertise	109
3BIS.3.5. Police	110
3.3.3.1. Missions relatives au prélèvement de l'échantillon de référence	110
1. PAS de vérification approfondie de l'identité	110
2. Accord écrit et notifications préalables	110
3. Prélèvement de l'échantillon de référence	110
4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence	111
5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence	111
6. Lorsque le parent n'est pas trouvé : PAS de signalement automatique	111
3.3.3.2. Missions relatives à la transmission au laboratoire	111
3.3.3.3. Missions relatives à la notification des résultats de l'analyse ADN ou de la contre-expertise	111
3.3.6. Laboratoire ADN	111
1. Rapport de l'expert	111
2. Rapport de contre-expertise	111
3. Transmission automatique des données aux banques nationales de données ADN (DIS)	111
4. Transmission des données à la cellule nationale	112
5. Destruction de l'échantillon de référence et des échantillons qui en dérivent	112
3.3.5. Banques nationales de données ADN (DIS)	112
4. PRÉLÈVEMENT SUR DES SUSPECTS SOUS LA CONTRAINTE – MANDAT DU JUGE D'INSTRUCTION	115
4.1. Principales nouvelles dispositions légales	115
4.2. Schéma de procédure	116
4.3. Analyse	116
4.3.1. Conditions	117
1. Pas de condition d'âge	117
2. Indices de culpabilité	117
3. Faits punissables d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou d'une peine plus lourde	117
4. Audition préalable et notifications	118
5. Ordonnance motivée du juge d'instruction	118
4.3.2. Procureur du Roi	118
4.3.3. Juge d'instruction	119
1. Vérification préalable auprès de la cellule ADN locale afin de déterminer si un numéro de code ADN a déjà été attribué	119
2. Audition du suspect moyennant les notifications préalables et ordonnance motivée	120
3. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence par la police	120
4. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN	121
5. Notification des résultats à l'intéressé et contre-expertise	121
4.3.4. Police	121
1. Vérification approfondie de l'identité du suspect	121
2. PAS d'accord écrit, ni de notifications préalables	122

3. Prélèvement de l'échantillon de référence	122
4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence	122
5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence	122
6. Lorsque le suspect n'est pas trouvé : signalement et désignalement	122
4.3.5. Laboratoire ADN	122
4.3.6. Banques nationales de données ADN (DIS)	123
5. PRÉLÈVEMENT SUR DES NON-SUSPECTS SOUS LA CONTRAINTE – MANDAT DU JUGE D'INSTRUCTION	124
5.1. Principales nouvelles dispositions légales	124
5.2. Schéma de procédure	125
5.3. Analyse	125
5.3.1. Conditions	125
1. Pas de condition d'âge	125
2. Limitation à la comparaison avec les traces découvertes dans le cadre de l'affaire	126
3. Indices de lien direct avec l'instruction	126
4. Faits punissables d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou d'une peine plus lourde	126
5. Audition préalable et notifications	126
6. Ordonnance motivée du juge d'instruction	127
5.3.2. Procureur du Roi	127
5.3.3. J.I.	127
1. Aucun numéro de code ADN	127
2. Audition du non-suspect et ordonnance motivée	127
3. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect par la police	127
4. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN	128
5. Contre-expertise	128
6. Dossiers d'attentat à la pudeur ou de viol	129
5.3.4. Police	129
1. Pas de vérification approfondie de l'identité du non-suspect	129
2. Pas d'accord écrit, ni de notification préalable par la police	129
3. Prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect	129
4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence	129
5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence	129
6. Pas de signalement automatique si l'intéressé n'est pas trouvé	129
5.3.5. Laboratoire ADN	130
5.3.6. Banques nationales de données ADN (DIS)	130
6. PHASE DU JUGEMENT AU FOND	131
6.1. Principales nouvelles dispositions légales	131
6.2. Schéma de procédure	132
6.3. Analyse	132
6.3.1. Conditions	132
1. Sous la contrainte	132
2. Juge du fond	133
3. Étape intermédiaire passant par le procureur du Roi et réquisition au juge d'instruction	133
6.3.2. Procureur du Roi	133
6.3.3. Juge d'instruction – Police – Laboratoire ADN et banques nationales de données ADN (DIS)	134
7. CONDAMNÉS	135
7.1. Nouvelles dispositions légales	135
7.2. Schéma de procédure	136
7.3. Analyse	136
7.3.1. Conditions	136
7.3.2. Procureur du Roi local / procureur général	138
1. Listings des condamnés	139

2. Vérification préalable auprès de la cellule nationale afin de déterminer si un numéro de code ADN a déjà été attribué ou si un profil ADN a déjà été établi	140
3. Profil ADN déjà établi	140
4. Le profil ADN n'a pas encore été établi	141
7.3.3. Services de police.....	142
1. Vérification approfondie de l'identité du condamné ou de l'interné	142
2. Notifications préalables	142
3. Pas d'accord nécessaire de l'intéressé – contrainte possible.....	143
4. Prélèvement de l'échantillon de référence	143
5. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence	143
6. Mise sous scellés de l'échantillon de référence.....	144
7. Lorsque le condamné ou l'interné n'est pas trouvé : signalement et désignation ...	144
8. Transmission de l'échantillon de référence à la cellule nationale	145
7.3.4. Magistrat de la cellule nationale	145
7.3.5. Laboratoire ADN désigné pour les analyses ADN de condamnés et des internés	145
1. Retrait des échantillons de référence à la cellule nationale.....	145
2. Suppression de l'obligation de rédiger un rapport	145
3. Transmission automatique des données au service DIS.....	146
4. Communication du profil ADN établi à la cellule nationale	146
5. Destruction des échantillons de référence	146
7.3.6. Banques nationales de données ADN (service DIS)	146
7 BIS. INTERVENANTS – ORDRE DU MAGISTRAT FÉDÉRAL (cellule nationale)	148
7 BIS.1. Nouvelles dispositions légales	148
7 BIS.2. Discussion	148
7 BIS.2.1. Conditions	148
7 BIS.2.2. Magistrat fédéral de la cellule nationale	150
7 BIS.2.2.1. Centralisation au sein de la cellule nationale	150
2. Attribution d'un numéro de code ADN	150
3. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un intervenant par la police	151
4. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN	151
5. Contre-expertise.....	151
7 BIS.2.3. Services de police	151
1. PAS de vérification approfondie de l'identité de l'intervenant	151
2. Notifications préalables	151
3. Pas d'accord nécessaire de l'intéressé – obligation découlant de la loi	152
4. Prélèvement de l'échantillon de référence	152
5. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence	152
6. Mise sous scellés de l'échantillon de référence	152
7. Lorsque l'intervenant n'est pas trouvé : PAS de signalement automatique.....	152
8. Transmission de l'échantillon de référence au laboratoire d'analyse ADN de l'INCC ...	152
7 BIS.2.4. Laboratoire ADN désigné pour les analyses ADN d'intervenants	153
1. Pas de rapport.....	153
2. Transmission automatique des données au service DIS.....	153
4. Communication du profil ADN établi à la cellule nationale	153
5. Destruction des échantillons de référence	153
7 BIS.2.5. Banques nationales de données ADN (service DIS))	153
8. COMPARAISONS AU SEIN DES BANQUES NATIONALES DE DONNÉE ADN (SERVICE DIS)	155
8.1. Principales nouvelles dispositions légales	155
8.2. Schéma de procédure	156
8.3. Analyse.....	156
8.3.1. Banques nationales de données ADN (DIS)	156
8.3.2. Cellule nationale	159
8.3.3. Procureur du Roi local	161
9. COMPARAISONS INTERNATIONALES	162

PARTIE IV. DISPOSITIONS FINALES	163
1. INFRACTIONS PÉNALES	163
2. DISPOSITIONS TRANSITOIRES	164
3. ÉVALUATION DE LA PRÉSENTE CIRCULAIRE	166

DÉFINITIONS¹

Banques étrangères de données ADN : les banques de données ADN des autres États de l'Union européenne et des pays avec lesquels interviendrait un traité prévoyant l'échange des profils ADN aux fins de la procédure pénale

Banques nationales de données ADN : les banques nationales de données ADN « Criminalistique », « Condamnés », « Personnes disparues » et « Intervenants » gérées par l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie (INCC), qui constituent ensemble le « DNA Index System » (DIS)

Banque nationale de données des traces : banque de données développée et gérée par la police judiciaire fédérale, contenant différents types de traces et établissant des liens entre plusieurs dossiers dans lesquels ces traces apparaissent

Cellule nationale : la cellule créée au sein du ministère public (parquet fédéral)

Cette cellule est responsable de :

- 1) l'attribution des numéros de code ADN
- 2) la gestion de la banque de données contenant les données administratives corrélées aux numéros de code ADN
- 3) la coordination et la gestion de l'échange et du transfert des informations relatives à la comparaison de données provenant des banques nationales de données ADN
- 4) la coordination et la gestion des échantillons de référence et des missions concernant l'analyse ADN de condamnés
- 5) la rédaction des procès-verbaux révélant la correspondance entre le numéro de code ADN et le nom de la personne concernée
- 6) des avis à donner au Collège des procureurs généraux concernant la politique criminelle relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale

Cellule « Personnes disparues » : service de la police fédérale chargé² d'appuyer l'enquête concernant une personne dont la disparition est inquiétante et l'identification d'un corps (ou d'une partie de corps).

Comparaison des profils ADN : la comparaison de profils génétiques de traces découvertes avec les profils génétiques d'échantillons de référence ou la comparaison de ces profils entre eux

Consultation automatisée : un accès en ligne permettant de consulter les banques étrangères de données ADN

DIS : « DNA Index System » composé des banques nationales de données ADN « Criminalistique », « Condamnés », « Personnes disparues » et « Intervenants » (cf. banques nationales de données ADN)

Données ADN liées : le profil ADN et les données administratives associées au profil ADN établi

DVI : Disaster Victim Identification Team : service de la police fédérale chargé de fournir un appui dans le cadre de l'identification de victimes (aussi bien en situation de catastrophe que dans d'autres cas), au moyen, entre autres, de la constitution de dossiers *ante/post mortem*

¹ Aperçu alphabétique et parfois simplifié des définitions qui figurent à l'article 44^{ter} CIC et à l'article 2 de la loi ADN 2011, complété par des notions utilisées dans la circulaire.

² Circulaire COL 9/2002.

et du prélèvement d'échantillons de référence.

Échantillon de référence : les bulbes pileux, les cellules buccales ou de sang, prélevés sur une personne afin d'établir son profil ADN

Fichier national des numéros de code ADN : l'application web, gérée par la cellule nationale et accessible au ministère public, qui permet d'obtenir un numéro de code ADN, de suivre l'évolution du dossier et de générer les modèles de documents nécessaires

Gestionnaire des banques nationales de données ADN : la personne responsable de la gestion des banques nationales de données ADN au sein de l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie (INCC)

Intervenants : la personne qui, de par sa fonction et en cette qualité, est associée directement ou indirectement à la recherche de traces, à l'analyse ou au traitement des traces découvertes.

Laboratoire ADN : un laboratoire d'analyse ADN qui satisfait aux conditions d'agrément fixées par le Roi

Numéro de code ADN : le numéro de référence unique attribué par la cellule nationale et qui permet de relier le profil ADN au nom de la personne concernée

Parent d'une personne disparue :

- un ascendant
- un descendant et l'autre parent biologique d'un enfant (ci-après dénommé « le partenaire »)
- un collatéral

Personne disparue : personne dont la disparition est considérée comme inquiétante par le procureur du Roi

Pièces à conviction : les objets qui sont conservés sous autorité judiciaire et qui sont nécessaires à la manifestation de la vérité dans une affaire pénale

Point de contact : le service national qui a été désigné par chaque État membre de l'Union européenne ou par tout autre pays avec lequel intervient un traité prévoyant l'échange des profils ADN, et qui est chargé de l'échange automatique international de données ADN

Profil ADN : le code alphanumérique spécifique à chaque individu et établi exclusivement à partir de séquences non codantes du patrimoine génétique

PRÉAMBULE : CADRE LÉGAL

Ancienne législation :

- Loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (*M.B.* du 20 mai 1999, *err. M.B.* du 24 juin 1999)³
- A.R. du 4 février 2002 pris en exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (*M.B.* du 30 mars 2002)⁴

Nouvelle législation :

- Loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (*M.B.* du 30 novembre 2011)⁵
- Arrêté royal du 17 juillet 2013 portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (*M.B.* du 12 août 2013)⁶
- Loi du 30 novembre 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l'amélioration de l'approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d'autorité (*M.B.* du 20 janvier 2012, *err. M.B.* du 2 février 2012)
- Loi du 21 décembre 2013 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues » (*M.B.* du 30 janvier 2014)
- Arrêté royal du 3 juillet 2014 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (*M.B.* du 29 juillet 2014)
- Arrêté royal du 27 novembre 2015 portant exécution de l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 fixant les tarifs pour les expertises en matière pénale pour l'analyse génétique requises par une autorité judiciaire (*M.B.* du 30 novembre 2015)⁷
- Loi du 9 avril 2017 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale. (*M.B.* du 4 mai 2017 – erratum *M.B.* du 10 mai 2017)⁸
- Loi du 17 mai 2017 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Intervenants », (*M.B.* du 31 mai 2017)

1. EXPLICATIONS

Jusqu'en 1999, l'analyse ADN en matière pénale n'était, en Belgique, pas régie par la loi. Une réglementation légale a finalement vu le jour en 1999, avec la loi du 22 mars 1999 et l'arrêté d'exécution du 4 février 2002.

³ Ci-après en abrégé loi ADN 1999.

⁴ Ci-après en abrégé A.R. ADN 2002.

⁵ Ci-après en abrégé loi ADN 1999-2011.

⁶ Ci-après en abrégé A.R. ADN 2013.

⁷ Ci-après en abrégé A.R. ADN Tarifs.

⁸ Ci-après appelée en abrégé « loi réparatrice banque de données ADN "Personnes disparues" »

En 2011, la législation existante en matière d'analyse ADN a été modernisée et pratiquement totalement réécrite. La nouvelle loi ADN 2011 apporte des modifications au Code d'instruction criminelle et à la loi ADN 1999.⁹ L'A.R. ADN 2002 a été abrogé par le nouvel A.R. ADN 2013.

La nouvelle loi ADN 2011 et l'A.R. ADN 2013 y afférent sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Seul l'article 20 de la loi portant sur l'échange international de données ADN devait prendre effet à une date à déterminer ultérieurement par le Roi. L'A.R. du 3 juillet 2014 a dès lors fixé l'application de l'échange international au 29 juillet 2014.

Par la loi du 30 novembre 2011¹⁰, qui résultait des travaux de la « Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église », les articles 44^{sexies} et 90^{duodecies} du Code d'instruction criminelle ont été modifiés par l'ajout d'un § 3 et d'un § 4, respectivement. Ces dispositions sont déjà entrées en vigueur le 30 janvier 2012.

La loi du 21 décembre 2013 a créé la nouvelle banque de données « Personnes disparues », dont la mise en place était prévue le 1^{er} juillet 2015. Cette entrée en vigueur a été reportée par la loi du 28 juin 2015¹¹ à une date à fixer ultérieurement par le Roi et au plus tard au 1^{er} juillet 2017.

Les tarifs des analyses ADN ont été modifiés par l'A.R. du 27 novembre 2015. Ces nouveaux taux sont applicables à toutes les analyses ADN demandées à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal, à savoir le 1^{er} décembre 2015.

La loi du 17 mai 2017 a instauré la nouvelle banque de données ADN « Intervenants ». Bien qu'elle soit entrée en vigueur le ..., cette loi ne prendra effet *de facto* qu'après la publication de l'arrêté royal qui déterminera les acteurs pouvant être considérés comme intervenants.

⁹ Dans le Code d'instruction criminelle, les anciennes dispositions relatives à l'analyse ADN ont été totalement réécrites. Les dispositions de la loi ADN 1999 ont aussi pratiquement toutes été modifiées. Seuls, l'article 6 (hormis des adaptations techniques) et l'article 7, alinéas 2 et 3, ont été maintenus.

¹⁰ Loi du 30 novembre 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l'amélioration de l'approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d'autorité (*M.B.* du 20 janvier 2012, *err. M.B.* du 2 février 2012).

¹¹ Loi du 28 juin 2015 modifiant la date d'entrée en vigueur de la loi du 21 décembre 2013 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues » (*M.B.* du 30 juin 2015).

2. STRUCTURE DE LA NOUVELLE LOI ADN


Modifications du Code d'instruction criminelle (articles 2 à 9 inclus de la loi ADN 2011)	Modifications apportées à la loi ADN 1999 (articles 10 à 22 inclus de la loi ADN 2011)
<ul style="list-style-type: none"> - Article 44^{ter} : définitions - Article 44^{quater} : traces - Article 44^{quinquies} : suspects moyennant leur accord : P.R.¹² - Article 44^{sexies} : non-suspects moyennant leur accord : P.R. - Article 44^{septies} : parents de personnes disparues : P.R. - Article 90^{undecies} : suspects sous la contrainte : J.I. - Article 90^{duodecies} : non-suspects sous la contrainte : J.I.¹³ - Article 158^{quinquies} : juge du fond du tribunal de police - Article 190^{quater} : juge du fond du tribunal correctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Article 2 : définitions - Article 3 : objectif - Article 3^{bis} : cellule nationale - Article 4 : banque de données ADN « Criminalistique » - Article 4^{bis} : banque de données ADN « Personnes disparues » - Article 5 : banque de données ADN « Condamnés » - Article 5^{bis} : condamné dont le profil ADN a déjà été établi - Article 5^{ter} : condamné dont le profil ADN n'a pas encore été établi - Article 5^{quater} : comparaisons banques nationales de données ADN (INCC) - Article 5^{quinquies} : banque de données ADN « Intervenants » - Article 6 : dispositions pénales - Article 7 : modalités à déterminer par le Roi - Article 8 : comparaisons internationales (transposition décision de l'UE / Prüm) - Article 8^{bis} : modalités de travail propres aux laboratoires et à l'INCC - Article 8^{ter} : dispositions transitoires
- Dispositions finales (articles 23 - 24 de la loi ADN 2011)	
- Entrée en vigueur	

Lorsque la présente circulaire renvoie à un article de la loi ADN 1999 modifié par la loi ADN 2011, la formule abrégée « loi ADN 1999-2011 » est indiquée, ce qui signifie que le numéro de l'article concerné est celui de la loi ADN 1999, dont le contenu a été modifié par la loi ADN 2011.

¹² Un § 3 a été ajouté à l'article 8 de la loi du 30 novembre 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l'amélioration de l'approche d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité (*M.B.* du 20 janvier 2012, *err. M.B.* du 2 février 2012), entrée en vigueur : 30 janvier 2012 (article 12, alinéa 1^{er}).

¹³ Un § 4 a été ajouté à l'article 9 de la loi du 30 novembre 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l'amélioration de l'approche d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité (*M.B.* du 20 janvier 2012, *err. M.B.* du 2 février 2012), entrée en vigueur : 30 janvier 2012 (article 12, alinéa 1^{er}).

3. APERÇU DE LA LÉGISLATION EXAMINÉE DANS LES CIRCULAIRES

CIRCULAIRE COL 21/2013 du 19 décembre 2013	<ul style="list-style-type: none">- Loi ADN du 7 novembre 2011- A.R. ADN du 17 juillet 2013- Loi du 30 novembre 2011 (Commission « Abus sexuels »)
	
CIRCULAIRE RÉVISÉE COL 21/2013 de juin 2017	<ul style="list-style-type: none">- Loi ADN du 21 décembre 2013 et du 9 avril 2017 (Banque de données ADN « Personnes disparues »)- A.R. ADN Tarifs- Loi ADN du 17 mai 2017 (Banque de données ADN « Intervenants »)
CIRCULAIRE DISTINCTE COL 7/2015 du 25 juin 2015	- Échange international de données ADN

PARTIE I. INFORMATIONS CONTEXTUELLES

La partie I donne des informations contextuelles utiles à une meilleure compréhension de la circulaire. Elle s'appuie ainsi sur l'historique et les objectifs de la nouvelle législation et fournit une brève explication technique relative à l'ADN.

1. LÉGISLATION ADN : HISTORIQUE

1.1. Mise en évidence des problèmes posés par la loi ADN de 1999

Une modernisation longuement attendue de la procédure ADN et les problèmes posés par la loi ADN de 1999 ont donné naissance à la nouvelle loi ADN de 2011. Les principaux problèmes posés par l'ancienne loi ADN sont abordés dans l'exposé des motifs.

Les difficultés suivantes ont été relevées¹⁴ :

- caractère lourd, laborieux et imprécis des procédures : les exigences de procédure et les étapes intermédiaires sont trop nombreuses ;
- un grand nombre de traces ne sont pas analysées, en particulier dans le cadre de faits moins graves. Ces affaires pourraient toutefois être réglées bien plus rapidement si des analyses ADN étaient effectuées. Ces analyses pourraient même éventuellement établir des liens avec des faits plus graves ;
- il arrive parfois que le profil ADN d'une même personne soit établi à plusieurs reprises, à la demande de différents parquets ;
- les banques nationales de données ADN ne sont pas utilisées de manière optimale : un nombre non négligeable de profils ADN ne sont pas transmis aux banques de données ADN, par distraction ou mauvaise compréhension des procédures. Les banques de données ADN ne sont donc pas suffisamment alimentées et l'on trouve de ce fait (trop) peu de liens positifs ;
- la liste des infractions enregistrées dans la banque de données « Condamnés » est trop courte et est (en partie) dépassée. Une adaptation de cette liste s'impose donc ;
- la durée des analyses ADN est trop longue et leur prix est trop élevé, surtout si l'on compare avec les pratiques en vigueur à l'étranger ;
- il y a un besoin croissant de nouvelles banques de données (notamment de suspects) ;
- la législation nationale doit être mise en conformité avec le Traité de Prüm¹⁵, qui a été intégré dans le cadre juridique de l'Union européenne à une phase ultérieure¹⁶.

¹⁴ Exposé des motifs du projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 8 et 9.

¹⁵ Traité du 27 mai 2005 entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, fait à Prüm le 27 mai 2005, *M.B.* du 30 mars 2007 ; Loi du 28 décembre portant assentiment au traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, et aux annexes, fait à Prüm le 27 mai 2005, *M.B.* du 30 mars 2007.

¹⁶ Décision 2008/615/JAI du Conseil de l'UE du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière et décision 2008/616/JAI du Conseil de l'UE du 23 juin 2008 concernant la mise en œuvre de la décision 2008/615/JAI

1.2. Plan en trois étapes

Dans sa déclaration de politique générale d'avril 2008, le précédent ministre de la Justice Jo Van Deurzen insistait déjà sur l'importance de l'analyse ADN dans la recherche et l'identification des auteurs d'infractions et dans l'établissement de la charge de la preuve. Il en soulignait également le potentiel de croissance, qu'il voulait réaliser au moyen d'un plan en trois étapes¹⁷ :

- 1^{re} étape : simplifier la procédure et apporter les adaptations nécessaires à la loi du 22 mars 1999, afin d'optimiser la circulation, l'enregistrement et la comparaison des profils ADN ;
- 2^e étape : examiner la problématique du coût de l'analyse ADN et vérifier la manière de le réduire ;
- 3^e étape : débattre de l'extension du nombre de banques de données ADN. Les banques nationales de données ADN existantes « Criminalistique » et « Condamnés » pourraient, à l'avenir, être complétées par une banque de données « Intervenants », une banque de données « Personnes disparues » et une banque de données « Suspects ».

1.3. Élaboration de la nouvelle loi ADN 2011 et du nouvel A.R. ADN 2013

La loi ADN de 2011 porte sur la première étape, à savoir l'amélioration des procédures et les adaptations nécessaires à apporter à la loi du 22 mars 1999. En outre, la loi comprend aussi déjà des dispositions relatives à la deuxième étape, qui concerne la diminution du coût.

Un groupe de travail technique a préparé le projet de la nouvelle loi ADN. Ce groupe de travail était composé de représentants du Collège des procureurs généraux, de l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie (INCC), du parquet fédéral, de la police fédérale, du ministère public, de la cellule stratégique du ministre de la Justice et du SPF Justice. Lors de l'élaboration du projet de loi, le groupe de travail a tenu compte de différents avis, notamment ceux de la commission d'évaluation d'analyse ADN, de scientifiques et des services de la police.¹⁸

L'avant-projet de loi a été soumis à la Commission de la protection de la vie privée, qui a émis un avis favorable le 13 janvier 2010, relevant toutefois un certain nombre de remarques à prendre en considération. À la suite de cet avis, l'avant-projet de loi a été adapté et de plus amples explications ont été intégrées dans l'exposé des motifs.¹⁹ Le 18 janvier 2010, l'Inspection des Finances a émis un avis positif et, le 25 mars 2010, le secrétaire d'État au Budget a donné son accord.

Le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi le 2 avril 2010 et le Conseil d'État a rendu son avis le 3 mai 2010.²⁰ En raison de la chute du gouvernement et de son passage en affaires courantes, l'examen du projet de loi n'a pu, à défaut d'urgence, être poursuivi. Un changement de situation est intervenu à l'approche de la date limite qui avait été fixée (au 26 août 2011) pour la transposition en droit interne des décisions 2008/615/JAI et 2008/616/JAI

relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière, *JO L* 6 août 2008, L 210 et L 212.

¹⁷ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 5.

¹⁸ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 11.

¹⁹ Avis de la Commission de la protection de la vie privée n° 02/2010 du 13 janvier 2010, *Doc. parl.*, Chambre, n° 1504/001, pp. 109-125.

²⁰ Avis du Conseil d'État n° 48.082/2 du 3 mai 2010, *Doc. parl.*, Chambre, n° 1504/001, pp. 58-66.

du Conseil de l'UE²¹, qui intégraient le Traité de Prüm (cf. encadré) dans le cadre juridique de l'Union européenne.

Après adaptation aux remarques du Conseil d'État, le conseil des ministres a décidé que l'urgence s'appliquait à l'ensemble du projet de loi. La consultation automatisée des banques de données ADN au niveau international requérait en effet aussi une simplification et automatisation de la procédure ADN au niveau national : il était illogique de traiter une question indépendamment de l'autre.

Traité de Prüm

La Belgique fait partie des sept pays qui ont signé, le 27 mai 2005, le Traité de Prüm relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale. Ce traité prévoit, entre autres, l'échange de données ADN entre les pays signataires et a été ratifié par la Belgique le 6 février 2008.

Ensuite, le traité a été intégré dans le cadre juridique de l'Union européenne par la décision 2008/615/JAI du Conseil de l'Union européenne du 23 juin 2008. Cette décision a été complétée par la décision 2008/616/JAI du Conseil de l'Union européenne du 23 juin 2008, qui établit les dispositions administratives et techniques nécessaires à la mise en œuvre de la décision 2008/615/JAI. Ces deux décisions de l'Union européenne devaient être transposées dans l'ordre interne des 27 États membres pour le 26 août 2011. À cet effet, la Belgique a dû prévoir les dispositions utiles concernant le transfert automatique et la comparaison de profils ADN enregistrés dans les banques de données nationales ADN et les banques de données nationales ADN des points de contact étrangers.

Le projet de loi a été approuvé par le Conseil des ministres le 13 mai 2011 et déposé à la Chambre des représentants le 25 mai 2011. La loi a été sanctionnée le 7 novembre 2011 et publiée au *Moniteur belge* le 30 novembre 2011.

Le nouvel A.R. ADN a aussi fait l'objet d'un avis de la Commission de la protection de la vie privée le 2 mai 2012²² et le Conseil d'État a rendu le sien le 20 novembre 2012²³. L'Inspecteur des Finances a émis un avis positif le 13 septembre 2012 et le ministre du Budget a donné son accord le 20 juin 2013. Le protocole des négociations n° 386 du Comité de secteur III – Justice a été conclu le 18 février 2013. Le nouvel A.R. ADN du 17 juillet 2013 est finalement paru au *Moniteur belge* le 12 août 2013.

²¹ Décision 2008/615/JAI du Conseil de l'UE du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière et décision 2008/616/JAI du Conseil de l'UE du 23 juin 2008 concernant la mise en œuvre de la décision 2008/615/JAI relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière, *JO L* 6 août 2008, L 210 et L 212.

²² Avis de la Commission de la protection de la vie privée n° 15/2012 du 2 mai 2012, <http://www.privacycommission.be>.

²³ Avis du Conseil d'État n° 52323 du 20 novembre 2012.

1.4. Objectifs de la nouvelle loi ADN 2011

La loi ADN 2011 a pour objectif d'optimiser l'utilisation de l'analyse ADN en matière pénale ainsi que d'améliorer et de simplifier la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale. Bien qu'un certain nombre d'adaptations soient substantielles, le but est principalement de clarifier les diverses procédures. La philosophie de l'ancienne loi ainsi que l'équilibre entre les libertés individuelles et le respect de la vie privée des citoyens, d'une part, et la protection de la société, d'autre part, sont préservés.²⁴

L'exposé des motifs énumère les objectifs de la nouvelle loi ADN²⁵ :

1. Une procédure d'analyse ADN en matière pénale simple, claire et transparente. La loi :
 - fait la clarté sur les conditions d'ouverture d'une analyse génétique concernant une personne ;
 - fait la clarté sur les conditions dans lesquelles les profils ADN de suspects peuvent être comparés ;
 - prévoit une procédure claire en ce qui concerne l'expertise de profils ADN de tiers (ni suspects, ni condamnés) ;
 - prévoit une procédure claire concernant les modalités de destruction des échantillons de référence ADN et des échantillons qui en dérivent.
2. Un déroulement efficace de la procédure, de manière à parvenir à une alimentation optimale des banques nationales de données ADN. La loi prévoit :
 - une procédure univoque et transparente de transmission automatique des données aux banques nationales de données ADN, avec des dispositions précises en ce qui concerne les délais et une obligation de rapport simplifiée.
3. Un rendement maximal des banques nationales de données ADN. Différentes mesures sont prises à cet effet :
 - une adaptation des conditions d'ouverture d'une expertise concernant une personne ;
 - une circulation maximale des profils ADN vers les banques de données ADN par le biais d'une transmission automatique d'office ;
 - une comparaison systématique des profils enregistrés dans les banques de données nationales ADN, par l'INCC ;
 - une actualisation de la liste des infractions entraînant un enregistrement dans la banque de données ADN « Condamnés ».
4. Une économie de coûts résultant :
 - d'une simplification des procédures ;
 - de l'installation d'une cellule nationale qui peut vérifier si un profil ADN a déjà été établi ;
 - d'une simplification des rapports d'expertise ;
 - de la centralisation de l'analyse ADN de condamnés auprès d'un seul laboratoire, et ce, par le biais d'une adjudication européenne.
5. Mise en conformité de la législation belge avec certaines obligations internationales (cf. encadré « Traité de Prüm », p. 13).
6. Un équilibre entre les libertés individuelles, la vie privée des citoyens et le devoir de protéger la société, par :
 - l'utilisation des numéros de code ADN uniques ;

²⁴ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 9.

²⁵ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 9-11.

- l'anonymat des profils ADN traités au sein des laboratoires et des banques nationales de données ADN ;
- la destruction effective des échantillons de référence ADN et des échantillons dérivés.

Résumé des principales modifications

- Transmission automatique d'office des données vers les banques de données nationales ADN ;
- Mission pour l'INCC consistant en une comparaison automatique des profils enregistrés dans les banques de données nationales ADN ;
- Réduction des délais d'analyse et communication des profils ADN ;
- Installation d'une cellule nationale ;
- Extension de la banque de données ADN « Condamnés » ;
- Échange international automatique de données ADN ;
- Adjudication publique européenne pour l'analyse ADN de condamnés en vue de maîtriser les coûts.

1.5. Adaptation par la commission spéciale « Abus sexuels »

La loi du 30 novembre 2011²⁶ a modifié les articles 44sexies et 90duodecies CIC en y ajoutant respectivement un § 3 et un § 4.

L'intention du législateur était d'ainsi mettre en œuvre dans la pratique la recommandation 29 du rapport final du 31 mars 2011 de la « *Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église* ».²⁷

Lors des travaux de cette commission spéciale, il était en effet apparu que dans certaines affaires d'abus sexuel, des traces de cellules humaines et/ou des échantillons de référence ADN étaient prélevés, mais que ces traces ou échantillons n'étaient pas envoyés pour analyse à un expert attaché à un laboratoire agréé par le Roi et que, par conséquent, aucun lien éventuel avec les faits ne pouvait être transmis à l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie pour y être enregistré et traité.

Dans sa recommandation 29²⁸, la Commission spéciale stipulait que lorsqu'un magistrat décidait de ne pas faire exécuter d'analyse ADN, il lui revenait de motiver cette décision et de l'expliquer à la victime.²⁹ Pour compléter le CIC, il a finalement été opté pour la

²⁶ Loi du 30 novembre 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l'amélioration de l'approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d'autorité, *M.B.* du 20 janvier 2012, *err. M.B.* du 2 février 2012.

²⁷ Rapport fait au nom de la commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels et de faits de pédophilie dans une relation d'autorité, en particulier au sein de l'Église, *Doc. parl.*, session 2010-2011, n° 520/002.

²⁸ Exposé des motifs de la proposition de loi du 29 juin 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l'amélioration de l'approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d'autorité, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 520/002, p. 416.

²⁹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 53-1639/001, p. 13.

formulation du point 5.4.2 de la COL 10/2005 relative au Set Agression Sexuelle (SAS)³⁰, qui ne prévoit pas que le magistrat doive motiver sa décision par écrit.³¹

Ainsi l'article 44sexies, § 3, CIC prévoit qu'à la fin de l'information, le procureur du Roi doit fournir des explications à la victime, lorsque dans un dossier d'attentat à la pudeur ou de viol, il décide de ne pas faire établir de profil ADN de traces ou d'un échantillon de référence découverts ou prélevés lors de l'exploration corporelle de la victime (comme visé à l'article 90bis CIC). L'article 90duodecies, § 4, CIC, prévoit une même obligation pour le juge d'instruction à la fin de l'instruction judiciaire.

1.6. Création d'une nouvelle banque de données ADN « Personnes disparues »

Dans le cadre de la 3^e étape, diverses propositions législatives ont été déposées au Sénat au cours de la session 2011-2012 en vue d'instaurer de nouvelles banques de données ADN³². Finalement, seule la banque de données ADN « Personnes disparues » a vu le jour.

La loi créant cette dernière s'appuie sur un principe humanitaire. L'exposé des motifs³³ précise que la proposition de loi vise à mettre tous les moyens en œuvre pour retrouver les personnes portées disparues et, si elles sont décédées, à révéler la vérité aux proches.

La Commission de la protection de la vie privée a rendu un avis favorable à l'égard de la proposition de loi à condition que les membres des familles puissent demander à être effacés de la banque de données et que les éventuelles concordances constatées dans la banque de données ADN « Criminalistique » ne puissent être utilisées qu'aux fins d'élucider la disparition.³⁴

Après discussions au sein de la commission Justice du Sénat, la proposition de loi amendée a été approuvée en séance plénière et transmise à la Chambre³⁵. Le gouvernement a ensuite introduit un amendement global³⁶ en vue d'inscrire le projet de loi dans la cadre de la logique générale de la loi ADN, de l'adaptation des articles relatifs à l'analyse ADN dans le

³⁰ Circulaire n° COL 10/2005 du 15 septembre 2005 du Collège des procureurs généraux près les cours d'appel concernant la directive ministérielle relative au Set Agression Sexuelle (S.A.S.), point 5.4.2, p. 24.

³¹ Amendements du 12 juillet 2011 à la proposition de loi du 29 juin 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l'amélioration de l'approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d'autorité, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 53-1639/002, justification des amendements 33-34 de Madame S. DE WIT, pp. 22-24.

³² Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues », *Doc. parl.*, Sénat, session 2011-2012, n° 5-1633/1 ; Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Inculpés et suspects », *Doc. parl.*, Sénat, session 2011-2012, n° 5-1576/1 ; Proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Intervenants » en matière pénale, *Doc. parl.*, Sénat, session 2011-2012, n° 5-1634/1.

³³ Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues », *Doc. parl.*, Sénat, session 2011-2012, n° 5-1633/1, pp. 1-4.

³⁴ Avis n° 27/2013 du 17 juillet 2013,

https://www.privacycommission.be/sites/privacycommission/files/documents/avis_27_2013.pdf.

³⁵ Projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues », *Doc. parl.*, Chambre, session 2011-2012, n° 53-2985/001.

³⁶ Projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues », *Doc. parl.*, Chambre, session 2011-2012, n° 53-2985/002.

Code d'instruction criminelle et de l'ajout d'un nouveau type de profil ADN, à savoir celui des parents des personnes disparues.

Après envoi du projet de loi au Sénat, le texte a été voté à l'unanimité le 5 décembre 2013³⁷ et est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

Cette entrée en vigueur a été reportée par la loi du 28 juin 2015³⁸ à une date à fixer ultérieurement par le Roi et est prévue au plus tard le 1^{er} juillet 2017.

Durant la préparation, par un groupe de travail multidisciplinaire auquel le Collège a participé, de l'implémentation de cette banque de données, il est très vite ressorti d'études que l'INCC a menées, sur la base des bonnes pratiques en usage aux Pays-Bas, que, lors d'une enquête sur des personnes disparues, certaines exigences scientifiques sont déterminantes pour parvenir à réaliser une identification génétique par analyse ADN et qu'une modification législative s'imposait à trois niveaux :

- une extension du champ d'application du parent à l'allié, plus particulièrement en vue de permettre l'analyse ADN de l'autre parent biologique de l'enfant biologique de la personne disparue (le « partenaire ») ;
- une extension aux parents mineurs ;
- la nécessité d'une période de conservation supérieure à 30 ans pour les affaires non résolues.

À ce sujet, une proposition de loi a été déposée auprès de la Commission de la Justice de la Chambre le 6 juillet 2016³⁹ et approuvée le 23 mars 2017⁴⁰.

1.7. Le nouvel arrêté royal relatif à la révision des tarifs

Ce nouvel arrêté royal met en œuvre la 2^e phase du plan par étapes défini.

Les tarifs en matière d'analyse ADN ont été revus en raison de motifs budgétaires impérieux relatifs aux frais de justice en matière pénale et afin de tenir compte de l'évolution technologique en la matière⁴¹.

Cet arrêté royal prévoit une réduction significative de ces frais. Ainsi, le prix pour l'établissement d'un profil génétique de référence d'une personne est passé de 430 euros à 60 euros.

³⁷ Loi du 21 décembre 2013 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues », *M.B.* du 30 janvier 2014.

³⁸ Loi du 28 juin 2015 modifiant la date d'entrée en vigueur de la loi du 21 décembre 2013 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues » (*M.B.* du 30 juin 2015).

³⁹ Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 2013 en ce qui concerne la création d'une banque de données ADN « Personnes disparues », *Doc. parl.*, Chambre, session 2015-2016, DOC 54 1952/001.

⁴⁰ Loi de 9 avril 2017 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *MB 4 mai 2017* et Loi de 9 avril 2017 modifiant la loi du 21 décembre 2013 en ce qui concerne la création d'une banque de données ADN "Personnes disparues" (1). – Erratum titre, *MB 10 mai 2017*

⁴¹ Arrêté royal portant exécution de l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 fixant les tarifs pour les expertises en matière pénale pour l'analyse génétique requises par une autorité judiciaire, Rapport au Roi, *M.B.* du 30 novembre 2015.

Les coûts fixés couvrent, en principe, tous les travaux et frais des experts, y compris les analyses, le rapport, le coût salarial des collaborateurs, les frais de secrétariat et de correspondance⁴².

Ces nouveaux taux sont applicables à toutes les analyses ADN demandées à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal (1^{er} décembre 2015).⁴³

Jusqu'à cette date, les tarifs mentionnés dans la circulaire ministérielle 131^{quater} du 31 janvier 2013 restent d'application.

1.8. La nouvelle banque de données ADN « Intervenants »

La création de la banque de données « Intervenants » vise à enregistrer les profils des personnes qui sont entrées en contact avec les traces au cours de l'enquête.

À cet effet, une proposition de loi a été déposée le 12 octobre 2016 auprès de la Commission de la Justice de la Chambre⁴⁴. Moyennant l'insertion d'un certain nombre de modifications, ce texte reprend la proposition de loi déposée à l'époque au Sénat⁴⁵.

Lors de l'examen du texte au Sénat, des auditions ont été organisées et l'avis de la Commission de la protection de la vie privée a également été sollicité, laquelle s'est prononcée le 4 septembre 2013⁴⁶.

L'instauration de cette banque de données a été approuvée à la Chambre le 4 mai 2017. Un arrêté royal doit encore déterminer qui peut précisément être considéré comme intervenant.

2. NOTE TECHNIQUE CONCERNANT L'ANALYSE ADN

L'ADN est le support le plus important de l'information génétique d'un individu et il est présent dans toutes les cellules du corps, à l'exception des globules rouges. Par conséquent, tout échantillon prélevé sur une même personne produira le même profil ADN, indépendamment du type de cellule (sang, sperme, salive, etc.). Partant, chaque type de cellule ou chaque fluide corporel peut être utilisé pour l'identification génétique. Par ailleurs, l'ADN d'un individu ne varie plus, de la conception à la désagrégation.

ADN nucléaire, ADN mitochondrial et ADN du chromosome Y

La majeure partie de l'ADN se trouve dans le noyau des cellules et est dès lors appelé ADN nucléaire ou ADN génomique. L'ADN nucléaire est hérité pour moitié de la mère et pour moitié du père et est unique pour chaque individu, à l'exception des jumeaux monozygotes, qui possèdent le même patrimoine génétique et donc le même profil ADN. Hormis pour ces derniers, une analyse de l'ADN nucléaire permet une identification univoque des individus.

⁴² Article 3, A.R. ADN Tarifs.

⁴³ Article 11, A.R. ADN Tarifs.

⁴⁴ Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Intervenants », *Doc. parl.*, Chambre, session 2016-2017, DOC 54 2087/001.

⁴⁵ Proposition de loi 5-1634 – cf. note de bas de page n° 32.

⁴⁶ Avis n° 39/2013 du 4 septembre 2013.

En particulier, il est possible d'étudier plus spécifiquement l'ADN du chromosome Y masculin. Ce chromosome sexuel est intégralement hérité du père et est, en conséquence, le même en lignée paternelle (entre père et fils et entre les fils du même père entre eux). Si l'analyse du profil ADN du chromosome Y permet de distinguer des hommes non apparentés, elle ne permet pas de différencier les hommes d'une même lignée paternelle.

Par ailleurs, les mitochondries cellulaires possèdent également un petit chromosome circulaire dont il est possible d'établir un profil génétique. Ce profil de l'ADN mitochondrial diffère du profil de l'ADN nucléaire. Comme l'ADN mitochondrial est intégralement hérité de la mère, son profil est le même pour la mère et l'enfant et pour tous les enfants d'une même lignée maternelle, ce qui implique qu'une analyse de l'ADN mitochondrial ne permet pas une identification univoque.

Les banques nationales de données ADN ne contiennent que les résultats de l'analyse de l'ADN nucléaire, ce qui n'empêche pas que les analyses du chromosome Y et de l'ADN mitochondrial soient très utiles à certaines enquêtes. Ainsi, les analyses du chromosome Y sont souvent appliquées en cas d'expertise ADN dans le cadre d'infractions sexuelles, lorsqu'il y a des traces complexes de cellules masculines et féminines. L'analyse de l'ADN mitochondrial peut être spécifiquement indiquée lorsque l'on retrouve, par exemple dans des cagoules, des cheveux de (des) l'auteur(s) présumé(s). Les cheveux sans racine ne possèdent plus de cellule active et, par conséquent, d'ADN nucléaire, mais comportent encore suffisamment d'ADN mitochondrial pour être analysés.

Séquences codantes et non codantes d'ADN

L'ADN est composé de séquences codantes et non codantes. Les séquences codantes ne représentent, d'après les estimations, que 10 % de l'ADN et déterminent les caractéristiques physiologiques, morphologiques et psychologiques d'un individu. L'ADN codant nous informe par exemple de la couleur des yeux, de la couleur des cheveux ou de l'état de santé d'un individu. En vue de la protection de la vie privée, la loi interdit l'utilisation d'analyses de cet ADN codant en matière pénale.

Par conséquent, l'analyse ADN en matière pénale se base sur les séquences non codantes, qui représentent environ 90 % de l'ADN. Bien que non codant, cet ADN contient des séquences caractéristiques pour chaque individu, sur la base desquelles une identification est possible.

Profil ADN

Le profil ADN d'une trace ou d'un échantillon de référence est établi à l'aide de l'analyse des séquences caractéristiques de l'ADN non codant. Le profil ADN ainsi généré se présente sous la forme d'un code alphanumérique spécifique à chaque individu. L'anonymat des profils ADN est garanti par le fait que la cellule nationale attribue à chaque personne suspectée ou condamnée, préalablement à l'analyse, un numéro de code ADN unique, qui n'est communiqué qu'au magistrat en charge du dossier.⁴⁷

L'analyse ADN en matière pénale

D'après l'article 3, § 1^{er}, de la loi ADN 1999-2011, le but de l'analyse ADN et de la comparaison de profils ADN en matière pénale est d'identifier directement ou indirectement les personnes impliquées dans la commission d'une infraction, de lever les soupçons qui

⁴⁷ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 6 et 25.

pèsent sur d'autres personnes ou de prouver leur innocence. L'analyse ADN peut donc tant produire des preuves à charge que des preuves à décharge.⁴⁸

Lors de la création de la banque de données ADN « Personnes disparues », un second paragraphe a été ajouté à l'article 3, précisant que l'analyse ADN et la comparaison de profils ADN peuvent également être effectuées afin de permettre d'identifier directement ou indirectement des personnes décédées inconnues ou de faciliter la recherche de personnes disparues.

L'analyse ADN n'est que l'une des méthodes de recherche que les autorités judiciaires peuvent utiliser dans l'enquête pénale. Elle ne peut dès lors pas être considérée comme seule solution salvatrice. Une analyse ADN constitue une preuve scientifique, mais elle dépend toujours, d'une part, de la qualité de la descente sur les lieux des faits – et, par conséquent, de celle des traces mêmes – et, d'autre part, des circonstances dans lesquelles ces traces ont été produites. Les résultats de l'analyse ADN doivent dès lors toujours être lus à la lumière de ces circonstances et des autres éléments du dossier.⁴⁹

Enregistrement des profils ADN dans les banques nationales de données ADN

Seuls les profils ADN qui répondent aux critères suivants sont enregistrés dans les banques nationales de données ADN⁵⁰ :

- Le profil ADN est établi à l'aide de l'analyse de l'ADN nucléaire.
→ Les résultats d'analyses du chromosome Y et de l'ADN mitochondrial ne sont pas enregistrés à ce stade de développement des banques de données ADN ;
- Le profil ADN contient des résultats pour un nombre suffisamment grand de marqueurs génétiques⁵¹. L'A.R. ADN 2013 impose l'analyse d'au moins 12 marqueurs génétiques et de l'amélogénine⁵².
→ Cette méthode permet d'éviter au maximum les corrélations faussement positives ;
- Lorsqu'il s'agit d'un profil complexe⁵³, il doit être limité à deux personnes.
→ Les profils complexes provenant de plus de deux personnes ne sont pas enregistrés, mais ils seront néanmoins interprétés par l'expert désigné pour l'analyse de la trace.

Comparaison des profils ADN dans les banques de données ADN

- Principe général : comparaisons directes (un à un)

La comparaison de profils ADN de traces et de profils de référence ADN de suspects et de condamnés en matière pénale s'appuie sur une concordance directe, individuelle, entre

⁴⁸ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 8.

⁴⁹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 7.

⁵⁰ Annexe à l'A.R. ADN 2013.

⁵¹ Un marqueur génétique est une portion d'ADN comprenant une partie qui est identique pour chacun et une partie qui peut varier d'individu à individu. Chaque marqueur ADN présente une grande variation dans la population : si l'on analyse suffisamment de marqueurs génétiques, la chance d'avoir la même combinaison chez deux individus non-parents est dès lors infiniment petite.

⁵² L'amélogénine est un gène qui se trouve sur les gonosomes (les deux chromosomes X et le chromosome Y).

⁵³ C'est le cas lorsqu'une trace contient des cellules de plus d'une personne. L'analyse ADN de pareilles traces résulte en un profil ADN comportant les caractéristiques génétiques de différentes personnes.

différents profils, en vue de pouvoir démontrer qu'une seule et même personne est (très probablement) le donneur de ces échantillons.

Lorsque tous les marqueurs génétiques communs correspondent parfaitement, il s'agit d'une concordance entre deux profils purs (exemple 1). Une concordance entre un profil pur et un profil complexe signifie que le profil pur apparaît entièrement dans le profil complexe (exemple 2).

Marqueur	Exemple 1		Exemple 2	
	profil A	profil B	profil A	profil C
1	12,13	12,13	12,13	12,13,14
2	7,9	7,9	7,9	6,7,9,11
3	20,21	20,21	20,21	20,21,22,23
4	17,20	17,20	17,20	14,17,20
5	5,10	5,10	5,10	5,10,10
6	11,11	11,11	11,11	6,11,11
7	27,32	27,32	27,32	27,32,33,34
8	15,18	15,18	15,18	15,16,18
9	10,12	10,12	10,12	10,11,12,13
10	9,9	9,9	9,9	8,9,9,10
11	20,21	20,21	20,21	20,21
12	5,6	5,6	5,6	5,6,7

Dans le cadre de comparaisons internationales effectuées en vertu du Traité de Prüm, il est aussi uniquement possible de comparer des profils purs un à un.

- Test de parenté : comparaisons indirectes

Le nouvel article 44septies CIC prévoit néanmoins la possibilité d'analyser et de comparer des échantillons de référence de parents. La comparaison de ce type de profil ne sera exécutée que par le biais d'un test de parenté. Il s'agit d'une comparaison indirecte. En effet, les profils de référence de parents ne présenteront jamais de concordance parfaite avec le profil ADN de la personne disparue, étant donné que le profil de cette dernière sera une combinaison des profils ADN de ses parents. Selon le degré de parenté, la part génétique d'un parent divergera, en outre, du profil ADN de la personne disparue. Par conséquent, une correspondance obtenue par un test de parenté ne sera jamais une concordance d'un sur un entre le profil ADN de la personne disparue et tout profil de référence d'un parent pris séparément, mais seulement une concordance partielle. Le profil ADN d'un enfant (disparu), par exemple, ne correspondra que pour moitié au profil ADN de son père et pour (l'autre) moitié au profil ADN de sa mère (exemple 3).

Marqueur	Exemple 3		
	profil enfant	profil mère	profil père
1	12,13	12,14	13,15
2	7,9	8,9	7,10
3	20,21	21,23	20,22
4	17,20	18,20	16,17
5	5,10	5,6	10,11
6	11,11	11,12	11,13
7	27,32	25,27	28,32
8	15,18	15,16	18,21
9	10,12	9,12	10,11
10	9,9	7,9	9,15
11	20,21	20,22	19,21

12	5,6	5,7	6,8
----	-----	-----	-----

Dès lors, les profils ADN de parents ne peuvent pas être automatiquement échangés dans le cadre du Traité de Prüm.⁵⁴

⁵⁴ Contrairement à ce qu'indique la formulation de l'article 44^{septies}, § 1^{er}, 4^o, CIC (à savoir la comparaison systématique avec les profils ADN enregistrés dans les banques étrangères de données ADN).

PARTIE II. LES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA PROCÉDURE ADN

La partie II de la circulaire donne des explications relatives aux acteurs impliqués dans l'analyse ADN en matière pénale. Une attention particulière est consacrée aux instances qui sont nouvelles ou dont les tâches et/ou compétences ont été modifiées par la loi.

1. LA CELLULE NATIONALE

La cellule nationale est un service organisé auprès du ministère public, au niveau national. Elle assure donc la coordination pour l'ensemble des arrondissements.⁵⁵ La cellule nationale est installée au sein du service d'appui commun visé à l'article 143^{ter} du Code judiciaire.⁵⁶ Dans l'attente de la création du service d'appui commun, la cellule nationale a été organisée au sein du parquet fédéral.⁵⁷ Dans l'intervalle, il a été décidé d'intégrer définitivement la cellule nationale au parquet fédéral, sous l'autorité et la direction du procureur fédéral.⁵⁸

La cellule nationale devient le centre névralgique de l'attribution d'un numéro de code ADN unique, qui permet d'établir le lien avec l'identité d'un suspect ou condamné.

Pourquoi une cellule nationale ?

Avant la création de la cellule nationale, chaque parquet local avait son propre système d'attribution des numéros de code ADN. C'est pourquoi il arrivait parfois que le profil ADN d'une même personne soit établi plusieurs fois, à la demande de différents parquets, étant donné qu'il était difficile de vérifier si un profil ADN de cette personne avait déjà été établi. Les banques de données ADN ont constaté que plusieurs personnes avaient été enregistrées sous différents numéros de code ADN dans les banques de données ADN⁵⁹. Afin de réaliser une économie de coûts, mais aussi afin de protéger la vie privée, on a, avec la loi ADN 2011, opté pour un fichier national de données qui est géré par la cellule nationale.⁶⁰

Avantages

Collaborer avec une cellule nationale présente plusieurs avantages⁶¹ :

- les expertises et les coûts inutiles sont évités puisqu'il pourra être préalablement vérifié si le profil d'une personne a déjà été établi ;
- les laboratoires d'analyse ADN et les banques de données ADN peuvent fonctionner avec des données anonymes (codées), étant donné que la cellule nationale attribue un numéro de code unique aux suspects et condamnés au stade initial de la procédure ADN, ce qui garantit l'anonymat des personnes qui sont soumises à une analyse ADN comparative ;

⁵⁵ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 24.

⁵⁶ Article 12, § 1^{er}, A.R. ADN 2013.

⁵⁷ Article 38, A.R. ADN 2013.

⁵⁸ Amendement n° 5 et 6 du projet de loi en vue de créer une banque de données ADN « Intervenants », *doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54 2087/007.

⁵⁹ Pour les chiffres : voir J. DE KINDER et V. VAN VOOREN, « De nieuwe wet op het DNA-onderzoek in strafzaken », *Journal de police* 2013, p. 12.

⁶⁰ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 24.

⁶¹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 25-26.

- seule la cellule nationale peut relier le numéro de code ADN au nom de la personne correspondante et, en cas de concordance de profils génétiques, communiquer cette information au magistrat concerné par le biais d'un pro justitia ;
- la cellule nationale conservant également, pour chaque numéro de code ADN attribué, le numéro APFIS (*Automated Palm and Fingerprints Identification System*) de la personne concernée, il est possible de détecter plus rapidement les suspects/condamnés faisant usage d'une fausse identité et d'alias. Préalablement à toute analyse ADN, l'identité de l'intéressé est contrôlée par un relevé des empreintes digitales et une vérification de celles-ci dans APFIS.

Missions

La cellule nationale est responsable de la centralisation et de la gestion des numéros de code ADN. D'une manière plus concrète, elle accomplit les missions suivantes, conformément à l'article 3bis, § 2, de la loi ADN 1999-2011 :

1. l'attribution des numéros de code ADN ;
2. la gestion de la banque de données contenant les données administratives corrélées aux numéros de code ADN ;
3. la coordination et la gestion de l'échange et du transfert des informations relatives à la comparaison des données des banques nationales de données ADN, entre l'INCC, les magistrats concernés et les laboratoires agréés ;
4. la coordination et la gestion des échantillons de référence et des missions concernant l'analyse ADN de condamnés ;
5. la rédaction de pro justitia révélant la correspondance entre le numéro de code ADN et le nom de la personne concernée ;
6. les avis à donner au Collège des procureurs généraux en matière de politique criminelle relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale ;
7. la coordination et la gestion des échantillons de référence et des missions concernant l'analyse ADN des intervenants.

L'article 13 A.R. ADN 2013 énumère les données que la cellule nationale doit tenir à jour. Il s'agit notamment des données suivantes :

1. l'identité de suspects et condamnés/internés ;
2. les numéros de code ADN ;
3. les coordonnées administratives des magistrats ayant demandé l'attribution d'un numéro de code ADN ;
4. le numéro de notice des dossiers en cause ;
5. le numéro de dossier du laboratoire d'analyse ADN ;
6. le numéro de référence du dossier spécifique du traitement, inscrit dans la banque de données « Criminalistique » ou « Condamnés » (c'est-à-dire la « référence DIS », attribuée à l'enregistrement du profil ADN de suspects et de condamnés) ;
7. le numéro APFIS attribué à ces personnes ;
8. les coordonnées administratives des laboratoires d'analyse ADN et des experts y travaillant.

Composition du personnel

La cellule nationale est placée sous l'autorité et la direction du procureur fédéral⁶², qui peut désigner un ou plusieurs magistrats fédéraux en vue de traiter les missions relevant de la cellule nationale.

⁶² Article 3 bis, §1 Loi ADN

Le procureur fédéral désigne les membres qui assistent la cellule nationale parmi les membres du secrétariat de parquet près le parquet fédéral⁶³. Cette mesure permettra d'organiser, pour les condamnés et les intervenants, une procédure centralisée où la cellule nationale prendra en charge l'organisation et la centralisation des prélèvements des échantillons de référence et pourra adresser des réquisitoires collectifs aux fins d'analyse au laboratoire ADN central agréé à cet effet.⁶⁴

Fichier national des numéros de code ADN – Application web

Afin que la cellule nationale puisse exécuter sa mission de la manière la plus économique, la plus efficace et la plus automatisée possible, le choix s'est porté en faveur de la création d'une application web par le service d'encadrement ICT du SPF Justice. Ce fichier national des numéros de code ADN contient l'ensemble des numéros de code ADN attribués et des données administratives y afférentes.

Le fichier de données des numéros de code ADN est accessible, par l'application web, à l'ensemble des magistrats de parquet, des juristes de parquet et du personnel en fonction dans les parquets, qui ont accès à REA/TPI/ADBA⁶⁵, et ce, tant au niveau du parquet de première instance, qu'à celui du parquet général et du parquet fédéral.

Les magistrats de référence ADN⁶⁶ peuvent demander à la cellule nationale d'octroyer ou de retirer des droits d'accès à certaines personnes (par ex., des stagiaires judiciaires). Pour le moment, les juges d'instruction et les magistrats des auditorats du travail ne disposent pas encore d'un accès et doivent passer par les cellules ADN locales.⁶⁷

Un manuel décrivant étape par étape l'utilisation de l'application web peut être consulté en ligne à partir de l'application.

Le fichier de données est relié au système REA/TPI (ADBA), afin de récupérer ainsi certaines informations, telles que des données d'identité, des alias, etc. Par conséquent, les renseignements relatifs à l'identité d'un suspect/condamné ne peuvent pas être encodés par l'application web, mais doivent d'abord être saisis dans le système REA/TPI. La procédure à suivre pour l'enregistrement de mineurs et d'auteurs d'infractions de roulage ainsi que la méthode à appliquer lorsqu'une personne est connue sous différents alias sont indiquées dans le manuel en ligne susmentionné.

Grâce à un transfert sécurisé, il est aussi possible de récupérer des données des laboratoires ADN et de l'INCC et de les enregistrer automatiquement dans le fichier de données.

Les magistrats du ministère public peuvent, au moyen de l'application web, vérifier si un numéro de code ADN a déjà été attribué à une personne déterminée. Si tel n'est pas le cas, le système attribue un numéro de code ADN de manière automatisée. Par contre, si un numéro de code ADN unique a déjà été attribué, il est possible d'obtenir, par le biais de

⁶³ Article 3 bis, §1 Loi ADN

⁶⁴ *Doc. parl.*, Chambre, 2010-2011, n° 1504/001, 24-25 et *Doc. Parl.*, Chambre 2016-2017, amendement 2087/3 2087/007

⁶⁵ Concrètement, il s'agit des personnes suivantes : secrétaires en chef (niveau A), chefs de service (A), secrétaires (B), experts administratifs (B), assistants judiciaires (C), collaborateurs judiciaires (D), étant donné que ceux-ci exécutent aussi souvent des tâches de niveau C et qu'ils sont les principaux responsables de l'encodage des données.

⁶⁶ Cf. *infra*, point 2 « Magistrats de référence ADN ».

⁶⁷ Cf. *infra*, point 2 « Magistrats de référence ADN ».

l'application web, les données nécessaires concernant le laboratoire qui a déjà établi le profil ADN, l'enregistrement ou non du profil ADN au niveau du service DIS, etc.

Le numéro de code ADN composé comme suit « DNABE.9chiffres.2chiffres de contrôle » (DNA-BE-000 000 000-00) ne peut pas être modifié. Les deux derniers chiffres ne correspondent pas à l'année, mais sont ajoutés à des fins de contrôle.

L'application web met aussi à disposition des modèles standard de documents (apostilles, réquisitoires, etc.), dont la production est enregistrée dans un historique, ce qui permet en outre de suivre l'évolution d'un dossier.

La gestion du fichier des numéros de code ADN a été confiée à la cellule nationale. Ainsi, il appartient en principe aux membres de la cellule nationale d'apporter, si nécessaire, des modifications manuelles aux données préalablement importées automatiquement d'autres applications.

À la suite de la loi relative à la création de la banque de données ADN « Personnes disparues », l'application web a été élargie. Un numéro de code ADN, complété de la mention « MP » (*missing person*), est désormais attribué aux parents d'une personne disparue. Les données d'identité des parents et du disparu sont toutefois encodées dans l'application web, puisque ceux-ci ne sont pas connus comme suspect/condamné dans le système REA/TPI/ADBA.

À la suite de la nouvelle loi relative aux « intervenants », l'application web devra à nouveau être adaptée. Les intervenants se verront attribuer un numéro de code ADN, auquel la mention « INV » (intervenants) sera ajoutée.

2. MAGISTRATS DE RÉFÉRENCE ADN

Afin de garantir un fonctionnement et un suivi efficaces de la législation ADN, il convient de désigner, au sein de chaque arrondissement judiciaire et de chaque ressort, un magistrat de référence ADN. Cette spécialisation doit aussi exister auprès des services administratifs. Ainsi, il y a lieu de désigner, au sein de chaque arrondissement et de chaque ressort, un ou plusieurs employé(s) qui, en tant que membre(s) du personnel de référence ADN, assistera (assisteront) le magistrat de référence.

Magistrat de référence ADN du parquet

Les magistrats de référence ADN des parquets ont pour mission :

- de se spécialiser dans la matière ADN et de la suivre (en assistant, par exemple, à des journées d'étude) ;
- d'être le point de contact en vue de répondre à des questions posées par d'autres magistrats concernant l'ADN ;
- de veiller à l'application efficace de la procédure ADN au sein de l'arrondissement ;
- d'être le point de contact pour l'attribution de numéros de code ADN aux juges d'instruction ;
- d'être le point de contact pour les listes des condamnés en première instance ainsi que pour la coordination de celles-ci ;
- de signaler d'éventuels problèmes structurels au magistrat de référence du ressort.

La présence d'un magistrat de référence ADN auprès de chaque tribunal de première instance n'empêche pas que chaque magistrat reste évidemment responsable de la décision d'analyse ADN, de l'émission d'apostilles, de l'établissement de réquisitoires, etc.

Dans le cadre de ses missions, le magistrat de référence ADN est assisté par un ou plusieurs membre(s) du personnel de référence ADN, à qui certaines missions peuvent être déléguées (par exemple point de contact pour la transmission aux juges d'instruction du numéro de code ADN attribué).

Ensemble, ils constituent la cellule ADN locale. En matière d'ICT, il est prévu – lorsque cela s'avère opportun pour faciliter certains processus – de permettre également à la cellule ADN locale d'apporter des corrections au fichier des numéros de code ADN.

Magistrat de référence ADN du parquet général

Les magistrats de référence ADN des parquets généraux ont pour mission :

- de se spécialiser dans la matière ADN et de la suivre (en assistant, par exemple, à des journées d'étude) ;
- d'être le point de contact en vue de répondre à des questions posées par les magistrats de référence ADN de première instance ;
- de veiller à l'application efficace de la procédure ADN au sein du parquet général et de l'ensemble du ressort (en organisant, par exemple, régulièrement des réunions avec les magistrats de référence ADN des arrondissements) ;
- de dresser la liste des éventuels problèmes structurels et, le cas échéant, de les signaler au magistrat de la cellule nationale ;
- d'être le point de contact pour le magistrat de la cellule nationale.

3. LABORATOIRES ADN

Les analyses ADN en matière pénale ne peuvent être réalisées que par des laboratoires d'analyse ADN agréés.⁶⁸

La procédure d'agrément des laboratoires a été adaptée. Tout d'abord, ce n'est plus le Roi, mais le ministre de la Justice qui octroie l'agrément. Deuxièmement, si l'agrément reste lié à une accréditation par BELAC⁶⁹, les laboratoires ADN doivent à présent être accrédités pour l'ensemble des prestations qu'ils exécutent. La durée de validité de l'agrément est en outre limitée à celle de l'accréditation, de sorte que le retrait de l'accréditation signifie aussi immédiatement le retrait de l'agrément.⁷⁰

Conditions de l'agrément

Pour obtenir un agrément, un laboratoire ADN doit satisfaire aux conditions suivantes⁷¹ :

1. le laboratoire est accrédité conformément aux critères de la norme NBN EN ISO/IEC 17025 et l'accréditation est attribuée par BELAC ou un autre organisme similaire qui

⁶⁸ Article 24, § 1^{er}, A.R. ADN 2013.

⁶⁹ L'accréditation est la reconnaissance formelle des compétences techniques d'un laboratoire. L'accréditation permet aussi aux laboratoires d'attester leur indépendance et impartialité. En Belgique, la structure d'accréditation est basée sur la loi du 20 juillet 1990. Depuis le 1^{er} août 2006, BELAC est le seul organisme d'accréditation belge.

⁷⁰ Article 24, § 2, A.R. ADN 2013 ; Rapport au Roi concernant l'A.R. du 17 juillet 2013 portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *M.B.* du 12 août 2013, p. 52401 (ci-après en abrégé : Rapport au Roi, A.R. ADN 2013). Le modèle du formulaire de demande d'agrément d'un laboratoire pour des analyses ADN a été adapté par l'arrêté ministériel de 27 novembre 2013 (*M.B.* du 28 novembre 2013)

⁷¹ Article 25, A.R. ADN 2013.

respecte cette norme et est signataire de l'accord multilatéral dénommé « European co-operation for Accreditation of Laboratories » ;

2. le laboratoire emploie au moins un expert qui est titulaire d'un diplôme de docteur en sciences, de docteur en médecine, de docteur en sciences pharmaceutiques, de docteur en biotechnologie ou de docteur en bio-ingénierie et qui dispose, dans le cadre d'une pratique criminalistique, d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans ;
3. le laboratoire participe avec succès, annuellement, à au moins trois contrôles de qualité externes nationaux ou internationaux reconnus parmi une liste établie par la commission d'évaluation et communiquée à BELAC ;
4. le laboratoire organise, sur une base permanente, un service de réception des pièces à conviction ;
5. le laboratoire où se déroulent effectivement les analyses et son siège social sont situés dans un pays de l'Union européenne ;
6. les membres de la direction du laboratoire et les experts produisent un extrait de leur casier judiciaire. Les membres de la direction et les experts des laboratoires étrangers doivent produire un document équivalent à l'extrait du casier judiciaire.

Suspension de l'agrément

Lorsqu'un laboratoire ADN ne satisfait plus à une ou plusieurs des conditions d'agrément, il est tenu d'en informer le ministre de la Justice et les autorités requérantes (les procureurs du Roi et les juges d'instruction dans les dossiers pendants et le magistrat de la cellule nationale) dans le mois. L'agrément peut aussi être suspendu ou retiré si le laboratoire ADN ne respecte pas les dispositions de la loi et/ou de l'A.R. ADN.

La suspension ou le retrait de l'agrément est prononcé par le ministre de la Justice, après avis de la Commission d'évaluation ADN, et après que le représentant du laboratoire ADN a été entendu.⁷²

Cessation des activités

S'il cesse son activité, le laboratoire ADN rend à l'INCC toutes les pièces liées à l'expertise ADN (par exemple les pièces à conviction, échantillons, extraits ADN, documents, données brutes). Le coût de cette imputation est porté à charge du laboratoire. Les membres du laboratoire ADN qui a cessé ses activités ne peuvent exploiter les données dont ils ont eu connaissance.⁷³

Laboratoires ADN agréés

La Belgique compte 7 laboratoires agréés pour les analyses ADN dans les informations judiciaires⁷⁴ :

1. Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Chaussée de Vilvorde 100, 1120 Bruxelles ;
2. UZ Leuven – Forensische Geneeskunde – Activiteitencentrum Forensische Genetica en Moleculaire Archeologie, Kapucijnevoer 33, 3000 Leuven ;

⁷² Article 27, A.R. ADN 2013.

⁷³ Article 28, A.R. ADN 2013.

⁷⁴ Article 1^{er} A.R. du 28 mai 2004 d'agrément des laboratoires pour les analyses ADN en matière pénale, *M.B.* du 1^{er} juin 2004 (laboratoires 1 à 8) ; Article 1^{er} A.R. du 8 décembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 28 mai 2004 d'agrément des laboratoires pour les analyses ADN en matière pénale, *M.B.* du 24 décembre 2012 (laboratoire 9).

3. Eurofins Forensics Belgium b.v.b.a., site de réception des échantillons de Gand, Ottergemsesteenweg 460, 9000 Gent ;
4. Centre Wallon d'Identification, Institut Médico-Légal de l'Université de Liège, Rue Dos Fanchon 37-39, 4020 Liège ;
5. Eurofins Forensics Belgium b.v.b.a., site de réception des échantillons de Bruges, Lieven Bauwensstraat 6, 8200 Brugge ;
6. Eurofins Forensics Belgium b.v.b.a., site de réception des échantillons d'Hasselt, Agoralaan, Bâtiment A, 3590 Diepenbeek ;
7. Universitair Ziekenhuis Antwerpen, Gerechtelijke Geneeskunde – Forensisch DNA-laboratorium, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem.

Les laboratoires ADN qui ont déjà été agréés, conservent leur agrément, par voie de disposition transitoire, jusqu'au 1^{er} janvier 2015.⁷⁵ Passé ce délai, ils doivent avoir obtenu un nouvel agrément en vertu des nouvelles dispositions.

Outre les 7 laboratoires ADN belges agréés, un seul laboratoire ADN central est également agréé pour l'analyse ADN des condamnés et internés.⁷⁶

Ce laboratoire a été sélectionné à la suite d'une adjudication publique européenne. Le choix d'un laboratoire ADN central a reposé sur la constatation⁷⁷ que l'établissement de profils ADN en Belgique dure plus longtemps et est plus coûteux qu'à l'étranger. L'existence de plusieurs laboratoires d'analyse ADN agréés dans un petit pays comme la Belgique entrave aussi l'automatisation de certaines procédures, alors que l'établissement de profils ADN de condamnés s'y prête par excellence.⁷⁸ La liste des infractions donnant lieu à un enregistrement dans la banque de données « Condamnés » a en outre été élargie, ce qui renforce d'autant plus l'argument d'une économie des coûts.

Compétences des laboratoires

Les laboratoires peuvent uniquement réaliser les comparaisons de profils ADN pour lesquelles ils ont reçu une mission spécifique.⁷⁹ Par conséquent, ils ne peuvent comparer que les profils ADN obtenus dans le dossier judiciaire concerné. Sur réquisition, ils peuvent également effectuer des comparaisons entre les profils ADN obtenus dans le cadre de différents dossiers spécifiquement sélectionnés par le magistrat compétent. Il leur est ainsi expressément interdit – encore plus explicitement que par le passé – de comparer d'initiative des profils ADN obtenus dans les dossiers qu'ils ont traités.

Les laboratoires ADN peuvent conserver les données relatives aux analyses ADN au moyen d'un archivage électronique afin de pouvoir assurer la traçabilité en toutes circonstances à des fins judiciaires.⁸⁰ Cet archivage est anonyme et ne peut donc comporter les noms des personnes sur lesquelles un prélèvement d'échantillon de référence a été effectué et analysé.⁸¹

⁷⁵ Article 36, alinéa 3, A.R. ADN 2013.

⁷⁶ La société allemande « Laboratorium Eurofins Medigenomix Forensik GmbH, München » a été agréée le 26 février 2014 pour un an, cet agrément étant renouvelable deux fois pour une durée d'un an (donc jusqu'au 26 février 2017).

⁷⁷ Avis du groupe de travail « Frais de justice » du 7 décembre 2007 et avis de l'INCC du 7 juillet 2008.

⁷⁸ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 9-10.

⁷⁹ Article 8bis, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

⁸⁰ Article 8bis, alinéa 2, loi ADN 1999-2011.

⁸¹ Article 20, § 1^{er}, A.R. ADN 2013.

La possibilité déjà offerte par la Cour de cassation⁸² de comparer des profils ADN déjà obtenus avec des profils découverts dans une enquête en cours, se voit confortée par un règlement légal explicite dans la nouvelle loi ADN.

Si le laboratoire ADN qui est chargé de la nouvelle mission de comparaison, n'est pas le laboratoire qui a établi l'un des profils ADN initiaux, le magistrat requérant demandera au laboratoire ADN initial de transmettre le résultat de la première analyse au deuxième laboratoire ADN. C'est de cette manière qu'une économie de coûts peut être réalisée.

Les données de l'archivage électronique doivent être effacées après trente ans, à moins que le magistrat compétent n'ait fixé un délai plus court.⁸³

Rapport sur la qualité

Les laboratoires d'analyse ADN transmettent deux fois par an à la Direction de la Police technique et scientifique ainsi qu'à la Commission d'évaluation les informations pertinentes pour évaluer et améliorer la qualité des prélèvements réalisés sur les lieux des faits et sur les pièces à conviction par les services de police.⁸⁴

Intérêt direct ou indirect dans une affaire

Un expert du laboratoire ADN informe le magistrat requérant immédiatement⁸⁵ :

- s'il découvre qu'il a un intérêt direct ou indirect dans une affaire pour laquelle il a été désigné en qualité d'expert ;
- si un membre de sa famille ou un parent jusqu'au quatrième degré a un quelconque intérêt dans une affaire pour laquelle il a été désigné en qualité d'expert ;
- ou plus généralement, s'il ne peut agir en toute indépendance.

Le magistrat requérant décharge ensuite l'expert de sa mission.

4. LES BANQUES NATIONALES DE DONNÉES ADN DE L'INCC (DIS)

Il existe quatre banques nationales de données ADN : la banque de données « Criminalistique », la banque de données « Condamnés », la banque de données « Personnes disparues » et la banque de données « Intervenants ». Celles-ci sont gérées par l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie (INCC).⁸⁶ Ensemble, elles constituent les banques nationales de données ADN du DNA Index System ou DIS en abrégé.⁸⁷

Outre son propre laboratoire scientifique agréé qui exécute des analyses ADN (cf. supra), l'INCC possède donc aussi une section séparée qui gère les banques nationales de données ADN. L'article 30, alinéa 3, de l'A.R. ADN 2013 dispose d'ailleurs que les membres du personnel qui ont accès aux banques nationales de données ADN, ne peuvent pas prendre part à l'exécution d'analyses ADN en matière pénale.

⁸² Cass. 19 mai 2010, P.10.0600.F., note *Vigiles*, 2011, sect. 2, (26) p. 29, note T. SCHERLYNCK.

⁸³ Article 8bis, alinéa 3, loi ADN 1999-2011.

⁸⁴ Article 20, § 2, A.R. ADN 2013.

⁸⁵ Article 26, A.R. ADN 2013.

⁸⁶ Article 4, § 1^{er}, et article 5, § 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

⁸⁷ La « DNA Index System » (DIS) est installée au sein de l'INCC et utilise le logiciel CODIS (Combined DNA Index System) mis gratuitement à disposition par le FBI, en plus d'une banque de données administratives développée en interne.

D'aucuns proposent depuis longtemps d'ajouter également une banque de données « Suspects » aux banques de données ADN, mais aucun consensus n'a encore pu être dégagé à cet égard.

Banque de données ADN « Criminalistique »

L'article 4, § 1^{er}, de la loi ADN 1999-2011 décrit le contenu de la banque de données « Criminalistique ».

Les profils ADN suivants sont tenus à jour dans cette banque de données :

1. les profils ADN des traces découvertes en matière pénale, qu'elles restent non identifiées ou qu'elles soient identifiées et donc reliées à un certain suspect ou condamné ;
2. les profils ADN d'échantillons de référence de suspects qui – à la demande du procureur du Roi ou du juge d'instruction – ont été comparés avec les profils ADN des traces découvertes dans l'affaire et qui ont permis d'établir un lien positif avec le profil d'une trace ;
3. les profils ADN d'échantillons de référence de suspects pour lesquels un lien positif a été établi lors de l'unique comparaison automatique avec les profils déjà enregistrés dans les banques nationales de données ADN.

Pour chaque profil ADN enregistré, la banque de données gère également les données administratives suivantes⁸⁸ :

- le numéro de notice du dossier répressif ;
- le nom et les coordonnées du magistrat chargé du dossier répressif ;
- le nom et les coordonnées du laboratoire qui a établi les profils ADN, ainsi que la référence du dossier d'expertise et les références des profils ADN ;
- la nature biologique des échantillons analysés ;
- le sexe de la personne dont le profil ADN a été établi ;
- le cas échéant, le lien positif entre les profils ADN obtenus ;
- le cas échéant, le numéro de code ADN.

Afin de garantir l'anonymat, les profils ADN d'échantillons de référence de suspects ne sont enregistrés que sous leur numéro de code ADN.

L'article 4, § 2, de la loi ADN 1999-2011 fixe les règles d'effacement des profils ADN enregistrés dans la banque de données « Criminalistique ». Tout d'abord, les profils ADN sont effacés de la banque de données sur ordre du ministère public, dès lors que leur conservation n'est pas (plus) utile aux fins de la procédure pénale. Cet article dispose en outre que les profils ADN qui ont été identifiés sont effacés sur ordre du ministère public, dès qu'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée est intervenue dans le dossier pour lequel le profil ADN a été obtenu. Lorsque la décision judiciaire est une condamnation pour l'une des infractions reprises à la liste de l'article 5 de la loi ADN 1999-2011, le profil ADN est enregistré dans la banque de données ADN « Condamnés ». En cas de non-lieu ou d'acquittement coulé en force de chose jugée, le profil est définitivement effacé. Dans ce cas, l'intéressé a en outre le droit de demander la suppression immédiate de son profil ADN. Enfin, les profils ADN de traces qui n'ont pas été identifiés sont effacés de manière automatique, trente ans après leur enregistrement dans la banque de données.

Banque de données ADN « Condamnés »

L'article 5, § 1^{er}, de la loi ADN 1999-2011 décrit le contenu de la banque de données ADN « Condamnés ». Celle-ci contient les profils ADN de toutes les personnes qui ont été

⁸⁸ Article 44^{quater}, alinéa 2, CIC.

condamnées à une peine de travail, à une peine d'emprisonnement ou à une mesure d'internement pour avoir commis une des infractions suivantes (dans les grandes lignes) :

- 1° Violations graves du droit international humanitaire (articles 136*bis* à 136*septies* CP)
- 2° Infractions terroristes (articles 137 à 141 CP)
- 3° Association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés et organisation criminelle (articles 322 à 324*ter* CP)
- 4° Prise d'otages (article 347*bis* CP)
- 5° Voyeurisme, attentat à la pudeur et viol (articles 371/1 à 378 CP)
- 6° Incitation à la prostitution et débauche de mineurs (articles 379, 380, §§ 1^{er} à 5, et 381 CP)
- 7° Diffusion de pédopornographie (articles 383*bis*, §§ 1^{er} et 3, CP)
- 8° Homicide – meurtre – assassinat – empoisonnement (articles 393 à 397 CP)
- 9° Coups et blessures ayant entraîné une incapacité permanente de travail ou ayant causé la mort (articles 400 et 401 CP)
- 10° Torture et traitements inhumains (articles 417*ter* et 417*quater* CP)
- 11° Enlèvement de mineurs (articles 428 à 430 CP)
- 12° Traite des êtres humains avec circonstances aggravantes (articles 433*sexies* à 433*octies* CP)
- 13° Vol avec effraction et vol/extorsion à l'aide de violences ou menaces et avec circonstances aggravantes (articles 467, alinéa 1^{er} et 471 à 475 CP)
- 14° Vol/extorsion de matières nucléaires à l'aide de violences ou de menaces et avec circonstances aggravantes (article 477*sexies* CP)
- 15° Incendie ou destruction avec circonstances aggravantes (articles 518, 531 et 532 CP)
- 16° Trafic des êtres humains avec circonstances aggravantes (articles 77*ter* à 77*quinquies* de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980)
- 17° Trafic de substances soporifiques, stupéfiants ou autres substances psychotropes en tant que membre ou dirigeant d'une association criminelle (article 2*bis*, § 3, b et § 4, b de la loi sur les stupéfiants du 24 février 1921)

Les infractions soulignées sont celles qui figuraient déjà auparavant dans la liste. La liste actuelle est donc plus que doublée par rapport à la liste antérieure, qui a été actualisée et élargie afin de mieux répondre aux nouveaux phénomènes infractionnels et aux besoins de l'enquête pénale. Autre élément nouveau : une condamnation à une peine de travail ou une tentative de commettre les infractions énumérées dans la liste ci-avant suffit pour justifier un enregistrement dans la banque de données ADN.

Les profils ADN de la banque de données « Condamnés » sont toujours enregistrés sous le numéro de code ADN attribué aux personnes concernées, afin de garantir leur anonymat.

L'article 5, § 2, de la loi ADN 1999-2011 dispose qu'un profil ADN est effacé de manière automatique, 30 ans après son enregistrement dans la banque de données « Condamnés ». Le magistrat compétent peut toutefois fixer un délai plus bref, par exemple en cas de réhabilitation. Une réforme de la décision de condamnation/d'internement sur opposition ou après annulation de celle-ci à la suite d'une procédure en révision, peut aussi entraîner un effacement du profil ADN de la banque de données.

Banque de données ADN « Personnes disparues »

L'article 4*bis*, § 1^{er}, inséré dans la loi ADN par la loi du 21 décembre 2013, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017, décrit le contenu de la banque de donnée « Personnes disparues ».

Les profils ADN suivants sont tenus à jour dans cette banque de données :

1. les profils ADN de dépouilles mortelles non identifiées ;
2. les profils ADN de traces de personnes disparues (par ex., échantillons biologiques endogènes de la personne disparue ou traces découvertes sur un objet privé d'utilisation courante tel qu'une brosse à cheveux appartenant à la personne disparue) ;
3. les profils de référence ADN de parents de la personne disparue.

Afin de garantir l'anonymat, les profils ADN d'échantillons de référence de parents ne sont enregistrés que sous leur numéro de code ADN, complété de la mention « MP » (*missing person*).

L'article 4*bis*, § 2, fixe les règles d'effacement des profils ADN enregistrés dans la banque de données « Personnes disparues ». Tout d'abord, les profils ADN sont effacés de la banque de données sur ordre du ministère public, dès lors que leur conservation n'est pas (plus) utile aux fins de la recherche de la personne disparue. Ensuite, les profils ADN de traces qui n'ont pas été identifiés sont effacés de manière automatique trente ans après leur enregistrement dans la banque de données.

Enfin, le(s) parent(s) de la personne disparue peu(ven)t demander à tout moment au procureur du Roi d'ordonner l'effacement immédiat de son (leur) profil ADN et des données y relatives.

Banque de données ADN « Intervenants »

L'article 5*quinquies*, § 1^{er}, inséré dans la loi ADN par la loi du 17 mai 2017, décrit le contenu de la banque de donnée « Intervenants ».

Cette dernière contient les profils ADN de tous les intervenants.

Afin de garantir l'anonymat, les profils ADN d'échantillons de référence d'intervenants ne sont enregistrés que sous leur numéro de code ADN, complété de la mention « INT » (Intervenants).

L'article 5*quinquies*, § 4, fixe les règles d'effacement des profils ADN enregistrés dans la banque de données « Intervenants ». Les profils ADN sont effacés de la banque de données sur ordre du ministère public, soit d'office, soit à la demande de l'intervenant, lorsque leur conservation n'est pas ou n'est plus utile.

Enfin, ces profils ADN sont, dans tous les cas, supprimés automatiquement 50 ans après leur inclusion dans la base de données.

Fonction des banques de données ADN : comparaison entre dossiers

L'enregistrement et la comparaison des profils ADN dans les banques de données « Criminalistique », « Condamnés », « Personnes disparues » et « Intervenants » permettent d'établir des concordances entre des dossiers et d'ainsi parfois trouver des liens importants. Cette comparaison de profils ADN peut avoir lieu au niveau national, d'une part, et au niveau international, d'autre part⁸⁹. L'article 8*bis*, alinéa 3, de la loi ADN 1999-2011 dispose que seul l'INCC est compétent pour effectuer une comparaison systématique d'office des profils ADN enregistrés dans les banques de données nationales et établir ainsi des liens entre différents dossiers.⁹⁰

⁸⁹ Les profils ADN de parents d'une personne disparue peuvent uniquement être comparés indirectement par une analyse généalogique, mais ne peuvent pas être automatiquement échangés et comparés avec les profils ADN enregistrés dans les banques de données des États européens.

⁹⁰ Article 8*bis*, dernier alinéa, loi ADN 1999-2011.

Lorsqu'un lien positif est établi entre un profil ADN et un quelconque profil ADN figurant dans les banques de données nationales ou étrangères, il est également enregistré.

Gestion des banques nationales de données

L'INCC est responsable de la gestion des banques de données « Criminalistique », « Condamnés », « Personnes disparues » et « Intervenants ». ⁹¹ L'INCC est le seul organisme autorisé à enregistrer des profils ADN dans ces banques nationales de données. ⁹²

La gestion journalière des banques nationales de données ADN est confiée au gestionnaire des banques nationales de données ADN ⁹³, membre du personnel de l'INCC. Ses tâches peuvent être partagées avec un collaborateur placé sous sa responsabilité.

Le gestionnaire des banques nationales de données ADN est responsable :

- de la réception des profils ADN transmis par les experts ;
- de l'enregistrement des profils ADN dans les banques nationales de données ;
- de la comparaison systématique de ces profils avec les profils qui ont été enregistrés dans les banques nationales de données ;
- de la rédaction des rapports relatifs à ces comparaisons, à l'attention des magistrats concernés et, en cas de lien positif avec un numéro de code ADN, aussi à l'attention de la cellule nationale. ⁹⁴

Préposé chargé de la protection des données

À toutes ces fonctions s'ajoute encore celle de préposé chargé de la protection des données. Ce dernier se voit attribuer une fonction de contrôle général du respect des règles relatives à la protection de la vie privée et de la sécurité de l'information, et ce, tant auprès des laboratoires d'analyse ADN qu'auprès du service des banques nationales de données ADN de l'INCC. ⁹⁵

5. LA COMMISSION D'ÉVALUATION ADN

L'A.R. ADN du 4 février 2002 a créé une commission d'évaluation d'analyse ADN. Alors qu'auparavant, la commission d'évaluation était uniquement composée d'experts scientifiques en analyse ADN et du directeur général de l'INCC, le gestionnaire des banques nationales de données ADN (ou son délégué), le magistrat dirigeant la cellule nationale et un membre de la direction de la police technique et scientifique de la police judiciaire fédérale font désormais aussi partie de la commission d'évaluation. ⁹⁶

⁹¹ Article 29, alinéa 1^{er}, A.R. ADN 2013.

⁹² Article 8bis, alinéa 3, loi ADN 1999-2011.

⁹³ Article 31, § 1^{er}, A.R. ADN 2013. Les conditions auxquelles le gestionnaire doit répondre sont énumérées au § 2 et sa fonction et ses responsabilités sont fixées aux §§ 6 et 7.

⁹⁴ A. LERICHE et D. VANDERMEERSCH, « L'expertise ADN : de nouvelles perspectives à la suite de la loi du 7 novembre 2011 », *Rev. dr. pén.*, 2012, p. 1138.

⁹⁵ Article 34, § 1^{er}, A.R. ADN 2013. Les conditions auxquelles le gestionnaire doit répondre sont énumérées au § 1^{er} et sa fonction et ses responsabilités sont fixées aux §§ 2 à 7 inclus.

⁹⁶ Article 2, A.R. ADN 2013.

La commission d'évaluation donne au ministre de la Justice des avis sur des questions de nature scientifique, technique et – depuis le nouvel A.R. ADN – juridique en rapport avec l'analyse ADN.⁹⁷

6. SERVICES DE POLICE SPÉCIFIQUE

6.1. laboratoires de police technique et scientifique de la police judiciaire

Les laboratoires de PTS sont idéalement chargés de la descente sur les lieux des faits où ils procèdent à la recherche, le prélèvement, le conditionnement, la conservation, le dépôt et l'exploitation des pièces à conviction, des traces et indices. L'officier de police judiciaire de la police fédérale responsable de la PTS sur les lieux des faits est également responsable du suivi technique et scientifique du dossier. A cet égard, il convient de souligner l'importance d'un briefing (et débriefing à postériori) avec le magistrat, les enquêteurs la PTS et, éventuellement les experts dont en particulier un conseiller forensique (voir infra), pour évaluer, à la lumière des éléments du dossier, les possibilités d'expertises et la pertinence des PAC et des traces qu'il convient d'analyser en priorité.

6.2. cellule « personnes disparues » et DVI

La cellule « Personnes disparues » créée au sein de la police fédérale a pour mission⁹⁸ de fournir appui, expertise et coordination dans le cadre de l'enquête menée en cas de disparition inquiétante, ainsi que lors de l'enquête d'identification d'un corps (ou d'une partie de corps).

L'équipe du DVI mise en place au niveau de la police fédérale peut être appelée à intervenir en vue d'identifier une ou plusieurs victimes impliquées dans un incident, et ce, selon ses compétences en matière de planification d'urgence. Il en va de même lorsqu'il existe des indices sérieux concernant l'identité de la victime (par ex., corps retrouvé calciné dans une habitation mitoyenne, accident de bus à Sierre, etc.).

En l'absence d'indices, le DVI peut assister la cellule « Personnes disparues » pour la rédaction du dossier *ante mortem* d'un disparu ou du dossier *post mortem* d'un corps (ou d'une partie de corps) non identifié. Toutefois, celle-ci demeure responsable de la coordination aux fins de l'identification.

À cet égard, les deux services entretiennent des contacts étroits avec le magistrat/juge d'instruction qui gère le dossier et avec l'unité de police chargée de l'enquête.

La cellule « Personnes disparues » et le DVI attribueront les numéros de référence uniques utiles par victime/disparu pour la banque de données « Personnes disparues ».

6.3 Banque nationale de données des traces (SDB) au sein de la police fédérale

Cette banque de données des traces a été développée par le laboratoire de la police technique et scientifique de la police fédérale à Anvers, après qu'il a été décidé de déployer ce système à l'échelle nationale en tant que bonne pratique.

⁹⁷ Article 3, A.R. ADN 2013.

⁹⁸ Circulaire COL 9/2002.

Cette base de données nationale contient différents types de traces (empreintes digitales et palmaires, empreintes de chaussures, traces d'oreille, de pneus et d'outils), grâce auxquelles des liens sont établis entre plusieurs dossiers dans lesquels ces traces apparaissent. De cette manière, des affaires peuvent être regroupées et révéler, à leur tour, de nouvelles indications de traces.

La SDB est un outil qui garantit, non seulement, une **exploitation** efficace des traces, mais permet aussi une **coordination** en la matière. L'exploitation et la coordination se distinguent comme suit :

L'**exploitation des traces** se limite à l'exécution de comparaisons au sein d'un groupe de traces bien déterminé. Dans celui-ci, des traces retrouvées sur le lieu d'un délit sont collationnées avec d'autres et confrontées au matériel de référence de suspects éventuels. Les banques de données classiques fonctionnent selon le principe de l'exploitation de traces. Le système APFIS du service d'Identification judiciaire, par exemple, vérifie, dans le groupe « empreintes digitales », les traces récupérées sur le lieu d'un délit par rapport aux empreintes digitales de suspects. Les banques de données ADN de l'INCC suivent aussi cette même méthode. Les traces ADN prélevées sur le lieu d'un délit sont ainsi comparées avec le profil ADN de suspects.

La **coordination des traces** va un pas plus loin. Au lieu de se contenter d'un seul groupe déterminé, des liens sont tirés entre les différents types de traces. La SDB est, dès lors, une banque de données unique rassemblant divers groupes de traces.

La coordination de celles-ci est le moyen par excellence pour identifier des groupes d'auteurs itinérants ou une organisation criminelle à partir de traces, et ce, au-delà des limites des arrondissements judiciaires.

Il est recommandé d'inclure également, dans cette banque nationale de données des traces, les résultats de l'analyse ADN et les liens observés par le laboratoire ADN (dans le cadre de la mission spécifique attribuée dans un dossier) et le service DIS de l'INCC (liens/clusters après comparaison avec les banques nationales et étrangères de données ADN), afin que ceux-ci puissent ensuite être exploités, cette tâche étant confiée aux services de police. À cet égard, il est à noter que la banque de données des traces ne permet pas de comparer des profils ADN – cette possibilité relève de la compétence exclusive des laboratoires ADN et de l'INCC –, ni de procéder à l'identification de numéros de code ADN – qui est du ressort du ministère public.

Par conséquent, aucun profil ADN ou numéro de code ADN n'est enregistré dans la banque de données des traces.

Conformément à la législation relative à l'ADN, certaines informations doivent d'abord passer par le magistrat, à qui il appartient de publier l'identité liée au numéro de code ADN. Dans l'Addenda V figure un schéma récapitulatif du flux d'information destiné à la banque de données des traces, qui est détaillé par étape et par acteur dans la suite de la présente circulaire (partie III).

PARTIE III. ANALYSE DU SCHÉMA DE PROCÉDURE EN VERTU DES NOUVELLES DISPOSITIONS LÉGALES

La présente partie aborde et analyse les dispositions et directives légales, par acteur et par étape de la procédure.

L'objectif est de réaliser un guide/vade-mecum pratique, dans lequel chacun peut trouver facilement les informations recherchées.

En tête de chaque paragraphe, un encadré énumère les principales nouvelles modifications législatives. Il est suivi d'une description du schéma de procédure, des tâches des différents acteurs ainsi que des modèles à utiliser.

1. TRACES

Après commission d'une infraction, des traces peuvent être trouvées sur les lieux des faits, entre autres, sur des objets (par exemple, sur un mégot de cigarette, un verre) et des vêtements, qui peuvent contenir des cellules (sang, salive, sperme, cheveux) de (des) l'auteur(s) présumé(s). Des cellules du (des) auteur(s) peuvent également être présentes sur l'éventuelle victime, par exemple après une infraction à caractère sexuel.

La procédure relative à la gestion du lieu de l'infraction ainsi qu'au traitement et à l'analyse ADN des traces est détaillée ci-après étape par étape.

Elle est régie par l'article 44^{quater} CIC et par les articles 4, 5 et 6 de l'A.R. ADN 2013.

1.1. Principales nouvelles dispositions légales

Article 44^{quater} CIC :

TRANSMISSION AUTOMATIQUE DES DONNÉES :

Sauf décision contraire du procureur du Roi, l'expert communique d'office les profils ADN des traces, qu'il a établis, à l'INCC en vue de leur enregistrement dans la banque nationale de données ADN « Criminalistique ».

RÉDUCTION DU DÉLAI D'EXPERTISE :

Le délai pour les analyses ADN et les examens comparatifs des traces est limité à un mois.

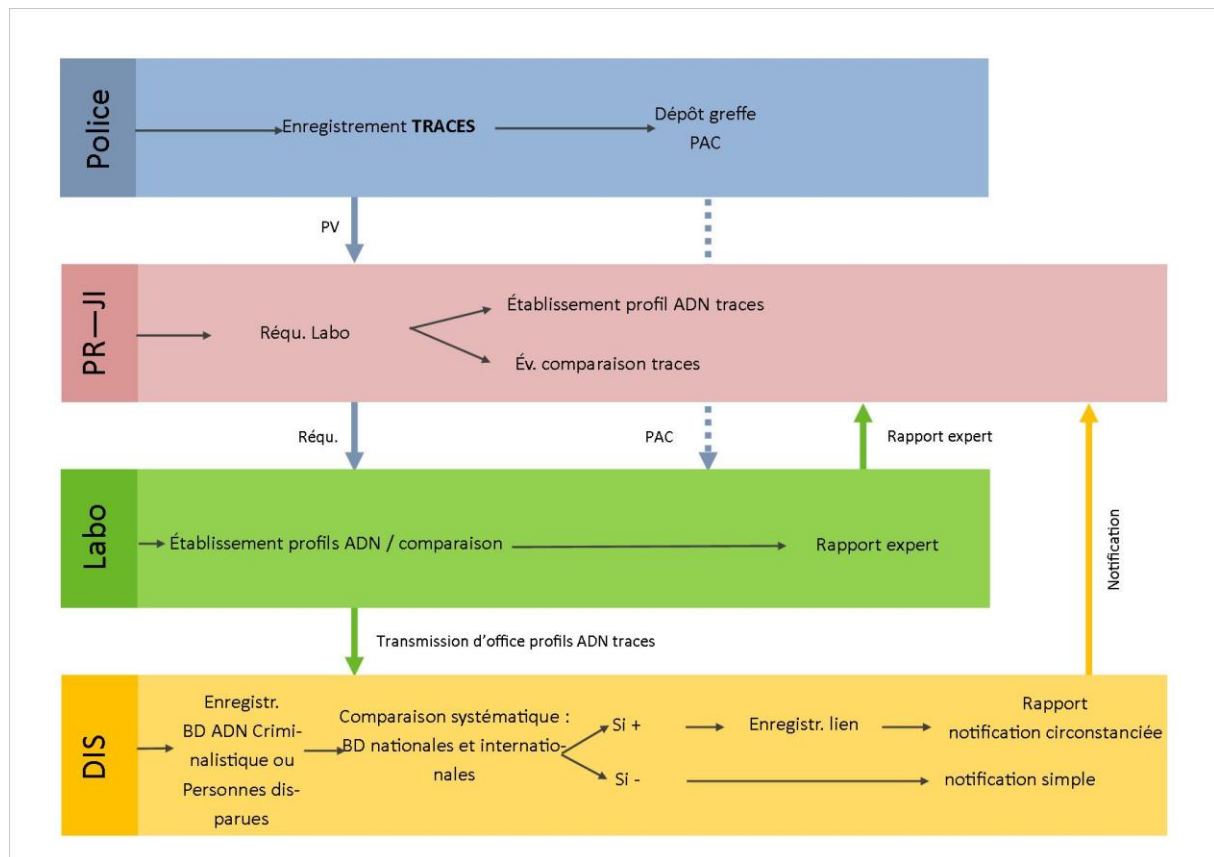
ÉCHANTILLONS DE TRACES CONSERVÉS PENDANT TRENTE ANS :

Les échantillons de traces permettant une contre-expertise sont en principe conservés pendant trente ans, sauf si le magistrat compétent ordonne un autre délai de conservation.

Articles 4, 5 et 6 de l'A.R. ADN 2013 :

Ces articles contiennent de nouvelles dispositions portant sur la gestion des lieux des faits, le traitement des pièces à conviction et des traces, et la répartition des tâches entre les différents services de police.

1.2. Schéma de procédure⁹⁹



1.3. Analyse de la procédure relative à l'examen des traces

1.3.1. Police

Les services de police sont chargés de prélever et de recueillir les traces sur le lieu de l'infraction.

1.3.1.1. Analyse des nouvelles dispositions légales relatives à la gestion des lieux des faits

Le nouvel A.R. ADN 2013¹⁰⁰ introduit des procédures et des prescriptions claires afin d'assurer l'intégrité des lieux des faits et celle des pièces à conviction (PAC), des traces et des indices, dans le but d'accroître la fiabilité de la preuve.

Il ressort du rapport au Roi que l'intention est de donner à ces dispositions un champ d'application général.¹⁰¹

Les mesures de protection imposées visent non seulement la protection des traces biologiques, mais aussi celle des autres traces de diverses natures que les lieux des faits

⁹⁹ Pour une lisibilité optimale, il est conseillé d'imprimer ce schéma en couleur.

¹⁰⁰ Chapitre III – Gestion des lieux des faits et traitement des pièces à conviction et des traces découvertes (articles 4 à 6) A.R. ADN 2013.

¹⁰¹ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, pp. 52394-52395.

sont susceptibles de révéler.¹⁰² Bien que ces dispositions aient été définies dans l'A.R. ADN 2013, elles dépassent donc la matière de l'expertise ADN.

L'objectif visé est d'encourager la mise en place d'une zone d'exclusion judiciaire et l'examen des lieux des faits, sans se limiter aux faits dits « significatifs », comme le préconisaient auparavant différentes directives des procureurs du Roi ou des procureurs généraux.

Le rapport au Roi souligne effectivement qu'un fait « non significatif » peut être ultérieurement requalifié en fait « significatif » et qu'on ne peut jamais faire l'économie d'une enquête minutieuse réalisée avec toute l'exigence qu'une telle opération requiert.

Il conclut : « La règle générale doit donc être l'instauration d'une zone d'exclusion judiciaire ; des exceptions pourront toutefois être jugées nécessaires par les autorités judiciaires. ».¹⁰³

Aux objectifs décrits dans l'A.R. ADN 2013 (qui peuvent en soi être complètement approuvés), s'oppose bien entendu la réalité des moyens limités disponibles sur le terrain, qui a amené les acteurs à mettre en place certaines pratiques locales et solutions créatives. Par exemple, dans le cadre de la lutte contre les cambriolages dans les habitations, un certain nombre d'arrondissements ont organisé une formation approfondie à destination de la police locale, afin que celle-ci puisse également participer à la collecte des traces.

Étant donné que les autorités judiciaires peuvent définir des exceptions, la répartition des tâches et les vade-mecums au niveau local, qui ont dès lors déjà été fixés par les parquets, peuvent être maintenus tels quels. Chaque partenaire peut naturellement compléter lui-même les missions légales mentionnées ci-après.

Le Collège des procureurs généraux soumettra cette problématique aux ministres de la Justice et de l'Intérieur et l'inclura dans le rapport destiné au comité parlementaire chargé du suivi législatif. Eu égard au manque de moyens tant au niveau de la police fédérale que de la police locale, les dispositions de l'arrêté royal ne peuvent pas être mises entièrement en application.

Les dispositions du nouvel A.R. ADN, qui attribue aux différents acteurs travaillant au sein de la police les missions et les responsabilités spécifiques suivantes, sont examinées ci-après.¹⁰⁴

1. Service de police responsable de la première intervention

Le service de police responsable de la première intervention est chargé des tâches suivantes¹⁰⁵ :

- isoler et protéger les lieux des faits ainsi que tous les autres lieux où des objets en liaison avec l'infraction sont trouvés, en déterminant une ou plusieurs zones d'exclusion judiciaire (par exemple, en délimitant l'espace à l'aide d'un ruban de sécurité ou en procédant à la mise sous scellés).

Cette opération a pour but :

- de préserver les pièces à conviction, les traces et les indices ;
- d'éviter la contamination ;
- de permettre à l'officier de police judiciaire responsable de la police technique et scientifique (ou à ses collaborateurs) d'exécuter ses tâches.

¹⁰² Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52395.

¹⁰³ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52394.

¹⁰⁴ Pour de plus amples informations, cf. « K. PLASSCHAERT, *Décès suspect*, Bruxelles, Politeia, 2011 ».

¹⁰⁵ Article 4, A.R. ADN 2013 : Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52394 : « L'article 4 introduit une disposition générale visant l'organisation de toute descente sur les lieux de faits ».

L'accès aux lieux isolés est limité aux personnes désignées par le magistrat compétent. Ce dernier accorde une priorité aux services chargés des missions de police technique et scientifique ;

- surveiller les zones d'exclusion judiciaire (sauf instruction contraire du magistrat compétent) ;
- rédiger le procès-verbal d'inventaire de toutes les personnes présentes sur les lieux des faits ou les ayant pénétrés (sauf instruction contraire du magistrat compétent).

2. Officier de police judiciaire responsable de la descente sur les lieux

L'officier de police responsable de la descente sur les lieux est chargé de la coordination de l'ensemble des opérations policières qui sont diligentées sur les lieux des faits.¹⁰⁶

3. Officier de police judiciaire de la police fédérale responsable de la police technique et scientifique (ou ses collaborateurs)

Un rôle majeur est accordé à l'officier de police judiciaire de la police fédérale responsable de la police technique et scientifique. Il dirige le personnel du laboratoire de la police technique et scientifique présent sur place. Il supervise également la recherche, le prélèvement et l'exploitation des traces. Enfin, il est responsable du suivi technique et scientifique du dossier.¹⁰⁷

Conformément à l'article 5, § 1^{er}, de l'A.R. ADN 2013, il est chargé des missions suivantes sur les lieux des faits :

- si nécessaire, faire adapter les zones d'exclusion judiciaire ;
- effectuer une première évaluation des lieux et communiquer ses constatations à l'officier de police judiciaire responsable de la descente sur les lieux ;
- veiller à mener à bien la recherche, la localisation, la révélation, le prélèvement, l'enregistrement photographique et/ou vidéo, la numérotation, le conditionnement, la sécurisation par scellage, la conservation de tous les indices matériels en vue de leur analyse et de leur exploitation ultérieure ;
- veiller à l'exécution de mesures d'anticontamination en faisant porter des vêtements de protection à toute personne pénétrant sur les lieux des faits ;
- le cas échéant, formuler des recommandations relatives à la réquisition d'experts dans la zone d'exclusion judiciaire ;
- le cas échéant, formuler des recommandations sur le traitement des victimes et des suspects, en vue de récolter des traces et indices sur leurs personne et objets ;
- sans préjudice du respect des mesures de sécurité, confier les objets saisis à l'officier de police judiciaire gestionnaire des saisies ;
- dresser un procès-verbal qui mentionne la date et l'heure de la saisie, le numéro du dossier répressif, le nom du procureur du Roi ou du juge d'instruction compétent et qui décrit minutieusement les circonstances dans lesquelles les pièces à conviction, traces et indices ont été trouvés.

Les collaborateurs de l'officier de police judiciaire responsable de la police technique et scientifique sont compétents pour accomplir chacun des actes susmentionnés. Ils ont reçu une formation spéciale pour ce faire. La qualité d'officier de police judiciaire n'est pas nécessaire pour accomplir ces actes.¹⁰⁸

¹⁰⁶ Article 4, § 2, A.R. ADN 2013. Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52394 : « L'article 4 introduit une disposition générale visant l'organisation de toute descente sur les lieux de faits ».

¹⁰⁷ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52395.

¹⁰⁸ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52395.

Si l'une des missions prévues dans le cadre de la gestion des lieux des faits et du traitement des pièces à conviction et des traces découvertes ne peut pas être respectée, les officiers de police judiciaire se concertent sur place et l'officier de police judiciaire de la police fédérale qui est responsable de la police technique et scientifique dresse un procès-verbal. Celui-ci mentionne l'acte qui n'a pas été effectué ainsi que le motif de cette non-exécution. Le même officier de police judiciaire en informe l'expert chargé de l'analyse, afin que ce dernier puisse en tenir compte dans l'interprétation des résultats obtenus (*infra*, 1.3.1.1., 6).¹⁰⁹

4. Officier de police judiciaire gestionnaire des saisies

À l'article 5, § 1^{er}, 7°, de l'A.R. ADN 2013, la liste des missions de l'officier de police judiciaire de la police fédérale responsable de la politique technique et scientifique cite indirectement « l'officier de police judiciaire gestionnaire des saisies aux fins d'en établir l'inventaire ».

Le rôle de celui-ci n'est pas davantage expliqué dans le texte de l'arrêté royal même, mais est précisé dans le rapport au Roi.¹¹⁰

L'officier de police judiciaire gestionnaire des saisies est chargé du contrôle des pièces saisies et joue ainsi un rôle essentiel dans la garantie de la « *chain of custody* » (chaîne de contrôle et de responsabilité), afin d'assurer la traçabilité des pièces à conviction. En vue de pouvoir toujours retrouver les pièces saisies et d'en garantir l'authenticité, il dresse un inventaire, où il rapporte scrupuleusement toute information sur :

- le détenteur de la pièce à conviction (propriétaire ou usager) ;
- le(s) lieu(x) d'acquisition des pièces et des traces ;
- les conditions d'acquisition des pièces et des traces (saisie, transmission) ;
- la description physique des pièces et des traces (avec photographie, numéro de série, etc.) ;
- la présence de sceau (avec identification) et le libellé de l'étiquette d'accompagnement ;
- les dates d'ouverture et de fermeture des scellés ou du support ;
- les modifications éventuelles ;
- l'état de restitution du support (avec photographie).

Le champ d'application général est une nouvelle fois souligné et il est ajouté que ces mesures doivent être exécutées pour toute pièce susceptible de comporter des traces, quelle qu'en soit sa nature. Elles ne se limitent donc pas exclusivement aux pièces présentant manifestement des traces biologiques. Les conditions de sélection d'une pièce à conviction sont en effet élargies à la possibilité qu'aucune trace biologique ne soit visible, mais que le laboratoire de police technique et scientifique ou l'expert requis par le magistrat pourrait en révéler.¹¹¹

5. Laboratoires de police technique et scientifique

L'article 5, § 2 *in fine*, de l'A.R. ADN 2013 prévoit que les laboratoires de police technique et scientifique peuvent réaliser des tests d'orientation.

La tâche de ces laboratoires est aussi spécifiée uniquement dans le rapport au Roi.¹¹² Les laboratoires de police technique et scientifique ont pour mission :

¹⁰⁹ Article 6, A.R. ADN 2013.

¹¹⁰ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52395.

¹¹¹ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52395.

¹¹² Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, pp. 52395-52396.

- de procéder à un premier examen de toutes les pièces à conviction, afin de pouvoir sélectionner celles qui présentent un intérêt et de les transmettre au laboratoire ADN (par exemple, après examen des vêtements de la victime, seuls ceux comportant une trace sont adressés au laboratoire ADN). Ce processus a pour effet de cibler au mieux le travail demandé à l'expert ;
- d'effectuer des tests d'orientation afin de déterminer la nature des traces présentes. Les conclusions sont envoyées à l'expert pour que ce dernier ne soit plus contraint de reproduire ces tests. Les coûts fort élevés de ces tests d'orientation ne sont ainsi plus portés en compte dans l'état d'honoraire – introduit ultérieurement par l'expert –, ce qui est tout au bénéfice du budget du service « Frais de justice ».

Remarque : le rapport au Roi mentionne, en référence à la réglementation européenne, que les laboratoires de la police doivent faire reconnaître et accréditer la qualité de leurs prestations **pour la mi-2018 au plus tard**. À défaut d'accréditation formelle à ce jour, les laboratoires de police technique et scientifique doivent au moins disposer de techniques et de tests d'orientation validés. Les différents laboratoires doivent également appliquer les mêmes procédures uniformes et disposer de personnel formé à ces techniques, en vue de pouvoir réaliser des tests sur les pièces à conviction avec toutes les précautions requises pour éviter les contaminations. Si ce n'est pas le cas, les laboratoires de police technique et scientifique peuvent uniquement effectuer les tests sur les lieux des faits. Il appartient aux laboratoires ADN de procéder aux tests d'orientation sur les pièces à conviction.

6. Qu'advient-il en cas de non-respect des dispositions fixées par l'arrêté royal ?

Déjà à l'époque de l'A.R. ADN 2002, la Cour de cassation a eu à se prononcer à diverses reprises sur la question de la nullité de la preuve lorsqu'une ou plusieurs prescriptions de l'arrêté royal ne fut (furent) pas respectée(s), en particulier s'agissant de l'installation de la zone d'exclusion judiciaire.

Dans un souci de clarté, l'article 6 de l'A.R. ADN 2013 dispose que, si une ou plusieurs prescriptions n'est (ne sont) pas respectée(s), l'officier de police judiciaire de la police fédérale responsable de la police technique et scientifique dresse un procès-verbal, en indiquant la mission qui n'a pas été exécutée ainsi que le motif. Il en informe également l'expert chargé de l'analyse (*supra*, 1.3.1.1., 3).

Bien que le rapport au Roi précise que l'absence de ce procès-verbal implique que les dispositions prévues auront bien été respectées, il est nécessaire que le procès-verbal mentionne explicitement que toutes les règles ont été suivies.

La non-exécution d'un des actes prescrits n'entraîne pas nécessairement la nullité de la preuve. En effet, ce n'est pas parce que la zone d'exclusion judiciaire, par exemple, n'est pas mise en place que l'expertise échoue.¹¹³

1.3.1.2. Analyse des nouvelles dispositions et directives légales relatives à la transmission des pièces à conviction et du procès-verbal de saisie au laboratoire ADN

L'article 5, § 2, de l'A.R. ADN 2013 dispose que les pièces à conviction présentant des traces ou susceptibles d'en comporter sont adressées au laboratoire ADN auquel est attaché l'expert requis par le procureur du Roi ou le juge d'instruction.

L'expression « pièces à conviction » renvoie aux objets conservés sous autorité de justice et nécessaires à la manifestation de la vérité dans une affaire pénale. Ces objets doivent être

¹¹³ Article 6 A.R. ADN 2013, Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52396.

déposés au greffe du tribunal de première instance et reçoivent un « numéro PAC » ou un « numéro de dépôt ». Depuis de nombreuses années, les services de police sont chargés du dépôt au greffe. L'« état d'inventaire rose » est annexé au procès-verbal de saisie.

L'arrêté royal exige que les pièces à conviction soient adressées à l'expert désigné, mais ne précise pas de quelle manière ni par qui cette transmission doit être effectuée. Il est courant que les usages diffèrent d'un arrondissement à l'autre : certains laboratoires ADN retirent eux-mêmes les pièces à conviction au greffe et facturent des frais (parfois exagérés) à cet effet. Toutefois, dans la plupart des arrondissements, c'est à la police qu'incombe le transfert des pièces à conviction du greffe aux laboratoires.

Une procédure uniforme, selon laquelle les services de police sont responsables de la communication des pièces à conviction aux laboratoires ADN offre, au vu des nouvelles dispositions légales, de nombreux avantages¹¹⁴ :

- Il ne peut y avoir ainsi aucune contestation sur le début du délai dont disposent les laboratoires pour leur expertise. Ce délai commence effectivement à courir dès la transmission à la fois de la demande et des pièces à conviction. De cette manière, le schéma de procédure appliqué est le même que celui du retrait des échantillons de référence, qui sont également transmis par la police et qui, dans bien des cas, seront accompagnés des pièces à conviction, en vue de permettre un examen comparatif avec les traces relevées dans le dossier (cf. *infra*).
- outre les pièces à conviction, d'autres documents utiles doivent également être joints : le procès-verbal de saisie, le procès-verbal du laboratoire de la police fédérale relatif aux tests d'orientation effectués et, éventuellement, le procès-verbal témoignant que l'ensemble des missions n'ont pas été exécutées sur les lieux des faits conformément à l'A.R. ADN. Il est recommandé d'adresser tous ces documents en un seul envoi aux laboratoires ADN.

Cette méthode est dès lors privilégiée. Les accords locaux conclus en la matière avec les laboratoires locaux peuvent toutefois être maintenus, à condition que des délais clairs soient fixés pour le retrait des pièces à conviction au greffe (maximum 14 jours) et pour autant que les laboratoires ADN ne facturent pas de frais à cet effet.¹¹⁵

En ce qui concerne la communication du procès-verbal de saisie, le rapport au Roi et le texte de l'arrêté royal se contredisent.

Le rapport au Roi affirme que -lorsque les pièces à conviction, les traces et les indices sont confiés à l'expert- ils ne seront dorénavant plus accompagnés du procès-verbal de saisie afin que des informations personnelles relatives au(x) suspect(s) ne soient pas divulguées. Seule une copie de l'inventaire des saisies ne comportant pas le nom des personnes mises en cause doit désormais être transmise à l'expert.¹¹⁶

L'article 5, § 2, alinéa 2, de l'A.R. ADN 2013 mentionne en revanche qu'en même temps que les pièces à conviction, traces et indices, une copie du procès-verbal de saisie est adressée au laboratoire ADN. Le nom des personnes en cause ne peut pas y être mentionné.

Le non-respect de cette obligation ne devrait toutefois pas avoir de conséquences sur la régularité de la procédure.

La règle à appliquer est dès lors celle prévue par le texte de l'arrêté royal, à savoir que le laboratoire ADN peut uniquement recevoir une copie du procès-verbal de saisie, comprenant

¹¹⁴ Il s'agit de l'option et de la directive qui avaient été retenues dans la première version de la circulaire.

¹¹⁵ Cette modification a été demandée dans le cadre de l'évaluation de la circulaire.

¹¹⁶ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52396.

également l'inventaire des saisies. Cette méthode semble la plus appropriée étant donné que ces procès-verbaux sont nécessaires pour permettre aux laboratoires ADN de saisir le contexte, que ces derniers sont tenus au secret professionnel et qu'en outre, conformément à l'article 20, § 1^{er}, de l'A.R. ADN 2013, ils ne peuvent enregistrer aucune donnée personnelle.

1.3.1.3. Analyse de la nouvelle directive introduite par la présente circulaire, qui ajoute un tableau standard en annexe au procès-verbal de saisie, afin d'améliorer l'efficacité de l'analyse ADN, grâce à une sélection et à un échange d'informations

1. Contextualisation et objectif

L'objectif de cette directive est d'améliorer l'efficacité de l'analyse ADN.

La législation Salduz a rendu la découverte d'éléments de preuve matériels encore plus importante. Les possibilités d'analyse en matière d'ADN jouent un rôle significatif dans ce cadre, mais sont également fort onéreuses. Dans la pratique, dans de nombreuses enquêtes (par exemple, les cambriolages dans des habitations), des traces diverses sont enregistrées à des fins d'analyse ADN. L'examen systématique de tous ces supports de traces est toutefois très coûteux et peu efficace. C'est pourquoi un document standard a été élaboré afin de garantir un meilleur flux d'informations vers le magistrat de parquet/juge d'instruction en vue de sélectionner les traces qui ont le plus de chances de livrer un profil ADN.

Dans l'arrondissement du Limbourg, un projet a été lancé, dans le cadre duquel une méthode de travail et un instrument ont été élaborés en vue de procéder à la sélection de traces ADN.¹¹⁷

Le modèle défini a été intégré comme « bonne pratique » dans la circulaire COL 21/2013 – Addenda I Modèle 14. Il est recommandé d'utiliser ce tableau dans l'attente d'un document uniforme au niveau national.

Il avait été demandé à la direction générale de la police fédérale (service « Research & Development – Quality Assurance » de la direction de la police technique et scientifique) de déterminer un modèle uniforme.

Un groupe de travail spécifique créé dans cette optique a préparé une proposition qui a été approuvée par la Commission d'évaluation de l'ADN.

Le groupe de travail *ad hoc* chargé de l'évaluation de la circulaire ADN, mis en place dans le giron du Collège des procureurs généraux, y a ensuite apporté quelques adaptations, dans le but de rendre l'utilisation du modèle plus aisée dans la pratique.

2. Analyse du modèle uniforme « Diagramme de décision »

La nouvelle méthode d'évaluation de la pertinence des traces ADN repose sur deux axes :

- d'une part, le lien avec la personne à rechercher (il peut s'agir tant de l'auteur que de la victime) établi au moyen des données tactiques du dossier (numérotation 1 à 3) ;

¹¹⁷ Directive n° 1/2013 du 18 février 2012 du parquet de Tongres en matière d'ADN en vue d'améliorer l'efficacité de l'analyse ADN grâce à une sélection et à un échange d'informations (rédigée en concertation avec le laboratoire de la police judiciaire fédérale de Tongres et le laboratoire ADN agréé BIOMED).

- d'autre part, la quantité, mais aussi la qualité de l'ADN, déterminées par le biais de données scientifiques et contextuelles (numérotation A à C).

Afin d'aider les services de police sur le terrain lors de l'évaluation et du classement des supports de traces selon les trois catégories suivantes :

- Catégorie A : les tissus et les fluides corporels (traces de sang, salive, sperme, etc.) forment une catégorie avec fortes chances de profil ADN exploitable
- Catégorie B : les bons supports
- Catégorie C : les supports moins bons (par ex., à la suite d'un bref contact, ADN dégradé par les conditions climatiques, l'eau, etc.)

et une liste a été rédigée et annexée au diagramme de décision.

Cette liste, qui a été établie selon une méthode scientifique éprouvée, a également été validée par la Commission d'évaluation de l'ADN.

La rubrique X s'applique aux supports de traces pour lesquels aucune information n'est connue et qu'il est impossible de classer. Il s'agit donc des supports « hors catégorie ».

Le nouveau modèle de diagramme de décision (nouveau Modèle 14) se présente comme suit :

	1. ADN provenant probablement de l'auteur/de la victime *	2. Provenance de l'ADN inconnue	3. ADN ne provenant probablement pas de l'auteur/de la victime *
A. Tissu ou fluide corporel (par ex. sang, sperme, salive, etc.)	Fortes chances de profil ADN exploitable + Fortes chances qu'il s'agisse du profil de l'auteur/de la victime *	Fortes chances de profil ADN exploitable + Chances qu'il s'agisse d'un profil inconnu ou d'un profil mixte	Fortes chances de profil ADN exploitable + Fortes chances qu'il ne s'agisse pas du profil de l'auteur/de la victime *
B. Bons supports (cf. liste)	Chances de profil ADN exploitable + Fortes chances qu'il s'agisse du profil de l'auteur/de la victime *	Chances de profil ADN exploitable + Chances qu'il s'agisse d'un profil inconnu ou d'un profil mixte	Chances de profil ADN exploitable + Fortes chances qu'il ne s'agisse pas du profil de l'auteur/de la victime *
C. Supports moins bons (par ex. à la suite d'un bref contact, ADN dégradé par les conditions climatiques, l'eau, etc.)	Faibles chances de profil ADN exploitable + Fortes chances qu'il s'agisse du profil de l'auteur/de la victime *	Faibles chances de profil ADN exploitable + Chances qu'il s'agisse d'un profil inconnu ou d'un profil mixte	Faibles chances de profil ADN exploitable + Fortes chances qu'il ne s'agisse pas du profil de l'auteur
X.	Codification impossible en l'absence d'informations nécessaires concernant la préservation des traces et l'origine		

Ce modèle doit être OBLIGATOIREMENT utilisé dans tout dossier contenant des traces.

À terme, le diagramme de décision sera automatisé, ce qui améliorera encore la convivialité de l'instrument.

Étant donné que, grâce à l'automatisation, les données saisies dans le diagramme de décision pourront être récupérées pour la rédaction des états PAC, elles ne devront plus être introduites qu'une seule fois. Cet outil aidera également les services de police de base, puisque les traces seront automatiquement interprétées, mais pourront aussi être corrigées/complétées en fonction du dossier concret. Le tableau automatisé pourra aussi être associé à un ensemble de données nationales, de sorte qu'il sera possible de tenir compte des nouvelles évolutions scientifiques et de travailler de manière scientifiquement plus appropriée, grâce à un feed-back ciblé sur les acteurs de terrain. Enfin, dernier point et non des moindres : cette méthode permettra de réaliser une économie de coûts.

3. Communication – procès-verbal – saisie – répartition des tâches

Les personnes qui ont sécurisé les supports de traces sur les lieux (laboratoires de la police technique et scientifique ou services de la police locale) sont les plus aptes à en estimer la qualité, à les classer et à les placer dans le diagramme de décision présenté ci-dessus.

Le procès-verbal de saisie doit mentionner, pour chaque support de traces sécurisé, les chances de fournir une trace ADN exploitable sur la base des codes définis dans le diagramme de décision, celui-ci étant joint en annexe à ce procès-verbal. Cette codification doit toujours être complétée d'après le diagramme de décision, même si une seule et unique trace a été relevée sur les lieux des faits. Lorsque plusieurs traces sont jugées de même valeur, le procès-verbal doit indiquer lesquelles sont prioritaires.

Les pièces à conviction (supports de traces) qui sont jugées utiles pour l'analyse ADN doivent (dans la mesure du possible) – chacune séparément et en étant étiquetée – être consignées dans un seul état d'inventaire des pièces à conviction. Les éventuelles autres pièces à conviction sont inscrites, chacune séparément, dans un état d'inventaire. Bien que ces autres supports de traces ne soient pas prioritaires pour l'analyse ADN, ils n'en perdent pas moins leur potentiel et peuvent toujours être utilisés dans une phase ultérieure de l'enquête.

Le diagramme de décision est annexé à chaque état d'inventaire des pièces à conviction.

1.3.2. Magistrats

1. Accès aux lieux isolés par les zones d'exclusion judiciaire

Le magistrat compétent détermine quelles personnes ont accès aux lieux isolés par les zones d'exclusion judiciaire. Il veille à accorder une priorité aux services chargés des missions de police technique et scientifique.¹¹⁸

2. Vers des analyses plus efficaces

Il n'appartient pas aux services de police de déterminer quelles traces sont soumises à une analyse ADN. Seul le procureur du Roi (PR) ou le juge d'instruction (JI) décide, dans leurs propres dossiers, quelles traces relevées feront l'objet d'une analyse ADN.

¹¹⁸ Article 4, A.R. ADN 2013.

Les magistrats doivent sélectionner judicieusement les pièces à conviction, ce qui doit non seulement conduire à des analyses plus efficaces, mais également à une structure des coûts plus équilibrée.

À cet effet, plusieurs outils sont mis à leur disposition :

1. **le diagramme de décision**, conçu en vue de sélectionner de bons supports de traces et joint au procès-verbal de saisie (*supra*, 1.3.1.3.) ;
2. naturellement, la possibilité de toujours contacter les services de police chargés de l'affaire ainsi que les experts du laboratoire de la police technique et scientifique ;
3. la possibilité de faire appel au « conseiller forensique¹¹⁹ », une nouvelle fonction créée au sein de l'INCC. Ce conseiller aide les magistrats à déterminer les expertises légales nécessaires dans un dossier et apporte son concours lors de l'inventaire des traces disponibles, non seulement lors du choix des traces biologiques à analyser en priorité, mais également lors de l'examen de la priorité à accorder aux autres types de traces, priorité qui est parfois supérieure aux analyses ADN. En concertation avec les services de police tactique, les questions liées à l'enquête peuvent ainsi être traduites en demandes adressées aux experts judiciaires. De cette manière, le conseiller forensique crée un pont entre le monde juridique qui prône la casuistique et le monde de l'expertise qui relève des sciences exactes.¹²⁰

La consultation du conseiller forensique s'imposera principalement dans des affaires complexes¹²¹, des affaires dans lesquelles plusieurs analyses doivent être effectuées sur une seule pièce à conviction¹²² ou lors de la réouverture d'une affaire non résolue.

3. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN

Le procureur du Roi ou le juge d'instruction désigne, par décision motivée, un expert attaché à un laboratoire d'analyse ADN agréé, pour :

- établir le profil ADN de la trace ;
- le cas échéant, comparer les profils ADN des traces entre eux.¹²³

Après l'évaluation de la circulaire, il a été décidé d'élaborer un modèle standard distinct pour les traces. Si le réquisitoire vise uniquement à analyser des traces, il convient d'utiliser le **Modèle n° 2.A.** joint à l'Addenda I de la présente circulaire.

- Ce modèle est obligatoire pour les magistrats du ministère public et est disponible par l'application web du fichier national des numéros de code ADN, afin que certaines données soient automatiquement complétées et que la création d'un modèle soit enregistrée dans l'historique.
- Étant donné que la nouvelle loi prévoit la transmission automatique de certaines données, il est recommandé aux juges d'instruction d'utiliser également ce modèle,

¹¹⁹ Les coordonnées des conseillers forensiques figurent à l'Addenda IV de la présente circulaire.

¹²⁰ Pour de plus amples informations : G. DEBOECK et I. BUYS, « De forensisch adviseur bruggenbouwer tussen wetenschap en justitie », dans L. SMETS, J. DE KINDER et L.G. MOOR (éd.), *Proces-verbaal, aangifte en forensisch onderzoek*, Anvers, Maklu, 2011, pp. 171-180. Cf. également : projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/002, amendements n°s 1 et 4, qui visent à désigner des conseillers forensiques dans chaque parquet général, avec lesquels les magistrats sont obligés de se concerter avant de demander une analyse ADN. Ces amendements n'ont pas été retenus.

¹²¹ La complexité d'une affaire varie selon le nombre de victimes et/ou d'auteurs, l'existence de plusieurs lieux d'infraction, le nombre de pièces à conviction et celui d'experts nécessaires.

¹²² Certaines analyses ne sont en effet pas compatibles les unes avec les autres, étant donné qu'il existe des techniques scientifiques qui peuvent entraîner la destruction définitive des traces (méthodes destructrices).

¹²³ Articles 44^{quater} et 90^{undecies} CIC.

en vue de garantir une procédure uniforme sur l'ensemble du territoire national entre tous les acteurs impliqués dans le processus d'analyse ADN.

- Ce modèle a été rédigé de telle manière que seules les données/demandes relatives au dossier en cours de traitement doivent être remplies. Les dispositions générales, reprises dans la loi et dans l'arrêté royal, que doivent respecter les laboratoires ADN, sont communiquées aux laboratoires agréés sous la forme d'une directive générale. Celle-ci est annexée à l'Addenda II de la présente circulaire.
- Plusieurs dispositions de la loi ADN 2011 contiennent la formule « sauf décision contraire du magistrat ». Dans le modèle, il a été décidé de reprendre les dispositions standard (en particulier, la communication automatique d'office des données par les laboratoires ADN aux banques nationales de données ADN [DIS] et le délai de conservation de 30 ans pour les échantillons nécessaires à une contre-expertise). Si le magistrat souhaite s'en écarter, la rubrique « réquisitoire particulier » figurant à la fin du modèle doit être complétée.
- Par ailleurs, pour le réquisitoire relatif aux traces, il est établi, par défaut, que le rapport du laboratoire portant sur celles-ci ne sera pas seulement transmis aux services de police en charge du dossier, mais aussi à la police fédérale dans le cadre de la banque de données des traces (« SDB »).

Dans le cas de traces liées à des objets d'utilisation courante de personnes disparues et aux dépouilles mortelles non identifiées, il y a lieu de compléter les rubriques distinctes A2 et A3. En effet, à la suite de la création de la banque de données ADN « Personnes disparues », celles-ci ne doivent plus être enregistrées dans la banque de données ADN « Criminalistique », mais bien dans la banque de données « Personnes disparues ».¹²⁴

1.3.3. Laboratoires d'analyse ADN

Les laboratoires d'analyse ADN qui sont désignés sur réquisition motivée d'un magistrat doivent respecter les obligations suivantes imposées par la nouvelle loi ADN (article 44quater CIC) et l'A.R. ADN 2013 (articles 14, 15, 16, 19, § 1^{er}, 21 et 22 dudit arrêté royal).

1. Préserver une fraction suffisante pour permettre une contre-expertise

L'expert veille à toujours préserver une fraction suffisante de l'échantillon pour permettre une contre-expertise. Si cela s'avère impossible, il en fait état dans son rapport.¹²⁵

Le sens précis de cette disposition est incertain, car il est impossible que les laboratoires ADN conservent des échantillons de toutes les pièces à conviction. Il convient dès lors d'opérer une distinction entre :

1. Les pièces à conviction :

L'expert prend uniquement la partie d'une trace/pièce à conviction dont il a besoin pour son analyse ADN. Dans ce cadre, il doit veiller à laisser, sur la pièce à conviction, une fraction suffisante qui n'a pas été exploitée en vue de permettre une contre-expertise. La pièce à conviction; qui contient la fraction non utilisée de la trace, est renvoyée au greffe. En cas de demande de contre-expertise, cette pièce à conviction doit être à nouveau retirée au greffe afin d'effectuer la contre-expertise ; et

¹²⁴ L'article 44quater, § 1^{er}, 1^o, CIC a été complété par ce qui suit : « Le cas échéant, le procureur du Roi informe l'expert qu'il s'agit de traces de personnes disparues ou de dépouilles mortelles non identifiées dont le profil ADN sera enregistré dans la banque de données ADN "Personnes disparues" ».

¹²⁵ Article 44quater, § 1^{er}, alinéa 2, CIC.

2. Les prélèvements (swabs effectués par les laboratoires de la police technique et scientifique ou par d'autres services de police) :
Seuls les échantillons qui ne peuvent pas être conservés à température ambiante doivent être gardés par les laboratoires ADN. Cette pratique est nécessaire, car les greffes ne peuvent pas garantir que les échantillons soient conservés dans des conditions optimales.

L'expert précise dans son rapport si la pièce à conviction rendue au greffe présente un échantillon suffisant, ou s'il s'agit d'un échantillon conservé par le laboratoire ADN. Dans ce dernier cas, il conserve l'échantillon pendant trente ans, sauf si le magistrat compétent ordonne un autre délai de conservation.¹²⁶

Après destruction des échantillons et des extraits contenant de l'ADN de traces, le laboratoire d'analyse ADN conserve la preuve de cette destruction pendant 5 années.¹²⁷

Les laboratoires ADN accrédités doivent prévoir une procédure de qualité en vue d'apporter la preuve de la destruction des échantillons, sous la surveillance de BELAC. Tant BELAC que le préposé à la protection des données s'assureront que la procédure répond aux exigences en matière de protection de la vie privée.¹²⁸

2. Rapport de l'expert

L'expert doit transmettre au magistrat qui l'a désigné un rapport motivé sur l'exécution de sa mission.¹²⁹

Délai

Il doit transmettre ce rapport dans un délai maximal d'un mois après la réception de sa mission et des pièces à conviction.¹³⁰ Le délai débute dès la réception du matériel à analyser et du réquisitoire et prend fin avec l'envoi du rapport aux magistrats concernés.¹³¹

Le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut accorder un délai d'analyse supplémentaire, sur demande motivée de l'expert.¹³² Cette demande peut être formulée tant oralement que par écrit (aucune prescription de forme imposée). Si une prolongation est accordée, l'expert doit en faire mention dans son rapport.

En cas de situation urgente, le magistrat peut ordonner que le rapport soit transmis dans un **délai plus court**, ce qui entraîne une majoration des frais de justice.

Pour les expertises demandées avant le 1^{er} décembre 2015, cette échéance s'élève à 5 jours.¹³³

Ce délai a été modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 2015 fixant les tarifs.

En cas d'extrême urgence, le tarif peut être majoré de 65 %.

Ce montant ne peut être alloué que si le réquisitoire mentionne explicitement que les résultats doivent être disponibles dans les deux jours ouvrables suivant le jour de la réception conjointe du réquisitoire et des pièces à conviction.¹³⁴

¹²⁶ Article 44^{quater}, § 1^{er}, CIC.

¹²⁷ Article 22, A.R. ADN 2013 : Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, discussion des articles 20, 21 et 22.

¹²⁸ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, pp. 52400-52401.

¹²⁹ Article 44^{quater}, § 2, CIC et article 16, § 1^{er}, alinéa 2, A.R. ADN 2013.

¹³⁰ Article 44^{quater}, § 2, alinéa 1^{er}, CIC.

¹³¹ Article 19, § 1^{er}, A.R. ADN 2013.

¹³² Article 44^{quater}, § 2, alinéa 2, CIC.

¹³³ Article 31, § 2, Chapitre IV, Annexe de l'A.R. portant règlement général des frais de justice en matière répressive.

Le cas échéant, la rubrique « urgent : dans les deux jours ouvrables » doit être cochée sur le réquisitoire adressé au laboratoire ADN.

Le législateur n'a prévu aucune sanction en cas de non-respect de ces délais. Toutefois, le magistrat peut décider de réduire la taxation dans le cadre de la tarification des frais de justice.¹³⁵

Exigences relatives à l'analyse et au rapport

L'expert procède à une description des pièces à conviction et des traces découvertes.¹³⁶

S'ils n'ont pas encore été réalisés et qu'ils sont tout de même nécessaires, l'expert procède à des tests d'orientation préalables pour déterminer la nature et l'origine humaine des traces.¹³⁷ Il indique dans le rapport quel service a effectué les tests d'orientation.¹³⁸

L'expert effectue l'analyse ADN selon les standards internationaux préconisés dans l'annexe de l'A.R. ADN 2013. Au minimum tous les marqueurs génétiques énumérés dans cette annexe doivent être analysés, à savoir l'amélogénine (détermination du sexe) et les 12 marqueurs génétiques suivants : HUMTH01; VWA; D21S11; FGA; D8S1179; D3S1358; D18S51; D10S1248; D22S1045; D2S441; D1S1656; D12S391.¹³⁹

L'expert ne peut comparer des profils ADN entre eux que dans les limites de la réquisition qui lui a été adressée.¹⁴⁰

Son rapport contient :

- les données contenues dans le réquisitoire et le procès-verbal de saisie des traces découvertes ;
- la description détaillée des échantillons ;
- les résultats des tests d'orientation qui ont été éventuellement effectués ;
- les résultats de l'analyse ADN ;
- les résultats de la comparaison des profils ADN.¹⁴¹

Il n'est plus imposé à l'expert de remettre systématiquement l'expression d'un résultat statistique détaillé. Dès lors, une simple réponse de type « match / no match » sera communiquée, comme préconisé par ailleurs par la décision 2008/615/JAI du Conseil de l'Union européenne. L'évaluation statistique des concordances doit donc être donnée uniquement à la demande du magistrat requérant, si elle est jugée nécessaire pour la poursuite de l'enquête.¹⁴²

Les laboratoires doivent appliquer les directives suivantes (cf. Addenda II) :

¹³⁴ Article 7, § 2, A.R. ADN Tarifs.

¹³⁵ Article 3, loi-programme (II) du 27 décembre 2006, M.B. du 28 décembre 2006 : « [...] En cas, notamment, de retard dans l'exécution de la prestation de sa mauvaise exécution ou de facturation exagérée par le prestataire de service, quelle que soit la nature de la mission, le magistrat peut réduire l'état de frais par décision motivée ».

¹³⁶ Article 14, alinéa 1^{er}, A.R. ADN 2013.

¹³⁷ Article 14, alinéa 2, A.R. ADN 2013.

¹³⁸ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52398.

¹³⁹ Article 15, A.R. ADN 2013.

¹⁴⁰ Article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, A.R. ADN 2013 – repris textuellement de l'article 8bis de la loi ADN de 1999-2011.

¹⁴¹ Article 16, § 1^{er}, alinéa 2, A.R. ADN 2013.

¹⁴² Article 16, § 1^{er}, alinéa 3, A.R. ADN 2013, Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52399.

- Lorsque le profil ADN de la trace est issu d'une seule personne, une simple réponse « match / no match » suffit. En cas de concordance (« match »), le résultat est rapporté sur une échelle verbale, utilisée depuis 2008 par l'ensemble des laboratoires ADN belges, sans que le résultat statistique ne soit intégré au rapport d'expertise.
- Toutefois, si le profil des traces concerne un profil complexe (provenant de deux personnes ou plus) ou un profil incomplet, ou si des personnes apparentées sont impliquées, un résultat statistique détaillé doit être rendu à l'aide de l'échelle verbale et doit dès lors figurer dans le rapport d'expertise.

Si aucun résultat n'a été obtenu pour les traces découvertes ou si le profil ADN ne fournit pas assez d'informations pour pouvoir procéder à une comparaison statistiquement valable, l'expert informe le procureur du Roi ou le juge d'instruction soit des possibilités d'analyse ADN complémentaires afin de tout de même pouvoir effectuer une comparaison, soit d'autres méthodes alternatives.¹⁴³ Il n'est donc plus nécessaire que la Commission d'évaluation de l'ADN intervienne comme prévu dans l'ancien arrêté royal.¹⁴⁴ Si, sur requête du magistrat, l'expert utilise une méthode expérimentale pour laquelle il n'est pas encore accrédité, il doit l'indiquer clairement dans son rapport et mentionner les mises en garde à prendre en considération.

3. Transmission de l'ensemble des profils ADN de traces aux banques nationales de données ADN

Sauf décision contraire motivée du magistrat, l'expert du laboratoire d'analyse ADN communique d'office (en vertu de la loi) et dans les quinze jours suivant la transmission de son rapport au magistrat, les profils ADN des traces obtenus au gestionnaire des banques nationales de données ADN de l'INCC.¹⁴⁵

La loi n'opère pas de distinction entre les traces provenant de l'auteur des faits et celles associées à la victime et/ou à des tiers éventuels. Il appartient au magistrat de préciser dans son réquisitoire si une trace provenant d'une victime ou d'un tiers doit être transmise ou non au gestionnaire des banques nationales de données ADN.

Les profils ADN de traces sont transmis aux banques nationales de données ADN en vue :

- 1) de les enregistrer dans la banque de données ADN « Criminalistique » **ou « Personnes disparues »** et de les comparer avec ceux saisis dans les banques nationales de données ADN ;
- 2) en cas de lien positif, d'enregistrer les données suivantes :
 - le lien positif ;
 - le cas échéant, le numéro de code ADN de la personne concernée par le dossier et pour laquelle une corrélation positive a été obtenue.¹⁴⁶

L'expert communique également au gestionnaire des banques nationales de données ADN les données administratives suivantes¹⁴⁷ :

- 1° le numéro de notice du dossier répressif ;
- 2° le nom et les coordonnées du magistrat chargé du dossier répressif ;
- 3° le nom et les coordonnées de son laboratoire qui a établi les profils ADN, ainsi que la référence de son dossier d'expertise et les références des profils ADN ;
- 4° la nature biologique des échantillons analysés ;
- 5° le sexe de la personne dont le profil ADN a été établi ;

¹⁴³ Article 16, § 2, A.R. ADN 2013.

¹⁴⁴ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52399.

¹⁴⁵ Article 44^{quater}, § 3, alinéa 1^{er}, CIC.

¹⁴⁶ Article 44^{quater}, § 3, CIC, avec renvoi à l'article 5^{quater}, §§ 1^{er}, 3 et 4, de la loi ADN 1999-2011.

¹⁴⁷ Article 44^{quater}, § 3, alinéa 2, CIC.

- 6° le cas échéant, le lien positif entre les profils ADN obtenus ;
- 7° le cas échéant, le numéro de code ADN.

L'expert est désormais obligé de transmettre les profils ADN établis et les données y afférentes (cf. supra) uniquement par voie électronique au gestionnaire des banques nationales de données ADN ou à son délégué.¹⁴⁸

À cet effet, le laboratoire d'analyse ADN doit utiliser exclusivement le logiciel de cryptage qui répond aux spécificités définies par l'INCC. Si la plate-forme de communication n'est momentanément pas disponible, les profils ADN et les données associées doivent néanmoins être communiqués via un autre canal dans les délais prescrits par la loi et saisis dès que possible dans les banques nationales de données ADN.¹⁴⁹

En imposant la voie électronique et cryptée comme seul mode de transmission valide des profils ADN et des données associées, l'intégrité des données est garantie et toute erreur de transcription ou d'enregistrement manuels est évitée. Il y a quelques années déjà, l'INCC a équipé gracieusement les laboratoires qui le souhaitent d'un logiciel de cryptage des données. À présent, la nouvelle réglementation oblige donc tous les laboratoires à appliquer un procédé identique.¹⁵⁰

4. Renvoi des pièces à conviction au greffe

Dès que l'analyse des traces découvertes est clôturée, les laboratoires d'analyse ADN doivent renvoyer les pièces à conviction au greffe du tribunal concerné.¹⁵¹ Si la pièce à conviction contient la fraction non utilisée de la trace – utile pour la contre-expertise –, l'expert le mentionne au greffier des pièces à conviction.

En revanche, les prélèvements effectués sur le(s) lieu(x) des faits et sur les pièces à conviction – par les laboratoires de la police technique et scientifique, les services de police ordinaires, les médecins légistes ou les experts (par exemple, dans le cadre du Set Agression Sexuelle) – sont conservés par le laboratoire ADN (*supra*, 1.3.3., 1).

5. Demande d'explications du gestionnaire des banques nationales de données ADN

Si le gestionnaire des banques nationales de données ADN demande de fournir des explications spécifiques, le laboratoire d'analyse ADN lui répond endéans les trois jours ouvrables.¹⁵² Il s'agit d'explications et d'éclaircissements supplémentaires réclamés par le gestionnaire des banques nationales de données ADN au sujet des profils ADN envoyés.

Cette obligation a pour objectif d'assurer la qualité et la conformité des profils ADN et des données à enregistrer, d'une part, et de pouvoir respecter le délai de réponse de 15 jours imposé par la loi au gestionnaire, d'autre part.¹⁵³

Par jour ouvrable, on entend tous les jours à l'exception des samedis, des dimanches et des jours fériés légaux. Cette définition est déduite de l'article 53 du Code judiciaire.¹⁵⁴

¹⁴⁸ Article 16, § 3, A.R. ADN 2013.

¹⁴⁹ Article 16, § 4, A.R. ADN 2013.

¹⁵⁰ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52399.

¹⁵¹ Article 21, A.R. ADN 2013.

¹⁵² Article 16, § 5, A.R. ADN 2013.

¹⁵³ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52399.

¹⁵⁴ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52399.

Le gestionnaire des banques nationales de données ADN peut également demander des analyses complémentaires afin de confirmer ou d'infirmer les correspondances obtenues. Jusqu'au 1^{er} décembre 2015, il était convenu que ces analyses ne pouvaient pas être facturées une seconde fois.¹⁵⁵

Désormais, depuis le 1^{er} décembre 2015, date d'entrée en vigueur de l'A.R. ADN Tarifs, les demandes du gestionnaire des banques nationales de données ADN visant l'exécution d'analyses complémentaires peuvent être facturées pour un montant de 194 euros, conformément au tarif indiqué dans cet arrêté royal. Les états de frais sont toutefois payés uniquement si un réquisitoire peut être présenté pour ces analyses complémentaires.

En vue de ne pas alourdir la charge de travail des magistrats, ce réquisitoire sera, à l'avenir, intégré au réquisitoire initial du magistrat, qui est complété en ce sens comme suit : « Les éventuelles analyses complémentaires qui s'avèrent nécessaires à la demande du gestionnaire des banques nationales de données ADN doivent être effectuées et facturées aux tarifs indiqués dans l'A.R. du 27 novembre 2015. » Aucun réquisitoire distinct du magistrat n'est donc requis.

Durant la période de transition, l'INCC s'adressera ponctuellement au magistrat afin d'obtenir un réquisitoire. À cet effet, il a élaboré un modèle, qui sera transmis au magistrat en charge du dossier simultanément à la demande.

1.3.4. Banques nationales de données ADN (Service DIS de l'INCC)

Afin d'illustrer au mieux le schéma de procédure suivi par les traces, les missions spécifiques du service DIS relatives aux profils ADN transmis sont brièvement décrites ci-après.

Étant donné que les différentes procédures relatives au traitement des profils ADN convergent vers le service DIS et en vue d'éviter les répétitions inutiles, un chapitre distinct est consacré aux comparaisons nationales et internationales réalisées par le service DIS (*infra*, PARTIE III, 8 et 9). Pour de plus amples informations et d'autres précisions, veuillez dès lors vous reporter à ce chapitre.

1. Enregistrement et comparaison systématique d'office des profils ADN de traces dans les banques de données ADN¹⁵⁶

Enregistrement

Comme déjà indiqué ci-avant, le laboratoire d'analyse ADN doit communiquer d'office au service DIS tous les profils ADN de traces (sauf réquisition contraire du magistrat), que la trace ait été identifiée et associée ou non à l'une des personnes concernées par le dossier. La première tâche du gestionnaire des banques nationales de données ADN ou de son délégué est dès lors d'enregistrer ces profils ADN dans la banque de données ADN « Criminalistique ».¹⁵⁷

Les traces de personnes disparues ou de dépouilles mortelles non identifiées doivent être enregistrées dans la banque de données ADN « Personnes disparues ».¹⁵⁸

Comparaison systématique d'office

¹⁵⁵ Cf. Addenda II à la circulaire COL 21/2013.

¹⁵⁶ Article 5^{quater}, §§ 1^{er}, 3 et 4, loi ADN 1999-2011.

¹⁵⁷ Article 5^{quater}, § 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

¹⁵⁸ Article 44^{quater}, § 1^{er}, 1^o, CIC.

Ensuite, le gestionnaire des banques nationales de données ADN doit procéder à une comparaison systématique d'office (en vertu de la loi) de tous les profils ADN qui lui sont communiqués aux fins d'enregistrement, avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales et étrangères de données ADN.¹⁵⁹

Enregistrement du lien positif

En cas de lien positif établi, le gestionnaire de la banque nationale de données ADN enregistre également ce lien en regard du profil ADN pertinent.¹⁶⁰

Notification du résultat au magistrat

Dans un délai maximal de quinze jours après la réception des profils ADN, le gestionnaire des banques nationales de données ADN ou son délégué doit notifier d'office le résultat de la comparaison des profils ADN aux magistrats concernés.¹⁶¹

Il procède de la manière suivante :

- par une notification circonstanciée lorsqu'un lien positif est obtenu ;
- par simple notification si la comparaison n'établit pas de concordance.¹⁶²

Ces notifications doivent être adressées directement aux magistrats compétents et ne doivent pas passer par la cellule nationale, puisque celle-ci gère uniquement le fichier des numéros de code ADN et l'identité des personnes impliquées et qu'elle ne conserve donc aucune donnée concernant les traces.

En vue de garantir un flux efficace envers la banque nationale de données des traces, le ministère public charge le service DIS de l'INCC, par le biais de la présente circulaire, d'une mission générale visant à transmettre, par voie électronique, la notification du cluster/lien positif établi entre des traces non identifiées à la banque nationale de données des traces.¹⁶³

2. Effacement des profils ADN des traces de la banque de données ADN « Criminalistique » ou Personnes disparues »

Les profils ADN et les données y relatives sont effacés de la banque de données ADN « Criminalistique » ou « Personnes disparues » sur ordre du ministère public, dès lors que leur conservation dans la banque de données n'est pas ou n'est plus utile aux fins de la procédure pénale¹⁶⁴ ou de la recherche de la personne disparue¹⁶⁵.

Les profils ADN non identifiés de traces sont en tout cas effacés automatiquement de la banque de données « Criminalistique » de manière automatisée trente ans après leur enregistrement dans cette banque.¹⁶⁶ Le délai de trente ans mentionné dans la loi ADN de 1999 a donc été maintenu dans la loi ADN de 2011. Même après la prescription de l'action publique, établir des liens peut s'avérer important pour d'autres dossiers.

¹⁵⁹ Article 5^{quater}, § 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

¹⁶⁰ Article 44^{quater}, § 3, CIC.

¹⁶¹ Article 5^{quater}, § 4, loi ADN 1999-2011.

¹⁶² Article 5^{quater}, § 4, loi ADN 1999-2011.

¹⁶³ Alimentation de la SDB par une boîte électronique fonctionnelle centrale : DJT.SDB@police.belgium.eu

¹⁶⁴ Article 4, § 2, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

¹⁶⁵ Article 4^{bis}, § 2, loi ADN 1999-2011.

¹⁶⁶ Article 4, § 2, alinéa 1^{er} et article 4^{bis}, § 2, loi ADN 1999-2011.

En outre, le délai de prescription des crimes non correctionnalisables a, dans l'intervalle, été porté à 15 ans par la loi du 16 juillet 2002. Cela signifie que pour ces crimes, le délai de prescription peut monter jusqu'à 30 ans au maximum à la suite d'actes interruptifs.¹⁶⁷

Les traces/corps non identifiés continuent d'être conservés au-delà de trente ans dans la banque de données ADN « Personnes disparues », afin de pouvoir encore élucider les disparitions de longue durée (les affaires dites « non résolues »).¹⁶⁸

¹⁶⁷ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 27.

¹⁶⁸ Cf. chiffres de la cellule « Personnes disparues », *Doc. parl.*, Chambre, session 2015-2016, DOC 54 1952/001, point 3.3.

2. PRÉLÈVEMENT SUR DES SUSPECTS AVEC CONSENTEMENT – ORDRE DU PROCUREUR DU ROI

L'article 44quinquies CIC récemment introduit régit le prélèvement et l'analyse, sur ordre du procureur du Roi, d'un échantillon de référence (sang, cellules buccales ou bulbes pileux) d'un suspect ayant donné son consentement à cet effet.

Ce chapitre de la circulaire prévoit un schéma de procédure distinct pour le prélèvement et l'analyse de l'échantillon de référence, car la nouvelle loi permet également d'ordonner ces opérations indépendamment d'une éventuelle recherche d'indices. Comme par le passé, l'échantillon de référence sera toutefois encore souvent prélevé à des fins de comparaison avec les traces découvertes dans le cadre de l'affaire. Le cas échéant, il est renvoyé aux dispositions applicables relatives aux traces (cf. chapitre 1. traces).

2.1. Principales nouvelles dispositions légales

Article 44quinquies CIC :

MODIFICATION DES CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENT (§ 1^{ER}) :

Moyennant l'accord écrit de l'intéressé, le procureur du Roi peut ordonner le prélèvement d'un échantillon de référence sur une personne contre laquelle il existe des indices de culpabilité dans la commission des faits de l'affaire dont il a la charge, ou dans la commission de faits similaires.

ÂGE POUR LE PRÉLÈVEMENT D'UN ÉCHANTILLON DE RÉFÉRENCE (§§ 1^{er} et 3) :

Pour autant qu'il soit accompagné, un suspect âgé de 16 ans ou plus peut donner son consentement au prélèvement d'un échantillon de référence.

RÉDUCTION DU DÉLAI D'EXPERTISE (§ 5) :

Le délai pour les analyses ADN et les examens comparatifs est limité à un mois.

CONTRE-EXPERTISE (§ 6) :

- Le délai pour la contre-expertise s'élève à un mois
- La contre-expertise peut être effectuée sur la base de l'ADN extrait de la trace
- Les frais sont estimés conformément à la réglementation relative aux frais de justice

TRANSMISSION AUTOMATIQUE DES DONNÉES (§§ 7 et 8) :

Sauf décision contraire du magistrat, l'expert communique d'office les profils ADN qu'il a établis aux banques nationales de données ADN (DIS), soit en vue d'une comparaison unique, soit en vue d'un enregistrement et d'une comparaison systématique.

DESTRUCTION AUTOMATIQUE DES ÉCHANTILLONS (§ 9) :

Sauf décision contraire du magistrat, l'expert détruit d'office l'échantillon de référence et les échantillons qui en dérivent au plus tard six mois après la transmission de son rapport.

Loi ADN 1999-2011 :

NUMÉRO DE CODE ADN UNIQUE (article 3bis, § 2, 1°) :

La cellule nationale attribue un numéro de code ADN unique aux suspects. Ces numéros de code ADN uniques sont enregistrés dans un fichier national de données.

A.R. ADN 2013 :

VÉRIFICATION DE L'IDENTITÉ DU SUSPECT (article 7) :

Lors du prélèvement d'un échantillon de référence, la police doit procéder à une vérification approfondie de l'identité du suspect. Cette vérification a lieu par la prise de ses empreintes digitales.

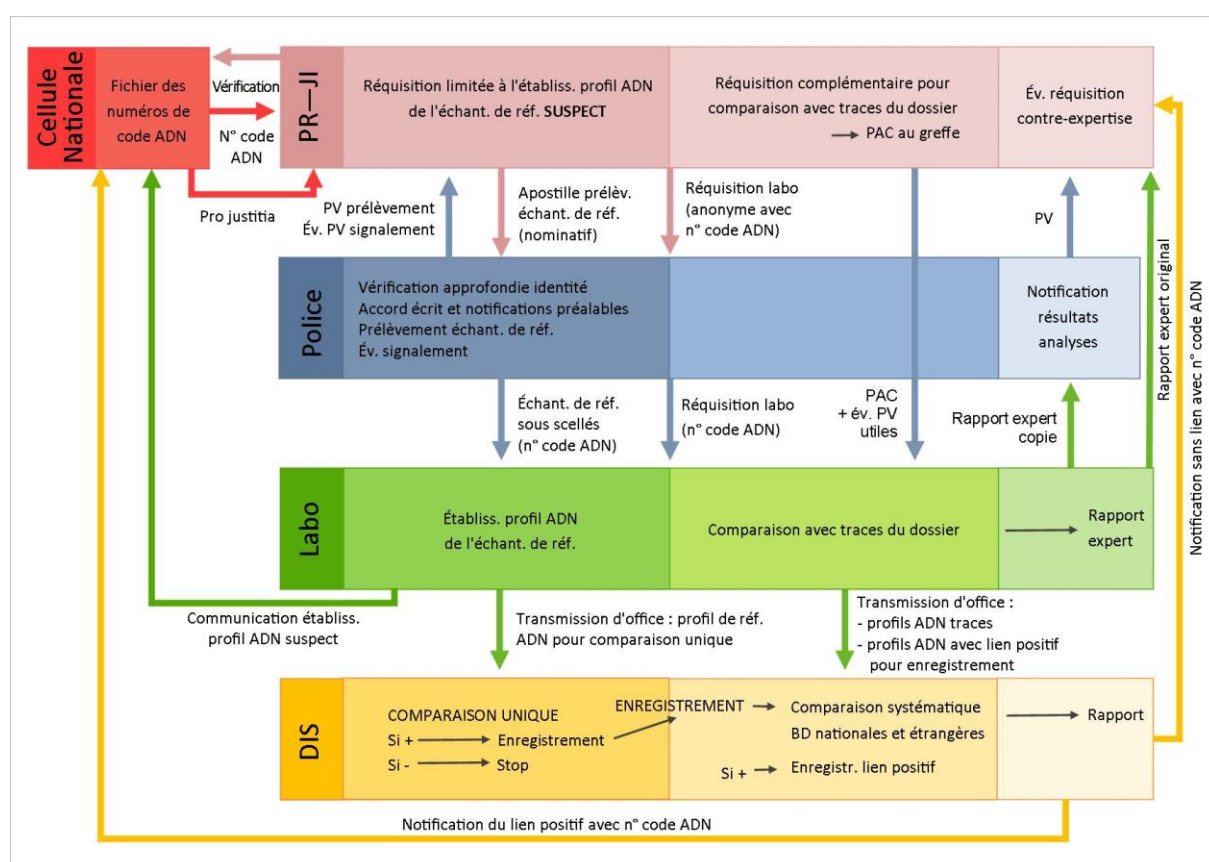
MENTION SUR L'ÉCHANTILLON DE RÉFÉRENCE (article 8, § 2, et article 10) :

La police doit mentionner le numéro de code ADN unique sur l'échantillon de référence prélevé. Le nom du suspect ne peut plus être indiqué.

PROCÈS-VERBAL DE PRÉLÈVEMENT DE L'ÉCHANTILLON DE RÉFÉRENCE (article 9, § 2) :

Le procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence contient quelques nouveaux éléments et ne peut plus être transmis qu'au magistrat.

2.2. Schéma de procédure¹⁶⁹



2.3. Analyse

2.3.1. Conditions

En vertu de l'ancienne réglementation (article 44^{ter} CIC), le procureur du Roi pouvait, moyennant le consentement de l'intéressé, prélever un échantillon de référence sur un suspect majeur si une trace de cellules humaines avait été préalablement découverte. Cet article qui exigeait une recherche préalable des traces entraînait une énorme perte de

¹⁶⁹ Pour une lisibilité optimale, il est conseillé d'imprimer ce schéma en couleur.

temps. C'est la raison pour laquelle la nouvelle loi ADN 2011 a modifié les conditions requises pour réaliser une analyse génétique sur une personne.

Le nouvel article 44quinquies CIC dispose que le procureur du Roi peut ordonner le prélèvement d'un échantillon de référence sur un suspect s'il est satisfait aux conditions suivantes :

1. Âgé de 16 ans ou plus

Un suspect âgé de 16 ans ou plus peut donner son consentement au prélèvement d'un échantillon de référence.¹⁷⁰ Les mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans sont considérés comme ayant la maturité suffisante pour autoriser eux-mêmes un tel prélèvement. Cette disposition permet d'éviter au maximum des mesures procédurales disproportionnées, comme la réquisition d'une instruction.¹⁷¹

Si le suspect est mineur, il doit obligatoirement se faire accompagner d'une personne majeure pour donner son consentement et lors du prélèvement.¹⁷² On pense évidemment en premier lieu aux parents (à l'un des parents), mais le législateur a également prévu que le mineur puisse se faire accompagner par un avocat ou par une autre personne majeure de son choix. Cela peut notamment s'avérer utile lorsque les parents présentent des intérêts contradictoires (par exemple, en cas de faits de violence intrafamiliale).¹⁷³

2. Indices de culpabilité

Il doit exister contre le suspect des indices de culpabilité dans la commission des faits de l'affaire dont le procureur du Roi a la charge, ou dans la commission de faits similaires.¹⁷⁴

Par « faits similaires », il convient d'entendre les faits qui tombent sous la même qualification que l'infraction dont la personne est suspectée ou sous une qualification similaire.¹⁷⁵

Pourquoi viser aussi les faits similaires ?

La comparaison du profil ADN du suspect avec les profils déjà enregistrés dans les banques nationales de données ADN peut mettre en évidence un lien avec la commission d'autres faits. En particulier, cette possibilité est très utile en cas d'infractions en série, par exemple de viols, de vols avec effraction et, en général, de délits avec recours à la violence, ou en cas de pluralité de suspects dans des dossiers différents. Il se peut aussi que, dans un dossier A, des traces aient été trouvées, mais qu'il n'y ait pas d'indice de culpabilité vis-à-vis de personnes déterminées et qu'aucun suspect n'ait dès lors pu être identifié. Dans un dossier B similaire, aucune trace n'a pu être trouvée, mais il peut y avoir de forts indices de culpabilité dans le chef d'un suspect déterminé, par exemple sur la base de témoignages. Dans ce cas, le magistrat pourra, dans le cadre du dossier A, faire prélever un échantillon de référence sur le suspect du dossier B, afin de le comparer avec les profils ADN des traces découvertes dans le dossier A.¹⁷⁶

L'exemple suivant est encore plus transparent :

¹⁷⁰ Article 44quinquies, § 1^{er}, CIC.

¹⁷¹ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 16.

¹⁷² Article 44quinquies, §§ 1^{er}-3, CIC.

¹⁷³ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/002, p. 7.

¹⁷⁴ Article 44quinquies, § 1^{er}, CIC.

¹⁷⁵ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 15.

¹⁷⁶ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 16.

Dans une affaire de mœurs, il apparaît que l'auteur a utilisé un préservatif, ce qui n'a pas permis de trouver de traces. Selon la législation antérieure, aucun échantillon de référence ne pouvait, dans ce cas, être prélevé sur le suspect, bien qu'il ait été reconnu par la victime. La notion de « faits similaires » introduite par la nouvelle réglementation légale permet à présent de prélever un échantillon de référence, afin de pouvoir comparer le profil ADN du suspect avec ceux de traces (non identifiées) relevées dans une précédente affaire au *modus operandi* analogue. En effet, un auteur qui agit d'une telle manière dans le but de ne pas laisser de traces n'en est probablement pas à son coup d'essai, mais ne prenait peut-être pas encore la précaution d'utiliser un préservatif lors de ces faits antérieurs.

Le raisonnement à la base de cette disposition est que des affaires peuvent être résolues non seulement en recherchant des liens entre les traces et les suspects d'un même dossier, mais également souvent en établissant des liens avec d'autres dossiers grâce aux banques nationales de données ADN. La nouvelle législation permet dès lors une utilisation plus efficace de ces banques de données ADN, ce qui sera surtout utile en cas d'infractions en série.

Pas de « pêche à l'aveuglette »

L'exigence fixée par la loi concernant la présence obligatoire d'« indices de culpabilité » n'autorise pas à procéder à un large examen exploratoire d'une partie de la population, en se basant uniquement sur un critère vague, tel que, par exemple, la proximité géographique. Toutefois, il est possible d'imaginer des situations dans lesquelles le prélèvement d'un échantillon de référence sur un groupe bien défini de personnes peut s'avérer crucial pour l'avancement de l'enquête. Le cas échéant, il appartient au magistrat de vérifier, sur la base des éléments concrets de l'enquête, s'il existe des indices de culpabilité à l'égard de plusieurs individus de ce groupe, qui justifieraient le prélèvement, après accord des intéressés.¹⁷⁷

Une telle analyse ADN au sein d'un plus grand groupe de personnes peut permettre de filtrer rapidement des innocents. Dans ce cadre, il convient de souligner la possibilité dont dispose le magistrat qui, par une décision contraire motivée, peut NE PAS autoriser la transmission automatique des profils ADN aux banques nationales de données ADN.¹⁷⁸

3. Accord écrit et notifications préalables

Le prélèvement de l'échantillon de référence ne peut avoir lieu qu'avec l'accord écrit du suspect.¹⁷⁹ Cet accord n'est valable que si le procureur du Roi ou un officier de police judiciaire – auxiliaire du procureur du Roi – a **préalablement** informé le suspect des éléments¹⁸⁰ suivants :

- 1° les circonstances de l'affaire dans le cadre de laquelle le prélèvement de l'échantillon de référence est demandé ;
- 2° l'existence, contre l'intéressé, d'indices de culpabilité dans la commission des faits de l'affaire dont le procureur du Roi a la charge, ou dans la commission de faits similaires ;
- 3° le cas échéant, la comparaison de son profil ADN avec les profils ADN des traces découvertes dans le cadre de cette affaire ;

¹⁷⁷ Au sujet de cette problématique, il peut être renvoyé à l'arrêt intéressant rendu par la chambre des mises en accusation d'Anvers le 17 février 2015 (arrêt n° K/381/2015 015 – n° répertoire 2015/609 – référence PG 2014/PGA/2570 – 2015/TO/7).

¹⁷⁸ A. LERICHE et D. VANDERMEERSCH, « L'expertise ADN : de nouvelles perspectives à la suite de la loi du 7 novembre 2011 », *Rev. dr. pén.*, 2012, p. 1130.

¹⁷⁹ Article 44quinquies, § 1^{er}, CIC.

¹⁸⁰ Article 44quinquies, § 1^{er}, CIC.

- 4° la comparaison unique de son profil ADN avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales de données ADN ;
- 5° l'enregistrement de son profil ADN dans la banque de données ADN « Criminalistique », si la comparaison des profils ADN établit un lien positif avec un des profils ADN visés au 3° ou au 4° ;
- 6° en cas d'enregistrement de son profil ADN, la comparaison systématique de celui-ci avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales et étrangères de données ADN ;
- 7° en cas de lien positif avec un des profils visés au 6°, l'enregistrement de ce lien.

Ces notifications doivent être mentionnées dans le document contenant l'accord écrit.

Les informations requises portent sur la finalité et les conséquences du prélèvement de l'échantillon de référence.

- Comme par le passé, le profil ADN d'un suspect peut être comparé avec celui des traces découvertes dans le dossier.

Lorsqu'un lien positif est établi, le profil ADN du suspect est enregistré dans la banque de données ADN « Criminalistique » en regard du profil de la trace avec laquelle il est corrélé.

- Lorsqu'un échantillon de référence est prélevé sur un suspect, même en l'absence de traces dans le dossier, son profil ADN sera automatiquement comparé une seule fois avec les profils ADN des banques nationales de données ADN.

Cette procédure cadre avec l'objectif du législateur qui visait à dissoudre le lien entre le prélèvement d'un échantillon de référence et l'existence d'une trace.

Le Conseil d'État a estimé qu'il convenait de préciser davantage les raisons d'être de la comparaison unique.

En réalité, l'objectif de cette comparaison unique est simple à expliquer : si la comparaison n'établit aucun lien positif avec les profils déjà enregistrés dans les banques nationales de données ADN, non seulement le profil ADN ne sera pas enregistré dans la banque de données, mais il sera également exclu qu'il puisse encore être comparé ultérieurement avec ceux figurant dans les banques nationales de données. Sans cette restriction, il pourrait être admis que les profils ADN des suspects peuvent être comparés régulièrement avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales de données, ce qui équivaldrait à créer *de facto* une sorte de banque de données ADN « Suspects ». La création d'une telle banque de données ne constitue toutefois pas l'objet de la loi actuelle.¹⁸¹

- Après l'enregistrement du profil ADN d'un suspect, il est automatiquement et systématiquement comparé, non seulement, avec les profils ADN déjà saisis dans les banques nationales de données ADN ainsi que dans celles des pays de l'Union européenne, mais également avec les nouveaux profils ADN qui sont ajoutés à ces banques de données. De cette manière, d'éventuels liens peuvent être recherchés avec des dossiers d'instruction ouverts en Belgique et à l'étranger.

¹⁸¹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 32.

Pas d'application de la législation Salduz

La formalité consistant à demander préalablement l'accord du suspect n'est pas assimilée à une audition. Par conséquent, les règles découlant de la législation Salduz ne s'appliquent pas.¹⁸²

2.3.2. Procureur du Roi

Le procureur du Roi doit poser les actes suivants :

1. Vérification préalable auprès de la cellule nationale afin de déterminer si un numéro de code ADN a déjà été attribué

Avant de décider de prélever un échantillon de référence sur un suspect, le procureur du Roi doit d'abord vérifier par voie électronique auprès de la cellule nationale (à savoir, en se connectant à l'application web, auquel tout magistrat du ministère public a accès, et en utilisant la fonction de recherche) si un numéro de code ADN a déjà été attribué au suspect.¹⁸³

Comme indiqué précédemment, le numéro de code ADN est le numéro de référence unique qui est attribué par la cellule nationale à une personne faisant l'objet d'une analyse ADN et qui permet de relier un profil ADN à son nom.¹⁸⁴

En attribuant un numéro de code ADN à un stade précoce de la procédure, les laboratoires ADN et les banques nationales de données ADN (DIS) peuvent fonctionner avec des données anonymes (codées), ce qui est importante sous l'angle de la protection de la vie privée.¹⁸⁵

L'objectif est également d'éviter l'analyse ADN d'une personne qui en a déjà fait l'objet auparavant dans un autre arrondissement judiciaire. De cette manière, l'on espère réaliser des économies substantielles en matière de frais de justice.¹⁸⁶

Deux possibilités peuvent alors se présenter :

➔ UN NUMÉRO DE CODE ADN A DÉJÀ ÉTÉ ATTRIBUÉ

Le procureur du Roi peut ensuite vérifier le « statut » du dossier ADN dans le fichier national des numéros de code ADN. Quatre statuts différents sont possibles :

- 1) un numéro de code ADN a déjà été attribué, mais aucune donnée ne figure dans la colonne « statut du prélèvement de l'échantillon de référence par les services de police » :

¹⁸² Au cours des travaux parlementaires de la loi « Salduz », il a été précisé que les actes d'information suivants ne constituent pas une audition : « *les autorisations de perquisition, de prélèvement sanguin ou de prélèvement d'ADN* » (Rapport du projet de loi du 8 juin 2011 modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et le Code d'instruction criminelle, afin de conférer des droits à toute personne auditionnée et à toute personne privée de liberté, et en particulier le droit de consulter un avocat et d'être assistée par lui, *Doc. parl.*, session 2010-2011, n° 1279/005, pp. 51-52).

¹⁸³ Article 13, A.R. ADN 2013.

¹⁸⁴ Article 2, 8°, loi ADN 1999-2011.

¹⁸⁵ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 25.

¹⁸⁶ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, pp. 52396-52397.

Ce statut indique qu'un autre magistrat a déjà demandé un numéro de code ADN et qu'il a probablement déjà émis une apostille pour le prélèvement d'un échantillon de référence sur le suspect, mais que le résultat de celui-ci n'est pas encore connu.

La difficulté réside en effet dans le fait que la colonne « statut du prélèvement de l'échantillon de référence par les services de police » doit, pour le moment, être complétée manuellement et que le statut qui y figure dépend donc de la rigueur du ministère public en la matière. Ce n'est que dans le cadre d'une phase ultérieure du projet ICT que ces données seront saisies automatiquement dans le fichier national des numéros de code ADN, par un courrier électronique crypté de la police.

Le bouton « Historique des documents » permet de savoir si un magistrat a déjà adressé un ordre de prélever un échantillon de référence et, le cas échéant, à quelle date et à quel service de police il a été envoyé. Il est ainsi possible de prendre les décisions adéquates.

Si la colonne « statut du prélèvement de l'échantillon de référence par les services de police » – pour lesquelles les rubriques suivantes sont prévues : demandé / prélevé / signalé – est complétée, les mesures à prendre en seront naturellement facilitées. Lorsque l'intéressé est, par exemple, signalé, il peut suffire de joindre son propre dossier au signalement.

- 2) un numéro de code ADN a déjà été attribué, mais aucune donnée n'a encore été introduite dans la colonne « statut laboratoire » :

Lorsque la colonne « statut du prélèvement de l'échantillon de référence par le laboratoire » n'est pas encore complétée, cela signifie que le laboratoire ADN n'a pas encore établi le profil ADN de l'intéressé ou que l'analyse est toujours en cours. Les laboratoires ADN sont en effet tenus par la loi de prévenir la cellule nationale dès qu'un profil de référence ADN a été établi. Cette communication est automatiquement enregistrée dans le fichier national des numéros de code ADN (*infra*, 2.3.4., 4).

Dans ce cas également, le bouton « Historique des documents » permet de savoir quel magistrat a créé cette tâche, à quelle date et quel laboratoire a été désigné. Il est ainsi possible de prendre les décisions qui s'imposent.

Une décision valable peut, par exemple, être d'attendre un peu, compte tenu du délai légal d'un mois dans lequel l'analyse doit être achevée. De cette manière, il sera évité de payer deux fois pour l'établissement d'un profil de référence d'un même suspect.

- 3) il ressort du fichier national des numéros de code ADN que le profil de référence du suspect a déjà été établi par un laboratoire ADN, mais que ce profil n'a pas été enregistré au service DIS :

Les informations utiles concernant le laboratoire (le numéro de l'échantillon, etc.) sont disponibles.

Le procureur du Roi doit entreprendre les démarches suivantes :

- Il doit d'abord s'assurer qu'après les notifications préalables, le suspect donne son accord écrit en vue de l'utilisation de son échantillon de référence dans le cadre de cette nouvelle affaire. À défaut de cette autorisation, l'affaire doit être introduite auprès du juge d'instruction afin d'appliquer la procédure sous la contrainte.

L'engagement de nouveaux frais liés au prélèvement d'un échantillon de référence sur l'intéressé et à l'établissement d'un profil de référence ADN n'est, bien entendu, plus nécessaire.

- Le procureur du Roi demande ensuite au laboratoire, en cochant la rubrique ad hoc dans le modèle de réquisitoire (Modèle n° 2.B à l'Addenda I) :
 - soit de transmettre le profil de référence ADN au service DIS en vue d'une comparaison unique.
 - soit d'effectuer un examen comparatif avec d'éventuelles nouvelles traces découvertes dans son dossier. Par conséquent, le réquisitoire doit mentionner si les laboratoires doivent s'échanger ou s'envoyer certains profils ADN.
- 4) il ressort du fichier national des numéros de code ADN que le profil de référence du suspect a déjà été établi par un laboratoire ADN et que ce profil a été enregistré au service DIS

Si le magistrat souhaite seulement procéder à l'établissement du profil de référence ADN ainsi qu'à une comparaison unique dans les banques de données du service DIS, il ne doit rien faire de plus, étant donné que tous les profils ADN enregistrés au service DIS sont automatiquement et systématiquement comparés.

S'il souhaite procéder à une analyse comparative de nouvelles traces éventuelles, il lui suffit de faire établir uniquement les profils ADN de ces dernières. L'expert désigné transmettra en effet automatiquement ces profils au service DIS¹⁸⁷, qui effectuera une comparaison automatique dans les banques de données ADN, lesquelles contiennent également le profil ADN du suspect. Le service DIS rédigera un rapport de cette comparaison.

Conclusion : lorsqu'un numéro de code ADN a déjà été attribué au suspect, il est possible d'éviter, en effectuant les recherches nécessaires dans le fichier national des numéros de code ADN, de prélever un nouvel échantillon de référence sur une même personne et d'établir à nouveau son profil ADN. Des expertises et des frais inutiles peuvent ainsi être évités, ce qui est le but poursuivi par la récente création de la cellule nationale.

→ AUCUN NUMÉRO DE CODE ADN N'A ÉTÉ ATTRIBUÉ

Le cas échéant, le fichier national des numéros de code ADN attribuera automatiquement un nouveau numéro de code ADN, composé comme suit : « DNABE.9chiffres.2chiffres de contrôle » (DNA-BE-000 000 00-00).

Le procureur du Roi émet ensuite une apostille (Modèle n° 1 à l'Addenda I) ordonnant le prélèvement d'un échantillon de référence sur le suspect (*infra*, 2.3.3., 1).

Problématique de la réutilisation d'un profil de référence existant

Situation : un profil de référence d'un suspect a été établi dans un dossier A, mais il n'a pas été enregistré par l'INCC (DIS) parce qu'aucun lien positif n'a été constaté avec les traces découvertes dans le dossier, ni avec les banques de données ADN après une comparaison unique. Par la suite, ce même suspect est impliqué dans un nouveau dossier B (cf. cas n° 3 *supra*).

¹⁸⁷ S'ils satisfont aux critères d'approbation du service DIS (par exemple, pas de profils complexes de plus de deux personnes, etc.).

→ Comme indiqué ci-dessus, aucun nouveau frais ne doit être engagé le cas échéant pour l'établissement du profil de référence ADN de ce suspect, MAIS ce dernier doit donner à nouveau son accord, après les notifications préalables, pour l'utilisation de son profil de référence dans le cadre de la nouvelle affaire.

- Que faire si le suspect n'est plus joignable (séjour à l'étranger, domicile inconnu, etc.) ?
- Que faire si le dossier est sensible et qu'il n'est pas jugé opportun de communiquer au suspect l'état d'avancement de l'enquête ou de lui demander son autorisation ?

→ Deux pistes sont alors possibles :

1) L'utilisation d'un moyen de preuve existant sur réquisition d'un magistrat n'est pas interdite par la loi. L'arrêt de la Cour de cassation du 19 mai 2010¹⁸⁸ peut alors être appliqué, en ce sens qu'il permet de réemployer un profil ADN prélevé et retrouvé dans un ancien dossier. Sur réquisition d'un magistrat, l'expert désigné peut dès lors comparer deux profils ADN sur papier. À cette fin, il convient de rédiger un réquisitoire distinct (sans recourir aux modèles joints à la présente circulaire). Cette réquisition *ad hoc* sort en effet du champ d'application de la législation ADN. Par conséquent, une fois la comparaison effectuée sur papier, les informations relatives au(x) profil(s) ADN ne seront pas transmises automatiquement à la banque de données ADN et il n'y aura pas non plus de nouvelle comparaison avec les banques de données ADN. Cette possibilité n'existe que dans des cas exceptionnels. De fait, le recours à cette pratique à grande échelle limite l'alimentation des banques de données ADN et restreint les liens qui peuvent être établis de cette manière en comparant les données ADN au niveau national et international.

2) Une alternative consiste à passer par le juge d'instruction. Celui-ci est légalement compétent pour ordonner le prélèvement sous la contrainte d'un échantillon de référence et peut donc aussi exiger une comparaison sous la contrainte (qui peut le plus, peut le moins), ces actions pouvant également être exécutées par le biais d'une mini-instruction. En cas de séjour à l'étranger ou de domicile inconnu, le juge d'instruction peut, en outre, constater que l'audition du suspect est impossible et imposer la réutilisation d'un profil de référence existant.

Situation : si, en revanche, le profil de référence du suspect a bien été enregistré par l'INCC (DIS) dans le dossier A, aucun problème ne se pose et ce profil peut être comparé avec les profils ADN de nouvelles traces relevées dans le dossier B (cf. cas n° 4 *supra*).

Cette question sera abordée dans le rapport de suivi législatif en vue d'une modification législative.

2. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un suspect par la police

Le procureur du Roi requiert un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, pour prélever, sur le suspect, un échantillon de référence de cellules buccales ou de bulbes pileux. Pour le prélèvement de sang, seul un médecin peut être requis.¹⁸⁹

La réquisition à la police doit obligatoirement être prise à l'aide du modèle d'apostille Modèle n° 1, sous-modèle « suspect avec consentement », joint à l'Addenda I de la présente circulaire.

¹⁸⁸ Cass. 19 mai 2010, P.10.0600.F., note *Vigiles*, 2011, sect. 2, (26) p. 29, note T. SCHERLYNCK.

¹⁸⁹ Article 44quinquies, § 2, CIC.

Cette apostille doit, en principe, être adressée au service de police qui traite le dossier dans lequel une analyse ADN est ordonnée.

Le modèle d'apostille comprend trois parties et est rédigé de manière telle que:

→Partie I

- il appartient au service de police de prendre note de l'accord après que les notifications préalables obligatoires aient été données au suspect (possibilité prévue à l'article 44quinquies, § 1^{er}, alinéa 2, CIC)
- les nouvelles exigences relatives au contrôle préalable des empreintes digitales y sont indiquées (*infra*, 2.3.3.1., 1)
- les nouvelles dispositions de l'A.R. ADN portant sur le procès-verbal de prélèvement, la mise sous scellés, etc. y sont mentionnées (*infra*, 2.3.3.1., 4 et 5)
- il est automatiquement donné ordre de signaler le suspect s'il n'est pas trouvé, et de le désigner ultérieurement (*infra*, 2.3.3.1., 6)

→Partie II

- le réquisitoire anonyme adressé au laboratoire d'analyse ADN a été ajouté. Le service de police joint ce réquisitoire à l'échantillon de référence et aux éventuelles traces/pièces à conviction retirées au greffe et transmet le tout au laboratoire désigné (*infra*, 2.3.3.2., 1, 2 et 3 et *supra*, 1.3.1.2.)
- l'éventuelle jonction des procès-verbaux des tests d'orientation effectués et de la non-exécution de l'ensemble des opérations a été prévue (*infra*, 2.3.3.2., 4)

→Partie III

- il incombe au service de police d'avertir par écrit l'intéressé des résultats de son analyse ADN, et ce, en vue d'une éventuelle contre-expertise (*infra*, 2.3.3.3.)

Il est demandé aux juges d'instruction d'utiliser également ce modèle d'apostille, afin d'établir une procédure uniforme au niveau des services de police.

3. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN

Le procureur du Roi peut adresser deux réquisitions différentes à l'expert attaché à un laboratoire ADN agréé :

- établir le profil ADN de l'échantillon de référence du suspect ;
- effectuer, le cas échéant, une comparaison du profil de référence ADN avec les traces découvertes dans le cadre de cette affaire.¹⁹⁰

Conformément au nouvel A.R. ADN Tarifs, un délai d'extrême urgence différent s'applique à chacune de ces réquisitions :

- Dans le cas d'une analyse extrêmement urgente en vue de l'établissement d'un profil de référence d'une personne, les *frais* peuvent être *majorés de 400 %*. Ce montant ne peut être alloué que si le réquisitoire mentionne explicitement que les résultats doivent être disponibles dans les 24 heures suivant le jour de la réception conjointe du réquisitoire et des pièces à conviction.¹⁹¹

Cette augmentation exorbitante des frais est justifiée, dans le rapport au Roi par le fait que les laboratoires ADN ont investi, au cours des années précédentes, dans des dispositifs automatisés qui peuvent analyser un grand nombre d'échantillons simultanément. Par

¹⁹⁰ Article 44quinquies, § 4, CIC.

¹⁹¹ Article 8, 4°, A.R. ADN Tarifs.

conséquent, lorsqu'un profil de référence doit être déterminé en urgence, les économies d'échelles sont perdues.

Au vu du coût élevé qui y est lié, il ne peut être recouru à ce procédé que dans des cas très exceptionnels, par exemple, dans le cadre d'un dossier de terrorisme.

- Si le réquisitoire vise l'analyse des traces et la comparaison entre celles-ci et le profil de référence, l'A.R. ADN Tarifs prévoit que le montant facturé pour l'analyse et la comparaison en cas d'extrême urgence peut être majoré de 65 %, pour autant que les résultats soient disponibles dans les deux jours ouvrables.¹⁹²

Il ressort de la lecture conjointe des deux dispositions qu'en cas de réquisition combinée extrêmement urgente :

- les profils de référence doivent être établis dans les 24 heures et les résultats doivent être disponibles dans ce même délai ;
- l'analyse des traces et la comparaison doivent être effectuées dans les deux jours ouvrables et les résultats doivent être disponibles dans ce même délai ;
- dans les deux hypothèses, les profils ADN doivent, bien entendu, être transmis sans délai à l'INCC (service DIS) ;
- rien n'empêche qu'ensuite, il soit rédigé, le cas échéant, un rapport et un état d'honoraire globaux.

La (les) case(s) « urgent » figurant en haut du réquisitoire doi(ven)t dès lors être cochée(s).

Une deuxième modification apportée par le nouvel A.R. ADN Tarifs réside dans le fait que la comparaison d'un profil de référence d'un suspect avec des traces ne peut être effectuée que par l'INCC ou le laboratoire agréé ayant établi le profil génétique des traces.¹⁹³

Un modèle de réquisitoire a été rédigé pour la réquisition du laboratoire ADN (Modèle n° 2.B à l'Addenda I) :

- L'utilisation de ce modèle est obligatoire pour les magistrats du ministère public et est disponible dans le fichier national des numéros de code ADN. Certaines données sont ainsi automatiquement saisies et la création du modèle est enregistrée dans l'historique.
- Les juges d'instruction peuvent également procéder au prélèvement d'un échantillon de référence, avec l'accord du suspect, conformément à l'article 44^{quinquies} CIC. Le cas échéant, il leur est demandé d'utiliser également ce modèle, afin de garantir ainsi une procédure uniforme sur l'ensemble du territoire national entre tous les acteurs impliqués dans le processus d'analyse ADN.
- Le modèle est rédigé de manière à ce que le magistrat coche les rubriques applicables et ne doive compléter que les données / réquisitions du dossier en cours. Les dispositions générales prévues par la loi ADN et l'A.R. ADN, que doivent respecter les laboratoires d'analyse ADN, ont été communiquées aux laboratoires agréés dans une directive générale. Celle-ci est annexée à l'Addenda II.
- Plusieurs dispositions de la loi ADN 2011 contiennent la formule « sauf décision contraire du magistrat ». Le modèle reprend les dispositions standard (en particulier, la transmission automatique d'office des données des profils de référence au service DIS en vue d'une comparaison unique, la transmission automatique d'office des données des liens positifs établis lors de la comparaison avec les traces et la destruction d'office des échantillons de référence et des échantillons qui en dérivent).

¹⁹² Article 7, § 2, A.R. ADN Tarifs.

¹⁹³ Article 11, A.R. ADN Tarifs.

Si le procureur du Roi souhaite s'en écarter, il complète la rubrique « réquisitoire particulier ».

Outre l'apostille Modèle n° 1, sous-modèle « suspect avec consentement », le procureur du Roi transmet à la police le réquisitoire anonyme, en mentionnant uniquement le numéro de code ADN. La police communique ensuite au laboratoire ADN désigné ce réquisitoire, l'échantillon de référence du suspect, ainsi que les éventuelles traces / pièces à conviction.

En vertu du nouvel A.R. ADN Tarifs, le coût de l'établissement du profil de référence d'un suspect a été diminué (à 60 euros) de sorte que, d'un point de vue stratégique, il peut être envisagé, dans les affaires de groupes d'auteurs itinérants, de vols dans les habitations et Des associations de malfaiteurs (par ex., personne appréhendée transportant du matériel de cambriolage dans son véhicule), de prélever systématiquement un échantillon ADN sur le suspect aux fins d'une comparaison unique dans les banques de données ADN.

Toutefois, étant donné que les traces découvertes dans le cadre de récents cambriolages doivent d'abord être analysées avant d'être enregistrées ultérieurement dans la banque de données ADN « Criminalistique », il est parfois conseillé de postposer cette comparaison unique. La méthode à suivre dans ce cas consiste à déjà fournir l'échantillon de référence du suspect au laboratoire ADN (cet échantillon ne peut plus être déposé au greffe et sa conservation temporaire au sein des services de police n'est pas recommandée), mais à ne transmettre le réquisitoire y afférent qu'à un stade ultérieur. Le laboratoire ADN peut, en effet, commencer l'analyse uniquement lorsque tant l'échantillon que le réquisitoire ont été reçus. Cette procédure requiert cependant un suivi strict et précis du dossier.

4. Contre-expertise

Dans la nouvelle loi, la procédure de contre-expertise est améliorée et plus précisément décrite.¹⁹⁴

En vertu de l'article 44^{quinquies}, § 6, alinéa 1^{er}, CIC, le résultat de la comparaison des profils ADN est notifié à la personne concernée, conformément aux modalités fixées par le Roi.

L'article 17 de l'A.R. ADN 2013 prévoit deux modes de communication :

- une lettre recommandée à la poste ;
- une notification verbale dont il est dressé procès-verbal

faite par le procureur du Roi, le juge d'instruction ou un officier de police judiciaire désigné à cet effet.

Cette mission de notification est déléguée aux services de police (*infra*, 2.3.3.3.).

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification, l'intéressé peut exiger du magistrat qu'il fasse procéder à une contre-expertise par un expert attaché à un laboratoire qu'il choisit lui-même.¹⁹⁵ Ce choix est toutefois limité aux laboratoires ADN officiellement agréés.¹⁹⁶

¹⁹⁴ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 18.

¹⁹⁵ Article 44^{quinquies}, § 6, alinéa 2, CIC.

¹⁹⁶ L'article 44^{ter}, 4°, CIC décrit un laboratoire comme suit : « un laboratoire d'analyse ADN qui satisfait aux conditions d'agrément fixées par le Roi ». En outre, l'article 24, § 1^{er}, de l'A.R. ADN 2013 précise que les analyses ADN ne peuvent être réalisées que par les laboratoires ADN qui ont été agréés par le ministre de la Justice.

La contre-expertise s'effectue sur la base d'un nouvel échantillon de référence prélevé sur l'intéressé et de la fraction de la trace découverte qui n'a pas été utilisée lors de la première expertise. La nouveauté consiste dans le fait qu'en l'absence de celle-ci (s'il ne reste plus rien de l'échantillon original), la contre-expertise peut également s'appuyer sur l'ADN extrait de la trace. Si celui-ci fait également défaut, la contre-expertise peut encore recourir au profil ADN de la trace établi par le premier expert.¹⁹⁷

Un autre élément nouveau est que les frais de la contre-expertise sont estimés conformément à la réglementation relative aux frais de justice en matière judiciaire (auparavant, ils étaient limités à un montant fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres). Les frais de contre-expertise doivent être avancés par la personne concernée et ne sont remboursés par l'État que si la contre-expertise ne confirme pas le résultat de la première analyse. Cette réglementation s'appliquait déjà sous la précédente législation.¹⁹⁸

En cas de contre-expertise, le procureur du Roi doit poser les actes suivants :

- ➔ procéder au prélèvement d'un nouvel échantillon de référence de l'intéressé.
Pour ce faire, le procureur du Roi utilise le modèle d'apostille Modèle n° 1, sous-modèle « contre-expertise », à l'Addenda I. Étant donné que la contre-expertise est réalisée à la demande de l'intéressé, l'exigence du consentement et des notifications préalables cesse de s'appliquer.
- ➔ adresser un réquisitoire au laboratoire choisi par l'intéressé.
Un modèle particulier Modèle n° 3 a été établi à cet effet et joint à l'Addenda I.

Le résultat de la contre-expertise est communiqué à la personne concernée de la même manière que le résultat de l'analyse ADN (*infra*, 2.3.3.3.).¹⁹⁹ Par défaut, cette mission de notification est également déléguée aux services de police.

5. Flux d'information après réception du rapport du laboratoire ADN

Si le laboratoire ADN constate un lien positif entre une trace et un profil de référence d'un suspect (connu, par le laboratoire ADN, uniquement sous un numéro de code ADN), il appartient au magistrat de transmettre aussi ce lien à la banque nationale de données des traces et de révéler l'identité de ce suspect.

2.3.3. Police

2.3.3.1. Missions relatives au prélèvement de l'échantillon de référence

1. Vérification approfondie de l'identité du suspect

L'article 7 de l'A.R. ADN 2013 introduit une nouvelle disposition qui charge la police de procéder à une vérification approfondie de l'identité du suspect sur lequel est prélevé un échantillon de référence.

Conformément au rapport au Roi, la procédure à suivre fera l'objet d'une circulaire du Collège des procureurs généraux. Celle-ci recommandera la collecte des empreintes digitales de la personne concernée, afin de vérifier son identité. Les empreintes digitales

¹⁹⁷ Article 44quinquies, § 6, alinéa 3, CIC.

¹⁹⁸ Article 44quinquies, § 6, alinéa 5, CIC.

¹⁹⁹ Article 44quinquies, § 6, alinéa 4, CIC ; article 17 A.R. ADN 2013.

sont enregistrées dans le fichier APFIS (*Automated Palm & Fingerprints Identification System*), qui est géré par le Service d'identité judiciaire de la police fédérale.

Le contrôle des empreintes digitales opéré lors du prélèvement de l'échantillon de référence permet de s'assurer que le prélèvement est bien effectué sur la personne visée par la démarche et lèvera, au besoin, l'ambiguïté de l'utilisation d'un alias ou de l'usurpation d'une identité. Cette démarche proactive permet de garantir l'attribution d'un unique numéro de code ADN (préservant l'anonymat de la personne) à chaque personne devant faire l'objet d'une analyse ADN, en évitant, en outre, d'établir le profil génétique d'une personne à répétition.²⁰⁰

Par conséquent, l'instruction donnée aux services de police est que, pour chaque prélèvement d'un échantillon de référence d'un suspect, y compris dans le cadre d'instructions judiciaires à la demande des juges d'instruction, il convient D'ABORD de collecter les empreintes digitales et de les vérifier dans le fichier APFIS. Les services de police doivent indiquer le numéro APFIS attribué sur la page de garde du procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence.

2. Accord écrit et notifications préalables

Conformément à l'objectif de la nouvelle loi, la présente circulaire tente de présenter la procédure la plus efficace et comportant le moins d'étapes intermédiaires.

Dans cette optique, il est recommandé que l'accord écrit et la notification préalable des obligations légales (*supra*, 2.3.1., 3) soient effectués, par défaut, par les services de police, en particulier par un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi.²⁰¹

À cet effet, les services de police utilisent le modèle standard Modèle n° 11, sous-modèle « suspect », joint à l'Addenda I.

Pas d'application de la législation Salduz

L'accord de l'intéressé ne constituant pas une audition, les obligations découlant de la loi Salduz ne s'y appliquent dès lors pas.

3. Prélèvement de l'échantillon de référence

Sur requête du magistrat (Modèle n° 1), un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, ou un médecin prélève un échantillon de référence sur la personne concernée. La police peut uniquement effectuer un frottis buccal ou un prélèvement de bulbes pileux. Pour le prélèvement de sang, elle doit requérir un médecin.²⁰²

Le prélèvement de l'échantillon de référence s'effectue à l'aide de matériel stérile pour prélèvement buccal, de sang ou de bulbes pileux recommandé par l'INCC.²⁰³ Une trousse standard pour le prélèvement de cellules buccales par frottis est actuellement disponible. À la suite d'un marché public, les services de police ont reçu des trousse standard pour le prélèvement de cellules buccales par frottis, qui ont été réparties par la direction générale de

²⁰⁰ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, pp. 52396-52397.

²⁰¹ Article 44*quinquies*, § 1^{er}, alinéa 2, CIC.

²⁰² Article 44*quinquies*, § 2, CIC.

²⁰³ Article 8, alinéa 1^{er}, A.R. ADN 2013.

la police fédérale.²⁰⁴ Lorsqu'un médecin est chargé d'effectuer une prise de sang, il utilisera un tube contenant un anticoagulant ou suivra les prescriptions spécifiques de l'INCC.²⁰⁵

Il convient de donner la préférence à la méthode de prélèvement de cellules buccales, car elle est la plus aisée pour une analyse ADN rapide. Toutefois, si l'intéressé opte pour une autre méthode, son choix doit être respecté.

4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence

L'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, dresse un procès-verbal du prélèvement de l'échantillon de référence.²⁰⁶

L'attribution du numéro de code ADN garantit l'anonymat de la personne sur laquelle un prélèvement est effectué. Un procès-verbal individualisé doit être rédigé pour chaque prélèvement d'un échantillon de référence d'un suspect.²⁰⁷ Ainsi, si plusieurs suspects sont mis en cause dans un dossier, toute confusion est évitée dans l'attribution du numéro de code ADN à chacun des suspects.²⁰⁸

Conformément à l'article 9, § 2, de l'A.R. ADN 2013, le procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence contient au moins les éléments suivants :

1. la date et l'heure auxquelles l'échantillon de référence a été prélevé ;
2. le numéro de notice du dossier répressif dans lequel le prélèvement a été effectué (et le numéro de dépôt) ;
3. le nom du procureur du Roi ou du juge d'instruction qui a ordonné le prélèvement ;
4. le nom complet, les alias, la date de naissance, le lieu ou, le cas échéant, le pays de naissance et le sexe de la personne sur laquelle l'échantillon de référence a été prélevé ;
5. le numéro de référence de la trousse de prélèvement buccal ou, le cas échéant, de sang ou de bulbes pileux ;
6. les conditions dans lesquelles le prélèvement a été effectué (consentement de l'intéressé, mesures prises pour pouvoir procéder au prélèvement, etc.).

Comparé à l'arrêté royal précédent, les alias connus doivent dès lors à présent aussi figurer dans le procès-verbal et les conditions de prélèvement doivent y être davantage précisées.²⁰⁹

Contrairement à ce que dispose l'arrêté royal, la mention du numéro de dépôt n'est plus utile. Étant donné qu'en vertu de la nouvelle loi ADN, l'échantillon de référence doit être automatiquement détruit après six mois par le laboratoire ADN, il est en effet peu sensé d'en exiger des services de police qu'ils passent d'abord au greffe afin d'attribuer un numéro de pièce à conviction ou un numéro de dépôt à l'échantillon de référence prélevé. Par conséquent, cette obligation n'est plus d'application. En revanche, le numéro de code ADN peut être indiqué dans le procès-verbal, puisque les services de police en ont besoin pour pouvoir notifier les résultats en vue de la contre-expertise. Le Collège des procureurs généraux le signalera à la ministre de la Justice et le mentionnera dans le rapport destiné au Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

²⁰⁴ Marché public n° 2014/ROJ402/ADN/DG/07 attribué le 1^{er} avril 2015 pour une durée de quatre ans.

²⁰⁵ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52397.

²⁰⁶ Article 44^{quinquies}, § 2, alinéa 3, CIC.

²⁰⁷ Article 9, § 1^{er}, A.R. ADN 2013.

²⁰⁸ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52397.

²⁰⁹ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52397.

Important : le procès-verbal de prélèvement ne peut être transmis qu'au magistrat et donc **PAS** à l'expert du laboratoire ADN chargé d'analyser l'échantillon de référence, et ce, afin de garantir l'anonymat de l'intéressé.²¹⁰ Par conséquent, cette disposition s'écarte de la réglementation prévue par l'arrêté royal antérieur (ancien article 5 de l'A.R. ADN 2002) et des usages en résultant, qui, selon le rapport au Roi, étaient contraires à l'esprit de la loi, puisqu'ils ne garantissaient pas l'anonymat.²¹¹

5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence

Immédiatement après le prélèvement, la police place l'échantillon de référence sous scellés et y indique le numéro du procès-verbal de prélèvement, la qualité de la personne sur laquelle le prélèvement a été effectué (dans le cas présent, « suspect » ce qui ressort de l'apostille) ainsi que le numéro de code ADN.²¹² Ces mentions doivent figurer sur le prélèvement même (le swab), sur le scellé (la boîte dans laquelle est scellé le swab) et, le cas échéant, sur les documents fournis dans le kit. De cette manière, il est possible d'assurer l'identification et la traçabilité de l'échantillon de référence.²¹³

En vue d'apporter une garantie supplémentaire, les services de police sont chargés, en vertu de l'actuelle directive, de mentionner également le numéro de notice, y compris dans le cadre d'instructions judiciaires. Le numéro de notice est en effet enregistré à la fois dans le fichier national des numéros de code ADN du ministère public et dans les banques nationales de données ADN de l'INCC. Par conséquent, il représente un outil complémentaire utile à des fins de traçabilité.

6. Lorsque le suspect n'est pas trouvé : signalement et désignalement

Conformément à l'apostille standard (*supra*, 2.3.2., 2), la police doit automatiquement procéder au signalement du suspect, si celui-ci n'a pas été trouvé. En cas de signalement, la qualité de la personne signalée (dans le cas présent, le suspect) **ainsi que son numéro de code ADN** sont inscrits dans la banque de données nationale générale (BNG).²¹⁴

Le signalement doit clairement mentionner que la personne signalée doit à tout le moins donner son adresse actuelle et que le prélèvement de l'échantillon de référence peut avoir lieu dans le cas où la personne y donne son consentement.

Un procès-verbal du signalement est dressé et communiqué au parquet. La possibilité de transmettre ce procès-verbal par un système sécurisé et crypté est prévue dans la deuxième phase du projet ICT, ce qui permettra de l'enregistrer immédiatement dans le fichier de données de la cellule nationale. À ce procès-verbal est jointe le réquisitoire non utilisé du magistrat destiné au laboratoire ADN.

Lorsque l'intéressé est ensuite retrouvé et que les missions relatives au prélèvement de l'échantillon de référence ont été exécutées, il peut être désigné. Un procès-verbal doit également en être dressé et communiqué au procureur du Roi. Lorsqu'un suspect signalé

²¹⁰ Article 9, § 3, A.R. ADN 2013.

²¹¹ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52397.

²¹² Article 10, A.R. ADN 2013.

²¹³ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52397.

²¹⁴ Décision du groupe de travail *ad hoc* adoptée dans le cadre de l'évaluation de la circulaire, procès-verbal de la réunion du 2 avril 2015, lors de laquelle six raisons ont été retenues pour l'enregistrement du numéro de code ADN dans l'avis de signalement.

par un autre arrondissement est retrouvé, il convient de prendre contact avec le parquet local, qui rédigera un nouveau réquisitoire pour le laboratoire ADN et qui, à cette occasion, pourra dès lors choisir un laboratoire plus proche. Le cas échéant, le magistrat doit clairement indiquer dans le réquisitoire quel est le service de police en charge du dossier auquel les résultats de l'analyse ADN doivent être communiqués en vue de la notification au suspect concerné.

2.3.3.2. Missions relatives à la transmission au laboratoire ADN

1. Réquisitoire du laboratoire ADN annexé

Du point de vue de l'efficacité de la procédure, le réquisitoire du laboratoire ADN rédigé par le magistrat (qui ne contient que le numéro de code ADN) est transmis à la police, accompagné par défaut de l'apostille relative au prélèvement de l'échantillon de référence.

Les services de police sont responsables de la transmission, au laboratoire ADN désigné, de ces documents ainsi que des pièces mentionnées dans les points suivants.

2. Transmission de l'échantillon de référence au laboratoire ADN

La police adresse l'échantillon de référence de l'intéressé au laboratoire ADN, assorti du « réquisitoire du laboratoire ADN ».²¹⁵

Comme indiqué ci-dessus, les services de police ne doivent plus passer par le greffe afin d'obtenir un numéro de pièce à conviction.

3. En cas de comparaison avec des traces : transmission des pièces à conviction au laboratoire ADN

Si le « réquisitoire général labo » rédigé par le magistrat requiert également de comparer le profil de référence avec les profils ADN des traces découvertes dans le cadre de l'affaire, la police envoie aussi les pièces à conviction de ces traces au laboratoire ADN, sauf convention contraire conclue avec le laboratoire ADN local. (*supra*, 1.3.1.2.).

4. Ajout des procès-verbaux utiles

Il est recommandé que le service de police en charge du dossier prenne contact avec le laboratoire de la police technique et scientifique en vue de vérifier si ce dernier a éventuellement réalisé des tests d'orientation et dressé un procès-verbal de ceux-ci. Il vaut également mieux demander s'il a été dressé un procès-verbal indiquant que toutes les missions citées dans l'A.R. ADN 2013 n'ont pas pu être exécutées.

Le cas échéant, ces procès-verbaux doivent être joints au réquisitoire adressé au laboratoire ADN désigné (*supra*, 1.3.1.2. et 2.3.2., 2).

2.3.3.3. Missions relatives à la notification des résultats de l'analyse ADN ou de la contre-expertise

Comme indiqué précédemment, pour des raisons d'efficacité, la mission de notification des résultats de l'analyse ADN est déléguée aux services de police.²¹⁶ À cet effet, la police doit

²¹⁵ Article 11, A.R. ADN 2013.

²¹⁶ Article 44quinquies, § 6, alinéa 1^{er}, CIC ; article 17 A.R. ADN 2013.

s'assurer qu'elle a complété correctement la rubrique « service de police en charge du dossier » (figurant en bas du réquisitoire), lors de la remise du réquisitoire pris par le magistrat au laboratoire ADN. Grâce à cette rubrique, le laboratoire ADN désigné sait en effet à quel service de police il doit envoyer une copie des résultats de l'analyse ADN.

La notification du résultat de l'expertise ADN peut s'effectuer de deux manières :

- soit par lettre recommandée, conformément au Modèle n° 12 joint à l'Addenda I de la présente circulaire ;
- soit par une communication verbale, dont il est dressé procès-verbal.

La méthode choisie doit être appréciée en fonction du dossier, après concertation, le cas échéant, avec le magistrat en charge de l'affaire. Lorsqu'il existe un réel danger que l'intéressé prenne la fuite après la notification d'une analyse de comparaison positive, il est indiqué de combiner immédiatement la notification du résultat avec une audition et d'en dresser procès-verbal.

La notification doit porter les mentions suivantes :

- le droit de l'intéressé à demander, dans les 15 jours, une contre-expertise au magistrat concerné ;
- la possibilité de choisir lui-même le laboratoire ADN qui effectuera la contre-expertise ;
- le mode d'exécution de celle-ci, les cas échéant ;
- le fait que l'intéressé devra avancer lui-même les frais de la contre-expertise.

Un procès-verbal de l'exécution des missions susmentionnées doit être dressé et transmis au magistrat compétent dans les 15 jours suivant la réception des résultats du laboratoire ADN.

Les conclusions de la contre-expertise doivent être notifiées de la même manière. À cet effet, il a été rédigé un modèle distinct n° 13, joint à l'Addenda I de la circulaire.

Si le suspect ne possède pas de domicile ni de lieu de résidence connu, il ne peut être procédé à la notification. Le cas échéant, il suffit d'en faire mention dans le procès-verbal. Il n'est pas nécessaire de signaler la personne concernée pour cette raison. Le jour où celle-ci est retrouvée, elle sera en effet informée des résultats de l'analyse ADN et pourra alors toujours demander une contre-expertise, même si l'affaire est en cours de traitement devant le juge du fond.

2.3.4. Laboratoire ADN

1. Rapport de l'expert

En vertu de l'article 44quinquies, § 4, CIC, les laboratoires ADN peuvent être requis pour :

- 1° établir le profil ADN de l'échantillon de référence du suspect ;
- 2° effectuer, le cas échéant, une comparaison entre le profil ADN du suspect et les profils ADN des traces découvertes dans le cadre de cette affaire.

Tout comme pour l'analyse ADN des traces (cf. supra), l'expert désigné doit exécuter sa mission dans un délai maximal d'un mois. Ce délai débute dès la réception de la mission (« réquisitoire du laboratoire ADN ») et des pièces à conviction.²¹⁷ Si l'expert sollicite un délai

²¹⁷ Article 44quinquies, § 5, alinéa 1^{er}, CIC.

d'analyse supplémentaire sur demande motivée, le magistrat peut le lui accorder s'il le souhaite.²¹⁸

Pour une explication détaillée des dispositions de l'A.R. ADN 2013 concernant les délais et les exigences à respecter pour l'analyse ADN et le rapport de l'expert, il est renvoyé, d'une part, à la partie relative aux traces (*supra*, 1.3.3., 2) et, d'autre part, à la discussion portant sur le nouvel A.R. ADN Tarifs au point « Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN » (*supra*, 2.3.2, 3).

Lorsque le réquisitoire demande une comparaison du profil de référence avec les traces découvertes, il convient, bien entendu, de respecter également l'obligation susmentionnée de préserver une fraction suffisante pour permettre une contre-expertise (*supra*, 1.3.3., 1).

2. Rapport de contre-expertise

Si le suspect a demandé une contre-expertise, l'expert chargé de celle-ci envoie son rapport au magistrat dans un délai maximal d'un mois après la réception de sa mission et des pièces à conviction.²¹⁹

Les frais de la contre-expertise sont estimés conformément à la réglementation relative aux frais de justice en matière répressive et sont avancés par le suspect. Si la contre-expertise ne confirme pas le résultat de la première analyse, l'État belge rembourse les frais.²²⁰

3. Transmission automatique des données aux banques nationales de données ADN (DIS)

HYPOTHÈSE 1 : la mission de l'expert est limitée à l'établissement du profil ADN de l'échantillon de référence du suspect.²²¹

Sauf décision contraire du magistrat, l'expert du laboratoire ADN doit communiquer d'office (en vertu de la loi) le profil ADN de l'échantillon de référence du suspect au gestionnaire des banques nationales de données ADN. Pour ce faire, il dispose d'un délai de quinze jours à compter de la transmission de son rapport au magistrat.²²² Il doit également transmettre certaines données administratives (*supra*, 1.3.3., 3).²²³

Les profils ADN et les données administratives y afférentes sont communiqués uniquement en vue d'une COMPARAISON UNIQUE dans les banques nationales de données.

- ➔ Si aucun lien positif n'est établi, le profil ADN du suspect n'est PAS enregistré dans les banques nationales de données ADN. Il est ainsi exclu que ce profil puisse encore être comparé automatiquement et ultérieurement avec ceux figurant dans ces banques de données.
- ➔ Ce n'est que lorsqu'un lien positif est établi que le profil ADN du suspect doit être enregistré. Cette tâche incombe au gestionnaire des banques nationales de données ADN.

²¹⁸ Article 44quinquies, § 5, alinéa 2, CIC.

²¹⁹ Article 44quinquies, § 6, alinéa 4, CIC.

²²⁰ Article 44quinquies, § 6, alinéa 5, CIC.

²²¹ Article 44quinquies, § 4, 1^o, CIC.

²²² Article 44quinquies, § 7, alinéa 1^{er}, CIC.

²²³ Article 44quater, § 3, alinéa 2, CIC.

HYPOTHÈSE 2 : la mission de l'expert comprend également la **comparaison** du profil ADN de l'échantillon de référence du suspect avec celui des traces découvertes dans le cadre de l'affaire.²²⁴

Indépendamment du résultat de la comparaison – et donc aussi de l'absence de lien positif entre l'échantillon de référence et les traces –, l'expert doit d'office :

1. transmettre le profil ADN des traces au service DIS, en vue de son enregistrement dans la banque de données ADN « Criminalistique » (*supra*, 1.3.3., 3)²²⁵
2. communiquer le profil ADN de l'échantillon de référence du suspect au service DIS, en vue d'une comparaison unique et – en cas de lien positif – d'un enregistrement dans la banque de données ADN « Criminalistique » (*supra*, hypothèse 1)²²⁶

Si la comparaison a établi un lien positif, l'expert doit – sauf décision contraire du magistrat – communiquer d'office au service DIS le profil ADN du suspect et les données y relatives, en vue de leur enregistrement dans la banque nationale de données « Criminalistique ». Pour ce faire, il dispose d'un délai de 15 jours à compter de la transmission du rapport au magistrat.²²⁷

Dans ce cas également, la règle est que l'expert du laboratoire ADN transmet par voie électronique les profils ADN établis ainsi que les données y relatives au service DIS²²⁸ et, à cet effet, qu'il utilise exclusivement le logiciel de cryptage répondant aux spécificités définies par l'INCC (*supra*, 1.3.3., 3).²²⁹

4. Communication du profil ADN établi à la cellule nationale

Outre la transmission de données aux banques nationales de données ADN (DIS), l'expert du laboratoire ADN est également tenu, chaque fois que le profil ADN d'un échantillon de référence d'un suspect a été établi, de le communiquer à la cellule nationale. L'expert joint également à cette notification les données administratives du profil ADN. Celui-ci ne peut toutefois PAS être communiqué.

Après la notification par le laboratoire ADN, la cellule nationale enregistre automatiquement les informations dans son propre fichier de données. Pour assurer un déroulement optimal de ce transfert de données, un logiciel spécifique a été prévu, permettant l'envoi électronique et codé des données. L'intégrité des données est ainsi garantie.²³⁰ Pour transmettre les données à la cellule nationale, l'expert du laboratoire ADN doit, par conséquent, toujours utiliser ce logiciel.²³¹

Dans le but de pouvoir, comme prévu, transmettre d'office les données de manière rapide et efficace à la cellule nationale, il a été opté pour le même système que celui utilisé pour la transmission au service DIS (à savoir un fichier Excel). Lors de la communication au service DIS, les mêmes éléments – à l'exception des profils ADN mêmes – sont également adressés à la cellule nationale.

²²⁴ Article 44quinquies, § 4, 2°, CIC.

²²⁵ Article 44quater, § 3, CIC.

²²⁶ Article 44quinquies, § 7, CIC ; l'article 44quinquies, § 8, CIC dispose en effet : « Sans préjudice du § 7 ».

²²⁷ Article 44quinquies, § 8, CIC.

²²⁸ Article 16, § 3, A.R. ADN 2013.

²²⁹ Article 16, § 4, A.R. ADN 2013.

²³⁰ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52399.

²³¹ Article 16, § 4, alinéa 2, A.R. ADN 2013.

5. Demande d'explications des banques nationales de données ADN (DIS)

Si le gestionnaire des banques nationales de données ADN demande de fournir des explications supplémentaires (par exemple, sur la qualité du profil, l'absence de certains marqueurs génétiques, etc.), la règle est que l'expert du laboratoire ADN doit lui répondre dans les trois jours ouvrables (*supra*, 1.3.3., 5).²³²

6. Destruction de l'échantillon de référence et des échantillons qui en dérivent

Sauf décision contraire du magistrat, l'expert du laboratoire ADN détruit l'échantillon de référence et les échantillons qui en dérivent (extrait d'ADN, produits PCR, etc.) au plus tard six mois après la transmission de son rapport au magistrat.²³³

L'imposition d'un délai maximum permet de rassembler les échantillons et de les détruire en un lot, périodiquement, ce qui génère une économie. La vie privée des intéressés est également mieux protégée. La loi impose en effet la destruction des échantillons et l'expert n'est plus tenu de confirmer l'acte. Cette simplification administrative contribuera substantiellement à réduire le travail administratif des laboratoires, et donc également les coûts.²³⁴

Les laboratoires ADN conservent la preuve de la destruction des échantillons de référence et des échantillons qui en dérivent pendant 5 années après la destruction.²³⁵ Les laboratoires ADN doivent prévoir une procédure qualité pour la destruction et la conservation de la preuve de celle-ci, sous la surveillance de BELAC. Tant BELAC que le préposé à la protection des données doivent veiller à ce que la procédure réponde aux exigences en matière de protection de la vie privée.²³⁶

2.3.5. Banques nationales de données ADN (DIS)

Les missions du gestionnaire des banques nationales de données ADN sont brièvement décrites ci-après. Pour une analyse plus détaillée, il est renvoyé à la PARTIE III, chapitre 8.

1. Traitement des profils ADN transmis

Les profils ADN peuvent être transmis au gestionnaire des banques nationales de données ADN pour différentes raisons. Deux situations sont envisageables :

→ Comparaison unique

Le gestionnaire doit comparer une seule fois les profils ADN des échantillons de référence des suspects avec ceux enregistrés dans les banques de données ADN.²³⁷

Ce n'est que si cette comparaison démontre un lien positif avec un profil qu'il doit enregistrer, dans la banque nationale de données ADN, le profil ADN de référence du suspect qui lui a été transmis, et ce, en vue de permettre ensuite une comparaison systématique. En l'absence de lien positif, le profil ADN du suspect n'est pas enregistré.

→ Enregistrement

²³² Article 16, § 5, A.R. ADN 2013.

²³³ Article 44*quinquies*, § 9, CIC.

²³⁴ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 19-20.

²³⁵ Article 23, A.R. ADN 2013.

²³⁶ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, pp. 52400-52401.

²³⁷ Article 5*quater*, § 2, loi ADN 1999-2011.

Le gestionnaire des banques nationales de données ADN doit enregistrer et comparer l'ensemble des profils ADN des traces et des échantillons de référence des suspects qui présentent un lien positif avec les traces.²³⁸

Comparaison systématique et automatique des profils ADN enregistrés

En outre, le gestionnaire des banques nationales de données ADN est d'office chargé de la comparaison systématique de tous les profils ADN enregistrés.

Enregistrement du lien positif

Lorsque la comparaison établit un lien positif, le gestionnaire enregistre les données suivantes avec le profil ADN pertinent²³⁹ :

- 1° le lien positif ;
- 2° le cas échéant, le numéro de code ADN.

Les profils ADN des échantillons de référence des suspects ne peuvent être enregistrés que sous leur numéro de code ADN.²⁴⁰

Notification du lien au magistrat ou à la cellule nationale

Le gestionnaire des banques nationales de données ADN notifie d'office – dans un délai maximal de quinze jours à compter de la réception des profils ADN susmentionnés (tant ceux transmis en vue d'une comparaison unique que ceux communiqués à des fins d'enregistrement et de comparaison) – le résultat de la comparaison des profils ADN aux magistrats compétents :

- 1° par une notification circonstanciée lorsqu'un lien positif est obtenu ;
- 2° par simple notification si la comparaison n'établit pas de concordance.²⁴¹

Ces notifications sont transmises par écrit au magistrat concerné.²⁴²

Lorsqu'un lien positif avec un numéro de code ADN a été constaté, la notification doit se faire par le biais de la cellule nationale. Dans ce cas, cette dernière établit un pro justitia (comme visé à l'article 3bis, § 2, 5°, de la loi ADN 1999-2011), dans lequel elle communique le nom de la personne concernée. Elle joint ce pro justitia à la notification écrite du gestionnaire des banques nationales de données ADN et transmet ces documents immédiatement au magistrat requérant.²⁴³

La cellule nationale transfère également ces informations par voie électronique à la banque nationale de données des traces.

2. Suppression des profils ADN des banques nationales de données ADN

Les profils ADN et les données y relatives sont effacés de la banque de données ADN « Criminalistique » sur ordre du ministère public, dès lors que leur conservation n'est pas ou n'est plus utile aux fins de la procédure pénale.²⁴⁴

²³⁸ Article 5quater, § 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

²³⁹ Article 5quater, § 3, loi ADN 1999-2011.

²⁴⁰ Article 4, § 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

²⁴¹ Article 5quater, § 4, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

²⁴² Article 5quater, § 4, alinéa 2, loi ADN 1999-2011.

²⁴³ Article 5quater, § 4, alinéa 3, loi ADN 1999-2011.

²⁴⁴ Article 4, § 2, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

Les profils ADN identifiés sont de toute façon effacés de la banque de données ADN sur ordre du ministère public, dès qu'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée est intervenue dans le dossier pour lequel le profil ADN a été obtenu.²⁴⁵

Dans ce cas, il existe deux possibilités²⁴⁶ :

- a) en cas de condamnation, le profil ADN du suspect est enregistré dans la banque de données « Condamnés » lorsque l'infraction ou sa tentative figure dans la liste visée à l'article 5, § 1^{er}, de la loi ADN 1999-2011 ;
- b) en cas de décision de non-lieu ou d'acquittement ayant force de chose jugée, le profil ADN du suspect est définitivement effacé. Le magistrat doit prendre les initiatives à cet effet. Ceci se fera de préférence lors de la soumission du dossier en vue d'une décision relative aux pièces à conviction.

Il serait en effet contraire aux droits fondamentaux de maintenir, dans la banque de données « Criminalistique », le profil ADN d'une personne à l'égard de laquelle un acquittement ou un non-lieu a été prononcé.²⁴⁷

Afin d'offrir une garantie complémentaire en la matière, la loi prévoit qu'une personne ayant fait l'objet d'un acquittement ou d'un non-lieu coulé en force de chose jugée peut demander au magistrat d'ordonner la suppression immédiate de son profil ADN et des données y relatives.²⁴⁸ Il appartient en ce cas au magistrat de faire le nécessaire pour que l'effacement soit effectif.

²⁴⁵ Article 4, § 2, alinéa 2, loi ADN 1999-2011.

²⁴⁶ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 27.

²⁴⁷ Cf. arrêt CEDH (Grande Chambre) du 4 décembre 2008, n°s 30562/04 et 30566/04, S. et MARPER c. Royaume-Uni.

²⁴⁸ Article 4, § 2, alinéa 3, loi ADN 1999-2011 ; *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 27.

3. PRÉLÈVEMENT SUR DES NON-SUSPECTS AVEC CONSENTEMENT – ORDRE DU PROCUREUR DU ROI

L'article 44*sexies* CIC récemment introduit vise le prélèvement et l'analyse d'un échantillon de référence sur une personne non suspecte, avec son consentement et sur ordre du procureur du Roi.

Il s'agit par exemple de victimes, entre autres, celles d'agressions sexuelles, leurs conjoints ou compagnons (la victime a pu avoir des relations sexuelles consenties peu avant l'agression), mais aussi des policiers et des magistrats habilités à se rendre sur les lieux, des experts et leurs collaborateurs, etc. Les techniques d'analyse génétique sont à ce point sensibles que toute trace biologique, même en quantité infime, peut contribuer au profil de la trace.²⁴⁹

La loi ADN de 1999 n'opérait aucune distinction entre les prélèvements d'échantillons de référence réalisés sur une personne suspecte, sur une victime ou toute autre personne ayant pu contribuer, naturellement ou accidentellement, à la trace suspecte. Par conséquent, ces dernières étaient parfois enregistrées dans les banques nationales de données ADN au même titre que les suspects et étaient éventuellement même susceptibles de rester associées à certaines traces enregistrées.²⁵⁰

Il a donc été décidé, dans la loi ADN de 2011, de réserver un sort différent aux échantillons prélevés sur les victimes et les tiers. Afin d'établir une distinction claire, un article de loi distinct y a été consacré et prévoit d'autres conditions ainsi qu'une procédure légèrement modifiée.

Certaines étapes de la procédure sont néanmoins identiques à celles prévues au niveau du procureur du Roi pour les suspects consentant au prélèvement d'un échantillon de référence.²⁵¹ Le cas échéant, il sera renvoyé aux étapes de la procédure déjà analysées au chapitre 2.

3.1. Principales nouvelles dispositions légales

Article 44*sexies* CIC :

ARTICLE DISTINCT POUR LES NON-SUSPECTS AVEC CONSENTEMENT (§§ 1^{er} et 2 *in fine*)

- à partir de l'âge de 16 ans
- conditions : uniquement aux fins de comparaison avec les traces découvertes dans le cadre d'un dossier en cours
- la qualité de la personne est communiquée à l'expert du laboratoire ADN chargé d'effectuer la comparaison des profils ADN
- aucun numéro de code ADN n'est attribué

²⁴⁹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 20.

²⁵⁰ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 20.

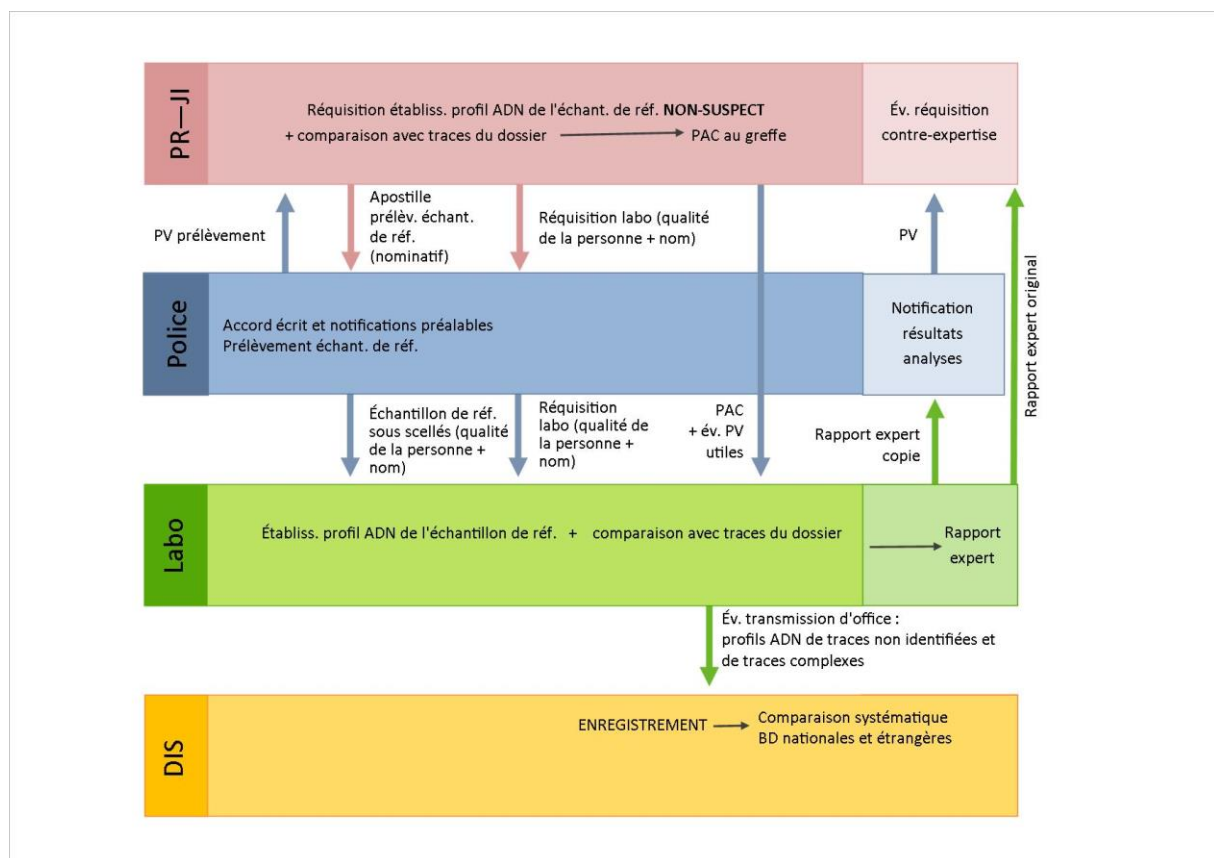
²⁵¹ Pour le prélèvement de l'échantillon de référence, l'établissement du profil ADN de l'échantillon de référence, la comparaison des profils ADN (le profil ADN de l'échantillon de référence avec ceux des traces découvertes dans le cadre de l'affaire) ainsi que la communication des résultats à la personne concernée et la contre-expertise, l'article 44*sexies*, § 2, CIC renvoie aux dispositions de l'article 44*quinqies*, §§ 2 à 6, CIC relatives aux prérogatives du procureur du Roi en ce qui concerne les suspects.

- les profils de référence ADN de personnes non suspectes ne sont jamais envoyés au gestionnaire des banques nationales de données ADN, que ce soit aux fins de comparaison ou aux fins d'enregistrement

DOSSIERS D'ATTENTAT À LA PUDEUR OU DE VIOL (§ 3) :

Si, dans le cadre d'un dossier d'attentat à la pudeur ou de viol, le procureur du Roi décide de ne pas faire établir de profil ADN de traces ou d'un échantillon de référence découverts ou prélevés lors de l'exploration corporelle de la victime (visée à l'article 90bis), il fournit à ce sujet des explications à la victime à la fin de l'information.

3.2. Schéma de procédure²⁵²



3.3. Analyse

3.3.1. Conditions

Le nouvel article 44sexies, §§ 1^{er} et 2, CIC dispose que le procureur du Roi peut ordonner le prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect (victime ou tiers) s'il est satisfait aux conditions suivantes :

²⁵² Pour une lisibilité optimale, il est conseillé d'imprimer ce schéma en couleur.

1. Âgé de 16 ans ou plus

Une personne non suspecte âgée de 16 ans ou plus peut donner son consentement au prélèvement d'un échantillon de référence.²⁵³

Pour le prélèvement en tant que tel, l'article 44sexies, § 2, CIC renvoie aux dispositions relatives aux prérogatives en ce qui concerne les suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi. Par conséquent, un non-suspect qui n'a pas encore 18 ans doit se faire accompagner, pour donner son consentement et lors du prélèvement, par au moins un de ses parents, un avocat ou une autre personne majeure de son choix.²⁵⁴

2. Limitation à la comparaison avec les traces découvertes dans le cadre de l'affaire

À l'instar de la précédente législation, le lien avec les traces découvertes demeure essentiel dans le cas de non-suspects.

Un échantillon de référence de non-suspects peut uniquement être prélevé en vue de comparer leur profil ADN avec les traces découvertes dans le dossier. Cette comparaison n'a donc comme seule finalité que de distinguer leurs traces éventuelles de celles des personnes ayant participé à l'infraction.²⁵⁵

3. Accord écrit et notifications préalables

Le prélèvement ne peut avoir lieu qu'avec l'accord écrit du non-suspect.²⁵⁶

Cet accord n'est valable que si le procureur du Roi ou un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, a **préalablement** informé le non-suspect des éléments suivants²⁵⁷ :

- 1° les circonstances de l'affaire dans le cadre de laquelle le prélèvement est demandé ;
- 2° la comparaison de son profil ADN avec les profils ADN des traces découvertes dans le cadre de cette affaire ;
- 3° le fait que son profil ADN ne sera **pas** transmis au gestionnaire des banques nationales de données ADN, aux fins de comparaison ou d'enregistrement.

Ces informations portent sur la finalité et les conséquences du prélèvement.

La comparaison du profil ADN des victimes et des tiers est dès lors limitée aux traces du dossier en cours. Les profils ADN des non-suspects ne sont en aucun cas envoyés aux banques nationales de données ADN, que ce soit aux fins de comparaison (avec les profils ADN de traces relevées dans d'autres affaires pénales) ou aux fins d'enregistrement.²⁵⁸

Pas d'application de la législation Salduz

La formalité de l'accord n'est pas assimilée à une audition. Par conséquent, les règles découlant de la législation Salduz ne s'appliquent pas.²⁵⁹

²⁵³ Article 44sexies, § 1^{er}, CIC.

²⁵⁴ Article 44quinquies, § 3, CIC.

²⁵⁵ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 20.

²⁵⁶ Article 44sexies, § 1^{er}, CIC.

²⁵⁷ Article 44sexies, § 1^{er}, CIC.

²⁵⁸ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 20.

²⁵⁹ Au cours des travaux parlementaires de la loi « Salduz », il a été précisé que les actes d'information suivants ne constituent pas une audition : « *de simples autorisations, par exemple de perquisition, de prélèvement d'une quantité de sang, de frottis buccal ou de bulbes pileux* » (Rapport du projet de loi du 8 juin 2011 modifiant la loi

3.3.2. Procureur du Roi

1. Pas de numéro de code ADN attribué

AUCUN numéro de code ADN n'est attribué à l'échantillon de référence prélevé sur des non-suspects. En revanche, la qualité de la personne doit être mentionnée (par exemple, victime ou tiers).²⁶⁰

Il est ainsi clair pour tout un chacun que ces profils ADN suivent une autre procédure. C'est la raison pour laquelle, contrairement à l'échantillon de référence d'un suspect, celui d'un non suspect ne fait pas l'objet d'une vérification quant à l'existence préalable d'un code ADN. Dans l'hypothèse où la personne aurait déjà fait l'objet d'un prélèvement en qualité de suspect, cela devra être ignoré et il sera procédé à un nouveau prélèvement, afin de ne pas créer un risque de confusion dans les procédures à suivre.

L'absence de numéro de code ADN et l'obligation d'indiquer la qualité de la personne permettent à l'expert du laboratoire ADN de savoir que les profils ADN de ces échantillons de référence ne doivent pas être envoyés aux banques nationales de données ADN. En tout état de cause, si ce numéro de code ADN fait défaut, il est impossible pour le gestionnaire d'enregistrer les profils ADN dans les banques de données ADN.²⁶¹ En effet, conformément à la directive européenne, ces dernières peuvent uniquement contenir des données anonymes.

2. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect par la police

Le procureur du Roi requiert un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, pour prélever, sur le non-suspect, un échantillon de référence de cellules buccales ou de bulbes pileux. Pour le prélèvement de sang, seul un médecin peut être requis.²⁶²

La réquisition à la police doit obligatoirement être prise par le procureur du Roi, à l'aide du modèle d'apostille Modèle n° 1, sous-modèle « non-suspect avec consentement », à l'Addenda I de la circulaire.

Ce sous-modèle a été adapté à la situation particulière du non-suspect (par exemple, pas de vérification préalable de l'identité, notifications préalables spécifiques, pas de signalement automatique), mais suit, pour le reste, la division en trois parties de l'apostille élaborée en vue d'un prélèvement sur un « suspect avec consentement » (*supra*, 2.3.2., 2).

3. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN

Le procureur du Roi ne peut adresser à l'expert comme réquisition que la comparaison du profil ADN de la personne non suspecte avec les traces découvertes dans le cadre de l'affaire.

du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et le Code d'instruction criminelle, afin de conférer des droits à toute personne auditionnée et à toute personne privée de liberté, et en particulier le droit de consulter un avocat et d'être assistée par lui, *Doc. parl.*, session 2010-2011, n° 1279/005, pp. 51-52).

²⁶⁰ Article 44*sexies*, § 2, alinéa 2, CIC.

²⁶¹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 20-21.

²⁶² Article 44*quinquies*, § 2, CIC.

Le réquisitoire mentionne la qualité – en l'occurrence, « victime » ou « tiers » (préciser s'il s'agit d'un conjoint, d'un compagnon, d'un agent de police, d'un magistrat, d'un expert, etc.), mais aussi le nom (nom de famille suivi des initiales des prénoms) de la personne.

Il est nécessaire de mentionner le nom du non-suspect afin d'éviter des erreurs lorsque des échantillons de référence sont prélevés sur plusieurs victimes dans une même affaire. La simple indication « Victime, 1, 2 ou 3 » peut en effet donner lieu à des échanges d'échantillons de référence et à des erreurs. Il importe cependant que, conformément à l'article 20, § 1^{er}, de l'A.R. ADN 2013, les laboratoires ADN ne puissent pas conserver dans leurs archives électroniques les noms des personnes sur lesquelles un échantillon de référence a été prélevé.

Pour cette réquisition, le modèle standard Modèle n° 2.B joint à l'Addenda I de la présente circulaire doit également être utilisé. Plus précisément, la rubrique « C Profil de référence victime/tiers » doit être cochée, en combinaison avec la rubrique « A. Traces ». Pour de plus amples explications sur le Modèle n° 2.B : cf. 2.3.2., 3.

Comme indiqué ci-avant, concernant la transmission, la loi n'opère pas de distinction entre les traces provenant de l'auteur des faits et celles associées à la victime et/ou à des tiers éventuels. De ce fait, en principe toutes les traces doivent être transmises. Il appartient au magistrat de préciser dans son réquisitoire qu'une trace simple provenant d'une victime ou d'un tiers ne peut pas être transmise au gestionnaire des banques nationales de données ADN ou, le cas échéant, qu'elle doit être effacée.

Le modèle de réquisitoire énonce qu'en cas de correspondance entre un profil ADN pur d'une trace et le profil de référence ADN du non-suspect, la trace n'est pas communiquée à la banque de données ADN. Il est dès lors essentiel de compléter précisément la rubrique « réquisitoire particulier » (*infra*, 3.3.4., 3).

Pour la réquisition relative à l'analyse des échantillons prélevés dans le cadre du Set Agression Sexuelle (SAS), il ressort du rapport final du Service de la politique criminelle portant sur l'évaluation de la circulaire COL 10/2005 que le modèle de réquisitoire du parquet bruxellois est considéré comme un instrument très utile. **Le groupe de travail « SAS » créé au sein du Collège des procureurs généraux a élaboré un modèle standard.** Il est dès lors recommandé, concernant le SAS, d'utiliser le modèle standard Modèle n° 4 joint à l'Addenda I de la présente circulaire.

Ce réquisitoire mentionnant uniquement la qualité et le nom (nom de famille suivi des initiales des prénoms) de l'intéressé est transmis par le procureur du Roi à la police, accompagné de l'« Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur une personne (non suspecte) ». La police communique ensuite au laboratoire ADN désigné le réquisitoire de ce dernier et l'échantillon de référence du non suspect, **ainsi que, éventuellement,** les traces / pièces à conviction.

4. Contre-expertise

En ce qui concerne la communication à l'intéressé des résultats de l'analyse ADN et la contre-expertise qu'il a demandée, l'article 44~~sexies~~, § 2, CIC renvoie aux dispositions de l'article 44~~quinquies~~, § 6, CIC relatives aux prérogatives en ce qui concerne les suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi. → **des étapes de la procédure : *supra*, 2.3.2., 4).**

5. Dossiers d'attentat à la pudeur ou de viol

Comme indiqué précédemment, une réglementation spécifique a été prévue pour les dossiers d'attentat à la pudeur ou de viol.²⁶³

Si, dans le cadre d'un dossier d'attentat à la pudeur ou de viol, le procureur du Roi décide de ne pas faire établir de profil ADN de traces ou d'un échantillon de référence découverts ou prélevés lors de l'exploration corporelle de la victime (« set d'agression sexuelle »), il fournit à ce sujet des explications à la victime à la fin de l'information.²⁶⁴

3.3.3. Police

S'agissant du prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect, l'article 44sexies, § 2, CIC renvoie aux dispositions de l'article 44quinquies, § 2, CIC relatives au prélèvement sur des suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi. Les dispositions y afférentes figurant dans l'A.R. ADN 2013 sont également applicables.

Néanmoins, toutes les dispositions ne s'appliquent pas aux non-suspects. Ainsi, contrairement au cas des suspects, AUCUN numéro de code ADN n'est attribué aux échantillons de référence prélevés sur des personnes non suspectes.

Les missions suivantes de la police sont identiques à celles susmentionnées au point 2.3.3., concernant le prélèvement sur des suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi. Certains points méritent cependant une attention particulière dans le cas de non-suspects :

3.3.3.1. Missions relatives au prélèvement de l'échantillon de référence

1. PAS de vérification approfondie de l'identité

L'article 7 de l'A.R. ADN 2013 ne s'applique pas aux non-suspects.

2. Accord écrit et notifications préalables

Dans ce cas-ci aussi, l'accord écrit et les notifications préalables des obligations légales – qui sont toutefois différentes dans le cas d'une personne non suspecte (*supra*, 3.3.1., 3) – sont effectués, par défaut, par les services de police, en particulier par un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi.²⁶⁵

Un modèle standard distinct Modèle n° 11, sous-modèle « non-suspect », a été élaboré à cet effet et joint à l'Addenda I de la circulaire.

Pas d'application de la législation Salduz

L'accord de l'intéressé ne constituant pas une audition, les obligations découlant de la loi Salduz ne s'y appliquent dès lors pas.

3. Prélèvement de l'échantillon de référence

Idem que pour les suspects (prélèvement par la police ou un médecin) (*supra*, 2.3.3.1., 3).

4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence

²⁶³ Article 44sexies, § 3, CIC.

²⁶⁴ Pour de plus amples informations contextuelles : PARTIE I.

²⁶⁵ Article 44quinquies, § 1^{er}, alinéa 2, CIC.

Idem que pour les suspects, mais aucun numéro de code ADN n'est attribué aux échantillons de référence prélevés sur des personnes non suspectes.

Chaque prélèvement d'un échantillon de référence d'un non-suspect doit aussi faire l'objet d'un procès-verbal individualisé. Celui-ci doit mentionner les mêmes renseignements et ne peut également être transmis qu'au magistrat en charge du dossier et NON à l'expert.

5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence

Idem que pour les suspects, mais AUCUN numéro de code ADN n'est attribué aux échantillons de référence prélevés sur des personnes non suspectes. En l'occurrence, la qualité de la personne est « victime » ou « tiers » (préciser s'il s'agit d'un conjoint, d'un compagnon, d'un agent de police, d'un magistrat, d'un expert, etc.). Le nom (nom de famille suivi des initiales des prénoms) de l'intéressé doit également être mentionné.

6. Lorsque le non-suspect n'est pas trouvé : PAS de signalement automatique

Un signalement automatique des non-suspects est contraire à la directive MFO-3 relative à la gestion de l'information dans la BNG.²⁶⁶

Toutefois, à la demande du magistrat concerné, le non-suspect peut éventuellement être signalé.

3.3.3.2. Missions relatives à la transmission au laboratoire

Le service de police transmet, au laboratoire désigné, le réquisitoire du laboratoire ADN rédigé par le magistrat, l'échantillon de référence du non-suspect **ainsi que, éventuellement,** les traces / pièces à conviction déposées au greffe. Les éventuels procès-verbaux utiles visés (*supra*, 2.3.3.2., 4) sont également communiqués.

3.3.3.3. Missions relatives à la notification des résultats de l'analyse ADN ou de la contre-expertise

Idem que pour les suspects (mission de la police – Modèle n° 12 et Modèle n° 13 à l'Addenda I) (*supra*, 2.3.3.3.).

3.3.4. Laboratoire ADN

En ce qui concerne l'établissement du profil ADN de l'échantillon de référence, la comparaison des profils ADN (le profil ADN de l'échantillon de référence avec ceux des traces découvertes dans le cadre de l'affaire), la communication des résultats au procureur du Roi, l'annonce du résultat et la possibilité de contre-expertise au non-suspect, ainsi que la destruction de l'échantillon de référence et des échantillons qui en dérivent, l'article 44*sexies*, § 2, CIC renvoie aux dispositions de l'article 44*quinqüies*, §§ 4 à 6 et 9, CIC relatives au prélèvement sur des suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi. Les dispositions y afférentes figurant dans la loi ADN 1999-2011 et l'A.R. ADN 2013 sont également applicables. Néanmoins, toutes les dispositions ne s'appliquent pas aux non-suspects.

²⁶⁶ Directive commune MFO-3 des Ministres de la Justice et de l'Intérieur relative à la gestion de l'information de police judiciaire et de police administrative, *M.B.* du 18 juin 2002, Livre I, Fiche CO3 (traitement de l'information à enregistrer dans la BNG, point 4.2.1. – critères d'enregistrement des personnes).

1. Rapport de l'expert

Idem que pour les suspects (*supra*, 2.3.4., 1).

2. Rapport de contre-expertise

Idem que pour les suspects (*supra*, 2.3.4., 2).

3. PAS de transmission automatique des données des profils ADN des non-suspects

- ➔ Contrairement aux profils ADN de suspects, les profils ADN d'échantillons de référence de non-suspects ne sont PAS envoyés aux banques nationales de données ADN. Ces profils ne sont en effet ni comparés ni enregistrés dans les banques nationales de données ADN.²⁶⁷
- ➔ Un éventuel lien positif, établi par la comparaison avec les traces, n'est PAS non plus communiqué aux banques de données ADN.
- ➔ En ce qui concerne les profils ADN des traces, la loi (article 44^{quater} CIC) n'opère pas de distinction entre les traces identifiées et celles qui ne le sont pas. L'ensemble des profils ADN de traces doivent, en principe – sauf réquisition contraire du magistrat –, être transmis aux banques de données ADN en vue de les enregistrer dans la banque de données ADN « Criminalistique ».

Le modèle de réquisitoire (Modèle n° 2.**B** à l'Addenda I) prévoit le règlement suivant :

- Lorsque le profil de référence ADN du non-suspect correspond à un profil de traces pur, l'expert est tenu de ne pas communiquer ce profil de traces au service DIS ;
- Si le profil de référence ADN du non-suspect correspond à un profil de traces complexe de maximum deux personnes, ce profil complexe est envoyé au service DIS ;
- Quand le profil ADN de la trace ne correspond pas du tout au profil de référence ADN du non-suspect et qu'il s'agit dès lors d'une trace non identifiée, le profil ADN de cette trace doit être adressé au service DIS.

Le magistrat peut toutefois s'écarter de ce règlement et émettre une réquisition contraire.

4. PAS de transmission de données à la cellule nationale

Il n'y a PAS lieu de communiquer de données relatives à l'établissement du profil ADN d'un non-suspect à la cellule nationale.

5. Destruction de l'échantillon de référence et des échantillons qui en dérivent

Idem que pour les suspects (*supra*, 2.3.4., 6).

3.3.5. Banques nationales de données ADN (DIS)

²⁶⁷ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 20-21.

Étant donné que les profils ADN de non-suspects ne peuvent pas être communiqués au gestionnaire des banques nationales de données ADN, celui-ci n'a aucune mission à exécuter.

REMARQUE : les profils ADN des éventuels **profils de traces purs et complexes** non identifiés transmis, le cas échéant, d'office au service DIS doivent, en revanche, être traités par le gestionnaire des banques nationales de données ADN (enregistrement dans la banque de données ADN « Criminalistique » et comparaison) (*supra*, 3.3.4., 3).

3BIS. PRÉLÈVEMENT SUR DES PARENTS DE PERSONNES DISPARUES AVEC CONSENTEMENT – ORDRE DU PROCUREUR DU ROI

Par la loi du 21 décembre 2013, il a été décidé de créer une nouvelle banque de données ADN « Personnes disparues »²⁶⁸, afin de résoudre plus rapidement les disparitions.

Les profils ADN suivants sont enregistrés dans cette nouvelle base de données :

- 1° les profils ADN de dépouilles mortelles non identifiées
→ il s'agit d'un profil de TRACES
- 2° les profils ADN d'échantillons endogènes (par exemple, dent, sang) ou d'objets d'utilisation courante (par exemple, brosse à cheveux de la personne disparue)
→ il s'agit d'un profil de TRACES
- 3° profil de référence ADN des parents de la personne disparue
→ il s'agit d'un PROFIL DE RÉFÉRENCE (les bulbes pileux, les cellules buccales ou les échantillons sanguins sont prélevés sur une personne identifiée)

Certains profils de traces qui étaient habituellement conservés dans la banque de données ADN « Criminalistique » sont désormais enregistrés dans la nouvelle banque de données ADN « Personnes disparues ». Le procureur du Roi doit donner des instructions à cet effet. Cette modification apportée à l'article 44^{quater} CIC est examinée dans le chapitre relatif aux traces.

Par ailleurs, un nouvel article 44^{septies} CIC a été inséré et régit le prélèvement d'échantillons de référence sur des parents de personnes disparues.

3BIS.1. Principales nouvelles dispositions légales

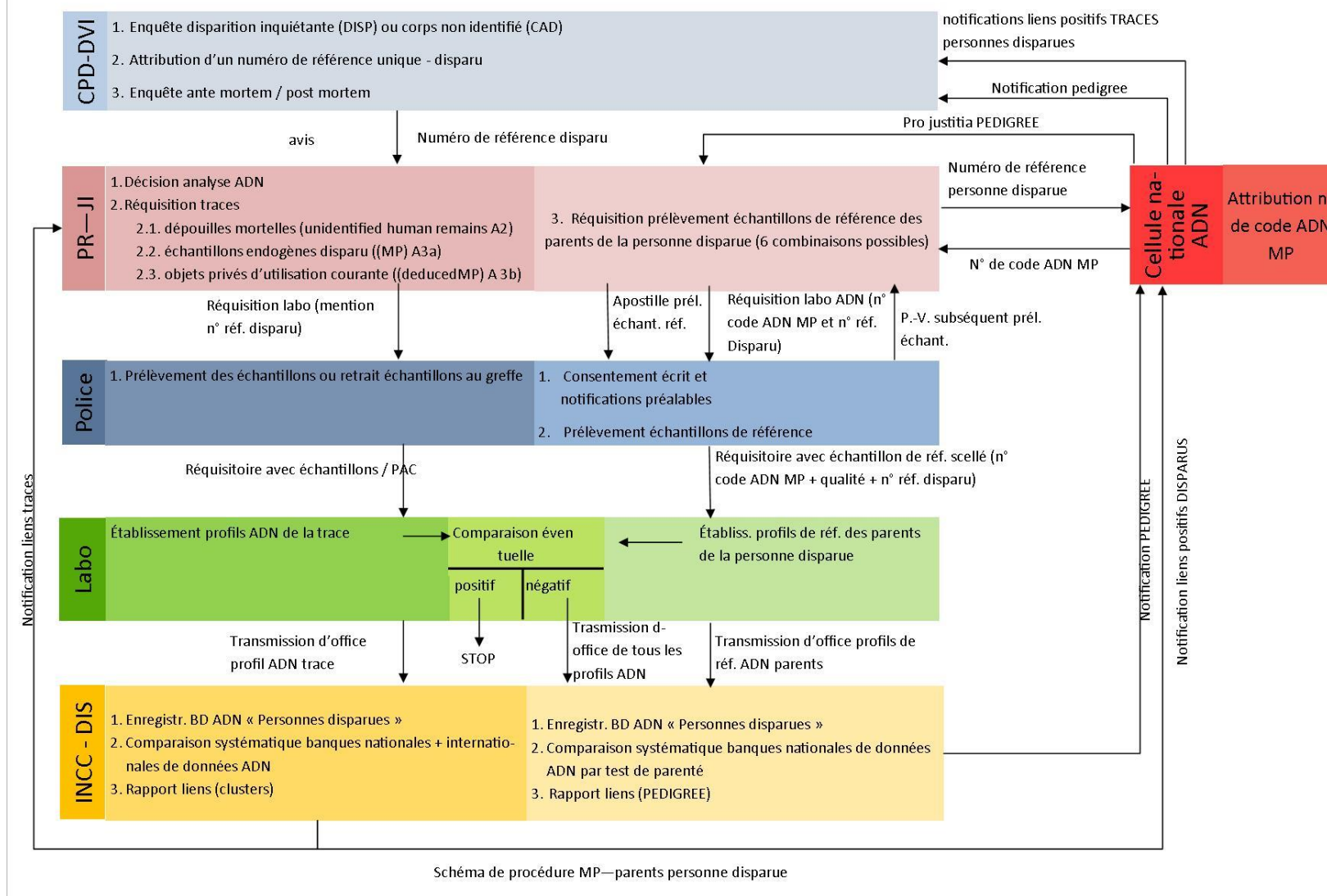
Article 44^{septies} CIC :

NOUVEL ARTICLE RELATIF AU PRÉLÈVEMENT D'ÉCHANTILLON DE RÉFÉRENCE SUR DES PARENTS DE PERSONNES DISPARUES

- *Uniquement avec consentement ;*
- *Attribution d'un numéro de code ADN spécifique accompagné de la mention « MP » ;*
- *La qualité de la personne est communiquée à l'expert du laboratoire ADN ;*
- *Transmission automatisée des données : sauf décision contraire du magistrat, l'expert communique d'office les profils ADN qu'il a établis aux banques nationales de données ADN (DIS) en vue de leur enregistrement dans la banque de données ADN « Personnes disparues » et de leur comparaison systématique avec les banques de données ADN nationales et étrangères ;*
- *Le magistrat qui est informé de liens positifs doit vérifier la finalité de la comparaison : les profils ADN de parents ne peuvent être utilisés que dans le but d'identifier directement ou indirectement des personnes décédées inconnues ou de faciliter la recherche de personnes disparues.*

²⁶⁸ Loi du 21 décembre 2013 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues », *M.B.* du 30 janvier 2014, *Doc. parl.*, Sénat, n° 5-1633/1-12 et Chambre, n° 53-2985/001-005.

3BIS.2. Schéma de procédure



3BIS.3. Analyse

3BIS.3.1. Conditions légales

Le nouvel article 44septies CIC dispose que le procureur du Roi peut ordonner le prélèvement d'un échantillon de référence s'il est satisfait aux conditions suivantes :

1. Qualité

Il doit s'agir d'un parent d'une personne disparue :

- un ascendant;
- un descendant et l'autre parent biologique d'un enfant (ci-après dénommé « le partenaire ») ;
- un collatéral.²⁶⁹

Une personne disparue est une personne dont la disparition est considérée comme inquiétante par le procureur du Roi (cf. les critères cités dans la directive ministérielle « Recherche des personnes disparues », version modifiée du 26 avril 2014, pp. 31-32).

Par conséquent, en cas de disparition non inquiétante, il n'est pas possible de prélever des échantillons de référence sur des parents.

Il s'ensuit également que le prélèvement s'inscrit dans le cadre d'une enquête pénale menée par le procureur du Roi ou le juge d'instruction.

Cette réglementation ne régit donc pas les éventuelles identifications effectuées dans des affaires non pénales, par exemple lors de catastrophes (naturelles) nationales ou internationales.

Les parents de personnes disparues relèvent, en principe, de la catégorie des « non-suspects », visée à l'article 44sexies CIC. Comme indiqué *supra*, les profils ADN de non-suspects peuvent être confrontés uniquement aux traces découvertes dans le dossier et ne peuvent pas être transmis ni enregistrés dans les banques de données ADN. Ils ne reçoivent pas de numéro de code ADN.

Avant la loi créant une banque de données ADN « Personnes disparues », il existait, naturellement, aussi des dossiers de disparition. Les dispositions législatives relatives aux « non-suspects » étaient alors appliquées afin de comparer les traces des personnes disparues disponibles (conservées dans la banque de données ADN « Criminalistique ») avec le profil ADN d'un membre de la famille.

En vue de maximiser les possibilités d'identification d'une personne disparue, il est cependant recommandé d'également enregistrer les profils ADN des parents de la personne disparue, dans le but de pouvoir effectuer une comparaison avec les banques de données ADN (DIS) au moyen d'un « test de parenté » (cf. *infra*).

Les profils de référence de parents de personnes disparues constituent dès lors une exception à la règle générale selon laquelle les profils ADN de non-suspects ne sont pas comparés à ces bases de données. À titre de compensation, des garanties suffisantes sont toutefois introduites : le prélèvement n'est possible qu'avec consentement, les profils ne peuvent être utilisés que dans une finalité déterminée et reçoivent à cet effet un numéro de code ADN spécifique.²⁷⁰

2. Âge

La loi prévoit qu'un échantillon de référence peut être prélevé sur un parent mineur, moyennant le consentement de ce dernier.

²⁶⁹ Article 44septies, § 1^{er}, CIC.

²⁷⁰ Doc. parl., Chambre, n° 53-2985/002, p. 8.

Si le parent mineur a atteint l'âge de 16 ans, il peut donner lui-même son consentement. Par analogie avec la réglementation visant les mineurs suspects²⁷¹ et non-suspects²⁷² ayant au minimum 16 ans, il doit cependant être accompagné par au moins un de ses parents, un avocat ou une autre personne majeure.²⁷³

Si le parent mineur n'a pas atteint l'âge de 16 ans, le consentement doit être donné par son représentant légal (un parent suffit). En cas de conflit d'intérêts, le procureur du Roi (dans le cadre d'une information judiciaire) ou le juge d'instruction (dans le cadre d'une instruction judiciaire) peut, le cas échéant, désigner un tuteur *ad hoc* qui représente le mineur et l'assiste dans cette procédure.²⁷⁴

3. Accord écrit et notifications préalables

Le prélèvement ne peut avoir lieu qu'avec l'accord écrit du parent.²⁷⁵

Un prélèvement sous la contrainte est impossible, même par l'intervention d'un juge d'instruction.

Cet accord n'est valable que si le procureur du Roi ou un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, a **préalablement** informé le parent des éléments suivants²⁷⁶ :

- 1° les circonstances de l'affaire dans le cadre de laquelle le prélèvement est demandé ;
- 2° le cas échéant, la comparaison de son profil ADN avec les profils ADN des traces découvertes dans le cadre de cette affaire ;
- 3° l'enregistrement de son profil ADN dans la banque de données ADN « Personnes disparues » ;
- 4° la comparaison systématique de son profil ADN avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales de données ADN²⁷⁷, dans le but exclusif de permettre d'identifier directement ou indirectement des personnes décédées inconnues ou de faciliter la recherche de personnes disparues ;
- 5° en cas de lien positif avec un des profils visés au 4°, l'enregistrement de ce lien.

Ces informations portent sur les finalités et les conséquences du prélèvement et doivent figurer dans le document contenant l'accord écrit.

Pas d'application de la législation Salduz

La formalité de l'accord n'est pas assimilée à une audition. Par conséquent, les règles découlant de la législation Salduz ne s'appliquent pas.²⁷⁸

²⁷¹ Article 44quinquies CIC.

²⁷² Article 44sexies CIC.

²⁷³ Article 44septies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 1^{er}, CIC.

²⁷⁴ Article 44septies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 2, CIC.

²⁷⁵ Article 44septies, § 1^{er}, CIC.

²⁷⁶ Article 44septies, § 1^{er}, CIC.

²⁷⁷ Dans le texte de loi de l'article 44septies, § 1^{er}, 4°, CIC, il est aussi question d'une comparaison systématique avec les banques étrangères de données ADN, alors qu'une telle comparaison automatique conformément au Traité de Prüm n'est techniquement pas possible pour l'instant. En revanche, dans le cas de profils de référence de parents, des questions ciblées peuvent être posées par le biais d'une commission rogatoire.

²⁷⁸ Au cours des travaux parlementaires de la loi « Salduz », il a été précisé que les actes d'information suivants ne constituent pas une audition : « *de simples autorisations, par exemple de perquisition, de prélèvement d'une quantité de sang, de frottis buccal ou de bulbes pileux* » (Rapport du projet de loi du 8 juin 2011 modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et le Code d'instruction criminelle, afin de conférer des droits à toute personne auditionnée et à toute personne privée de liberté, et en particulier le droit de consulter un avocat et d'être assistée par lui, *Doc. parl.*, session 2010-2011, n° 1279/005, pp. 51-52).

3BIS.3.2. Exigences scientifiques

Lors d'une enquête sur des personnes disparues, certaines exigences scientifiques sont déterminantes pour parvenir à réaliser une identification génétique par analyse ADN.

Ci-après sont décrites les différentes étapes à suivre, d'un point de vue scientifique, afin d'obtenir un résultat maximal.

Les profils ADN suivants jouent un rôle essentiel dans un dossier de disparition et donnent lieu à un enregistrement dans la banque de données ADN « Personnes disparues ».

- Profils ADN établis à partir de dépouilles mortelles non identifiées (*Unidentified Human Remains*). Ces profils doivent contenir une quantité suffisante de résultats certains pour chaque marqueur. Les marqueurs pour lesquels les informations sont incomplètes ou non fiables ne peuvent pas être transmis aux banques de données ADN. Par ailleurs, les profils ADN de dépouilles mortelles non identifiées doivent satisfaire aux mêmes critères d'approbation que ceux applicables à l'enregistrement d'un profil de traces simple dans la banque de données ADN « Criminalistique » de l'INCC (cf. arrêté royal publié le 17 juillet 2013).
- Profils ADN établis à partir de traces de personnes disparues. Il convient de distinguer deux types :
 - Type a : profils obtenus sur la base d'un échantillon (biologique) endogène (par exemple, dent, sang ou prélèvements d'organes conservés par un établissement hospitalier) de la personne disparue même (*Missing Person*).
 - Type b : profils définis après prélèvement des objets (privés) d'utilisation courante de la personne disparue (*Deduced Missing Person*). Il s'agit, par exemple, d'une brosse à cheveux ou d'un slip appartenant à celle-ci.

Les profils ADN de traces des personnes disparues (types a et b) doivent satisfaire aux mêmes critères d'approbation que ceux applicables à l'enregistrement d'un profil de traces simple dans la banque de données ADN « Criminalistique » de l'INCC (cf. arrêté royal publié le 17 juillet 2013).

- Profils de référence de parents de personnes disparues.
Ces profils sont établis à partir d'échantillons de cellules buccales de personnes *biologiquement* apparentées à la personne disparue, à l'exception du partenaire. Les profils ADN de parents doivent être complets pour l'ensemble des marqueurs analysés et satisfaire aux critères d'approbation applicables à l'enregistrement de profils de référence de suspects et de condamnés dans les banques de données ADN « Criminalistique » et « Condamnés » de l'INCC (cf. arrêté royal du 17 juillet 2013).

Sur le plan de l'enquête, il est recommandé de respecter l'ordre suivant :

En vue d'optimiser la comparaison des profils dans la banque de données « Personnes disparues » et avec les banques de données « Criminalistique » et « Condamnés » et de maximiser les chances d'identification génétique, une préférence absolue est donnée à

l'utilisation d'un profil de traces de type a de la personne disparue même. Si celui-ci n'est pas disponible, il est opté pour un profil de traces de type b de la personne disparue. Ce n'est qu'en dernier recours que l'INCC (service DIS) procède à un test de parenté sur la base de profils ADN de parents de la personne disparue.

1. Profil de traces de la personne disparue

Les profils ADN obtenus à partir d'échantillons endogènes (type a) ont la préférence absolue, étant donné qu'il peut être affirmé avec un très haut degré de confiance qu'ils proviennent bel et bien de la personne disparue. En outre, ces échantillons permettent d'établir un profil simple.

Si aucun échantillon de traces de type a de la personne disparue n'est disponible, un profil ADN sera établi d'après une trace de type b. Ce profil ADN doit être défini sur la base d'au moins deux objets (privés) d'utilisation courante et/ou comparé avec les profils ADN de parents de la personne disparue. L'objectif est de vérifier que le profil de traces appartient effectivement à la personne disparue et non à un membre de la famille, à un partenaire ou à un(e) ami(e)²⁷⁹. Cette analyse est exécutée au sein des laboratoires ADN.

Les profils de traces ADN simples des deux types (a et b) issus de la personne disparue seront confrontés à l'ensemble des profils ADN de traces, de personnes et de dépouilles mortelles déjà enregistrés dans les trois banques de données ADN belges (Criminalistique, Condamnés et Personnes disparues). Par ailleurs, ces profils de traces purs seront aussi automatiquement échangés et comparés avec les profils ADN encodés dans les banques de données des États européens avec lesquels la Belgique a ratifié le Traité de Prüm.

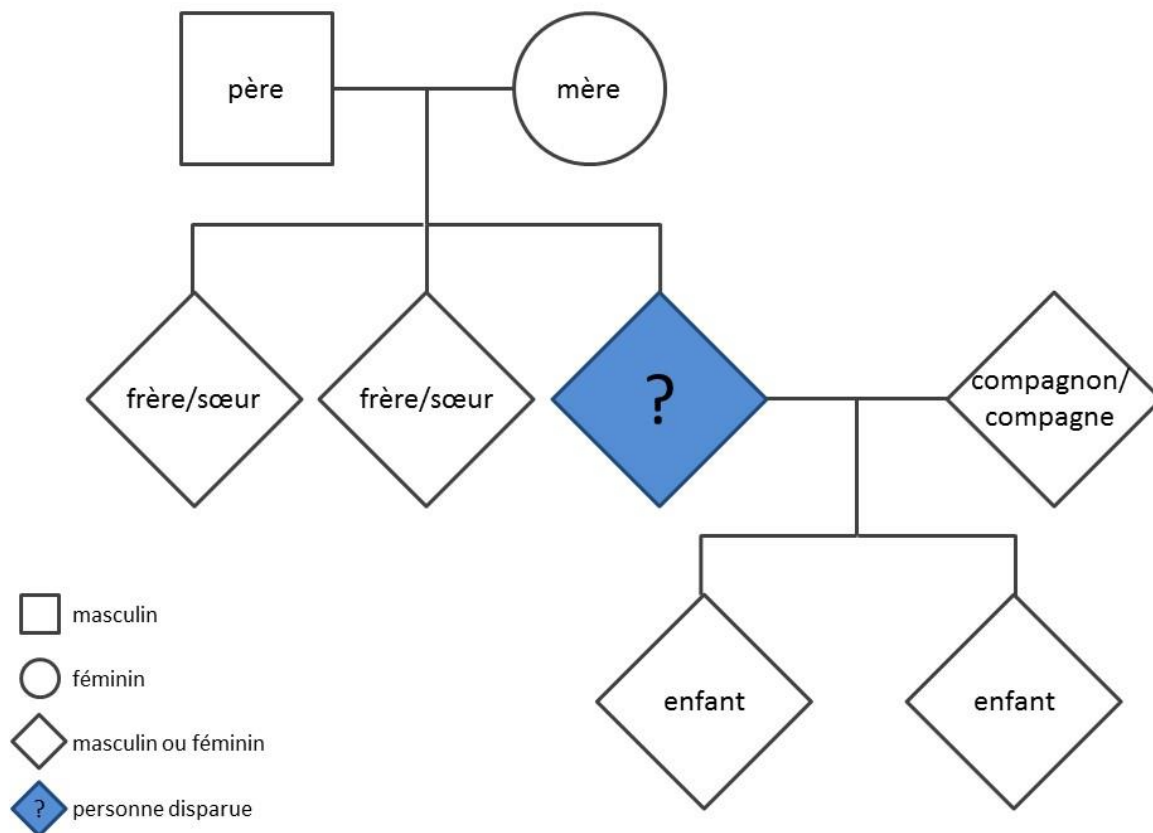
2. Test de parenté effectué par l'INCC (service DIS)

L'INCC (service DIS) procédera à un test de parenté sur la base des profils ADN de parents, exclusivement si aucun profil ADN n'a pu être établi à partir d'une trace (type a ou b) de la personne disparue. Les profils de parents peuvent uniquement être confrontés de manière indirecte, par une analyse généalogique, aux profils ADN de traces, de personnes et de dépouilles mortelles enregistrés dans les banques de données belges. Ces profils ne peuvent pas être automatiquement échangés et comparés avec les profils ADN encodés dans les banques de données des États européens avec lesquels la Belgique a ratifié le Traité de Prüm.

Pour ce type d'analyse réalisée par l'INCC (service DIS), il est nécessaire de faire appel à certains parents (**au moins** deux). Les possibles candidats et leur lien de parenté avec la personne disparue sont mentionnés sur la figure suivante. La « personne disparue » est représentée sous la forme d'un losange bleu contenant un point d'interrogation.

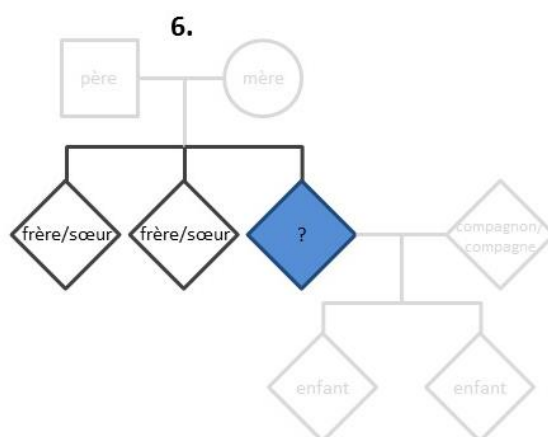
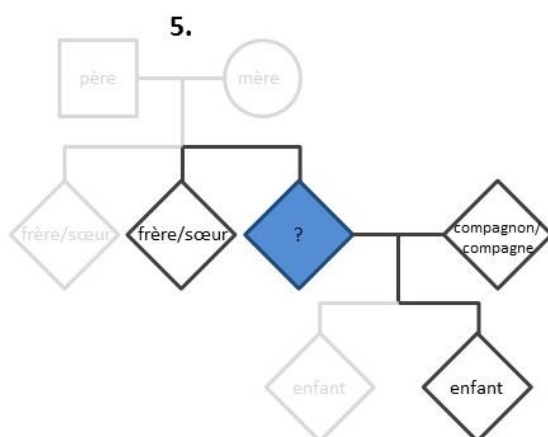
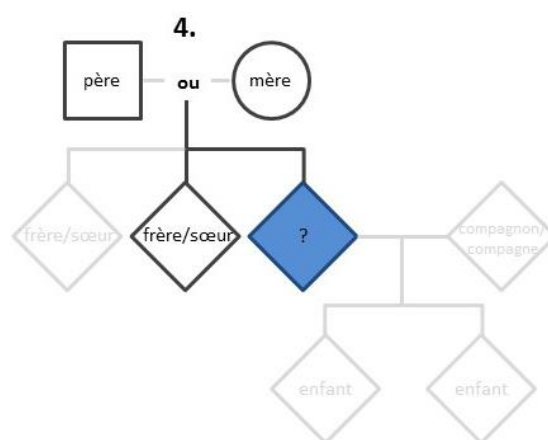
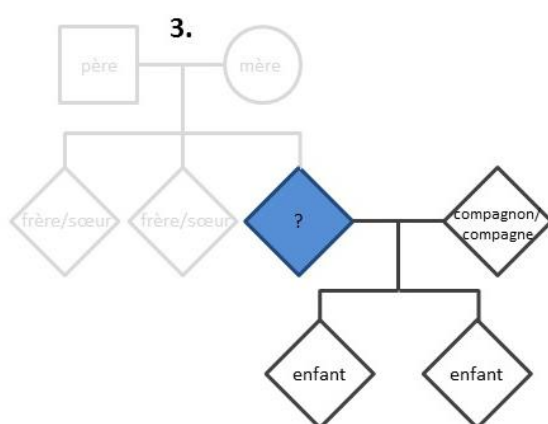
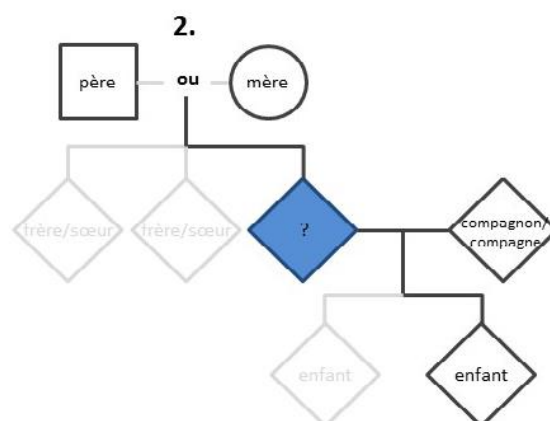
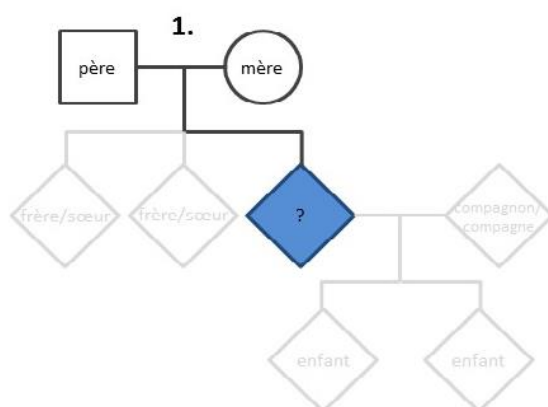
²⁷⁹ Le prélèvement de l'échantillon de référence sur une personne avec laquelle la personne disparue cohabite vise, le cas échéant, uniquement à comparer celui-ci au profil de traces de la personne disparue. Si cette personne est un parent (par exemple, père), la procédure est soumise aux dispositions législatives relatives aux « personnes disparues » (article 44^{septies} CIC), mais aussi à celles afférentes aux « non-suspects » (article 44^{sexies} CIC). Si la personne n'est pas un parent (par exemple, ami cohabitant), seules les dispositions législatives concernant les « non-suspects » peuvent être appliquées. En l'occurrence, aucun numéro de code ADN MP n'est attribué et aucune information n'est transmise/comparée dans les banques nationales de données ADN (cf. *supra*, point 3).

Parents pouvant se porter candidats pour le test de parenté effectué par l'INCC (service DIS)



Les combinaisons possibles sont, par ordre décroissant en termes de chances de réussite :

1. les deux parents biologiques
2. 1 parent biologique + 1 enfant biologique + l'autre parent biologique de l'enfant biologique
3. 2 enfants biologiques + l'autre parent biologique des deux enfants biologiques
4. 1 parent biologique + 1 frère/sœur biologique
5. 1 frère/sœur biologique + 1 enfant biologique + l'autre parent biologique de l'enfant biologique commun
6. 2 frères/sœurs biologiques



Il est essentiel que le degré de parenté soit correctement noté par tous les acteurs tout au long de la procédure et communiqué aux banques de données ADN lors du transfert des profils ADN des parents de la personne disparue.

Si l'un des parents est le jumeau/la jumelle monozygote de la personne disparue, les combinaisons susmentionnées ne s'appliquent pas. Des jumeaux monozygotes ont un patrimoine génétique identique. Le profil ADN du jumeau de la personne disparue peut dès lors servir pour effectuer une comparaison directe avec les profils ADN enregistrés (cf. aussi 1. Profil de traces de la personne disparue), mais il ne peut pas être utilisé en vue de réaliser une comparaison indirecte par le biais d'un test de parenté.

Les analyses génétiques comprendront d'abord l'analyse de l'ADN nucléaire. Toutefois, il convient également de prévoir la possibilité d'analyser l'ADN mitochondrial (mito) et le chromosome Y (Y-STR), dans l'hypothèse où l'analyse ne livrerait pas de profil ADN exploitable (par exemple, dépouilles mortelles en état avancé de décomposition).

3BIS.3.3. Exigences tactiques pour les services de police

En matière de disparition, les directives concrètes de la circulaire ministérielle « Recherche des personnes disparues » (dernière version modifiée le 26 avril 2014) doivent être respectées.

Sur la base de données statistiques et de son expérience, la cellule « Personnes disparues » est parvenue à déterminer le délai optimal pour l'exécution d'une analyse ADN, à condition, bien entendu, que le dossier concret permette un délai d'attente.

Ces échéances sont les suivantes :

- 1) si, au cours de l'information judiciaire, aucun signe de vie de la personne disparue n'a pu être détecté pendant un mois, en supposant que celle-ci est décédée ;
- 2) s'il existe des indications claires que la personne disparue est décédée (par exemple, un témoin a vu la personne disparue se noyer) ;
- 3) si un corps (ou une partie de corps) reste non identifié après un mois d'enquête.

La majorité des dossiers sont résolus dans le mois sans nécessiter de comparaison ADN, ce qui permet d'éviter les frais de justice relatifs à l'analyse. Après cette période ou selon la nature du dossier, une analyse ADN s'impose.

Le délai afférent à la rédaction du dossier *ante mortem* par le DVI est similaire à celui de l'analyse ADN.

La cellule « Personnes disparues » et le DVI attribuent un numéro de référence unique à chaque disparu/(partie de) corps non identifié(e). Celui-ci peut être structuré de trois manières différentes : DISP/AAAA/0001 – DVI/AAAA/0002 – CAD/AAAA/0003.

Il a été décidé d'indiquer le même numéro de référence dans l'application web ADN et dans les réquisitoires, afin de faciliter le suivi des dossiers dans les différents services.

3BIS.3.4. Procureur du Roi

1. Contrôle des exigences scientifiques et tactiques

Avant de procéder au prélèvement d'échantillons de référence sur les parents d'une personne disparue, il convient de vérifier que le délai optimal pour une analyse ADN est atteint et que l'ordre scientifique précité a été respecté.

Le prélèvement d'échantillons de référence sur des parents d'une personne disparue dans le but de permettre à l'INCC (service DIS) d'effectuer un test de parenté constitue la dernière étape, qui ne doit être exécutée que si les précédentes ont toutes échoué. En vue de garantir les chances de réussite d'un test de parenté pratiqué par l'INCC (service DIS), il importe, en outre, de s'assurer qu'une des six combinaisons décrites ci-dessus est réalisable.

2. Attribution d'un numéro de code ADN spécifique

Un numéro de code ADN spécifique doit être attribué à l'échantillon de référence prélevé sur un parent. Il doit être complété par la mention « MP » (*missing person*).²⁸⁰

La cellule nationale a pour mission l'attribution et la gestion de ces codes DNA-BE-MP²⁸¹, qui sont effectuées par l'application web ADN de la même manière que pour les suspects et les condamnés.

Dans l'application web ADN, un bouton distinct permettant de créer le numéro de code ADN « MP » figure dans le haut de l'écran. Contrairement à la définition d'un numéro de code ADN habituel, les données d'identité ne sont pas tirées du système REA/TPI/ADBA, mais doivent être encodées manuellement.

Remarque : il y a lieu de vérifier si le parent a déjà un numéro de code ADN attribué en tant que suspect/condamné et/ou si son profil de référence a déjà été établi dans ce cadre.

Afin de ne pas confondre les deux systèmes, il convient, lors d'un prélèvement sur le parent d'une personne disparue de toujours prendre un nouvel échantillon et d'attribuer un numéro de code ADN spécifique « MP ».

Dans le cas exceptionnel où un parent est impliqué dans plusieurs affaires de disparition (par exemple, si ses enfants et ses parents sont victimes d'un accident d'un avion), son numéro de code ADN « MP » et son profil de référence peuvent être utilisés dans les différents dossiers, moyennant son consentement pour chacun d'entre eux.

3. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un (des) parent(s) par la police

Outre le service de police en charge du dossier, le DVI peut également se voir confier le prélèvement de tels échantillons de référence. En effet, lors de la constitution d'un dossier *ante mortem* dans le cadre d'une disparition inquiétante, le DVI entretient des contacts étroits avec les parents de la personne disparue.

Le prélèvement de l'échantillon de référence est effectué conformément à l'article 44quinquies, § 2, CIC.²⁸²

Le procureur du Roi requiert un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, pour prélever, sur le parent, un échantillon de référence de cellules buccales ou de bulbes pileux. Pour le prélèvement de sang, seul un médecin peut être requis.

La réquisition à la police doit obligatoirement être prise par le procureur du Roi, à l'aide du modèle d'apostille Modèle n° 1, sous-modèle « parent d'une personne disparue », à l'Addenda I de la circulaire.

²⁸⁰ Article 3bis, § 3, loi ADN 1999-2011.

²⁸¹ Article 3bis, § 2, loi ADN 1999-2011, tel que modifié par la loi du 21 décembre 2013.

²⁸² Article 44septies, § 2, CIC.

Ce sous-modèle a été adapté à la situation particulière du parent (par exemple, pas de vérification préalable de l'identité, notifications préalables spécifiques, pas de signalement automatique), mais suit, pour le reste, la division en trois parties de l'apostille élaborée en vue d'un prélèvement sur un « suspect avec consentement » (*supra*, 2.3.2., 2).

Si un échantillon de référence doit être prélevé sur plusieurs parents aux fins de l'exécution d'un test de parenté, ceux-ci sont tous mentionnés dans une seule apostille, afin de disposer, à tout moment, d'un aperçu pour les différentes instances concernées.

4. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN

4.1. Le modèle de réquisitoire (Modèle n° 2.A et B, Addenda I) a été complété, en ce qui concerne les **traces**, par les rubriques suivantes :

- A2 : traces de dépouilles mortelles non identifiées (*Unidentified Human Remains*)
- A3 : traces de personnes disparues (MP)
 - a) échantillon (biologique) endogène de la personne disparue (*Missing Person*)
 - b) trace prélevée sur des objets (privés) d'utilisation courante de la personne disparue (*Deduced Missing Person*).

Conformément à l'article 44*quater*, § 1^{er}, 1°, CIC, le procureur du Roi doit, lorsqu'il s'agit de traces de personnes disparues ou de dépouilles mortelles non identifiées, en informer l'expert, afin que ces profils ADN puissent être enregistrés dans la banque de données ADN « Personnes disparues ».

Ce réquisitoire peut être employé si seules des traces doivent être analysées (Modèle n° 2A) ou s'il a été demandé de comparer les traces de la personne disparue avec les profils ADN de non-suspects²⁸³ (Modèle n° 2B).

Si le dossier est connu auprès de la cellule « Personnes disparues » de la police fédérale ou du DVI, le numéro de référence de la personne disparue doit être mentionné. En effet, il a été convenu que la cellule nationale ADN informerait aussi directement la cellule « Personnes disparues » de la police fédérale des clusters liés aux traces de personnes disparues. À cet égard, la cellule nationale fait uniquement office de facteur.

4.2. En vue du réquisitoire relatif aux **parents de la personne disparue**, un modèle distinct a été rédigé (Modèle n° 16, Addenda I).

Celui-ci doit obligatoirement être utilisé, afin de garantir le bon déroulement du processus au sein des laboratoires ADN et de l'INCC-DIS.

En ce qui concerne les profils de référence des parents, l'article 44*septies*, § 2, *in fine*, dispose que la qualité d'ascendant, de descendant ou de collatéral d'une personne disparue doit être communiquée à l'expert désigné.

Le réquisitoire doit donc préciser s'il s'agit de l'échantillon de référence du père, de la mère, du fils, de la fille, du frère, de la sœur, du partenaire, etc.

En outre, le numéro de référence sous lequel la personne disparue est connue de la cellule « Personnes disparues » de la police fédérale ou du DVI doit obligatoirement être indiqué.²⁸⁴

²⁸³ Cf. *supra* : explications, note de bas de page n° 278.

²⁸⁴ Ce numéro peut être structuré de trois manières différentes : DISP/AAAA/0001 – DVI/AAAA/0002 – CAD/AAAA/0003.

Étant donné que le test de parenté requiert le respect d'exigences scientifiques spécifiques, il importe que les échantillons de référence soient conservés. Par conséquent, il est signalé, par défaut, dans le modèle de réquisitoire que les échantillons de référence de parents doivent être gardés par les laboratoires ADN et ne peuvent pas être détruits conformément à l'article 44quinquies, § 9, CIC, au plus tard six mois après la transmission du rapport au magistrat.

Chaque affaire de disparition étant différente, l'expert doit attendre (ou demander) les instructions en la matière du magistrat en charge du dossier. Dans l'intervalle, les échantillons de référence doivent être conservés.

Le magistrat peut adresser deux réquisitions différentes à l'expert attaché à un laboratoire ADN agréé :

- établir le profil ADN de l'échantillon de référence du parent, en vue d'un éventuel test de parenté réalisé ultérieurement par l'INCC-DIS ;
- effectuer, le cas échéant, une comparaison de ce profil de référence ADN avec certaines traces découvertes dans le cadre de la disparition (par exemple, des objets d'utilisation courante de la personne disparue – cf. *supra* (traces de type b) – en vue d'examiner si celles-ci proviennent bien de la personne disparue, et non d'autres membres de la famille, ou les parties de corps non identifiées découvertes en vue de vérifier qu'il s'agit bien de la personne disparue).

Si cette dernière comparaison (traces avec les parents) permet d'identifier les traces (à savoir que celles-ci correspondent très probablement au profil de la personne disparue), il est peu sensé d'encore transmettre les profils de référence des parents au service DIS aux fins de leur enregistrement dans la banque de données ADN « Personnes disparues ». Dès lors, le modèle de réquisitoire prévoit par défaut qu'en cas d'identification des traces, les profils de référence des parents ne doivent pas être envoyés au service DIS.

5. Contre-expertise

En ce qui concerne la communication à l'intéressé des résultats de l'analyse ADN et la contre-expertise qu'il a demandée, l'article 44septies, § 2, CIC renvoie aux dispositions de l'article 44quinquies, § 6, CIC relatives aux prérogatives en ce qui concerne les suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi. → **des étapes de la procédure : supra, 2.3.2., 4).**

6. Directives relatives aux affaires non résolues

Pour que l'objectif de la création de la banque de données ADN « Personnes disparues » soit pleinement rencontré et pour que celle-ci puisse également être utilisée en vue de résoudre d'anciennes disparitions « non élucidées », il convient d'appliquer les directives suivantes :

1) Les anciennes traces de « personnes disparues » enregistrées dans la banque de données ADN « Criminalistique » ne doivent pas être transférées dans la nouvelle banque de données ADN « Personnes disparues », étant donné que cette opération n'apporte pas de plus-value. Seules les traces qui risquent d'être effacées de la banque de données « Criminalistique » du fait que le délai de prescription est atteint doivent être transférées dans la banque de données ADN « Personnes disparues ».

2) Les anciennes traces de personnes disparues ou de corps non identifiés dont les profils ADN sont disponibles auprès de la cellule « Personnes disparues » ou des laboratoires ADN

locaux et qui n'ont pas été transmises ou sauvegardées dans les banques de données ADN de l'INCC, doivent encore être transférées aux fins d'enregistrement dans la nouvelle banque de données ADN « Personnes disparues ». À cet effet, les missions/réquisitoires nécessaires doivent donc être adressés aux laboratoires d'analyse ADN locaux. Les profils ADN issus de parents doivent satisfaire aux exigences posées dans le cadre des profils de parenté avant de pouvoir être communiqués.

3) Les dossiers ouverts (de longue date) de « disparitions inquiétantes » ou de « corps non identifiés » ayant été signalés entre 2007 et aujourd'hui seront recensés par la cellule « Personnes disparues ».

S'il s'avère que le matériel génétique est disponible (par exemple, au greffe ou ailleurs), cette dernière contactera le magistrat en charge de l'affaire ou le magistrat de référence « Disparitions », afin de faire analyser ce matériel ADN à la lumière de la nouvelle législation et de la transmettre à l'INCC aux fins d'enregistrement et de comparaison dans les banques de données ADN.

Si aucun matériel ADN n'est disponible ou si la qualité n'est pas suffisante pour établir un profil ADN, il peut, le cas échéant, être procédé à un test de parenté sur la base de la nouvelle législation en vigueur, en concertation avec la cellule « Personnes disparues ».

3BIS.3.5. Police

S'agissant du prélèvement d'un échantillon de référence sur un parent, l'article 44septies, § 2, CIC renvoie aux dispositions de l'article 44quinquies, § 2, CIC relatives au prélèvement sur des suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi.

Les directives suivantes de la police sont identiques à celles susmentionnées au point 2.3.3., concernant le prélèvement sur des suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi. Certains points méritent cependant une attention particulière dans le cas de parents :

3.3.3.1. Missions relatives au prélèvement de l'échantillon de référence

1. PAS de vérification approfondie de l'identité

L'article 7 de l'A.R. ADN 2013 ne s'applique pas aux parents.

2. Accord écrit et notifications préalables

Dans ce cas-ci aussi, l'accord écrit et les notifications préalables des obligations légales – qui sont toutefois différentes dans le cas d'un parent (*supra*, 3BIS.3.1, 2) – sont effectués, par défaut, par les services de police, en particulier par un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi.

Un modèle standard distinct Modèle n° 1, sous-modèle « parent », a été élaboré à cet effet et joint à l'Addenda I de la circulaire.

Pas d'application de la législation Salduz

L'accord de l'intéressé ne constituant pas une audition, les obligations découlant de la loi Salduz ne s'y appliquent dès lors pas.

3. Prélèvement de l'échantillon de référence

Idem que pour les suspects (prélèvement par la police ou un médecin) (*supra*, 2.3.3.1., 3).

4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence

Idem que pour les suspects, avec mention du numéro de code ADN spécifique « MP ».

Chaque prélèvement d'un échantillon de référence d'un parent doit aussi faire l'objet d'un procès-verbal individualisé. Celui-ci doit mentionner les mêmes renseignements et ne peut également être transmis qu'au magistrat en charge du dossier et NON à l'expert.

5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence

Idem que pour les suspects, étant entendu que le numéro de code ADN spécifique attribué aux échantillons de référence de parents est inscrit et qu'il est indiqué, comme qualité de la personne, le terme « parent » complété du lien de parenté ; père, mère, enfant, frère, partenaire, etc.

6. Lorsque le parent n'est pas trouvé : PAS de signalement automatique

Lorsqu'il n'est pas trouvé, le parent doit éventuellement être signalé uniquement à la demande expresse du magistrat concerné.

3.3.3.2. Missions relatives à la transmission au laboratoire

Idem que pour les suspects.

3.3.3.3. Missions relatives à la notification des résultats de l'analyse ADN ou de la contre-expertise

Idem que pour les suspects (mission de la police – Modèle n° 12 et Modèle n° 13 à l'Addenda I) (*supra*, 2.3.3.3.).

3.3.6. Laboratoire ADN

En ce qui concerne l'établissement du profil ADN de l'échantillon de référence, la comparaison des profils ADN (le profil ADN de l'échantillon de référence avec ceux des traces découvertes dans le cadre de l'affaire), la communication des résultats au procureur du Roi, l'annonce du résultat et la possibilité de contre-expertise, ainsi que la destruction de l'échantillon de référence et des échantillons qui en dérivent, l'article 44^{septies}, § 2, CIC renvoie aux dispositions de l'article 44^{quinqies}, §§ 4 à 6 et 9, CIC relatives au prélèvement sur des suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi et à l'A.R. ADN.

1. Rapport de l'expert

Idem que pour les suspects (*supra*, 2.3.4., 1).

2. Rapport de contre-expertise

Idem que pour les suspects (*supra*, 2.3.4., 2).

3. Transmission automatique des données aux banques nationales de données ADN (DIS)

L'article 44septies, § 3, CIC prévoit que, sauf réquisition contraire motivée du procureur du Roi, l'expert doit communiquer d'office (en vertu de la loi) le profil ADN de parents au gestionnaire des banques nationales de données ADN, et ce, dans les quinze jours suivant la transmission de son rapport.

Le modèle de réquisitoire indique, par défaut (une réquisition contraire du procureur du Roi est toutefois possible), que les profils de référence des parents ne doivent pas être transmis si la comparaison effectuée par le laboratoire ADN entre ceux-ci et les parties de corps non identifiées de la personne disparue²⁸⁵ a permis d'identifier cette dernière. Cette règle est également applicable dans le cas d'une analyse ADN de comparaison dont le but est de confronter les profils de référence des parents aux traces afférentes à la personne disparue²⁸⁶ (par exemple, des objets d'utilisation courante de celle-ci), en vue de vérifier si ces traces appartiennent bien à la personne disparue et non à d'autres membres de la famille. En effet, le profil ADN simple et exact de la trace sera suffisant pour poursuivre l'enquête relative à la disparition.

4. Transmission des données à la cellule nationale

Parallèlement, il y a lieu de communiquer à la cellule nationale les données relatives à l'établissement du profil ADN d'un parent d'une personne disparue.

5. Destruction de l'échantillon de référence et des échantillons qui en dérivent

Les mêmes dispositions légales que celles concernant les suspects s'appliquent, à savoir la destruction dans les six mois après la transmission du rapport.

Cependant, pour des raisons scientifiques, le modèle de réquisitoire mentionne, par défaut, une réquisition contraire exigeant de conserver les échantillons de référence jusqu'à nouvel ordre émis par le magistrat.

3.3.5. Banques nationales de données ADN (DIS)

Le gestionnaire des banques nationales de données ADN doit exécuter les actes suivants à l'égard des profils de référence des parents de la personne disparue, qui lui ont été transmis.

Enregistrement dans la banque de données ADN « Personnes disparues »²⁸⁷

Comparaison systématique et automatique avec tous les profils ADN nationaux enregistrés²⁸⁸

Les profils de référence des parents seront comparés avec les profils enregistrés dans les banques de données ADN « Criminalistique », « Condamnés » et « Personnes disparues », par le biais d'un « test de parenté » basé sur une analyse généalogique. Cette comparaison vise uniquement à identifier des dépouilles mortelles et/ou à faciliter la recherche d'une personne disparue. La comparaison des profils de référence des parents de la personne disparue avec les banques de données ADN est indirecte : le profil correspondant à la personne disparue sera toujours composé d'une combinaison (numérique) de ses parents et

²⁸⁵ Rubrique A2 du modèle de réquisitoire n° 16.

²⁸⁶ Rubrique A3 du modèle de réquisitoire n° 16.

²⁸⁷ Article 5quater, § 1^{er}, loi ADN 1999-2011, tel que modifié par la loi du 21 décembre 2013.

²⁸⁸ Article 5quater, § 1^{er}, loi ADN 1999-2011, tel que modifié par la loi du 21 décembre 2013.

ne coïncidera dès lors que partiellement avec chacun d'entre eux pris séparément (cf. exemple 3 à la p. 30).

Enregistrement de liens positifs²⁸⁹ et notification du lien au magistrat ou à la cellule nationale²⁹⁰

En cas de lien positif entre les profils de référence des parents de la personne disparue et un profil enregistré dans les banques de données ADN, le résultat sera repris dans un formulaire de pedigree. Celui-ci comprendra, d'une part, un graphique représentant la parenté des profils de référence exploités jusqu'à la personne disparue et mentionnera, d'autre part, sous la forme d'un tableau, tous les détails administratifs relatifs aux profils de référence concernés (par exemple, numéro d'échantillon, code DNA-BE-MP, parenté biologique, etc.), ainsi que les renseignements ayant trait au profil correspondant (très probablement), d'après les critères statistiques appliqués, à la personne disparue (par exemple, numéro d'échantillon, type de profil, etc.).

Ces documents de pedigree doivent toujours être communiqués à la cellule nationale, qui rédigera un pro justitia dans lequel seront cités les noms des parents concernés et le transmettra au magistrat requérant.

Ces informations sont aussi directement envoyées par la cellule nationale à la cellule « Personnes disparues ».

Traitement du pedigree par le magistrat

Toutefois, le législateur a précisé dans la loi que les liens positifs en rapport avec des profils de référence de parents ne peuvent être utilisés que dans une finalité déterminée, à savoir permettre d'identifier directement ou indirectement des personnes décédées inconnues ou de faciliter la recherche de personnes disparues.²⁹¹

Par conséquent, le profil de référence d'un criminel établi conformément à l'article 44 septies CIC dans le cadre de la disparition de sa fille ne pourra pas servir dans d'autres enquêtes pénales, même si des liens positifs sont découverts avec des traces prélevées dans d'autres dossiers.

Le gestionnaire des banques nationales de données ADN, qui dispose exclusivement de données anonymes, est tenu de signaler tous les liens positifs constatés et ne peut donc pas effectuer de filtrage. Il appartient au magistrat d'agir conformément à la finalité imposée par le législateur et de veiller à ce que les liens positifs sans rapport avec la disparition ne soient pas exploités.

Le fait que ces profils ADN soient marqués « MP » doit contribuer au respect de cette règle. *De facto*, le risque est faible voire nul qu'un lien direct soit trouvé entre un profil de référence et une trace, étant donné que la banque de données de l'INCC est programmée de telle manière que les profils de référence de personnes disparues ne sont pas directement comparés (un à un) aux autres profils ADN enregistrés dans les banques de données ADN. Une telle comparaison a, en effet, peu de sens, puisque les liens éventuels ne pourront généralement pas être employés. En ce qui concerne l'identification d'une personne disparue, seul un test de parenté est utile.

²⁸⁹ Article 5^{quater}, § 3, loi ADN 1999-2011.

²⁹⁰ Article 5^{quater}, § 4, loi ADN 1999-2011.

²⁹¹ Article 5^{quater}, § 5, et article 3, § 2, loi ADN 1999-2011, tels que modifiés par la loi du 21 décembre 2013.

Effacement des profils ADN de parents de la banque de données ADN « Personnes disparues »

Les profils ADN de parents et les données y relatives sont effacés de la banque de données ADN « Personnes disparues » sur ordre du ministère public, dès lors que leur conservation n'est pas ou n'est plus utile aux fins de la recherche de la personne disparue.

Le parent peut aussi demander au procureur du Roi d'ordonner la destruction immédiate de son profil ADN et des données y relatives.

4. PRÉLÈVEMENT SUR DES SUSPECTS SOUS LA CONTRAINTE – MANDAT DU JUGE D'INSTRUCTION

Le nouvel article 90^{undecies} CIC a trait au prélèvement et à l'analyse, sous la contrainte, d'un échantillon de référence (sang, cellules buccales ou bulbes pileux) sur un suspect, et ce, sur ordre du juge d'instruction (JI).

Les modifications apportées à cet article visent essentiellement à mettre en concordance les pouvoirs du juge d'instruction avec les prérogatives du procureur du Roi en ce qui concerne les suspects.²⁹²

À ce propos, le Conseil d'État a rendu l'avis suivant²⁹³:

« L'article 90^{undecies} précise que les pouvoirs donnés au juge d'instruction le sont "sans préjudice de l'application de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle", qui dispose que le juge d'instruction peut poser lui-même les actes qui relèvent de la police judiciaire, de l'information et de l'instruction. Cela explique, notamment, que les dispositions relatives à l'analyse des profils ADN des traces découvertes ne sont pas reprises à l'article 90^{undecies} en projet. »

Les conditions sont cependant plus strictes vu qu'il s'agit du prélèvement d'un échantillon de référence sur un suspect qui n'y consent pas.²⁹⁴

Étant donné que de nombreuses étapes de la procédure sont identiques à celles s'appliquant dans le cas où les suspects consentent au prélèvement d'un échantillon de référence (ordre du procureur du Roi) le présent chapitre renvoie régulièrement au chapitre 2 « Prélèvement sur des suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi ».

4.1. Principales nouvelles dispositions légales

Article 90^{undecies} CIC :

MODIFICATION DES CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENT (§ 1^{ER}) :

Le juge d'instruction peut ordonner le prélèvement sous la contrainte d'un échantillon de référence sur une personne contre laquelle il existe des indices de culpabilité dans la commission des faits dont il est saisi.

PRÉLÈVEMENT D'UN ÉCHANTILLON DE RÉFÉRENCE SUR UN SUSPECT MINEUR (§ 3) :

Un suspect n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans doit se faire accompagner par au moins un de ses parents, par un avocat ou par une autre personne majeure de son choix.

RÉDUCTION DU DÉLAI D'EXPERTISE (§ 5) :

Le délai pour les analyses ADN et les examens comparatifs est limité à un mois.

TRANSMISSION AUTOMATIQUE DES DONNÉES AU SERVICE DIS (§§ 6 et 7) :

Sauf décision contraire du magistrat, l'expert du laboratoire ADN communique d'office, dans les quinze jours suivant la transmission de son rapport au magistrat, les profils ADN qu'il a

²⁹² Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 21.

²⁹³ C.E., avis n° 48.084/2 du 3 mai 2010, Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 63.

²⁹⁴ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 21.

établis au gestionnaire des banques nationales de données ADN (DIS), soit en vue d'une comparaison unique, soit en vue de les enregistrer et de les comparer.

CONTRE-EXPERTISE À LA DEMANDE D'UN SUSPECT (§ 8) :

Les dispositions modifiées sont les mêmes que celles mentionnées supra au sujet du procureur du Roi au point 2.1.

DESTRUCTION DES ÉCHANTILLONS PAR L'EXPERT (§ 8) :

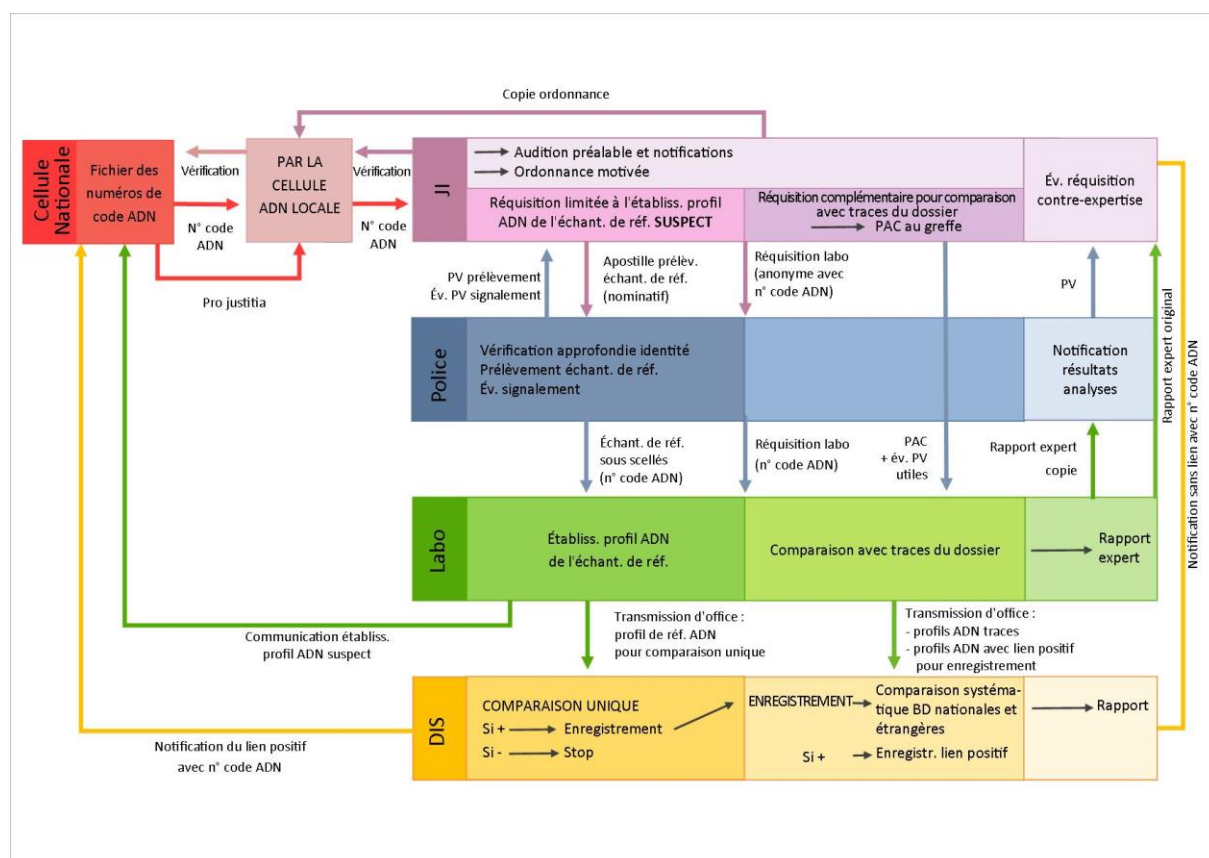
Les dispositions modifiées sont les mêmes que celles mentionnées supra au sujet du procureur du Roi au point 2.1.

A.R. ADN 2013 :

Les dispositions modifiées sont les mêmes que celles mentionnées supra au sujet du procureur du Roi au point 2.1.

4.2. Schéma de procédure²⁹⁵

Étant donné que le Collège des procureurs généraux ne donne pas de directives aux juges d'instruction, ce schéma présente la procédure dans des conditions idéales, en cas d'application d'une méthode uniforme.



4.3. Analyse

²⁹⁵ Pour une lisibilité optimale, il est conseillé d'imprimer ce schéma en couleur.

4.3.1. Conditions

Le juge d'instruction peut ordonner le prélèvement sous la contrainte d'un échantillon de référence sur un suspect s'il est satisfait aux conditions suivantes²⁹⁶ :

1. Pas de condition d'âge

Le prélèvement d'un échantillon de référence peut avoir lieu de force, tant pour des suspects mineurs que majeurs.

Si le suspect n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans, il doit, en vue de l'audition et du prélèvement, se faire accompagner par au moins un de ses parents, par un avocat ou par une autre personne majeure de son choix.²⁹⁷ Auparavant, cette exigence n'était pas prévue dans la loi.

2. Indices de culpabilité

Il doit exister contre le suspect des indices de culpabilité dans la commission des faits dont le juge d'instruction est saisi.²⁹⁸

La loi ne prévoit pas que le juge d'instruction puisse étendre son pouvoir de demander une analyse ADN à des faits similaires. Il est en effet saisi d'un dossier déterminé et ne peut étendre ses pouvoirs à d'autres dossiers. Contrairement au procureur du Roi, le juge d'instruction ne peut, dans le cadre de sa saisine, comparer le profil d'une trace avec celui d'une personne qualifiée de suspect dans un autre dossier dont il n'est pas saisi. Rien n'empêche le juge d'instruction de faire pour cela appel au procureur du Roi, mais il est quant à lui limité en cela par sa saisine.²⁹⁹

Précédemment³⁰⁰, une trace de cellules humaines devait avoir été préalablement découverte et il fallait disposer d'indices démontrant que l'intéressé présentait un lien direct avec la réalisation des faits, avant que le juge d'instruction ne puisse procéder au prélèvement d'un échantillon de référence sous la contrainte.

L'existence d'une trace exploitable ne conditionne dorénavant plus la faculté du juge d'instruction d'ordonner le prélèvement d'un échantillon de référence sur un suspect.

3. Faits punissables d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou d'une peine plus lourde

Le choix du législateur de 1999 de limiter cette mesure contraignante à un seuil de peine déterminé, à savoir des faits punissables d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou d'une peine plus lourde³⁰¹, a été maintenu.

²⁹⁶ Article 90*undecies*, §§ 1^{er} et 3, CIC.

²⁹⁷ Article 90*undecies*, § 3, CIC.

²⁹⁸ Article 90*undecies*, § 1, CIC.

²⁹⁹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 16 ; ce paragraphe a été repris dans le mémoire en réponse à l'avis du Conseil d'État (p. 63), qui avait émis un avis opposé. Cf. aussi : A. LERICHE et D. VANDERMEERSCH, « L'expertise ADN : de nouvelles perspectives à la suite de la loi du 7 novembre 2011 », *Rev. dr. pén.*, 2012, p. 1132.

³⁰⁰ Ancien article 90*undecies*, § 1^{er}, CIC en vertu de la loi ADN 1999.

³⁰¹ Article 90*undecies*, § 1^{er}, CIC.

4. Audition préalable et notifications

Avant d'ordonner le prélèvement d'un échantillon de référence sous la contrainte, le juge d'instruction est obligé d'entendre le suspect et de l'informer des éléments suivants³⁰² :

- 1° les circonstances de l'affaire dans le cadre de laquelle le prélèvement est ordonné ;
- 2° l'existence d'indices de sa culpabilité dans la commission des faits dont le juge d'instruction est saisi ;
- 3° la nécessité de recourir à la contrainte ;
- 4° le cas échéant, la comparaison du profil ADN avec les profils ADN des traces découvertes dans le cadre de cette affaire ;
- 5° la comparaison unique du profil ADN avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales de données ADN ;
- 6° en cas de lien positif avec un des profils ADN visés au 4° ou au 5°, l'enregistrement de son profil ADN dans la banque de données ADN « Criminalistique » ;
- 7° en cas d'enregistrement du profil ADN, la comparaison systématique de son profil ADN avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales et étrangères de données ADN ;
- 8° en cas de lien positif avec un des profils visés au 7°, l'enregistrement de ce lien.

Le juge d'instruction acte dans le procès-verbal d'audition les motifs de l'éventuel refus de prélèvement ou l'accord de l'intéressé à cette mesure.³⁰³

Pas d'application de la législation Salduz

L'audition concernant le prélèvement d'un échantillon ADN ne relève pas de la définition d'une audition visée à l'article 47*bis* CIC et à l'article 2*bis* de la loi relative à la détention préventive. Par conséquent, les obligations découlant de la loi Salduz ne s'appliquent pas.

5. Ordonnance motivée du juge d'instruction

Le juge d'instruction ordonne le prélèvement, sous la contrainte, d'un échantillon de référence sur le suspect par une ordonnance motivée.³⁰⁴

Dans celle-ci, le juge d'instruction indique les informations telles qu'énumérées à l'article 90*undecies*, § 1^{er}, alinéa 2, CIC (*supra*, 4.3.1., 4).

Le juge d'instruction communique son ordonnance au procureur du Roi.³⁰⁵

4.3.2. Procureur du Roi

Le juge d'instruction peut également ordonner le prélèvement, sous la contrainte, d'un échantillon de référence sur un suspect dans le cadre d'une mini-instruction.³⁰⁶

Si une telle réquisition est prise, le procureur du Roi doit, idéalement, vérifier si un numéro de code ADN a déjà été attribué dans le fichier national des numéros de code ADN. Dans la

³⁰² Article 90*undecies*, § 1, CIC.

³⁰³ Article 90*undecies*, § 1^{er}, alinéa 4, CIC.

³⁰⁴ Article 90*undecies*, § 1^{er}, alinéa 2, CIC.

³⁰⁵ Article 90*undecies*, § 1^{er}, alinéa 2, CIC.

³⁰⁶ Cet acte d'instruction n'est en effet pas exclu de l'article 28*septies* CIC.

négative, il demande un nouveau numéro de code ADN et l'indique sur son réquisitoire (vert).

Puisque le juge d'instruction doit communiquer son ordonnance motivée au procureur du Roi (*supra*, 4.3.1., 5), ce dernier peut (faire) compléter les fiches du fichier national des numéros de code ADN.

S'il s'avère que le juge d'instruction a demandé un numéro de code ADN, mais qu'il est ensuite revenu sur sa décision et qu'il n'a pas envoyé les apostilles requises en vue du prélèvement d'un échantillon de référence sur l'intéressé, il n'est pas nécessaire de supprimer de l'application web le numéro de code ADN automatiquement créé, ce qui n'est d'ailleurs possible que par l'intermédiaire de la cellule nationale. En effet, ce numéro peut être réemployé par la suite pour la même personne dans un dossier ultérieur. Il est dès lors recommandé de prendre contact avec la cellule nationale afin d'adapter, le cas échéant, le numéro de notice dans l'application web.

Problématique relative aux dossiers de reconnaissances frauduleuses

La question se pose de savoir si la législation actuelle en matière d'ADN permet de prélever sous la contrainte de l'ADN sur un enfant et/ou un parent en vue de réaliser un test de filiation aux fins de prouver la reconnaissance fictive. Bien que la preuve de la filiation soit une matière de droit civil régie par le Code civil, le recours à l'ADN s'inscrit, en l'occurrence, dans le cadre d'un dossier pénal ayant pour objectif de prouver une infraction. Cette situation n'étant pas traitée dans la loi ADN, il convient d'attendre la jurisprudence en la matière. Afin de préserver les intérêts du mineur, un tuteur *ad hoc* doit chaque fois être désigné.

Lors du suivi législatif, le législateur sera invité à faire concorder les deux législations.

4.3.3. Juge d'instruction

1. Vérification préalable auprès de la cellule ADN locale afin de déterminer si un numéro de code ADN a déjà été attribué

Les suspects auxquels le juge d'instruction souhaite prélever un échantillon de référence sous la contrainte doivent, eux aussi, dès le début, être anonymisés par l'attribution d'un numéro de code ADN.

Conformément à la nouvelle loi, la cellule nationale installée au sein du ministère public est chargée de la centralisation et de la gestion des numéros de code ADN uniques, pour lesquels un fichier électronique de données a été créé (*supra*, Partie II, point 1).

Lorsque le numéro de code ADN unique du suspect ne figure pas sur le réquisitoire (vert) du procureur du Roi (*supra*, 4.3.2.), le juge d'instruction demande tout d'abord à la cellule ADN locale si un numéro de code ADN a déjà été attribué au suspect.

La cellule ADN locale est composée du magistrat et d'un ou plusieurs membre(s) du personnel de référence ADN, qui sont désignés par arrondissement judiciaire (*supra*, Partie II, point 2).

Elle communique l'ensemble des données (le numéro de code ADN, le nom et le numéro d'échantillon du laboratoire ADN qui a éventuellement déjà établi le profil ADN du suspect, l'enregistrement éventuel au service DIS) dont le juge d'instruction a besoin pour rédiger les réquisitoires adéquats.

Le fichier national des numéros de code ADN est constitué de telle manière qu'à terme, les juges d'instruction pourront y avoir accès par l'application web. Ces derniers pourront dès lors aussi vérifier et demander directement un numéro de code ADN et utiliser les modèles de réquisitoires qui liront automatiquement leurs données et les enregistreront dans l'historique.

Cette procédure peut être appliquée si l'ensemble des juges d'instruction décident d'agir uniformément de la sorte et introduisent une demande à cet effet.

2. Audition du suspect moyennant les notifications préalables et ordonnance motivée

Avant de procéder au prélèvement sous la contrainte, le juge d'instruction doit entendre le suspect en question et l'informer des éléments déterminés par la loi (*supra*, 4.3.1., 4).

Cette audition et ces notifications doivent également avoir lieu s'il ressort des informations du ministère public que le profil ADN de la personne concernée a déjà été établi par un laboratoire ADN, mais n'a pas été enregistré au service DIS (*supra*. 2.3.2., 1, point 3). Dans ce cas, il n'est, bien entendu, plus nécessaire d'engager de nouveaux frais liés au prélèvement d'un échantillon de référence sur l'intéressé et à l'établissement d'un profil de référence ADN.

Le juge d'instruction doit également rédiger une ordonnance motivée, qu'il communique au procureur du Roi (*supra*, 4.3.1., 5).

Étant donné qu'il s'agit d'obligations spécifiques que le juge d'instruction doit respecter lors d'un prélèvement sous la contrainte, il incombe à l'ensemble des juges d'instruction de rédiger éventuellement des documents types à cette fin et de les mettre à disposition dans leur propre système informatique « JIOR ».

3. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence par la police

Le juge d'instruction requiert un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, pour prélever un échantillon de référence de cellules buccales ou de bulbes pileux sur le suspect. Pour le prélèvement de sang, seul un médecin peut être requis.

Si la mesure doit être exécutée sous la contrainte physique, celle-ci est exercée par des fonctionnaires de police sous l'ordre d'un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi. En cas de contrainte physique, le prélèvement de sang est interdit.³⁰⁷

Pour établir cette réquisition, le modèle d'apostille en trois parties (Modèle n° 1 à l'Addenda I), élaboré en vue du prélèvement d'un échantillon de référence sur un suspect avec consentement, peut être largement utilisé. Dans la Partie I (missions relatives au prélèvement d'un échantillon de référence), seul le point 4 (accord et notifications préalables) n'est pas d'application, tandis que les points 3, 5 et 8 doivent être quelque peu adaptés. Les Parties II (réquisitoire annexé) et III (notifications des résultats de l'analyse) peuvent en revanche être appliquées de la même manière.

Afin de garantir une application uniforme au sein des services de police et des laboratoires ADN, il est demandé instamment aux juges d'instruction de recourir au même modèle (certes légèrement adapté) et, le cas échéant, d'entamer une concertation en la matière avec l'ensemble de leur profession.

³⁰⁷ Article 90*undecies*, § 2, CIC.

4. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN

Le juge d'instruction peut requérir un laboratoire ADN pour :

- ➔ établir le profil ADN de l'échantillon de référence du suspect³⁰⁸ ;
- ➔ effectuer, le cas échéant, une comparaison du profil de référence ADN avec les traces découvertes dans le cadre de cette affaire.³⁰⁹

Le modèle de réquisitoire du laboratoire ADN qui a été rédigé et joint en annexe à la présente circulaire, est également applicable à ces réquisitions (cf. Modèle n° 2B à l'Addenda I).

Dans ce cadre, il est également demandé instamment aux juges d'instruction d'utiliser ce modèle, en vue de garantir une procédure uniforme sur l'ensemble du territoire national entre tous les acteurs impliqués dans le processus d'analyse ADN.

Idéalement, il convient de fait d'appliquer la même procédure que celle employée par les procureurs du Roi, à savoir que le juge d'instruction transmet ce réquisitoire anonyme (qui ne mentionne que le numéro de code ADN) à la police, en même temps que l'« Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence par la police ». La police remet le réquisitoire du laboratoire ADN ainsi que l'échantillon de référence du suspect et les éventuelles traces / pièces à conviction (après les avoir tout d'abord retirées au greffe) au laboratoire ADN désigné.

5. Notification des résultats à l'intéressé et contre-expertise

Pour ce qui est de la notification des résultats de l'analyse ADN à l'intéressé et la demande de contre-expertise par ce dernier, le Code d'instruction criminelle renvoie, en ce qui concerne les suspects sous la contrainte – ordre du juge d'instruction, aux dispositions de l'article 44^{quinquies}, § 6, CIC applicables aux suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi (article 90^{undecies}, § 8, CIC).

→ Pour les étapes de la procédure : **supra, 2.3.2., 4.**

4.3.4. Police

Les missions de la police sont, en majeure partie, identiques à celles mentionnées supra au point 2.3.3. concernant le prélèvement sur des suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi.

Bien entendu, tout dépend des missions concrètes imparties par le juge d'instruction. Certaines dispositions sont spécifiques compte tenu de l'usage de la contrainte.

1. Vérification approfondie de l'identité du suspect

Idem que pour les suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi.

Comme déjà indiqué ci-avant, il y a toujours lieu d'opérer une vérification approfondie de l'identité du suspect en relevant ses empreintes digitales, même si cette mission n'a pas été spécifiquement ordonnée par le juge d'instruction.

³⁰⁸ Article 90^{undecies}, § 4, alinéa 1^{er}, CIC.

³⁰⁹ Article 90^{undecies}, § 4^{er}, alinéa 2, CIC.

2. PAS d'accord écrit, ni de notifications préalables

L'accord écrit et les notifications préalables ne sont pas d'application compte tenu de l'élément de contrainte.

3. Prélèvement de l'échantillon de référence

Idem que pour les suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi.

Toutefois, une disposition supplémentaire a été prévue quant à l'usage de la contrainte : si le prélèvement de l'échantillon de référence sur le suspect doit être exécuté sous la contrainte physique, celle-ci est exercée par des fonctionnaires de police sous l'ordre d'un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi. Dans ce cas, le prélèvement de sang est interdit.³¹⁰

4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence

Idem que pour les suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi.

5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence

Idem que pour les suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi.

6. Lorsque le suspect n'est pas trouvé : signalement et désignalement

Le suspect est également signalé, mais le signalement mentionne qu'il s'agit d'une procédure sous la contrainte.

4.3.5. Laboratoire ADN

Les missions du laboratoire ADN sont identiques à celles mentionnées supra au point 2.3.4. concernant le prélèvement sur des suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi.

En ce qui concerne la transmission automatique des données, l'exposé des motifs mentionne ce qui suit :

« L'attention est attirée sur le fait que la loi actuelle de 1999 laisse au juge d'instruction l'opportunité d'adresser les profils au gestionnaire des banques de données nationales en cas de corrélation positive avec les traces litigieuses du dossier, afin de dénouer d'autres affaires hors de sa compétence. De nombreux juges d'instruction n'y recourent pas. Afin de ne plus perdre d'éventuels liens avec d'autres dossiers hors de sa saisine, et sauf si le juge d'instruction en décide autrement de façon explicite, la loi oblige l'expert à transmettre, d'office, les profils ADN obtenus au gestionnaire des banques de données afin de permettre une comparaison unique (sans enregistrement) ou une comparaison suivie d'un enregistrement, par analogie avec le système prévu pour le procureur du Roi. »³¹¹

³¹⁰ Article 90undecies, § 2, alinéa 4, CIC.

³¹¹ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 21.

4.3.6. Banques nationales de données ADN (DIS)

Les missions du gestionnaire des banques nationales de données ADN de l'INCC sont identiques à celles mentionnées supra au point 2.3.5. concernant le prélèvement sur des suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi.

5. PRÉLÈVEMENT SUR DES NON-SUSPECTS SOUS LA CONTRAINTE – MANDAT DU JUGE D'INSTRUCTION

L'article 90*duodecies* CIC récemment introduit a trait au prélèvement et à l'analyse, sous la contrainte, d'un échantillon de référence sur une personne non suspecte (victime ou tiers), et ce, sur ordre du juge d'instruction (JI).

Cet article vise à mettre en concordance les pouvoirs du juge d'instruction avec les prérogatives du procureur du Roi en ce qui concerne les non-suspects (cf. article 44*sexies* CIC). Les conditions sont cependant plus strictes vu qu'il s'agit du prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect qui n'y consent pas.³¹²

Comme déjà indiqué au Chapitre 3 relative aux non-suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi, la loi ADN de 2011 opère désormais une distinction en fonction de la qualité de la personne et un sort distinct a été réservé aux échantillons prélevés sur les victimes et les tiers. Ainsi, les profils ADN des personnes non suspectes ne sont en aucun cas envoyés aux banques nationales de données ADN, que ce soit aux fins de comparaison ou aux fins d'enregistrement.³¹³

Bon nombre d'étapes de la procédure décrites dans la présente partie³¹⁴ sont les mêmes que celles en vigueur pour les prélèvements sur des non-suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi (cf. chapitre 3 – cf. article 44*sexies* CIC), d'une part, et similaires à celles élaborées pour le prélèvement sur des suspects sous la contrainte sur ordre du juge d'instruction (cf. chapitre 4 – cf. article 90*undecies* CIC), d'autre part. Par analogie, la présente partie renvoie systématiquement à l'analyse précédente.

5.1. Principales nouvelles dispositions légales

Article 90*duodecies* CIC :

ARTICLE DISTINCT POUR LES NON-SUSPECTS SOUS LA CONTRAINTE (§§ 1^{er}, 2 et 3) :

- *condition : uniquement aux fins de comparaison avec les traces découvertes dans le cadre d'un dossier en cours ;*
- *conditions supplémentaires, compte tenu de la contrainte :*
 1. *faits punissables d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou d'une peine plus lourde ;*
 2. *indices que l'intéressé présente un lien direct avec l'instruction judiciaire ;*
- *si l'intéressé n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans, il doit obligatoirement se faire accompagner d'au moins une des personnes suivantes : un parent, un avocat ou une autre personne majeure de son choix ;*
- *la qualité de la personne (victime, tiers) est communiquée à l'expert du laboratoire ADN chargé d'effectuer la comparaison des profils ADN ;*
- *aucun numéro de code ADN n'est attribué ;*
- *les profils de référence ADN de personnes non suspectes ne sont JAMAIS envoyés au gestionnaire des banques nationales de données, que ce soit aux fins de*

³¹² *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 22.

³¹³ *Cf. Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 20.

³¹⁴ Pour le prélèvement de l'échantillon de référence, l'établissement du profil ADN de l'échantillon de référence, la comparaison des profils ADN (comparaison du profil ADN de l'échantillon de référence avec ceux des traces découvertes dans le cadre de l'affaire), la communication des résultats à l'intéressé et la contre-expertise, l'article 90*duodecies*, § 3, CIC renvoie aux dispositions de l'article 90*undecies*, §§ 2-5, CIC régissant les prérogatives du juge d'instruction en ce qui concerne les suspects.

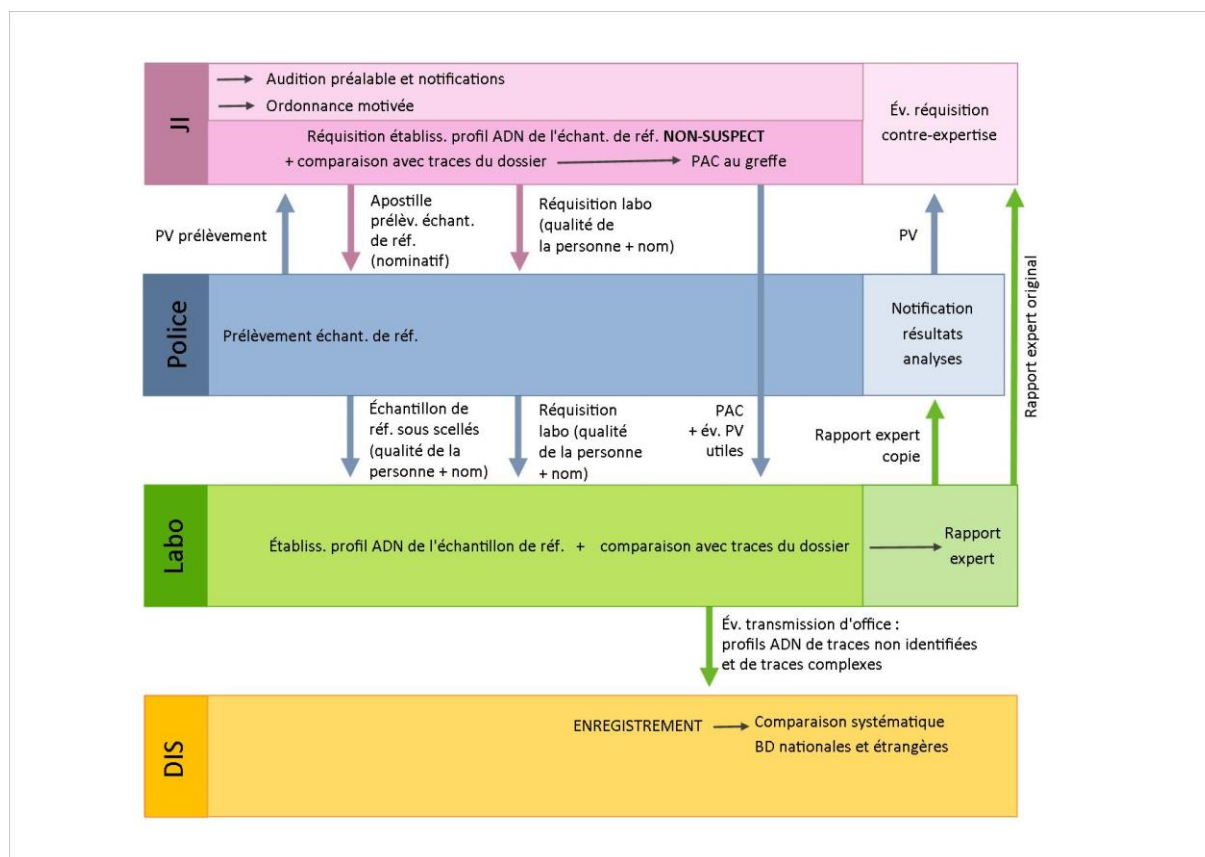
comparaison ou aux fins d'enregistrement.

DOSSIERS D'ATTENTAT À LA PUDEUR OU DE VIOL (§ 4) :

Si, dans le cadre d'un dossier d'attentat à la pudeur ou de viol, le juge d'instruction décide de ne pas faire établir de profil ADN de traces ou d'un échantillon de référence découverts ou prélevés lors de l'exploration corporelle de la victime (visée à l'article 90bis), il fournit à ce sujet des explications à la victime à la fin de l'instruction.

5.2. Schéma de procédure³¹⁵

Étant donné que le Collège des procureurs généraux ne donne pas de directives aux juges d'instruction, ce schéma présente la procédure dans des conditions idéales, en cas d'application d'une méthode uniforme.



5.3. Analyse

5.3.1. Conditions

Le juge d'instruction peut ordonner le prélèvement sous la contrainte d'un échantillon de référence sur un non-suspect s'il est satisfait aux conditions suivantes³¹⁶ :

1. Pas de condition d'âge

³¹⁵ Pour une lisibilité optimale, il est conseillé d'imprimer ce schéma en couleur.

³¹⁶ Article 90^{duodecies}, § 1^{er}, alinéa 2, CIC ; article 90^{duodecies}, §§ 1^{er} et 3 CIC.

Le prélèvement d'un échantillon de référence peut avoir lieu de force, tant sur un non-suspect mineur que majeur.

S'agissant du prélèvement de l'échantillon de référence, l'article 90*duodecies*, § 3, CIC renvoie en outre aux dispositions relatives au prélèvement sur des suspects sous la contrainte sur ordre du juge d'instruction. En d'autres termes, un non-suspect qui n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans doit, en vue du prélèvement, se faire accompagner par au moins une des personnes suivantes : un parent, un avocat ou une autre personne majeure de son choix.

2. Limitation à la comparaison avec les traces découvertes dans le cadre de l'affaire

L'échantillon de référence d'un non-suspect peut être prélevé uniquement dans le but de comparer son profil ADN avec les traces découvertes dans le cadre du dossier. Cette comparaison vise donc uniquement à distinguer les éventuelles traces du non-suspect de celles des auteurs de l'infraction (*supra*, 3.3.1, 2).

3. Indices de lien direct avec l'instruction

Le prélèvement, sous la contrainte, d'un échantillon de référence sur une personne non suspecte est subordonné à la condition supplémentaire que le juge d'instruction doit disposer d'indices que l'intéressé présente un lien direct avec l'instruction judiciaire.

4. Faits punissables d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou d'une peine plus lourde

Tout comme par le passé (en vertu de la loi ADN 1999), le prélèvement sous la contrainte d'un non-suspect ne peut être ordonné que si les faits dont le juge d'instruction est saisi sont punissables d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou d'une peine plus lourde.

5. Audition préalable et notifications

Avant d'ordonner le prélèvement sous la contrainte d'un échantillon de référence sur un non-suspect, le juge d'instruction entend l'intéressé³¹⁷ et l'informe des éléments suivants³¹⁸ :

- 1° les circonstances de l'affaire dans le cadre de laquelle le prélèvement est ordonné ;
- 2° la nécessité de recourir à la contrainte ;
- 3° la comparaison du profil ADN de l'intéressé avec les profils ADN des traces découvertes dans le cadre de l'affaire ;
- 4° le fait que le profil ADN ne sera PAS transmis au gestionnaire des banques nationales de données ADN, aux fins de comparaison ou d'enregistrement.

Le juge d'instruction acte dans le procès-verbal d'audition les motifs de l'éventuel refus de prélèvement ou l'accord de l'intéressé à cette mesure.³¹⁹

Pas d'application de la législation Salduz

Étant donné qu'il s'agit d'une audition d'un non-suspect, les obligations découlant de la législation Salduz relative à l'assistance d'un avocat ne sont pas d'application.

³¹⁷ Article 90*duodecies*, § 2, alinéa 1^{er}, CIC.

³¹⁸ Article 90*duodecies*, § 1^{er}, alinéa 2, CIC.

³¹⁹ Article 90*duodecies*, § 2, alinéa 2, CIC.

6. Ordonnance motivée du juge d'instruction

Le juge d'instruction doit ordonner le prélèvement, sous la contrainte, d'un échantillon de référence sur un non-suspect par une ordonnance motivée.³²⁰

Dans celle-ci, le juge d'instruction doit indiquer les informations telles qu'énumérées à l'article 90*duodecies*, § 1^{er}, alinéa 2, CIC (*supra*, 5.3.1., 5).

Il communique ensuite son ordonnance au procureur du Roi.³²¹

5.3.2. Procureur du Roi

À l'instar du prélèvement sous la contrainte d'un échantillon de référence sur des suspects, le prélèvement sous la contrainte d'un échantillon de référence sur un non-suspect peut également être ordonné dans le cadre d'une mini-instruction.³²²

5.3.3. J.I.

1. Aucun numéro de code ADN

Comme mentionné à la chapitre 3 intitulée « Prélèvement sur des non-suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi », AUCUN numéro de code ADN n'est attribué aux échantillons de référence prélevés sur des non-suspects. Toutefois, la qualité de l'intéressé – « victime » ou « tiers » (en précisant s'il s'agit d'un conjoint, d'un partenaire, d'un agent de police, d'un magistrat, d'un expert, etc.) – doit être communiquée à l'expert.³²³

L'absence de numéro de code ADN et l'obligation de mentionner la qualité de l'intéressé indiquent à l'expert du laboratoire ADN que les profils ADN ne doivent pas être transmis aux banques nationales de données ADN.³²⁴

2. Audition du non-suspect et ordonnance motivée

L'audition du non-suspect et l'ordonnance motivée du juge d'instruction impliquent des obligations spécifiques que tous les juges d'instruction doivent respecter lorsqu'ils ordonnent un prélèvement sous la contrainte sur un non-suspect (*supra*, 5.3.1., 5 et 6). C'est la raison pour laquelle il incombe à l'ensemble des juges d'instruction de rédiger les documents types utiles et de les mettre à disposition dans le système informatique « JIOR ».

3. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect par la police

Le juge d'instruction requiert un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, pour prélever un échantillon de référence de cellules buccales ou de bulbes pileux sur le non-suspect. Le prélèvement de sang ne peut être effectué que par un médecin.

³²⁰ Article 90*duodecies*, § 1^{er}, alinéa 2, CIC.

³²¹ Article 90*duodecies*, § 1^{er}, alinéa 2, CIC.

³²² Cet acte d'instruction n'est en effet pas exclu de l'article 28*septies* CIC.

³²³ Article 90*duodecies*, § 3, *in fine*, CIC.

³²⁴ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 20-21.

Si la mesure doit être exécutée sous la contrainte physique, celle-ci est exercée par des fonctionnaires de police sous l'ordre d'un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi. En cas de contrainte physique, le prélèvement de sang est de toute façon interdit.³²⁵

Le modèle d'apostille en trois parties a été élaboré en vue du prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect avec consentement (Modèle n° 1, sous-modèle « non-suspect », à l'Addenda I), peut être largement utilisé. Dans la Partie I (prélèvement d'un échantillon de référence), seul le point 2 (accord et notifications préalables) n'est pas d'application, tandis que les points 1 et 3 doivent être quelque peu adaptés. Les Parties II (réquisitoire annexé du laboratoire) et III (notification des résultats de l'analyse ADN) peuvent être appliquées de la même manière. Afin de garantir une application uniforme au sein des services de police et des laboratoires ADN, il est demandé instamment aux juges d'instruction de recourir au même modèle (devant certes être légèrement adapté).

4. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN

Le juge d'instruction ne peut adresser qu'une seule réquisition à l'expert, à savoir l'établissement et la comparaison du profil ADN de la personne non suspecte avec les profils des traces découvertes dans le cadre de l'affaire.³²⁶

Le modèle standard Modèle n° 2B, joint à l'Addenda I de la présente circulaire, peut parfaitement être appliqué à cette réquisition. Plus précisément, il convient de cocher dans ce cas la rubrique « C Profil de référence de la victime / personne concernée », en combinaison avec la rubrique « A Traces ». Pour de plus amples explications sur cette réquisition, il est renvoyé à l'analyse figurant au point 2.3.2., 3.

Le réquisitoire que le juge d'instruction adresse au laboratoire ADN mentionne la qualité de l'intéressé – en l'occurrence « victime » ou « tiers » (préciser s'il s'agit d'un conjoint, d'un partenaire, d'un agent de police, d'un magistrat, d'un expert, etc.). Pour éviter toute erreur, il est également recommandé d'indiquer le nom (nom de famille suivi des initiales des prénoms) de l'intéressé (*supra*, 3.3.2., 3).

Il est demandé aux juges d'instruction d'utiliser le même modèle, en vue de garantir une procédure uniforme sur l'ensemble du territoire national entre tous les acteurs impliqués dans le processus d'analyse ADN.

Idéalement, il convient d'appliquer la même procédure que celle régissant le prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect avec consentement, ordonné par le procureur du Roi, ce qui signifie que le juge d'instruction doit transmettre à la police le réquisitoire (mentionnant la qualité et le nom de la personne) ainsi que l'« Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence par la police ». La police remet le réquisitoire du laboratoire ADN, l'échantillon de référence du non-suspect et les traces/pièces à conviction au laboratoire ADN désigné.

5. Contre-expertise

En ce qui concerne la communication des résultats de l'analyse ADN au non-suspect et demande de contre-expertise par l'intéressé, l'article 90*duodecies*, § 3, CIC renvoie aux dispositions relatives au prélèvement, sous la contrainte, d'un échantillon de référence sur un suspect sur ordre du juge d'instruction, comme mentionné à l'article 90*undecies*, § 8, CIC. Cet article fait, à son tour, référence aux dispositions afférentes au prélèvement d'un

³²⁵ Article 90*duodecies*, § 3, CIC, qui renvoie à l'article 90*undecies*, § 2, CIC.

³²⁶ Article 90*duodecies*, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, CIC.

échantillon de référence sur un suspect avec consentement sur ordre du procureur du Roi, tel que décrit à l'article 44^{quinquies}, § 6, CIC (*supra*, 2.3.4., 4).

6. Dossiers d'attentat à la pudeur ou de viol

Une réglementation spécifique a été prévue pour les dossiers d'attentat à la pudeur et de viol.³²⁷

Si, dans le cadre d'un dossier d'attentat à la pudeur ou de viol, le juge d'instruction décide de ne pas faire établir de profil ADN de traces ou d'un échantillon de référence découverts ou prélevés lors de l'exploration corporelle de la victime (visée à l'article 90^{bis} CIC), il fournit à ce sujet des explications à la victime à la fin de l'instruction.³²⁸

5.3.4. Police

Les missions de la police sont en majeure partie identiques à celles mentionnées *supra*.

Bien entendu, tout dépend des missions concrètes confiées par le juge d'instruction. En outre, certaines dispositions sont spécifiques, compte tenu de l'usage de la contrainte. Dans un souci de clarté, elles sont à nouveau énumérées ci-après.

1. Pas de vérification approfondie de l'identité du non-suspect

L'article 7 de l'A.R. ADN 2013 n'est pas d'application (cf. prélèvement sur des non-suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi, *supra*, 3.3.3.1., 1).

2. Pas d'accord écrit, ni de notification préalable par la police

Compte tenu de la contrainte, l'audition et les notifications préalables sont effectuées par le juge d'instruction (cf. prélèvement sur des suspects sous la contrainte – ordre du juge d'instruction, *supra*, 4.3.4., 2).

3. Prélèvement d'un échantillon de référence sur un non-suspect

Idem + disposition complémentaire relative à l'usage de la contrainte (cf. prélèvement sur des suspects sous la contrainte – ordre du juge d'instruction, *supra*, 4.3.4., 3).

4. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence

Idem (cf. prélèvement sur des non-suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi, *supra*, 3.3.3.1., 4).

5. Mise sous scellés de l'échantillon de référence

Idem, aucune mention du numéro de code ADN, mais bien de la qualité et du nom (nom de famille suivi des initiales des prénoms) de l'intéressé (cf. prélèvement sur des non-suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi, *supra*, 3.3.3.1., 5).

6. Pas de signalement automatique si l'intéressé n'est pas trouvé

³²⁷ Article 90^{duodecies}, § 4, CIC.

³²⁸ Pour de plus amples informations contextuelles : cf. Partie I.

Idem (cf. prélèvement sur des non-suspects avec consentement – ordre du procureur du Roi, *supra*, 3.3.3.1., 6) sauf ordre du juge d'instruction.

5.3.5. Laboratoire ADN

Les missions du laboratoire ADN sont identiques à celles mentionnées supra au point 3.3.4. concernant le prélèvement sur des non-suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi.

5.3.6. Banques nationales de données ADN (DIS)

Les missions du laboratoire ADN sont identiques à celles mentionnées supra au point 3.3.5. concernant le prélèvement sur des non-suspects avec consentement sur ordre du procureur du Roi.

6. PHASE DU JUGEMENT AU FOND

Le Code d'instruction criminelle a été complété par les nouveaux articles 158^{quinquies} et 190^{quater}.

La loi ADN de 1999 ne prévoyait pas la possibilité de faire effectuer une expertise au stade de l'audience, en cas d'ultime contestation.³²⁹ Bien entendu, le procureur du Roi pouvait encore faire réaliser une analyse ADN lorsque l'intéressé y consentait, mais il n'était pas possible de procéder à une analyse ADN sous la contrainte, durant la phase du jugement au fond.

Cette lacune est comblée dans la nouvelle loi ADN de 2011, qui offre au juge du fond la possibilité d'ordonner une analyse ADN sous la contrainte, et ce, tant sur un suspect que sur un non-suspect.

6.1. Principales nouvelles dispositions légales

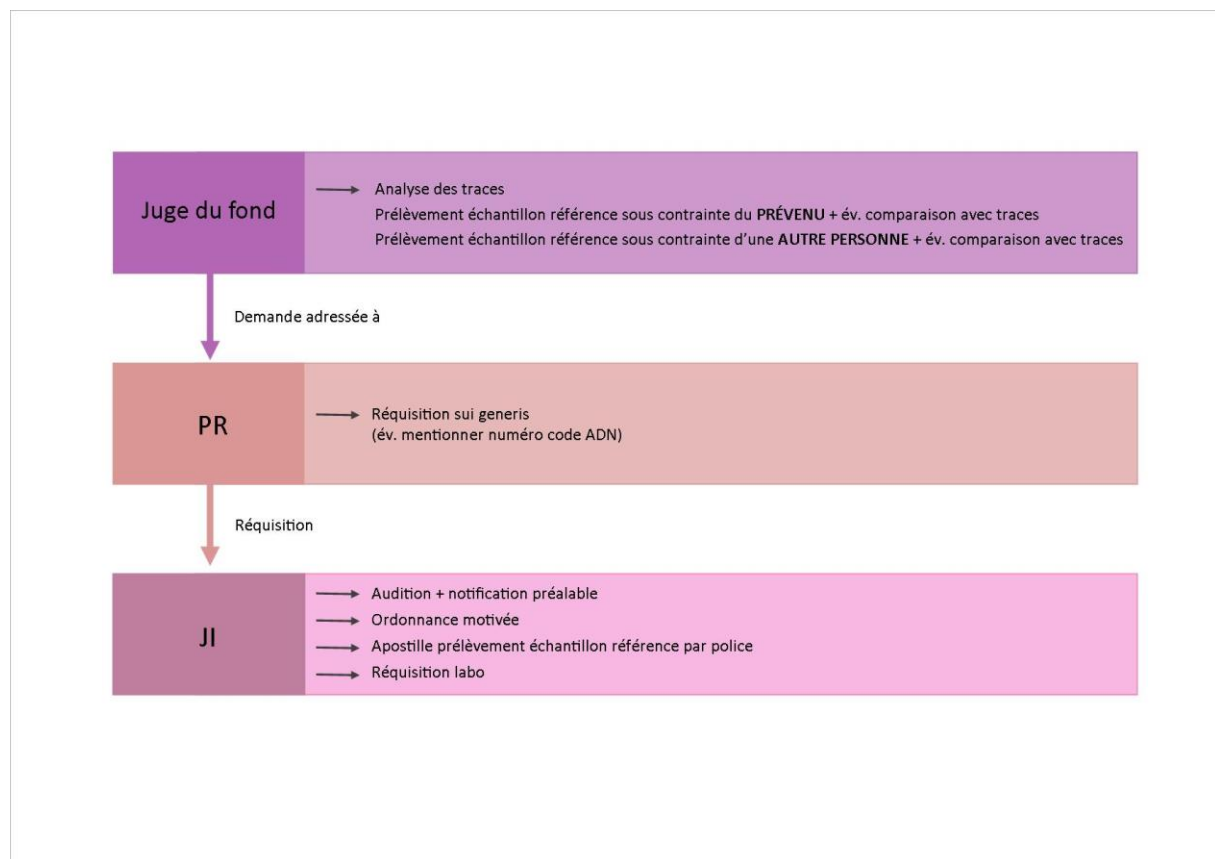
Articles 158^{quinquies} - 190^{quater} CIC :

Le juge du fond peut, sur réquisition du procureur du Roi, sur requête d'une des parties ou d'office, inviter le procureur du Roi à requérir un juge d'instruction aux fins :

- *d'effectuer une analyse des traces ;*
- *de procéder au prélèvement, sous la contrainte, d'un échantillon de référence sur le prévenu, d'établir le profil ADN de l'échantillon de référence et de procéder à son éventuelle comparaison avec les traces ;*
- *de procéder au prélèvement, sous la contrainte, d'un échantillon de référence sur une autre personne, d'établir le profil ADN de l'échantillon de référence et de procéder à son éventuelle comparaison avec les traces.*

³²⁹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 22.

6.2. Schéma de procédure³³⁰



6.3. Analyse

6.3.1. Conditions

1. Sous la contrainte

Les dispositions relatives au prélèvement d'un échantillon de référence sous la contrainte sur un prévenu ou une autre personne au stade de l'audience sont d'application en l'absence de consentement, le prélèvement devant donc passer par le juge d'instruction.³³¹

Selon le cas, soit l'article 44*quater* CIC (analyse des traces), soit l'article 90*undecies* CIC (suspect), soit l'article 90*duodecies* CIC (non-suspect) trouve à s'appliquer.

La condition d'« indices de culpabilité » est remplacée par celle de « l'intérêt de la manifestation de la vérité ». En effet, les indices de culpabilité ne doivent plus être évalués à l'égard de la personne qui est déjà citée devant le juge du fond.

Le quantum de la peine dans le cadre de l'imposition de la contrainte est le même. Les faits doivent être punissables d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou d'une peine plus lourde.

³³⁰ Pour une lisibilité optimale, il est conseillé d'imprimer ce schéma en couleur.

³³¹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 23.

2. Juge du fond

La possibilité, pour le juge du fond, d'ordonner une analyse ADN a été expressément prévue dans la loi uniquement pour le tribunal de police³³² et le tribunal correctionnel³³³.

Il n'a pas été jugé utile d'introduire une disposition similaire pour la cour d'appel, car celle-ci dispose des mêmes prérogatives générales que le tribunal correctionnel. Un article spécifique n'était donc pas nécessaire.³³⁴

La cour d'assises pourra exercer ces prérogatives générales en vertu de ses pouvoirs préparatoire et discrétionnaire prévus aux articles 281-283 CIC. L'article 281, § 2, CIC investit le président de la cour d'assises d'un pouvoir discrétionnaire, au titre duquel il peut prendre sur lui tout ce qu'il croit utile pour découvrir la vérité. Un article spécifique pour la cour d'assises n'était donc pas non plus nécessaire.³³⁵

En ce qui concerne le tribunal de police, compte tenu du taux de la peine susmentionné, ces prérogatives peuvent s'appliquer uniquement au délit visé à l'article 419, alinéa 2, CP, à savoir l'homicide involontaire en conséquence d'un accident de la circulation.³³⁶

3. Étape intermédiaire passant par le procureur du Roi et réquisition au juge d'instruction

Le législateur n'a pas prévu que le juge du fond puisse ordonner lui-même l'analyse ADN.³³⁷

En réponse aux questions du Conseil d'État concernant cette question³³⁸, l'exposé des motifs cite³³⁹ :

- compte tenu du principe selon lequel le tribunal ne peut pas donner d'instructions au parquet, le tribunal peut uniquement inviter le procureur du Roi à effectuer l'analyse ADN ;
- par ailleurs, il a été opté pour ce détour par le ministère public parce que la procédure relative à une analyse ADN suppose un certain nombre de modalités pratiques que le juge du fond n'est pas en mesure d'exécuter.

Le détour par le juge d'instruction est, quant à lui, nécessaire en raison de la contrainte. Contrairement à ce que laissent penser les documents parlementaires³⁴⁰, il ne s'agit pas ici d'une mini-instruction étant donné que le juge d'instruction n'est pas saisi durant la phase de l'information ou de l'instruction judiciaire, mais au cours de la phase du traitement devant le juge du fond. Par conséquent, les dispositions de l'article 28^{septies} CIC (notamment en ce qui concerne le droit d'évocation) ne peuvent pas s'appliquer. Il est dès lors question d'une procédure *sui generis*.

6.3.2. Procureur du Roi

³³² Article 158^{quinquies} CIC.

³³³ Article 190^{quater} CIC.

³³⁴ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 23.

³³⁵ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 23.

³³⁶ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 23.

³³⁷ Cependant, le président de la cour d'assises peut l'ordonner en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

³³⁸ C.E., avis n° 48.048/2, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 64.

³³⁹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 23.

³⁴⁰ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 23.

Le procureur du Roi doit requérir un juge d'instruction par le biais d'un réquisitoire afin de procéder au prélèvement d'un échantillon de référence, d'établir le profil ADN et, le cas échéant, d'effectuer la comparaison des profils ADN.³⁴¹

Si un numéro de code ADN est requis, cet élément est déjà repris dans le réquisitoire du ministère public.

Une attention particulière doit être accordée à la convocation de l'expert attaché à un laboratoire ADN devant la cour d'assises. Étant donné que, conformément à la nouvelle loi, les laboratoires ADN ne peuvent plus conserver aucune identité, il convient, lors de la convocation, de toujours signaler le numéro de code ADN et le numéro de notice, de sorte que l'expert puisse retrouver l'affaire dans laquelle il doit témoigner.

6.3.3. Juge d'instruction – Police – Laboratoire ADN et banques nationales de données ADN (DIS)

Les missions sont identiques à celles mentionnées supra concernant le prélèvement sur des suspects/non-suspects sous la contrainte sur mandat du juge d'instruction.

³⁴¹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 23.

7. CONDAMNÉS

L'article 5 modifié de la loi ADN 1999-2011 comporte la liste des infractions (pour toutes les personnes condamnées à une peine de travail, une peine d'emprisonnement ou un internement) donnant lieu à un enregistrement dans la banque de données ADN « Condamnés ».

Les nouveaux articles 5*bis* et 5*ter* de la loi ADN 1999-2011 déterminent la procédure à suivre lorsqu'un numéro de code ADN a déjà été attribué et lorsqu'un tel numéro n'a pas (encore) été octroyé.

Étant donné que les frais inhérents aux analyses ADN de condamnés ne relèvent plus du règlement sur les frais de justice³⁴², le ministre de la Justice a pu conclure un marché public³⁴³, en vue de mettre la pression sur les prix de ces analyses ADN en faisant jouer la concurrence du marché libre.³⁴⁴

Le 11 octobre 2012, un appel d'offres européen a été lancé.³⁴⁵

La mission d'établir les profils ADN de condamnés est attribuée à un seul laboratoire central pour une durée d'un an (pouvant être prolongée trois fois d'un an).³⁴⁶

7.1. Nouvelles dispositions légales

Articles 5, 5*bis* et 5*ter* loi ADN 1999-2011 :

- *Doublément de la liste des infractions* devant être enregistrées dans la banque de données ADN « Condamnés » (cf. détails *infra*).
- *Enregistrement des condamnations pour une tentative de commettre l'une de ces infractions.*
- *Enregistrement des profils ADN des personnes condamnées à une peine de travail.*
- *Transmission automatisée des données.*
- *Centralisation des analyses ADN de condamnés dans un laboratoire ADN central.*
- *Rassemblement des échantillons de référence de condamnés au parquet fédéral et transmission de ceux-ci au laboratoire ADN au moyen d'un réquisitoire collectif mensuel.*
- *Effacement automatique des profils ADN de la banque de données ADN « Condamnés » après trente ans.*

³⁴² Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52404 : « Les frais de justice ne concernent que les actes requis et réalisés jusqu'à la décision coulée en force de chose jugée ».

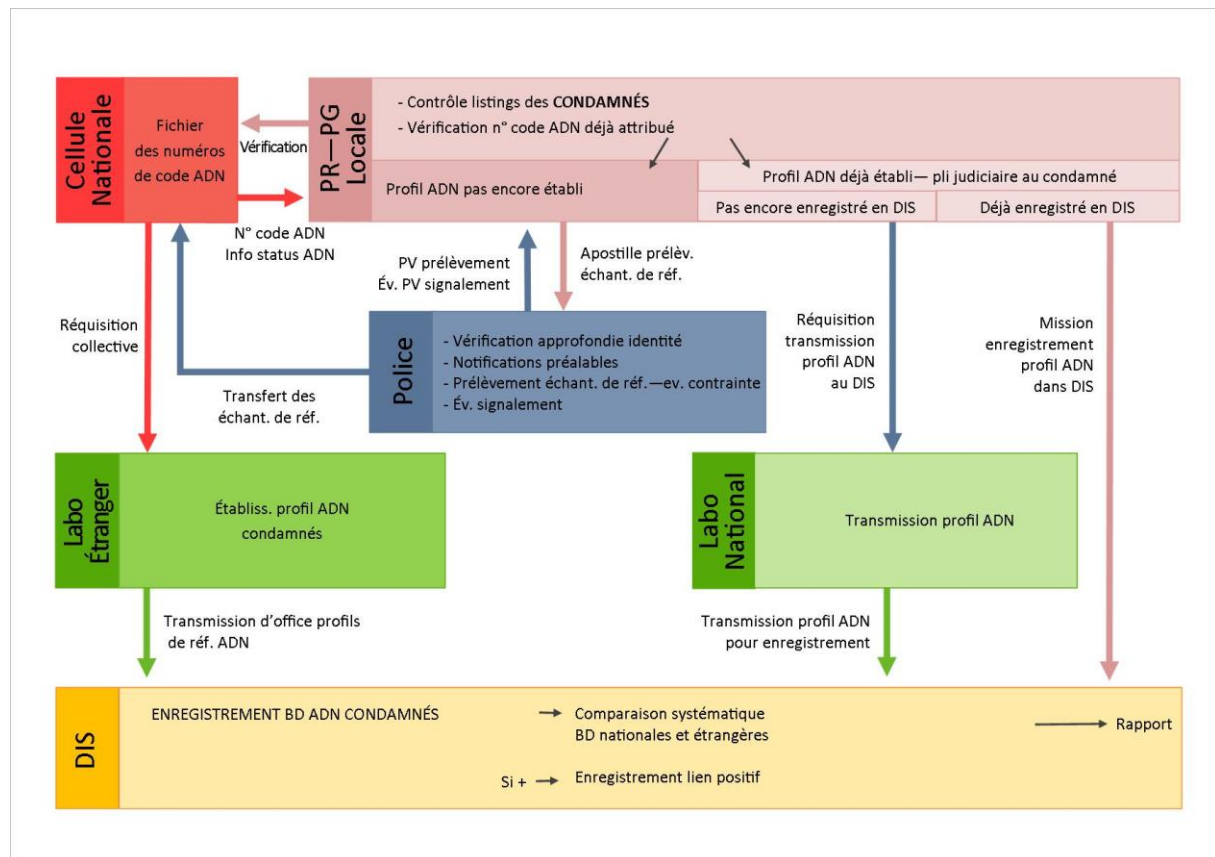
³⁴³ Article 35 A.R. ADN 2013 ; Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52404.

³⁴⁴ Pour information : Pour information : le prix de l'analyse ADN d'un échantillon de référence d'un condamné est ainsi passé de 292 euros à environ 50 euros ; Rapport, fait au nom de la Commission de la Justice, du projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Personnes disparues », *Doc. parl.*, session 2013-2014, n° 53-2985/003, p. 7).

³⁴⁵ Cahier des charges n° 2012/BBL311/DG/005 du 11 octobre 2012 – Appel d'offre général relatif à la sélection d'un laboratoire chargé de l'analyse ADN des condamnés pour le compte du SPF Justice.

³⁴⁶ Le marché public a été attribué le 26 février 2016 à la société allemande « Laboratorium Eurofins Medigenomix Forensik GmbH, München ».

7.2. Schéma de procédure³⁴⁷



7.3. Analyse

7.3.1. Conditions

Extension de la liste des infractions

La liste des infractions donnant lieu au prélèvement d'un échantillon de référence sur un condamné et à l'enregistrement dans la banque de données ADN « Condamnés » a été sensiblement étoffée.

Son actualisation s'imposait tout d'abord :

- à la suite de l'introduction de la peine de travail dans l'arsenal législatif ;
- à la suite de l'ajout de nouvelles infractions dans le Code pénal (par ex., le génocide, les infractions terroristes, le traitement inhumain ou dégradant, etc.) ou de la modification d'infractions existantes (par ex., l'enlèvement d'enfants, la traite et le trafic d'êtres humains) ;
- par l'ajout d'infractions qui se prêtent par essence aux corrélations avec d'autres dossiers, telles que les infractions liées aux associations de malfaiteurs ou aux organisations criminelles.³⁴⁸

Des études (à l'étranger et de l'INCC) ont démontré que l'ancienne liste des infractions, qui visait essentiellement les atteintes aux personnes, était insuffisante. Des profils ADN de

³⁴⁷ Pour une lisibilité optimale, il est conseillé d'imprimer ce schéma en couleur.

³⁴⁸ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 28.

traces découvertes dans le cadre de dossiers de vols avec effraction sont en effet régulièrement reliés à des dossiers plus graves (par ex. de viols). Cependant, l'ancienne liste excluait de l'enregistrement dans la banque de données ADN « Condamnés » la majorité des infractions qui donnent souvent lieu à des correspondances entre traces établies au sein de la banque de données ADN « Criminalistique ». ³⁴⁹ La nouvelle liste a comblé cette lacune.

Il ressort d'une analyse des banques nationales de données ADN effectuée en 2009 qu'un bon 10 % de l'ensemble des profils ADN enregistrés peuvent être reliés à d'autres dossiers. Une proportion non négligeable – à savoir 49 % – de ces correspondances rapportées (liens positifs dans les banques de données ADN) a concerné des condamnés. ³⁵⁰ Une liste minutieuse des infractions en vue de l'enregistrement dans la banque de données « Condamnés » permet donc d'élargir le nombre de liens positifs et, partant, d'accroître l'efficacité des banques de données ADN (le pourcentage de « hits »).

Contenu de la banque de données ADN « Condamnés »

La banque nationale de données ADN « Condamnés » contient les profils ADN de toutes les personnes qui ont été condamnées à une peine de travail, à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde, ou ont fait l'objet d'une mesure d'internement, pour avoir commis (tenté de commettre) une des infractions mentionnées ci-après. Une condamnation à une peine de probation autonome ou à une surveillance électronique comme peine autonome suffit également. ³⁵¹

Cette liste a, en outre, été élargie à la nouvelle infraction de voyeurisme. ³⁵²

Les infractions suivantes sont enregistrées dans la banque de données ADN « Condamnés ». Les infractions soulignées sont celles qui figuraient déjà auparavant dans la liste (de la loi ADN 1999) ³⁵³ :

- 1° Violations graves du droit international humanitaire (articles 136*bis* à 136*septies* CP)
- 2° Infractions terroristes (articles 137 à 141 CP) ³⁵⁴
- 3° Association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés et organisation criminelle (articles 322 à 324*ter* CP)
- 4° Prise d'otages (article 347*bis* CP)
- 5° Voyeurisme, attentat à la pudeur et viol (articles 371/1 à 378 CP)
- 6° Incitation à la prostitution et débauche de mineurs (articles 379, 380, §§ 1^{er} à 5, et 381 CP)
- 7° Diffusion de pédopornographie (articles 383*bis*, §§ 1^{er} et 3, CP)
- 8° Homicide – meurtre – assassinat – empoisonnement (articles 393 à 397 CP)
- 9° Coups et blessures ayant entraîné une incapacité permanente de travail ou ayant causé la mort (articles 400 et 401 CP)

³⁴⁹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 28.

³⁵⁰ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 7.

³⁵¹ Article 23 de la loi du 10 avril 2014 insérant la probation comme peine autonome dans le Code pénal, et modifiant le Code d'instruction criminelle, et la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, *M.B.* du 19 juin 2014, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2016.

³⁵² Loi du 1^{er} février 2016 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne l'attentat à la pudeur et le voyeurisme, *M.B.* du 19 février 2016, entrée en vigueur prévue 10 jours après sa publication, à savoir le 29 février 2016.

³⁵³ Article 5, alinéa 3, loi ADN 1999-2011.

³⁵⁴ Ces articles ne sont déjà plus à jour, étant donné qu'une nouvelle loi est intervenue concernant les infractions terroristes, à savoir la loi du 18 février 2013, *M.B.* du 4 mars 2013, entrée en vigueur le 14 mars 2013, insérant les articles 140*bis* à 140*quinquies* inclus et les articles 141*bis* et 141*ter*.

- 10° Torture et traitements inhumains (articles 417^{ter} et 417^{quater} CP)
- 11° Enlèvement de mineurs (articles 428 à 430 CP)
- 12° Traite des êtres humains avec circonstances aggravantes (articles 433^{sexies} à 433^{octies} CP)³⁵⁵
- 13° Vol avec effraction et vol/extorsion à l'aide de violences ou menaces et avec circonstances aggravantes (articles 467, alinéa 1^{er} et 471 à 475 CP)³⁵⁶
- 14° Vol/extorsion de matières nucléaires à l'aide de violences ou de menaces et avec circonstances aggravantes (article 477^{sexies} CP)
- 15° Incendie ou destruction avec circonstances aggravantes (articles 518, 531 et 532 CP)
- 16° Trafic des êtres humains avec circonstances aggravantes (articles 77^{ter}, 77^{quater} et 77^{quinquies} de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers)
- 17° Trafic de substances soporifiques, stupéfiantes ou autres substances psychotropes en tant que membre ou dirigeant d'une association criminelle (article 2^{bis}, § 3, b et § 4, b, de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes)

La condamnation pour une tentative de commettre une de ces infractions donne donc également lieu à un enregistrement dans la banque de données ADN « Condamnés ».³⁵⁷

La nouvelle loi a également uniformisé la terminologie : seules les décisions judiciaires coulées en force de chose jugée entrent en ligne de compte. Les décisions d'internement prises par la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation en relèvent également. En matière pénale, une décision est coulée en force de chose jugée lorsqu'elle n'est plus susceptible d'appel, d'opposition dans le délai ordinaire ni d'un pourvoi en cassation.³⁵⁸

7.3.2. Procureur du Roi local / procureur général

Le ministère public est compétent pour l'exécution des peines.³⁵⁹ Étant donné qu'une condamnation ou un internement peut être prononcé tant en première instance qu'en appel, les dispositions mentionnées ci-après relèvent respectivement de la compétence du procureur du Roi ou du procureur général.

Le législateur en était également conscient :

- L'article 5 de la loi ADN 1999-2011 mentionne les termes « magistrat compétent ». L'exposé des motifs précise à ce sujet que cette formulation a été utilisée afin de préciser que, dans de nombreux cas, il s'agit du procureur du Roi, mais que le

³⁵⁵ Dans ce domaine également, une nouvelle loi a été votée, à savoir la loi du 29 avril 2013, *M.B.* du 23 juillet 2013, entrée en vigueur le 2 août 2013, modifiant l'article 433^{quinquies} CP.

³⁵⁶ Cette liste ne reprend pas le vol à l'aide de violences ou menaces sans circonstances aggravantes, car un simple vol à l'étalage commis en poussant la victime tomberait alors sous cette rubrique. Or, après examen, il a été constaté qu'il s'agit d'une catégorie trop vaste et que les coûts y afférents pour l'analyse ADN seraient trop élevés.

³⁵⁷ Article 5, alinéa 4, loi ADN 1999-2011.

³⁵⁸ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 29, avec renvoi à R. DECLERCQ, *Beginselen van Strafrechtspleging*, 4^e édition, Malines, Kluwer, 2007, p. 154.

³⁵⁹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 30.

procureur général peut également être compétent en la matière, par exemple dans une affaire d'assises.³⁶⁰

- Dans les articles suivants *5bis* et *5ter*, il est question du « procureur du Roi », mais il est clair que le même raisonnement s'applique et que le procureur général est dès lors aussi compétent pour les condamnations au niveau de la cour d'appel.

Le Collège des procureurs généraux le mentionnera à la ministre de la Justice et dans le rapport de suivi législatif.

1. Listings des condamnés

Les jugements et arrêts doivent être analysés et il convient de sélectionner, parmi eux (sur la base de la liste des infractions précitée), ceux dont l'infraction a donné lieu au prélèvement d'un échantillon de référence sur le condamné.

Le Collège des procureurs généraux a fait savoir que cette analyse et cette sélection ne pouvaient pas être effectuées manuellement, parce que ces tâches demandent trop de temps par rapport aux effectifs disponibles. Par conséquent, il vaudra mieux les automatiser et confier cette mission au service d'encadrement ICT du SPF Justice. Étant donné que, dans certains arrondissements (par ex., Bruxelles et Louvain), des listings étaient déjà générés automatiquement dans le système « CRG » du programme REA/TPI, cette procédure semblait réalisable.

Toutefois, la concrétisation de ce projet s'est avérée très complexe et a accusé un sérieux retard.

Finalement, il est apparu qu'il était impossible d'écrire une requête uniforme qui soit fiable à 100 %, car les systèmes informatiques des tribunaux de première instance (REA/TPI) et des cours d'appel (PAGE) ne sont pas identiques et que les données de base sont non seulement encodées différemment selon les arrondissements (par exemple, utilisation de codes Z), mais sont aussi souvent incomplètes voire manquantes en raison du nombre trop élevé de champs textuels à remplir.

Dès lors, les listings « Condamnés » proposés par l'application web depuis le 16 octobre 2015 servent uniquement d'instrument de travail. Chaque arrondissement est libre d'employer son propre système d'encodage, éventuellement manuel, pour assurer le suivi des personnes condamnées.

L'application informatique qui a été développée a été rendue disponible, car son utilisation permet tout de même de diminuer la charge de travail.

- En effet, les listings contiennent tous les jugements rendus depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi (le 1^{er} janvier 2014), ce qui facilite la résorption de l'arriéré.
- Par ailleurs, dans les affaires susceptibles de donner lieu à un prélèvement d'un échantillon de référence, les listings mentionnent directement le statut ADN (indiquant si un numéro de code ADN a déjà été attribué, si un échantillon de référence a été prélevé, si un profil de référence a été établi par le laboratoire ADN et si celui-ci a été enregistré au service DIS).
- Les listings sont, en outre, associés au flux standard, qui permet de générer immédiatement les bons modèles de documents (apostilles/réquisitoires/courriers) – ci-après expliqués –, en récupérant un maximum de données déjà connues.
- Enfin, une requête dynamique a été effectuée, de sorte que les données/codes propres à chaque arrondissement peuvent être encodés. Sur demande, la requête spécifique peut ainsi être optimisée par le service d'encadrement ICT.

³⁶⁰ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 29.

Pour les listings des condamnés en première instance, les cellules locales sont le point de contact et gèrent la coordination en la matière (*supra*, Partie II, point 2). Les cellules locales des différents arrondissements judiciaires ont accès à ces listings par un bouton distinct présent dans l'application web. **Ceux-ci sont mis à jour chaque mois.**

Les listings des parquets généraux incluent exclusivement une liste des jugements contre lesquels un appel a été interjeté et représentent dès lors uniquement un outil en vue du suivi ultérieur (manuel) au niveau de la cour d'appel.

2. Vérification préalable auprès de la cellule nationale afin de déterminer si un numéro de code ADN a déjà été attribué ou si un profil ADN a déjà été établi

Il y a lieu de vérifier par l'application web (au moyen de la fonction de recherche par nom) si une personne condamnée/internée a, dans un stade antérieur de la procédure ou dans un dossier précédent, déjà reçu un numéro de code ADN et/ou si son profil ADN a été établi. Comme indiqué ci-dessus, ces données apparaissent automatiquement dans les listings.

3. Profil ADN déjà établi

Si, après consultation du fichier national des numéros de code ADN, il apparaît que le profil ADN du condamné ou de l'interné a déjà été établi, les démarches suivantes doivent être entreprises³⁶¹ :

→ Pli judiciaire au condamné³⁶²

Le condamné ou l'interné doit être informé par le procureur du Roi ou le procureur général, par pli judiciaire :

- 1° de l'enregistrement de son profil ADN dans la banque de données ADN « Condamnés » ;
- 2° de la comparaison systématique de son profil ADN avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales et étrangères de données ADN ;
- 3° en cas de lien positif avec un des profils visés au 2°, de l'enregistrement de ce lien.

Un modèle d'apostille a été rédigé à cette fin (Modèle n° 7 à l'Addenda I).

Si le condamné n'a pas de lieu de domicile ou de résidence connu et qu'il apparaît, après vérification, qu'il n'est pas incarcéré en prison, aucune autre action ne doit être entreprise. Puisqu'il s'agit d'une simple notification et que le condamné est informé de toute correspondance ultérieurement constatée, ses droits sont ainsi suffisamment garantis. Par conséquent, l'intéressé ne doit pas être signalé. L'absence de lieu de domicile ou de résidence connu n'empêche pas l'enregistrement de son profil ADN dans la banque de données ADN « Condamnés ».

→ Réquisition éventuelle au laboratoire en vue de transmettre le profil au service DIS aux fins d'enregistrement³⁶³

³⁶¹ Article 5bis, loi ADN 1999-2011.

³⁶² Article 5bis, § 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

³⁶³ Article 5bis, alinéa 2, loi ADN 1999-2011.

Si le profil ADN de référence du condamné ou de l'interné a déjà été établi mais n'a pas encore été enregistré dans la banque de données ADN « Condamnés » ou dans la banque de données ADN « Criminalistique », le procureur du Roi ou le procureur général adresse une requête au laboratoire ADN qui a établi le profil. Cette requête donne l'ordre de transmettre le profil ADN du condamné ou de l'interné ainsi que les données y relatives (énumérées à l'article 44^{quater}, § 3, alinéa 2, CIC) au gestionnaire des banques nationales de données ADN aux fins d'enregistrement dans la banque de données ADN « Condamnés ».

Un modèle distinct a été rédigé à cette fin (Modèle n° 8 à l'Addenda I).

Le laboratoire ADN ne peut pas facturer de frais à cet effet conformément à l'article 3 de l'A.R. ADN Tarifs.³⁶⁴

→ Ordre au service DIS

Il est possible que le profil de référence de la personne condamnée ait déjà été enregistré dans la banque de données ADN « Criminalistique » (en raison d'une correspondance avec une trace) ou dans la banque de données ADN « Condamnés » (en raison d'une condamnation pour l'une des infractions figurant dans la liste de l'article 5 de la loi ADN 1999-2011). Cette information peut être vérifiée à l'aide de l'onglet « statut » du fichier national des numéros de code ADN.

Si le profil se trouve déjà dans la banque de données ADN « Condamnés », il devra, en cas de nouvelle condamnation, être (ré)enregistré dans la banque de données ADN « Condamnés » pour une période de 30 ans. Concrètement, cela signifie que le gestionnaire des banques nationales de données ADN doit remettre le compteur à zéro pour commencer un nouveau délai d'enregistrement de 30 ans.

Si ce profil se trouve dans la banque de données ADN « Criminalistique », le gestionnaire des banques nationales de données ADN doit l'enregistrer dans la banque de données ADN « Condamnés » pour une période de 30 ans et le supprimer de la banque de données ADN « Criminalistique ».

Un modèle distinct a également été rédigé à cet effet (Modèle n° 9 à l'Addenda I).

4. Le profil ADN n'a pas encore été établi³⁶⁵

→ Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence par la police

Si, après consultation de la cellule nationale, il apparaît que le profil ADN du condamné ou de l'interné n'a pas encore été établi, le procureur du Roi ou le procureur général ordonne – si nécessaire sous la contrainte – le prélèvement d'un échantillon de référence sur cette personne.³⁶⁶

Avant qu'il ne soit procédé au prélèvement de cet échantillon de référence, le procureur du Roi, le procureur général ou un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi,

³⁶⁴ L'article 3 dispose que : « Sauf les exceptions prévues, les tarifs fixés dans le présent arrêté couvrent tous les travaux et frais des experts, y compris les analyses, le rapport, le coût salarial des collaborateurs, les frais de secrétariat et de correspondance. »

³⁶⁵ Article 5^{ter}, loi ADN 1999-2011.

³⁶⁶ Article 5^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011, avec renvoi à l'article 5^{bis}, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

doit communiquer à l'intéressé les mêmes informations que celles susmentionnées (*supra*, 7.3.2., 3).³⁶⁷

Le procureur du Roi ou le procureur général requiert un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, pour prélever l'échantillon de référence sur le condamné ou l'interné. Pour le prélèvement de sang, seul un médecin peut être requis.³⁶⁸

Le procureur du Roi ou le procureur général requiert pour ce faire, en principe, la police locale du lieu de domicile de l'intéressé.

Pour la réquisition à la police, le modèle d'apostille Modèle n° 6 relatif au « prélèvement d'un échantillon de référence après condamnation ou internement » doit obligatoirement être utilisé.

Un modèle distinct a été élaboré afin de marquer les différences avec le prélèvement d'un échantillon de référence sur ordre du procureur du Roi pendant l'information judiciaire. À l'égard de condamnés :

- le prélèvement sur ordre du procureur du Roi ou du procureur général est également possible sous la contrainte ;
- le réquisitoire du laboratoire ADN n'est pas annexé. Pour les condamnés, le magistrat de la cellule nationale rédige, une fois par mois, un réquisitoire collectif adressé au laboratoire central ;
- les échantillons de référence doivent être transmis à la cellule nationale.

7.3.3. Services de police

1. Vérification approfondie de l'identité du condamné ou de l'interné

L'article 7 de l'A.R. ADN 2013 s'applique également au prélèvement d'un échantillon de référence sur un condamné ou un interné.

Avant de procéder au prélèvement de l'échantillon de référence, les empreintes digitales doivent d'abord être collectées et vérifiées dans le fichier APFIS. Le numéro APFIS doit être mentionné sur la page de garde du procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence.

Si, pour des raisons organisationnelles, cette procédure ne peut être respectée, le numéro APFIS, le résultat de la comparaison des empreintes digitales et les alias doivent au moins figurer dans le procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence, avant que le procès-verbal ne soit envoyé au magistrat en charge du dossier et que l'échantillon soit transmis à la cellule nationale et au laboratoire ADN.³⁶⁹

S'il ressort de ce contrôle que l'intéressé a été condamné sous une identité inexacte, la police en informe le magistrat de parquet qui a rédigé le réquisitoire.

2. Notifications préalables

Les notifications préalables requises doivent être effectuées, par défaut, par les services de police, en particulier par un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi.

³⁶⁷ Article 5ter, § 1^{er}, alinéa 2, loi ADN 1999-2011.

³⁶⁸ Article 5ter, § 2, alinéas 1 et 2, loi ADN 1999-2011.

³⁶⁹ Article 7, A.R. ADN 2013.

Avant qu'il ne soit procédé au prélèvement de l'échantillon de référence, celui-ci informe l'intéressé³⁷⁰ :

- 1° de l'enregistrement de son profil ADN dans la banque de données ADN « Condamnés » ;
- 2° de la comparaison systématique de son profil ADN avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales et étrangères de données ADN ;
- 3° en cas de lien positif avec un des profils visés au 2°, de l'enregistrement de ce lien.

3. Pas d'accord nécessaire de l'intéressé – contrainte possible

Le ministère public est compétent pour l'exécution des peines et il peut utiliser la contrainte, comme c'était le cas dans la loi précédente.³⁷¹

Si la mesure doit être exécutée sous la contrainte physique, celle-ci est exercée par des fonctionnaires de police sous l'ordre d'un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi. Dans ce cas, le prélèvement de sang est interdit.³⁷²

L'usage de la contrainte signifie que le condamné peut temporairement être retenu ou emmené au bureau, mais uniquement pour le temps nécessaire au prélèvement de l'échantillon de référence ADN.

4. Prélèvement de l'échantillon de référence

La police peut uniquement effectuer un frottis buccal ou un prélèvement de bulbes pileux. Conformément à l'article 8 de l'A.R.

ADN 2013, le prélèvement d'un échantillon de référence sur une personne s'effectue à l'aide de matériel stérile pour prélèvement buccal, de sang ou de bulbes pileux recommandé par l'INCC.

À la suite d'un marché public, les services de police ont reçu des trousseaux standard pour le prélèvement de cellules buccales par frottis, qui ont été réparties par la direction générale de la police fédérale.³⁷³

Lorsque le prélèvement d'un échantillon de référence doit être opéré sur une personne condamnée et détenue, les établissements pénitentiaires doivent fournir l'assistance nécessaire au service concerné pour permettre le prélèvement, notamment par la mise à disposition d'un local adéquat.³⁷⁴

5. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence

L'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, rédige un procès-verbal du prélèvement de l'échantillon de référence.³⁷⁵ L'article 9 de l'A.R. 2013 est également d'application.

Un procès-verbal distinct est dressé pour chaque échantillon de référence prélevé, contenant les éléments suivants :

³⁷⁰ Article 5ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011, avec renvoi à l'article 5bis, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

³⁷¹ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 30.

³⁷² Article 5ter, § 2, loi ADN 1999-2011.

³⁷³ Marché public n° 2014/ROJ402/ADN/DG/07 attribué le 1^{er} avril 2015 pour une durée de quatre ans.

³⁷⁴ Article 8, in fine, A.R. ADN 2013 et Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52397.

³⁷⁵ Article 5ter, § 2, alinéa 3, loi ADN 1999-2011.

1. la date et l'heure auxquelles l'échantillon de référence a été prélevé ;
2. le numéro de notice du dossier répressif dans lequel le prélèvement a été effectué ;
3. le nom du procureur du Roi ou du juge d'instruction qui a ordonné le prélèvement ;
4. le nom complet, les alias, la date de naissance, le lieu ou, le cas échéant, le pays de naissance et le sexe de la personne sur laquelle l'échantillon de référence a été prélevé ;
5. le numéro de référence de la trousse de prélèvement buccal ou, le cas échéant, de sang ou de bulbes pileux ;
6. les conditions dans lesquelles le prélèvement a été effectué (consentement de l'intéressé, mesures prises pour pouvoir procéder au prélèvement, etc.).

Il n'est pas nécessaire de demander, au préalable, au greffe un numéro de pièce à conviction pour l'échantillon de référence du condamné. En effet, le laboratoire central est tenu par la loi de détruire immédiatement l'échantillon de référence une fois l'analyse terminée.

Important : ce procès-verbal peut uniquement être transmis au magistrat local / à la cellule locale et ne doit dès lors pas être communiqué à la cellule nationale et au laboratoire central.

6. Mise sous scellés de l'échantillon de référence

Immédiatement après le prélèvement, l'échantillon de référence est scellé, avec indication du numéro du procès-verbal de prélèvement, la qualité de la personne (en l'occurrence, condamné ou interné) et le numéro de code ADN.³⁷⁶

Il est également de règle de mentionner le numéro de notice.

7. Lorsque le condamné ou l'interné n'est pas trouvé : signalement et désignement

Lorsque le condamné ou l'interné n'est pas trouvé, **il convient d'abord de vérifier que celui-ci n'est pas incarcéré en prison.** Ensuite, la police doit – conformément au modèle d'apostille – procéder automatiquement au signalement de l'intéressé.

En vertu de la directive MFO-3, ce signalement peut uniquement être effectué par la direction générale de la police judiciaire/direction centrale des opérations de police judiciaire/Cellule Saisie – Signalement (DGJ/DJO/VSS). Le signalement du prélèvement ADN est considéré comme prioritaire et doit être exécuté par ce service dans les 60 jours.

Il incombe au service de la police locale de communiquer, au nom du procureur, l'ordre de signalement au service susmentionné. Il s'agit d'une directive contraignante imposée par la présente circulaire.

En cas de signalement, la qualité de la personne signalée (en l'occurrence, condamné ou interné) **ainsi que son numéro de code ADN³⁷⁷** sont inscrits dans la banque de données nationale générale (BNG) et il est indiqué que le prélèvement peut être effectué sous la

³⁷⁶ Article 10, A.R. ADN 2013.

³⁷⁷ Décision du groupe de travail *ad hoc* adoptée dans le cadre de l'évaluation de la circulaire, procès-verbal de la réunion du 2 avril 2015, lors de laquelle six raisons ont été retenues pour l'enregistrement du numéro de code ADN dans l'avis de signalement.

contrainte, si nécessaire. Il est dressé un procès-verbal du signalement, lequel est transmis à la cellule locale.

Lorsque l'intéressé est ensuite retrouvé et que les missions relatives au prélèvement de l'échantillon de référence ont été exécutées, il **doit** être désigné. **Ce désignement peut toutefois être effectué par toutes les unités.** Il en est également dressé un procès-verbal qui est envoyé à la cellule locale.

Remarque : si l'intéressé est signalé sous un ancien numéro de code ADN local, il y a lieu de contacter le parquet local afin qu'un numéro de code ADN soit attribué.

8. Transmission de l'échantillon de référence à la cellule nationale

La police doit déposer l'échantillon de référence du condamné ou de l'interné à la cellule nationale (parquet fédéral), par porteur ou par la poste, à l'aide du Modèle n° 15 joint à l'Addenda I.

Les échantillons de référence qui ne contiennent pas les données requises (à savoir le numéro de notice, le numéro du procès-verbal de prélèvement, la qualité du condamné ou de l'interné et le numéro de code ADN) sont refusés.

7.3.4. Magistrat de la cellule nationale

Réquisitoire collectif de la cellule nationale au laboratoire ADN central

Le procureur du Roi désigne un expert attaché à un laboratoire ADN agréé, pour établir le profil ADN de l'échantillon de référence du condamné ou de l'interné.³⁷⁸

Il est toujours fait appel au même laboratoire central en vue d'établir des profils ADN de condamnés ou d'internés.³⁷⁹ Les demandes d'analyse ADN de condamnés ou d'internés ne pourront être adressées qu'à ce laboratoire et seul le magistrat de la cellule nationale pourra les ordonner.

L'objectif est que le magistrat de la cellule nationale ADN envoie, une fois par mois, à ce laboratoire ADN central, un réquisitoire collectif établi de manière standard dans les trois langues nationales (français, néerlandais et allemand).

Un modèle standard a été élaboré pour ce réquisitoire collectif (Modèle n° 10 à l'Addenda I).

7.3.5. Laboratoire ADN désigné pour les analyses ADN de condamnés et des internés

1. Retrait des échantillons de référence à la cellule nationale

Le laboratoire ADN désigné doit retirer les échantillons de référence des condamnés et des internés auprès de la cellule nationale.³⁸⁰

2. Suppression de l'obligation de rédiger un rapport

³⁷⁸ Article 5ter, § 3, loi ADN 1999-2011.

³⁷⁹ La société allemande « Laboratorium Eurofins Medigenomix Forensik GmbH, München ».

³⁸⁰ Cahier des charges n° 2012/BBL311/DG/005 du 11 octobre 2012, p. 20.

L'expert du laboratoire ADN désigné reçoit uniquement l'ordre d'établir le profil ADN de l'échantillon de référence du condamné ou de l'interné.³⁸¹ Il ne doit donc pas en établir de rapport.

Une telle notification dans le cadre de l'exécution de la peine n'est plus utile. De plus, la suppression de cette obligation de rapportage engendrera une réduction substantielle du travail administratif et donc des coûts.³⁸²

3. Transmission automatique des données au service DIS

Dans un délai maximal d'un mois après la réception de sa mission et de l'échantillon de référence, l'expert du laboratoire ADN désigné communique d'office au gestionnaire des banques nationales de données ADN, le profil ADN obtenu et les données y relatives (qui sont énumérées à l'article 44^{quater}, § 3, alinéa 2, CIC), afin qu'ils soient enregistrés dans la banque de données ADN « Condamnés ».³⁸³

Pour ce faire, il utilise toujours le logiciel de cryptage mis à disposition par l'INCC.³⁸⁴

4. Communication du profil ADN établi à la cellule nationale

Chaque fois qu'un profil de référence ADN d'un condamné ou d'un interné est établi, il doit être communiqué à la cellule nationale, en même temps que la transmission de données au service DIS. Cet envoi doit être effectué par le même système sécurisé et crypté (*supra*, 2.3.4., 4).³⁸⁵

5. Destruction des échantillons de référence

Après avoir établi le profil ADN du condamné ou de l'interné, l'expert du laboratoire ADN désigné détruit immédiatement l'échantillon de référence et les échantillons qui en dérivent.³⁸⁶

7.3.6. Banques nationales de données ADN (service DIS)

Enregistrement et comparaison systématique et – en cas de lien positif – enregistrement de ce lien

Le gestionnaire des banques nationales de données ADN doit enregistrer les profils ADN des condamnés et des internés dans la banque de données ADN « Condamnés ».

Chaque fois qu'un profil ADN d'un condamné ou d'un interné est (à nouveau) enregistré, le compteur pour la destruction automatique du profil ADN après 30 ans doit être (re)mis à zéro.

Les profils ADN des échantillons de référence ne peuvent être enregistrés dans la banque de données « Condamnés » que sous leur numéro de code ADN.

³⁸¹ Article 5^{ter}, § 3, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

³⁸² *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 30.

³⁸³ Article 5^{ter}, § 3, alinéa 2, loi ADN 1999-2011.

³⁸⁴ Article 16, § 4, A.R. ADN 2013 ; Cahier des charges n° 2012/BBL331/DG/005, p. 21.

³⁸⁵ Article 16, § 4, A.R. ADN 2013 ; Cahier des charges n° 2012/BBL331/DG/005, p. 21.

³⁸⁶ Article 5^{ter}, § 3, *in fine*, loi ADN 1999-2011.

Les profils ADN figurant dans la banque de données « Condamnés » sont systématiquement et automatiquement comparés avec tout nouveau profil enregistré dans les banques nationales et étrangères de données ADN (récidive). Chaque lien positif établi est également enregistré.

Effacement de la banque de données ADN « Condamnés »

Les profils ADN et les données y relatives sont automatiquement effacés de la banque de données ADN « Condamnés » à l'échéance des trente années après leur (dernier) enregistrement, sauf si le magistrat compétent a fixé un délai plus court.³⁸⁷

À titre d'exemple, l'exposé des motifs renvoie au cas de la réhabilitation. La personne concernée peut, le cas échéant, demander au ministère public d'effacer ses données de la banque de données ADN « Condamnés ». Le ministère public apprécie souverainement la suite à réserver à une telle demande.³⁸⁸

Le délai de 30 ans correspond au délai de conservation dans la banque de données « Criminalistique » et au délai de prescription maximum des crimes non correctionnalisables.

Le choix s'est porté sur une procédure permettant un effacement automatique des données de la banque de données ADN. Le système de la loi précédente, qui prévoyait le critère « après décès », est en effet très contraignant en termes d'économie de procédure. Dans ce cas, il convient de tenir une liste des personnes condamnées ou internées pour les infractions pour lesquelles l'enregistrement dans la banque de données ADN « Condamnés » est prescrit. Par ailleurs, les données du décès doivent être tenues à jour et communiquées au magistrat compétent, qui transmettra ensuite ces informations au gestionnaire des banques nationales de données ADN.³⁸⁹

Les profils ADN et les données y relatives sont également effacés lorsque – ayant formé opposition dans le délai extraordinaire d'opposition – le condamné ou l'interné est acquitté du chef des infractions qui justifiaient l'enregistrement de son profil ADN, ou lorsque la décision de condamnation ou d'internement est annulée à la suite d'une procédure en révision.³⁹⁰

³⁸⁷ Article 5, § 2, alinéa 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

³⁸⁸ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 29.

³⁸⁹ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 29.

³⁹⁰ Article 5, § 2, alinéa 2, loi ADN 1999-2011.

7BIS. INTERVENANTS – ORDRE DU MAGISTRAT FÉDÉRAL (CELLULE NATIONALE)

L'article 5^{quinquies} de la loi ADN 1999-2011 récemment introduit, tel que modifié par la loi du 17 mai³⁹¹, régit la création de la nouvelle banque de données ADN « Intervenants », afin de parvenir à une administration de la preuve de meilleure qualité.

Cet article prévoit également une procédure distincte de prélèvement d'échantillons de référence sur les intervenants.

Les intervenants sont toutes les personnes qui, dans l'exercice de leur fonction, interfèrent dans la recherche médico-légale de traces (par exemple, agents de police, magistrats, secouristes, collaborateurs des laboratoires, etc.) et peuvent, le cas échéant, contaminer involontairement ces traces.

7BIS.1. Nouvelles dispositions légales

Article 5^{quinquies} de la loi ADN 1999-2011 :

- Création d'une banque de données ADN « Intervenants ».
- Le Roi déterminera la liste d'intervenants ou les catégories d'intervenants.
- Obligation légale découlant de l'exercice de certaines professions ou fonctions.
- Attribution d'un numéro de code ADN « INV ».
- Centralisation auprès de la cellule nationale : le magistrat fédéral ADN ordonne le prélèvement des échantillons de référence sur les intervenants et se charge d'adresser les réquisitoires au laboratoire d'analyse ADN (apostilles/réquisitoires collectifs).
- Transmission automatique des données à l'INCC.
- Comparaison systématique dans les banques nationales de données ADN « Criminalistique » et « Personnes disparues ».
- Effacement des profils ADN de la banque de données ADN « Intervenants » sur ordre du ministère public, soit d'office, soit à la demande de l'intervenant, et en tout cas après 50 ans.

7BIS.2. Discussion

7BIS.2.1. Conditions

Le magistrat fédéral de la cellule nationale peut ordonner qu'un échantillon de référence soit prélevé sur un intervenant s'il est satisfait aux conditions suivantes.³⁹²

1. Qualité

La loi ne prévoit qu'une définition fonctionnelle de ce qu'il y a lieu d'entendre par intervenant.

Un intervenant est la personne qui, de par sa fonction et en cette qualité, est associée directement ou indirectement à la recherche de traces, à l'analyse ou au traitement des traces découvertes.³⁹³

La contamination est la présence possible d'ADN provenant d'intervenants.³⁹⁴

³⁹¹ Loi du 17 mai 2017 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, en vue de créer une banque de données ADN « Intervenants », *M.B. du 31 mai 2017*

³⁹² Articles 3^{bis} et 5^{quinquies} de la loi ADN 1999-2011, tels que modifiés par la loi du 17 mai 2017

³⁹³ Article 2, 13°, de la loi ADN 1999-2011.

³⁹⁴ Article 2, 14°, de la loi ADN 1999-2011.

Il appartient au Roi de déterminer concrètement les intervenants ou les catégories d'intervenants de l'enquête dont le profil ADN doit être établi aux fins d'enregistrement dans la banque de données « Intervenants ».³⁹⁵

Selon les auteurs de la proposition de loi, il y a lieu de songer, entre autres, aux services de police, aux membres de la police technique et scientifique, aux secouristes, aux juges d'instruction, aux magistrats de parquet, aux collaborateurs des laboratoires et aux membres du personnel de l'INCC.³⁹⁶

À cet égard, il faudra procéder à un examen de la proportionnalité.³⁹⁷

La législation actuelle permet déjà d'établir, de manière ponctuelle, le profil ADN d'un non-suspect³⁹⁸, y compris d'un intervenant. Toutefois, ce profil ADN peut être utilisé uniquement à des fins de comparaison avec les traces découvertes dans le cadre de l'affaire, ne reçoit pas de numéro de code ADN et ne peut pas être transféré ou enregistré dans les banques de données de l'INCC.

L'objectif de la banque de données ADN « Intervenants » n'est pas de recommencer l'analyse ADN dans chaque dossier individuel, mais de l'organiser de façon systématique afin d'exclure de l'enquête des erreurs humaines et la contamination.

Il n'empêche qu'il peut être recouru à la procédure pour les « non-suspects » lorsque, par exemple, un travailleur occasionnel de la justice ou d'un laboratoire qui n'est pas repris dans la liste a participé à un dossier concret et qu'il est possible que les directives visant à éviter la contamination n'aient pas été respectées. Lors d'une instruction judiciaire, le prélèvement sous la contrainte peut également être ordonné.

2. Obligation découlant de la loi

À la suite de l'avis de la Commission de protection de la vie privée, la procédure relative aux non-suspects a été abandonnée et il a été opté pour une procédure distincte pour les intervenants, qui ne repose pas sur le fondement juridique du consentement.

Le consentement au prélèvement d'ADN peut constituer une condition légale à l'exercice de certains métiers ou certaines fonctions.

Quiconque figure sur la liste des intervenants est donc obligé de se soumettre au prélèvement d'un échantillon de référence ADN.

La loi ne précise pas si cet échantillon peut être prélevé sous la contrainte. Cette précision n'est pas nécessaire étant donné que les personnes qui refuseraient de faire l'objet d'un prélèvement d'échantillon ADN ne pourraient plus, en toute logique, exercer la fonction au cours de laquelle elles entrent en contact avec des traces.³⁹⁹

3. Notifications préalables

Les intervenants ne doivent donc pas donner leur consentement écrit, mais doivent avoir été préalablement informés⁴⁰⁰ :

- de l'enregistrement de leur profil ADN dans la banque de données ADN « Intervenants » ;

³⁹⁵ Article 5quinquies, § 1^{er}, de la loi ADN 1999-2011.

³⁹⁶ Doc. parl., Chambre, session 2016-2017, DOC 54 2087/001, p 4.

³⁹⁷ Avis de la Commission de protection de la vie privée n° 39/2013 du 4 septembre 2013.

³⁹⁸ Cf. article 44sexies et article 90duodecies CIC – supra partie III, points 3 et 5.

³⁹⁹ Doc. parl., Chambre, session 2016-2017, DOC 54 2087/006, p 6.

⁴⁰⁰ Article 5quinquies, § 2, de la loi ADN 1999-2011.

- de la comparaison systématique de leur profil ADN avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales « Personnes disparues » et « Criminalistique » afin d'établir une contamination directe ou indirecte ;
- en cas de lien positif avec un des profils ADN, de l'enregistrement de ce lien.

Pas d'application de la législation Salduz

Les règles découlant de la législation Salduz ne s'appliquent pas.

4. Finalité

Les données ADN des intervenants ont pour but d'établir la contamination directe et indirecte des traces découvertes, de sorte que ce matériel ADN peut être exclu de l'enquête.

Les profils ADN des intervenants sont exclus de l'échange international de profils ADN.⁴⁰¹

7BIS.2.2. Magistrat fédéral de la cellule nationale

7BIS 2.2.1. Centralisation au sein de la cellule nationale

Les missions des intervenants sont centralisées au sein de la cellule nationale afin de réaliser des économies de procédure, pour assurer une plus grande professionnalisation et l'unité du commando au sein du ministère public. Les magistrats de référence locaux et les cellules ADN locales ne doivent donc pas s'occuper de cette matière.

Ainsi, après la publication de l'arrêté royal, une liste précise des intervenants pourra être dressée, laquelle pourra être traitée facilement par la cellule nationale, au moyen de missions « collectives ».

Si, après ce premier tour, les magistrats de référence locaux ont connaissance de modifications (par exemple, désignation d'un nouvel expert au sein du laboratoire local), ils transmettent ces informations à la cellule nationale, qui fera ensuite le nécessaire. Partant, la cellule nationale peut coordonner et actualiser le tout.

2. Attribution d'un numéro de code ADN

Un numéro de code ADN doit être attribué à l'échantillon de référence prélevé sur un intervenant⁴⁰².

La mention « INV » (Intervenants) est ajoutée à ce numéro de code ADN, en vue de pouvoir identifier facilement ces dossiers.

Une procédure parallèle à celle existant pour les parents des personnes disparues a été élaborée afin de clarifier la finalité spécifique des garanties et des restrictions sur l'utilisation des données ADN⁴⁰³.

La cellule nationale a pour mission l'attribution et la gestion de ces codes DNA-BE-INV, qui sont effectuées par l'application web ADN de la même manière que pour les suspects, les condamnés et les parents.

Les données d'identité des personnes mentionnées dans la liste qui sera établie à l'occasion de la publication de l'arrêté royal doivent, idéalement, être regroupées dans un fichier Excel,

⁴⁰¹ Article 8 de la loi ADN.

⁴⁰² Article 5quinquies, § 1^{er}, *in fine*.

⁴⁰³ Doc. parl., Chambre, session 2016-2017, DOC 54 2087/007, amendement n°9, p.8

afin que celui-ci puisse être chargé immédiatement dans l'application web et permette de rédiger une mission collective de prélèvement d'échantillons de référence.

Si la liste fait l'objet de modifications ou d'ajouts par la suite, il convient de vérifier à chaque fois quelle personne a déjà reçu un numéro de code ADN INV.

3. Apostille relative au prélèvement d'un échantillon de référence sur un intervenant par la police

Le magistrat fédéral ordonne le prélèvement des échantillons de référence sur les intervenants, conformément à l'article 5*quinquies*, §§ 2 et 3, de la loi ADN. Un modèle d'apostille sera rédigé.

Aucun procès-verbal de prélèvement ne sera établi, puisqu'il n'existe aucun lien vers un dossier répressif concret. Seul un rapport de prélèvement devra être joint.

Le magistrat fédéral requiert un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, pour prélever, sur l'intervenant, un échantillon de référence de cellules buccales ou de bulbes pileux. Pour le prélèvement de sang, seul un médecin peut être requis.

4. Réquisition d'un laboratoire d'analyse ADN

Le magistrat fédéral désigne un expert attaché à un laboratoire ADN agréé, pour établir le profil ADN de l'échantillon de référence de l'intervenant.⁴⁰⁴

Cette mesure sera ordonnée, autant que possible, au moyen d'une réquisition collective qui, pour des raisons d'économies de procédure, sera adressée au laboratoire de l'INCC.

5. Contre-expertise

La loi ne prévoit pas qu'une contre-expertise puisse être demandée.

7BIS.2.3. Services de police

L'article 5*quinquies* de la loi ADN ne fait pas référence à des articles du Code d'instruction criminelle.

1. PAS de vérification approfondie de l'identité de l'intervenant

L'article 7 de l'A.R. ADN 2013 ne s'applique pas aux intervenants.

2. Notifications préalables

Les notifications préalables requises doivent être effectuées, par défaut, par les services de police, en particulier par un officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi.

Avant qu'il ne soit procédé au prélèvement de l'échantillon de référence, celui-ci informe l'intéressé⁴⁰⁵ :

⁴⁰⁴ Article 5*quinquies*, § 3.

⁴⁰⁵ Article 5*quinquies*, § 2, de la loi ADN 1999-2011.

- de l'enregistrement de leur profil ADN dans la banque de données ADN « Intervenants » ;
- de la comparaison systématique de leur profil ADN avec les profils ADN enregistrés dans les banques nationales « Personnes disparues » et « Criminalistique » afin d'établir une contamination directe ou indirecte ;
- en cas de lien positif avec un des profils ADN, de l'enregistrement de ce lien.

3. Pas d'accord nécessaire de l'intéressé – obligation découlant de la loi

Cf. *supra* point 7 BIS 2.1., 2.

4. Prélèvement de l'échantillon de référence

La police peut uniquement effectuer un frottis buccal ou un prélèvement de bulbes pileux. Pour le prélèvement de sang, un médecin doit être requis.

5. Rédaction d'un procès-verbal de prélèvement de l'échantillon de référence

L'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, dresse un procès-verbal du prélèvement de l'échantillon de référence.⁴⁰⁶

Il a été décidé de ne pas utiliser le terme « procès-verbal » vu que normalement ce terme réfère aux constats de la police dans un dossier particulier. Cette pièce est transférée au magistrat et est également incluse dans le dossier pénal.

Dans le contexte de la base de données «intervenants », le prélèvement de l'échantillon n'est pas effectué dans le contexte d'un dossier spécifique, et il est également pas prévu que cette pièce soit incluse dans le dossier pénal. Dès lors, le terme « rapport de prélèvement d'échantillon » a été choisi⁴⁰⁷.

Ce procès-verbal peut se rapporter à différents intervenants et est transmis à la cellule nationale.

Le procès-verbal de prélèvement doit comporter les éléments suivants :

- 1) l'identité et la qualité du service de police chargé du prélèvement ;
- 2) le lieu où l'échantillon a été prélevé ;
- 3) la date et l'heure auxquelles l'échantillon de référence a été prélevé ;
- 4) le nom complet, la date et le lieu de naissance, la fonction et, éventuellement, le numéro d'identification de l'intéressé, ainsi que le sexe de la personne ;
- 5) le numéro de code ADN INV.

6. Mise sous scellés de l'échantillon de référence

Immédiatement après le prélèvement, l'échantillon de référence est scellé, avec indication de la qualité de la personne (en l'occurrence, l'intervenant) et le numéro de code ADN INV.⁴⁰⁸

7. Lorsque l'intervenant n'est pas trouvé : PAS de signalement automatique

8. Transmission de l'échantillon de référence au laboratoire d'analyse ADN de l'INCC

⁴⁰⁶ Article 5*quinquies*, § 3.

⁴⁰⁷ Doc. parl., Chambre, session 2016-2017, DOC 54 2087/007, amendement n°9, p.8-9.

⁴⁰⁸ Article 10, A.R. ADN 2013.

La police doit amener l'échantillon de référence de l'intervenant au laboratoire d'analyse ADN de l'INCC.

7BIS.2.4. Laboratoire ADN désigné pour les analyses ADN d'intervenants

1. Pas de rapport

La loi ne prévoit pas que le laboratoire d'analyse ADN doit dresser un rapport.

2. Transmission automatique des données au service DIS

Dans un délai maximal d'un mois après la réception de sa mission et de l'échantillon de référence, l'expert du laboratoire ADN désigné communique d'office au gestionnaire des banques nationales de données ADN, le profil ADN obtenu et les données y relatives, afin qu'ils soient enregistrés dans la banque de données ADN « Intervenants ». ⁴⁰⁹

Pour ce faire, il utilise toujours le logiciel de cryptage mis à disposition par l'INCC. ⁴¹⁰

4. Communication du profil ADN établi à la cellule nationale

Chaque fois qu'un profil de référence ADN d'un intervenant est établi, il doit être communiqué à la cellule nationale, en même temps que la transmission de données au service DIS. Cet envoi doit être effectué par le même système sécurisé et crypté. ⁴¹¹

5. Destruction des échantillons de référence

Après avoir établi le profil ADN de l'intervenant, l'expert du laboratoire ADN désigné détruit immédiatement l'échantillon de référence et les échantillons qui en dérivent. ⁴¹²

7BIS.2.5. Banques nationales de données ADN (service DIS))

Enregistrement et comparaison systématique et – en cas de lien positif – enregistrement de ce lien

Le gestionnaire des banques nationales de données ADN doit enregistrer les profils ADN des intervenants dans la banque de données ADN « Intervenants ».

Les profils ADN des échantillons de référence ne peuvent être enregistrés dans la banque de données « Intervenants » que sous leur numéro de code ADN INV.

Les profils ADN figurant dans la banque de données « Intervenants » donnent lieu à une comparaison systématique et automatique avec tout nouveau profil enregistré dans les banques nationales de données ADN. Chaque lien positif établi doit être enregistré. ⁴¹³

⁴⁰⁹ Article 5quinquies, § 3, loi ADN 1999-2011.

⁴¹⁰ Application par analogie de l'article 16, § 4, A.R. ADN 2013.

⁴¹¹ Application par analogie de l'article 16, § 4, A.R. ADN 2013.

⁴¹² Article 5quinquies, § 3, *in fine*, loi ADN 1999-2011.

⁴¹³ Article 5quater, § 1^{er}, loi ADN 1999.

Cette disposition permet donc la comparaison, non seulement avec les banques de données « Criminalistique » et « Personnes disparues » comme mentionné dans les notifications préalables à l'intervenant mais aussi avec la banque de données ADN « Condamnés » ce qui a peu de sens. L' INCC est dès lors invité à fournir une technologie qui ne permet aucune comparaison avec la banque de données ADN « Condamnés ».

Aucune comparaison n'est effectuée avec les banques de données ADN étrangères.

Effacement de la banque de données ADN « Intervenants »

Les profils ADN et les données y relatives sont effacés sur ordre du procureur du Roi, dès lors que leur conservation dans la banque de données n'est pas ou n'est plus utile.

La loi prévoit également que l'intervenant peut demander au ministère public d'être effacé. Il semble indiqué que les intervenants informent également la cellule nationale lorsqu'ils cessent d'exercer la fonction ayant donné lieu à l'enregistrement dans la banque de données ADN « Intervenants ». Toutefois, le procureur garde un droit d'appréciation à cet égard en fonction des besoins de l'enquête. Il peut, par exemple, être utile de conserver durant quelque temps encore un intervenant retraité dans la banque de données si de nombreux dossiers dans lesquels celui-ci a travaillé sont toujours pendants⁴¹⁴.

Les profils ADN des intervenants doivent être retirés de la banque de données ADN « Intervenants » en tout cas après un maximum de 50 ans. Ce délai tient compte de la possible carrière « étendu (allongée ?) » d'un officier de police⁴¹⁵.

⁴¹⁴ Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54 2087/006, p. 7-9 et doc 54 2078/007, p.9

⁴¹⁵ Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54 2087/007, amendement n°9, p.8-9

8. COMPARAISONS AU SEIN DES BANQUES NATIONALES DE DONNÉE ADN (SERVICE DIS)

Au niveau national, la comparaison entre elles des données enregistrées dans les banques nationales de données ADN est régie par l'article 5^{quater} de la loi ADN 1999-2011.

Dans l'ancienne législation ADN, une décision motivée du magistrat était nécessaire pour comparer de nouvelles données avec celles consignées dans les fichiers nationaux. Le magistrat devait donc chaque fois adresser un réquisitoire à l'expert de l'INCC afin d'effectuer cette comparaison. L'expérience a montré toutefois que de nombreux devoirs étaient oubliés et par là-même, de nombreuses comparaisons n'étaient jamais réalisées.

La nouvelle loi vise à rendre optimale l'utilisation des banques nationales de données ADN. Pour cette raison, la gestion de ces banques de données a été considérée comme une gestion de données judiciaires légalement attribuée au gestionnaire des banques nationales de données ADN, lui donnant la tâche de comparer d'office tous les profils ADN enregistrés entre eux.⁴¹⁶

Par analogie avec l'échange international, il est logique que les fichiers ADN nationaux soient aussi comparés de façon automatisée.⁴¹⁷

8.1. Principales nouvelles dispositions légales

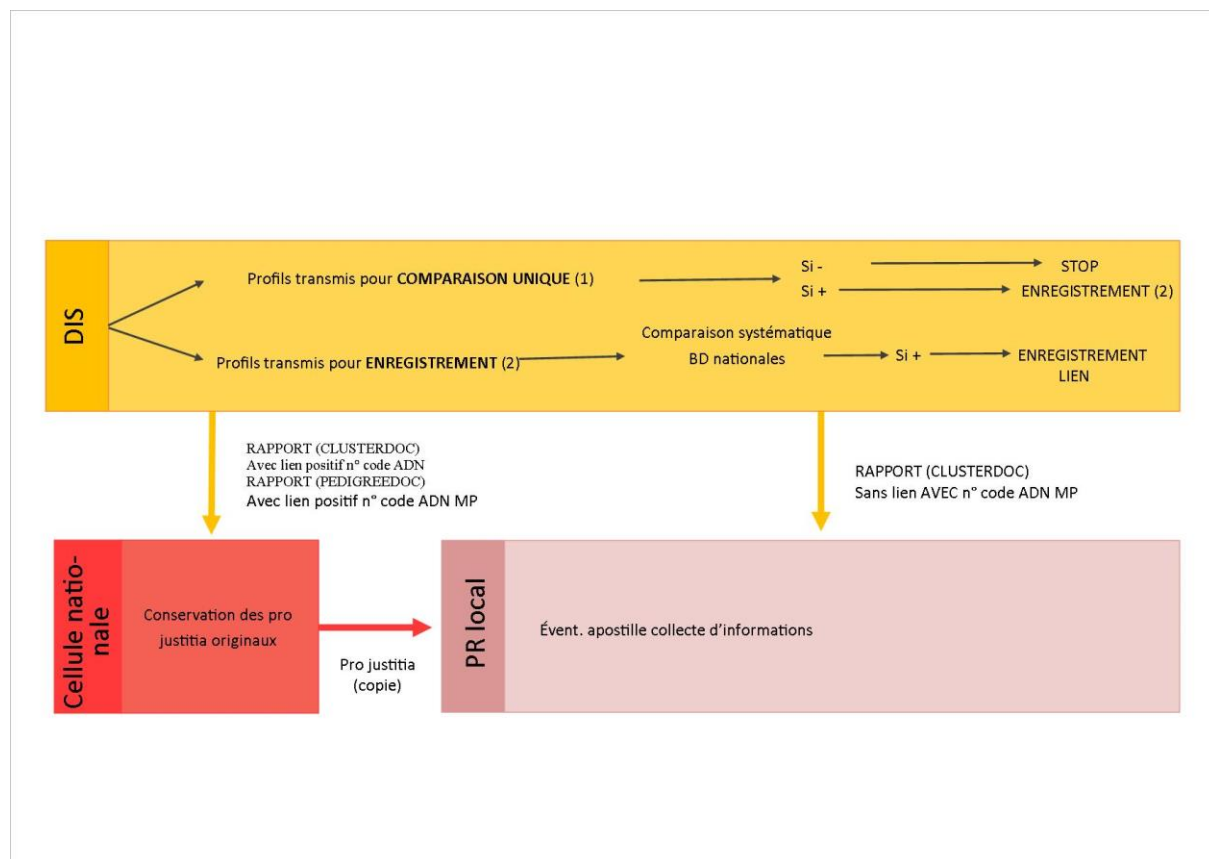
Article 5^{quater} loi ADN 1999-2011 :

- *Le gestionnaire des banques nationales de données ADN reçoit d'office pour tâche de comparer systématiquement tous les profils ADN enregistrés entre eux.*
- *Le rapportage du gestionnaire national a été simplifié : en cas de lien positif → notification détaillée, en cas d'absence de lien → simple notification.*
- *Le résultat doit être notifié dans les 15 jours au magistrat concerné.*
- *Via la cellule nationale : lorsqu'un lien positif avec un numéro de code ADN a été constaté, la cellule nationale établit un pro justitia et le transmet au magistrat concerné.*

⁴¹⁶ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 30 et 31.

⁴¹⁷ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 31.

8.2. Schéma de procédure⁴¹⁸



8.3. Analyse

8.3.1. Banques nationales de données ADN (DIS)

Comparaison systématique d'office

Le nouvel article 5^{quater} de la loi ADN 1999-2011 regroupe les différentes missions du gestionnaire des banques nationales de données ADN relatives à la comparaison des profils ADN.

Bien que cet article soit structuré de manière logique, les nombreux renvois le rendent difficilement lisible. En substance, il peut être résumé comme suit :

⁴¹⁸ Pour une lisibilité optimale, il est conseillé d'imprimer ce schéma en couleur.

Article 5^{quater} loi ADN 1999-2011 :

§ 1^{er} : définit les tâches du gestionnaire concernant les profils ADN qui sont transmis afin d'être ENREGISTRÉS.

Il s'agit :

- des profils ADN de traces (article 44^{quater}, § 3, CIC) ;
- des profils de référence ADN de suspects pour lesquels un lien positif a été constaté, prélevés avec consentement (article 44^{quinquies}, § 8, CIC) ou sous la contrainte (article 90^{undecies}, § 7, CIC) ;
- des profils de référence de parents d'une personne disparue (article 44^{septies} CIC) ;
- des profils ADN de condamnés (articles 5^{bis}, alinéa 2, et 5^{ter}, § 3, alinéa 2, loi ADN 1999-2011) ;
- Profils de référence ADN d'intervenants (article 5^{quinquies} CIC).

→TÂCHE : après avoir enregistré les profils, le gestionnaire des banques nationales de données ADN a d'office pour tâche de comparer systématiquement tous les profils ADN enregistrés dans les banques nationales de données ADN.

§ 2 : définit les actions du gestionnaire relatives aux profils ADN qui ont été transmis en vue d'une COMPARAISON UNIQUE.

Il s'agit :

- des profils de référence ADN de suspects, prélevés avec consentement (article 44^{quinquies}, § 7, CIC) ou sous la contrainte (article 90^{undecies}, § 6, CIC).

→TÂCHE : le gestionnaire n'enregistre ces profils ADN que si un lien positif avec un profil déjà enregistré est établi. Dans ce cas, le processus de comparaison systématique avec tout nouveau profil enregistré démarre automatiquement.

§ 3 : détermine les données que le gestionnaire doit enregistrer en cas de LIEN POSITIF, tant en ce qui concerne la comparaison visée au § 1^{er} que celle visée au § 2.

→TÂCHE : le gestionnaire enregistre les données suivantes avec le profil ADN pertinent :

- 1° le lien positif ;
- 2° le cas échéant, le numéro de code ADN.

§ 4 : régit la NOTIFICATION, par le gestionnaire, du résultat de la comparaison.

→TÂCHE : le gestionnaire doit notifier le résultat au magistrat en charge du dossier dans un délai maximal de quinze jours après la réception des profils ADN.

Notification des résultats de comparaison

Pas de rapport d'expertise

Étant donné que le gestionnaire des banques nationales de données ADN procède automatiquement – sans encore avoir été requis expressément par un magistrat à cet effet – à la comparaison systématique de tout nouveau profil ADN enregistré avec ceux déjà contenus dans les banques de données ADN, il n'est plus désigné en tant qu'expert.

Par conséquent, la notification des résultats de la comparaison ne constitue plus un rapport d'expertise et ne peut dès lors plus donner lieu à l'introduction d'un état d'honoraire à porter en compte dans les frais de justice.

Le fonctionnement des banques nationales de données ADN est désormais exclusivement financé par la dotation attribuée à l'INCC. Celle-ci devra, par conséquent, être rehaussée tandis que les frais de justice seront réduits.

Délai

Conformément à la nouvelle loi, le gestionnaire dispose d'un délai maximal de quinze jours pour notifier le résultat.

Ce délai débute à la réception des données communiquées par les experts et se termine avec la transmission du résultat des comparaisons aux destinataires concernés.⁴¹⁹

Notification

Le choix s'est porté sur une notification comme suit :

- 1° une notification circonstanciée doit avoir lieu uniquement en cas de LIEN POSITIF ;
- 2° en cas de NON-CONCORDANCE, une simple notification suffit.

Cette notification doit être effectuée par écrit.

Destinataires

Le résultat doit, en principe, toujours être notifié au magistrat concerné.

La notification doit se faire par la cellule nationale **uniquement** lorsqu'un lien positif avec un **numéro de code ADN ou un numéro de code ADN « MP » ou un numéro de code ADN INV** a été constaté lors de la comparaison.

Dans ce cas, la cellule nationale établit un pro justitia (cf. *infra*) afin de communiquer le nom de la personne concernée à laquelle est attribué le numéro de code ADN révélé par la comparaison. Elle joint ce pro justitia à la notification écrite du gestionnaire des banques nationales de données ADN et transmet ces documents immédiatement au magistrat requérant.

Les correspondances entre les traces non identifiées ne passent donc jamais, **en principe**, par la cellule nationale, qui ne conserve en effet aucune donnée à ce sujet.⁴²⁰

Clusters

Les comparaisons dans les banques nationales de données ADN permettent également à l'INCC d'établir des liens entre les profils ADN, appelés « clusters ».

⁴¹⁹ Article 19, § 2, A.R. ADN 2013.

⁴²⁰ Ce n'est que dans le cas des clusters de traces relatives à des personnes disparues que l'INCC (service DIS) transmettra tout de même ceux-ci à la cellule nationale, afin qu'ils soient communiqués, par l'intermédiaire du parquet fédéral – qui exerce seulement une fonction de « boîte aux lettres » – à la cellule « Personnes disparues » de la police fédérale (cf. *supra*), en vue d'adresser les notifications de comparaisons aux magistrats, et non directement aux services de police.

Un cluster correspond à un groupe de profils génétiques identiques issus de dossiers différents.⁴²¹

Il n'a toujours trait qu'à une seule personne.

Comme en témoigne l'exposé des motifs du projet de loi, des résultats parfois spectaculaires peuvent être obtenus. Ainsi, il s'est avéré que, dans un seul cluster, les profils ADN ont fait apparaître un lien entre 19 dossiers.⁴²² Plus récemment, un cluster de 30 dossiers a même été constitué.

Tous les magistrats impliqués dans les différents dossiers doivent être informés des liens positifs par le service DIS.

Afin d'éviter un travail administratif conséquent, il a été opté pour la rédaction d'un seul document par cluster, signé par le gestionnaire des banques nationales de données ADN ou son délégué. La méthode pragmatique qui est appliquée en toute transparence dans ce cadre consiste en la conservation, auprès du service DIS, du document original signé. Les magistrats titulaires reçoivent à leur tour une copie de la pièce en question.

Par exemple : un auteur itinérant apparaît dans 17 dossiers : pour ce cluster, un document signé est rédigé et 17 copies de ce document signé sont transmises aux différents magistrats titulaires.

Cette procédure est appliquée depuis dix ans déjà et n'a jamais été contestée en aucune manière. De même, elle n'a jamais posé aucune difficulté. D'ailleurs, en cas de contestation, le document original signé peut toujours être demandé au service DIS, qui, en tant qu'émetteur des pièces, est la mieux placée pour conserver les documents originaux et en garantir l'authenticité.

Pedigree

Afin d'éviter tout risque de confusion avec le terme « cluster » qui renvoie toujours à une seule personne, il a été décidé de désigner les liens de parenté par le terme « pedigree ».

Le pedigree représente les liens de parenté établis entre les profils de référence d'au moins deux parents de la personne disparue et (le profil de traces lié à) cette dernière.

En cas de lien positif entre les profils de référence des parents de la personne disparue et un profil enregistré dans les banques de données ADN « Criminalistique », « Condamnés » ou « Personnes disparues », le résultat sera repris dans un formulaire de pedigree. Celui-ci comprendra, d'une part, un graphique représentant la parenté des profils de référence exploités jusqu'à la personne disparue et mentionnera, d'autre part, sous la forme d'un tableau, tous les détails administratifs relatifs aux profils de référence concernés (par exemple, numéro d'échantillon, code DNA-BE-MP, parenté biologique, etc.), ainsi que les renseignements ayant trait au profil correspondant (très probablement), d'après les critères statistiques appliqués, à la personne disparue (par exemple, numéro d'échantillon, type de profil, etc.).

Le traitement administratif (signature, copie, envoi) d'un formulaire de pedigree suit la même méthode pragmatique que celle d'un formulaire contenant des clusters.

8.3.2. Cellule nationale

⁴²¹ Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 7.

⁴²² Doc. parl., Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 7.

Les résultats des comparaisons permettant d'identifier une personne par son numéro de code ADN ou son numéro de code ADN MP ou son numéro de code ADN INV doivent tout d'abord passer par la cellule nationale.

Conformément à l'article 3bis, § 2, alinéa 5, de la loi ADN 1999-2011, il incombe effectivement à cette dernière d'établir des pro justitia révélant la concordance entre le numéro de code ADN et le nom de la personne concernée.

La cellule nationale joint ce pro justitia à la notification écrite du gestionnaire des banques nationales de données ADN et transmet ces documents immédiatement au magistrat concerné.⁴²³

Pro justitia

Un modèle standard est rédigé et joint en annexe à la présente circulaire.

- Pour le cluster, cf. le Modèle n° 5 à l'Addenda I.
- Pour le pedigree, cf. le Modèle n° 17 à l'Addenda I.

Étant donné qu'à la suite de la nouvelle législation, il faut s'attendre à ce que de plus en plus de liens soient établis entre les divers faits/dossiers, il a été opté pour la méthode pragmatique automatisée suivante :

1. par voie électronique sécurisée, le service DIS transmet à la cellule nationale le rapport qu'elle a rédigé contenant le lien positif établi ;
2. les données mentionnées dans ce document pourront être automatiquement générées par l'application web, pour la rédaction du « pro justitia » par la cellule nationale.⁴²⁴ Par exemple : récupération des données afférentes aux traces, qui ne sont d'ailleurs pas gérées par la cellule nationale ;
3. les autres données, telles que l'identification du numéro de code ADN/numéro de code ADN « MP », sont automatiquement complétées à partir du fichier national des numéros de code ADN ;
4. une méthode similaire à celle du service DIS est appliquée : le pro justitia original signé par le magistrat national est conservé par la cellule nationale. Les magistrats titulaires reçoivent tous la même copie de ce pro justitia ;
5. une copie distincte du pro justitia est envoyée par numéro de notice concerné avec lequel un lien est constaté. À cet égard, il a été décidé d'adresser un courrier uniquement aux arrondissements judiciaires (à trouver sur la base des premières lettres du numéro de notice), qui se chargent ensuite de la répartition interne ultérieure ;
6. ce pro justitia est établi de manière standard en français, en néerlandais et en allemand.

Détermination du magistrat qui doit prendre l'initiative

Il est très intéressant d'établir des liens, mais, à condition, bien entendu, qu'ils soient effectivement utilisés.

Dans la pratique, des problèmes de coordination se posent souvent, surtout lorsque des liens sont établis entre des dossiers de différents arrondissements. Ainsi, il est fréquent que des apostilles rédigées en vue de consulter le contenu et l'état d'avancement des dossiers dans les divers arrondissements se croisent et que, partant, le travail soit fait en double ou

⁴²³ Article 5quater, § 4, loi ADN 1999-2011.

⁴²⁴ Les liens mêmes ne sont pas enregistrés dans le fichier national des numéros de code ADN.

justement, que l'inverse se produise, à savoir qu'aucun des magistrats/arrondissements ne prenne une initiative.

Il semble donc indiqué d'élaborer un système dès l'établissement du pro justitia, afin de préciser quel magistrat doit intervenir en premier lieu.

Cette désignation peut avoir lieu sur la base de plusieurs critères. N'ont été retenus que ceux pouvant être générés automatiquement par le système informatique :

- les liens avec des traces/échantillons de référence d'un suspect priment sur les profils de référence de condamnés (ces dossiers ont en effet été réglés) ;
- les infractions graves priment : la gravité des faits peut être déduite du code de qualification figurant dans le numéro de notice, par exemple 10 (association de malfaiteurs, prise d'otages, organisation criminelle), 11 (vol à l'aide de violences ou menaces, extorsion, home- et car-jacking), 30 (homicide, meurtre), 31 (suicide) et 37 (délits de mœurs) ;
- ancienneté du dossier : le dossier le plus récent prime. Il est plus opportun d'encore effectuer une analyse supplémentaire dans des dossiers récents que de rouvrir d'anciens dossiers.

L'arrondissement / le numéro de notice mentionné en premier lieu dans le « pro justitia » doit prendre l'initiative.

8.3.3. Procureur du Roi local

Le « pro justitia » est transmis à la cellule ADN locale, qui se charge de l'attribution au magistrat *ad hoc*.

En ce qui concerne le pro justitia relatif à un pedigree, le magistrat doit vérifier que celui-ci respecte la finalité imposée par le législateur. Les liens positifs sans rapport avec le dossier de disparition ne peuvent pas être exploités (cf. *supra*).

L'on attend du procureur du Roi local qu'il exploite et utilise aussi de manière effective dans ses enquêtes le lien positif qui lui a été signalé à l'aide des comparaisons dans les banques nationales de données ADN.

Lorsqu'il a été désigné pour prendre l'initiative, il envoie ensuite aux autres magistrats titulaires mentionnés dans le pro justitia, une apostille dans laquelle il communique, d'une part, toutes les données de son propre dossier (type d'affaire, état de son dossier, traces ou non, autres données utiles) et demande, d'autre part, des informations utiles à ses collègues.

Prendre l'initiative implique que le procureur du Roi local est chargé de collecter les informations.

À cet égard, deux remarques peuvent être formulées :

1. si un dossier important est en cours dans un autre arrondissement, ce dernier ne doit évidemment pas attendre et peut reprendre l'initiative, à condition d'en aviser le premier initiateur désigné ;
2. celui qui prend l'initiative ne doit pas nécessairement continuer à traiter les dossiers.

Le transfert des dossiers est soumis aux règles habituelles. Ce point sera également vérifié dans la circulaire relative à la banque de données des antécédents « ADDBA », en cours de rédaction.

9. COMPARAISONS INTERNATIONALES

L'article 8 de la loi ADN 1999-2011 permet l'échange automatique de données ADN avec d'autres États membres européens, conformément aux décisions du Conseil de l'Union européenne du 23 juin 2008 (2008/615/JAI et 2008/616/JAI).

En matière pénale, le gestionnaire des banques nationales de données ADN (ou son délégué) a la compétence exclusive des échanges des données indexées ADN qui sont enregistrées dans les banques nationales de données ADN, avec les points de contacts étrangers, en vue d'effectuer des consultations et des comparaisons automatisées de profils d'ADN.

Cet article a pris effet le 29 juillet 2014.⁴²⁵

La comparaison à l'échelle internationale fait l'objet d'une circulaire distincte COL 7/2015 du 25 juin 2015, étant donné qu'il s'agit d'une matière en développement et que des accords spécifiques doivent être conclus en termes de flux de processus avec chaque pays signataire avec lequel un échange de données est convenu.

Par la présente circulaire, il est une nouvelle fois rappelé que l'échange automatique effectué en vertu du Traité de Prüm ne permet de comparer que des profils purs un à un. Seuls des profils ADN purs et exacts peuvent être comparés.

Les traces, qu'il s'agisse de dépouilles mortelles non identifiées ou de traces liées à une personne disparue (type a et b), peuvent dès lors être comparées au niveau international.

Tous les profils de traces de la banque de données « Personnes disparues » sont susceptibles d'être comparés à l'étranger.

Toutefois, conformément au Traité de Prüm, des échantillons de référence de parents ne peuvent pas être comparés à l'échelle internationale de manière automatique. En revanche, dans le cas de profils de référence de parents, des questions ciblées peuvent être posées par le biais d'une commission rogatoire.

La loi ne permet pas la comparaison internationale des échantillons de référence des intervenants.

⁴²⁵ Arrêté royal du 3 juillet 2014 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (M.B. du 29 juillet 2014)

PARTIE IV. DISPOSITIONS FINALES

La partie IV reprend les infractions pénales définies dans la nouvelle réglementation ADN, analyse les dispositions transitoires et aborde enfin l'évaluation de la circulaire.

1. INFRACTIONS PÉNALES

L'article 6 de la loi ADN 1999-2011 punit :

§ 1^{er}. quiconque, sans y être autorisé, aura pris sciemment connaissance du résultat de la comparaison de profils ADN

→ d'un emprisonnement de six mois à un an et/ou d'une amende de deux cents à dix mille euros ;

§ 2. 1° quiconque, alors qu'il savait que certaines données avaient été obtenues par la perpétration de l'infraction visée au § 1^{er}, aura sciemment utilisé des données à d'autres fins qu'aux fins de la procédure pénale

2° quiconque, alors qu'il y était autorisé, aura pris connaissance du résultat de la comparaison de profils ADN, et les aura sciemment utilisés à d'autres fins qu'aux fins de la procédure pénale

3° quiconque aura utilisé les traces découvertes ou les échantillons de référence et les échantillons qui en dérivent contenant de l'ADN, à d'autres fins qu'aux fins de la procédure pénale

→ d'un emprisonnement de six mois à deux ans et/ou d'une amende de deux cents à vingt mille euros ;

§ 3. celui qui sciemment effectue ou fait effectuer une comparaison de profils ADN hors les cas prévus par la loi ou sans respecter les formalités qu'elle prescrit

→ d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et/ou d'une amende de cinq cents à cinquante mille euros ;

§ 4. Les dispositions du Livre premier du Code pénal (des infractions et de la répression en général), en ce compris le chapitre VII (de la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit) et l'article 85 (circonstances atténuantes), sont applicables à ces infractions.

L'article 30, alinéa 1^{er}, de l'A.R. ADN 2013 dispose ce qui suit en ce qui concerne le secret professionnel :

Les membres de l'INCC qui ont accès ultérieurement aux banques nationales de données ADN et les membres du personnel des laboratoires ADN agréés sont soumis au secret professionnel et sont punissables conformément à l'article 458 du Code pénal.

Ils ne peuvent être punis dans les cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice (ou devant une commission d'enquête parlementaire) et lorsque la loi les oblige à faire connaître ces secrets.⁴²⁶

⁴²⁶ Article 458 CP.

- S'ils violent le secret professionnel : ils seront punis d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et/ou d'une amende de cent à cinq cents euros.

Le rapport au Roi⁴²⁷ donne comme justification que les personnes précitées sont soumises aux exigences les plus strictes en matière de confidentialité et de secret, étant donné qu'elles prennent connaissance d'un grand nombre de données sensibles. C'est la raison pour laquelle elles sont soumises au secret de l'instruction⁴²⁸ et punissable conformément à l'article 458 CP.

2. DISPOSITIONS TRANSITOIRES

La nouvelle loi ADN ne prévoit que trois dispositions transitoires, dont seules les deux premières sont déjà entrées en vigueur :

1. Il est stipulé, en ce qui concerne les laboratoires ADN, qu'ils doivent détruire tous les échantillons de référence et les échantillons qui en dérivent contenant de l'ADN au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.⁴²⁹

La loi de 1999 ne prévoyait pas la destruction par les laboratoires ADN des « sous-échantillons » dérivés de l'échantillon de référence initial. Dès lors, il est possible que ces échantillons dérivés aient été conservés dans les laboratoires depuis 1999 et que, partant, une disposition transitoire soit nécessaire.⁴³⁰

2. S'agissant de l'INCC (service DIS), il est précisé que tous les profils ADN qui ont été transmis sous le régime de l'ancienne loi – donc également ceux qui n'étaient accompagnés d'aucune demande de comparaison du magistrat compétent – tomberont sous le régime de la nouvelle loi à compter de son entrée en vigueur.

Cela signifie que ces profils ADN pourront encore être comparés avec les profils enregistrés dans les banques nationales de données ADN.⁴³¹

3. En ce qui concerne les condamnés, l'article 8 de l'ancienne loi ADN prévoyait déjà une disposition transitoire pour les condamnés ou internés dont la peine infligée pour avoir commis une des infractions visées a été ordonnée de manière définitive avant la date d'entrée en vigueur de la loi, mais n'avait pas encore été exécutée définitivement. Le deuxième alinéa de cet article, qui disposait qu'il était dressé un profil ADN des condamnés ou internés privés de liberté au moment de l'entrée en vigueur de la loi dès qu'ils étaient mis en liberté, a été source de nombreux problèmes pratiques.⁴³²

L'ancien article 8 a été entre-temps remplacé par le nouvel article 8, qui régit un autre aspect, à savoir la comparaison internationale. Ce nouvel article 8 n'est pas encore entré en vigueur.

⁴²⁷ Rapport au Roi, A.R. ADN 2013, p. 52402.

⁴²⁸ Ceci confirme explicitement l'application à ces personnes de l'article 28quinquies, § 1^{er}, CIC (secret de l'information) et de l'article 57, § 1^{er}, CIC (secret de l'instruction judiciaire).

⁴²⁹ Article 23, § 1^{er}, loi ADN 1999-2011.

⁴³⁰ *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, p. 37.

⁴³¹ Article 23, § 2, loi ADN 1999-2011 et *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, n° 1504/001, pp. 37 et 38.

⁴³² Ancien article 8 loi ADN 1999.

Le contenu de l'ancien article 8 a été repris dans la nouvelle loi ADN sous l'article 8^{ter} nouvellement inséré. Le problème a été résolu en précisant que le profil ADN pouvait également être établi pendant leur privation de liberté. Cet article n'est toutefois pas encore entré en vigueur.

L'article 8^{ter} a en effet fait l'objet d'une controverse dans la mesure où, selon une lecture littérale, les mots « avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi » peuvent être interprétés comme signifiant la date d'entrée en vigueur de l'ancienne loi (20 mars 2002) et impliquant dès lors une rétroactivité de 11 ans. Une telle disposition est inapplicable dans la pratique et poserait des problèmes en termes de sécurité juridique.

Par conséquent, l'entrée en vigueur de cet article a été reportée, dans l'attente d'une loi interprétative ou d'une modification de la loi. Ce problème a déjà été signalé par le Collège des procureurs généraux à la ministre de la Justice.⁴³³

À partir du 1^{er} janvier 2014, le règlement simple suivant sera donc d'application :

- la nouvelle loi ADN ne contenant aucune disposition relative au moment du prélèvement d'un échantillon de référence sur un condamné, cet acte peut être effectué tant pendant la privation de liberté qu'après celle-ci ;
- concernant les nouvelles infractions prévues par la loi ADN 2011, il ne peut être procédé au prélèvement d'un échantillon de référence que pour les condamnations postérieures à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi ;
- pour les infractions qui figuraient déjà dans l'ancienne loi ADN et pour lesquelles la peine du condamné ou de l'interné doit encore être exécutée ou est en cours d'exécution, l'échantillon de référence ADN peut être prélevé à tout moment, étant donné que l'ancien article 8 est abrogé dès le 1^{er} janvier 2014.

Vu l'absence d'autres dispositions transitoires dans la loi, les règles habituelles sont applicables :

- la nouvelle loi ADN étant une loi de procédure qui modifie la procédure judiciaire, le principe de l'effet immédiat sur les procès en cours s'applique.⁴³⁴ La date d'entrée en vigueur détermine le moment auquel le texte peut sortir ses effets juridiques, notamment sur les actes de procédure posés après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi⁴³⁵ ;
- les ordres donnés avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi doivent être exécutés après le 1^{er} janvier 2014 conformément aux nouvelles règles de procédure qui s'appliquent dès cette date. En cas de problèmes lors de l'exécution de cette disposition, l'ordre peut, si nécessaire, être renvoyé au magistrat compétent afin que celui-ci puisse donner de nouvelles instructions.

⁴³³ Lettre du 29 avril 2013 du Collège des procureurs généraux à la ministre de la Justice.

⁴³⁴ Article 3 du Code judiciaire ; L. DUPONT et R. VERSTRAETEN, *Handboek Belgisch Strafrecht*, Louvain, Acco, 1990, n° 191, p. 138.

⁴³⁵ P. POPELIER, *Toepassing van de wet in de tijd : vaststelling en beoordeling van temporele functies*, Anvers, Story-Scientia, 1999, p. 73.

3. ÉVALUATION DE LA PRÉSENTE CIRCULAIRE

La circulaire relative à l'ADN a été soumise à une évaluation, d'autant plus que, conformément au

projet de loi visant à créer la banque de données ADN « Personnes disparues », la circulaire devrait être actualisée à court terme.

Le 5 février 2015, le Collège des procureurs généraux a dressé un aperçu intermédiaire de l'état d'avancement de ce projet.

Il a été décidé de créer un groupe de travail *ad hoc* chargé de l'évaluation de celui-ci, lequel a terminé sa mission en décembre 2015.

Il a été tenu compte des nouvelles dispositions légales et des remarques formulées par la Commission d'évaluation de l'ADN, les services de police et les magistrats de référence ADN de première instance et des cours d'appel.

Aucune date n'a été prévue pour une nouvelle évaluation.

Toutes les remarques et suggestions relatives à la présente circulaire peuvent néanmoins être transmises au magistrat nommé auprès de la cellule nationale et au Collège des procureurs généraux.